



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

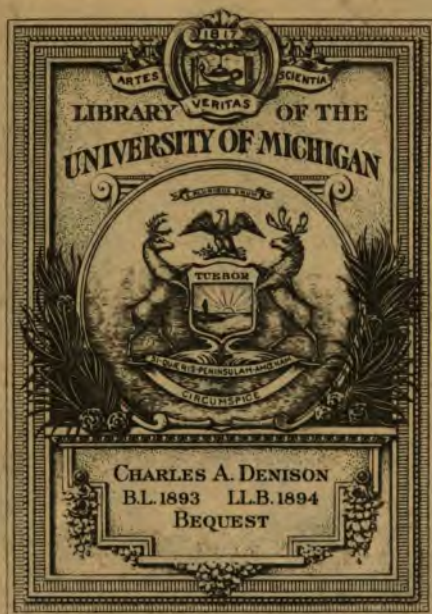
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







DC
148
L12

HISTOIRE
MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE.

TOME QUATRIÈME.

IMPRIMERIE LE NORMANT, RUE DE SEINE, 8.

HISTOIRE

MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE,

COMPOSÉE SUR UN PLAN NOUVEAU ET D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS;

*Précédée d'une Introduction et d'un Tableau du Règne de Louis XVI, jusqu'à
l'ouverture des états-généraux.*

PAR EUGÈNE LABAUME,
LIEUTENANT-COLONEL AU CORPS ROYAL D'ÉTAT-MAJOR, OFFICIER DE LA LÉGION-D'HONNEUR;
CHEVALIER DE SAINT-LOUIS ET DE LA COUROMME-DE-FER,
AUTEUR DE LA PREMIÈRE RELATION DE LA CAMPAGNE DE RUSSIE,
DE L'HISTOIRE DE LA CHUTE DE L'EMPIRE, ETC.

Sine ira et studio.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

II.

PARIS.

V. LE NORMANT, LIBRAIRE,
Rue de Seine, 8;
ANSELIN ET G. LAGUIONIE, LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE,
Rue Dauphine, 36;
TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES,
Rue de Bourbon, 17.

—•—
1839.

20

5
Lafayette
4-23-39
37648

HISTOIRE

MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

LIVRE SEPTIÈME.

LES PARLEMENS.

Situation du roi et de la reine. — Liste civile. — Les anciennes formules supprimées. — Démission de Lally et de Mounier. — Elle est blâmée. — Portrait de Malouet. — Lafayette et le duc d'Orléans chez M^{me} de Coigny. — Ce prince part pour l'Angleterre. — Massacre du boulanger François. — Loi martiale. — Discours de Robespierre. — Nouveau portrait de Robespierre. — Portrait de Calonne. — Emigrés à Turin. — Inertie des ministres. — Portrait de Talleyrand. — Son rapport sur les biens du clergé. — Discours de Maury et de Thouret. — Biens du clergé à la disposition de la nation. — Opposition du clergé. — Mandement de l'évêque de Tréguier. — Opposition des pays d'Etat. — Vacances des parlemens. — Émeute à Toulon. — Société anglaise des Amis de la Révolution. — Opinion de Martineau sur la politique de l'Angleterre. — Troubles en Belgique et en Corse. — Discours de Fréteau au roi. — Portrait de Joseph II. — Dispositions politiques.

L'arrivée du roi et de sa famille au sein de la capitale fit renaître un instant l'abondance et la joie; dès le lendemain, les boutiques des boulan-

6-23-39 mab

gers cessèrent d'être assiégées, les subsistances excédèrent les besoins des consommateurs; et les crédules Parisiens attribuèrent au 6 octobre cette abondance momentanée. Une foule immense, aussi avide de satisfaire sa curiosité qu'empressée de bénir un prince qu'elle regardait comme le gardien de ses libertés, se portait aux Tuileries pour y contempler ses traits et applaudir à sa présence. La municipalité, les tribunaux, le Parlement vinrent exprimer au roi leur satisfaction de le voir au milieu du peuple et à l'abri des funestes projets de ses plus grands ennemis. Tous ces corps civils et judiciaires furent reçus avec bonté; ils s'y montrèrent sensibles, et l'on put facilement remarquer en ce jour la pente naturelle qui tend à rapprocher les Français de leurs rois. Louis XVI recevait avec attendrissement ces marques touchantes d'amour de la nation et les faisait partager à la reine.

Bientôt après, cette princesse admit dans ses salons les dames de la halle qui la veille l'avaient accablée d'injures. « Je veux, leur dit-elle, être votre « bonne mère et vous faire autant de bien que vous « avez dit de mal de moi ». » Elles lui demandent les fleurs et les rubans de son chapeau; Marie-Antoinette les détache et les donne elle-même à ces femmes, qui en les recevant crient : *Vive notre bonne reine !* C'est ainsi que la fille des Césars reçut

l'humiliant pardon de ces abjectes créatures. Puis se montrant au balcon les yeux humides de larmes, elle tendit les bras au peuple et lui présenta son jeune enfant¹, le fils aîné de la patrie, dont elle se flattait, hélas ! qu'il serait un jour le père. Toute la journée de nombreuses députations se succédèrent aux Tuileries.

Le premier soin du roi fut de s'entendre avec le comité des subsistances, afin d'enlever aux factieux le prétexte de la disette pour exciter le peuple à la révolte. Séduit par les témoignages d'affection qu'il recevait et par l'assurance que le maire et le commandant de la garde nationale ne cessaient de lui donner, Louis XVI promit de faire de Paris son séjour habituel. « Je dois le préférer, dit-il, « comme le lieu où mes enfans sont rassemblés en « plus grand nombre. » Il invita ensuite l'Assemblée à envoyer des députés pour choisir dans cette ville un local convenable à ses séances.

Cependant il fallait rassurer les provinces sur les derniers événemens, et faire croire à l'Europe étonnée que le monarque était aussi insensible aux dangers qu'avait courus sa famille qu'indifférent aux droits de sa couronne. Dans ce dessein, on lui fit publier une proclamation (9 octobre) dans laquelle, dissimulant les outrages dont lui et les siens avaient été abreuvés, il annonçait que pour ramener la paix, et se reposant sur les sentimens qui

¹ *Moniteur* du 12 au 13 oct., p. 291, art. *Paris*, col. 1^{re}.

devaient animer ses sujets, il s'était déterminé à venir avec confiance habiter sa capitale; mais pour prouver à tous les Français un égal amour, il promettait, lorsque l'Assemblée aurait terminé le grand ouvrage de la restauration du bonheur public, de réaliser le projet qu'il avait formé d'aller, sans aucun faste, visiter ses provinces pour connaître le bien qu'il pourrait y faire.

Depuis que le roi et sa famille étaient établis aux Tuileries, au sein d'une ville immense qui n'obéissait plus à aucune espèce d'autorité, ces augustes personnages continuaient à être l'objet d'un empressément indiscret. De moment en moment on les forçait à paraître aux fenêtres, pour satisfaire la curiosité du peuple, et surtout de ces femmes sans pudeur qui sans cesse étaient employées à provoquer de nouvelles émeutes. Lorsqu'on les laissait approcher, l'insolence et l'outrage perçaient jusque dans les témoignages de leur affection. « Nous « vous aimons bien, disaient-elles à la reine, mais « ne nous trahissez plus. » Pendant que des journaux anarchistes osaient lui adresser d'audacieux manifestes, ces femmes lui demandèrent de leur racheter tous les effets engagés au Mont-de-Piété pour une somme au-dessous de vingt-quatre francs.

Quoique la reine se fût bornée à répondre avec bienveillance à une demande que l'état du trésor de la couronne ne permettait pas d'accorder, ses paroles, interprétées avec artifice, furent regardées

et publiées comme une promesse positive¹. Aussitôt la populace accourt en foule pour en demander l'accomplissement; on veut la désabuser; alors elle se plaint, murmure, et donne les signes manifestes d'un violent mécontentement. Pour calmer les esprits, on se hâta de vérifier ce que coûterait la remise de ces effets; on en porta le prix à trois millions, somme énorme pour la pénurie où se trouvait la cassette du roi. Néanmoins Louis XVI ne voulut pas que les espérances fondées sur les bontés de la reine fussent illusoires pour les pauvres, et il fit annoncer qu'il accorderait la remise gratuite du linge de corps et des vêtemens d'hiver engagés pour la somme fixée. Les fonds consacrés à cet acte charitable furent pris sur l'argent réservé aux besoins de la famille royale². C'est ainsi que des malheureux, exaltés par la misère et poussés par des gens plus coupables qu'eux, reçurent des secours et des soulagemens du prince généreux qu'ils avaient arraché par violence du palais de ses ancêtres.

Cet événement fit bénir pendant quelques jours le nom de la reine, et le roi se livrait à la trompeuse espérance que les Parisiens, en le voyant de plus près, rendraient enfin justice à ses sentimens et à ceux de sa compagne. Le peuple semblait prendre part à ses infortunes. Les fidèles gardes du corps qui l'avaient défendu, quoique licenciés, devinrent

¹ PAUDRONNE, *Révolutions de Paris*, t. II, n° XIV, p. 24.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Hist. de la Révol. de France*), t. II, p. 283. — *Moniteur* du 12 au 13 oct. 1789, p. 297, art. *Paris*, col. 3.

l'objet de l'estime publique ; on se pressait sur leur passage pour les voir et les applaudir. On exigea qu'ils allassent au Palais-Royal ; ils parurent dans ces lieux où l'on avait conspiré contre eux, pâles, défaits , et portant l'empreinte de la douleur qu'ils ressentaient encore du massacre de leurs camarades. A cette vue, tous les cœurs furent émus, et le noble caractère français se plut, malgré la diversité d'opinion , à rendre un juste hommage au courage malheureux. Cette preuve de la sage direction que prenait l'opinion publique toucha vivement le roi, car de tous les sacrifices qu'on lui imposa, le renvoi de ces gardes, auxquels il devait le salut de la reine et peut-être le sien, fut un des plus tyranniques et des plus douloureux.

La municipalité, n'étant pas encore subjuguée par la populace, sentit toute la rigueur de cette exigence ; elle vint conjurer le roi de reprendre ses gardes, éprouvés par le danger et par l'adversité. Le monarque se flatta un instant que ce vœu était l'expression d'un sentiment sincère et durable ; il se hâta de rappeler ceux qu'il put retrouver : bientôt après, on lui en fit un crime. On voulut que les gardes françaises reprissent les postes qu'ils occupaient avant leur défection, et que le service intérieur des Tuileries fût confié à la milice parisienne ; les gardes du corps, victimes de l'acharnement qu'on mettait à les poursuivre, pour la plupart quittèrent la France ; la reine pleura en leur disant adieu, et ses larmes furent l'unique prix de leur héroïque dévouement.

Malgré tant de rigueurs, et surtout malgré l'impression des scènes récentes qui avaient attenté à sa dignité, Louis XVI s'abandonnait toujours avec sécurité aux effusions de sa tendresse pour le peuple. Cette assurance contrastait avec l'anxiété des courtisans. L'air de Versailles était leur élément. Dans leur consternation, ils osaient à peine se présenter aux Tuileries. Depuis plus de soixante ans ce palais inhabité n'offrait que des pièces immenses, nues, sans meubles, et des murs noircis par le temps. Ces hommes élevés dans la mollesse ne pouvaient oublier le luxe et la magnificence du séjour qu'ils venaient de quitter, et qui était si favorable aux intrigues et aux plaisirs. Tous regrettaient l'OEil-de-Bœuf, Trianon et ses fêtes. Quant aux vrais amis du roi, ils entrevoyaient ce changement sous un aspect plus touchant et plus sombre. Avec douleur ils regardaient cette demeure, dépouillée de pompe, comme la prison de leur prince, et dans l'impossibilité de l'en arracher, ils cherchaient à exciter l'attendrissement et à émouvoir en sa faveur le cœur des Français.

D'après le caractère national imprimé par les temps de folie et de légèreté qui précédèrent la révolution, plaisir, peine, joie, tristesse, tout se chantait en France. Des romances plaintives déplorèrent le sort d'un fils du bon Henri, prisonnier de ses propres sujets. Ces chants devinrent à la mode, et quoique l'ardeur avec laquelle chacun les répétait fût l'indice d'une bienveillance marquée,

ils ne produisirent d'autre effet que de provoquer dans les âmes vertueuses et sensibles des vœux stériles. Aussi les hommes pénétrants, convaincus par les leçons du passé que les passions humaines donnent aux événemens semblables les mêmes résultats, ne dissimulaient point leur affliction profonde. Ils lisaient dans l'histoire d'Angleterre les malheurs de notre avenir, et déjà ils pronostiquaient que l'anarchie, après avoir sapé les fondemens du trône, allait saisir la hache sanglante de Cromwel pour frapper la tête innocente du monarque français. Mais lui, trop magnanime pour s'occuper de ses dangers personnels, ne songeait qu'à écarter ceux dont son peuple était menacé.

L'Assemblée nationale se trouvait encore à Versailles, et continuait à discuter les articles qui devaient servir d'élément à la nouvelle constitution. Après avoir reconnu les droits de l'homme en général et s'être attribué l'initiative en législation, elle ne permit au roi de faire aucune ordonnance, même provisoire, mais seulement des proclamations conformes aux lois, pour en ordonner ou en rappeler l'observation. Enfin elle rétablit l'ancien principe, qu'à la nation seule appartenait le droit d'accorder ou de refuser l'impôt. Elle décida que toutes les contributions et charges publiques, de quelque nature qu'elles fussent, seraient supportées proportionnellement par tous les citoyens et tous les propriétaires, en raison de leurs biens et de leurs revenus. Divers amendemens furent proposés en

faveur de la liste civile; Mirabeau demanda que les fonds affectés à cet usage fussent assurés au roi, comme en Angleterre, pendant toute la durée de son règne. Plusieurs membres réclamèrent l'ordre du jour; Barnave s'y opposa en ces termes : « Refuser « les sommes nécessaires pour l'entretien personnel « du délégué de la nation, ce serait inviter à la tyrannie un prince qui se trouverait à la merci de « l'Assemblée nationale. » L'opinion de Barnave et de Mirabeau prévalut, et l'Assemblée, après avoir rejeté l'amendement de Baumetz¹, adopta celui d'Alexandre Lameth, qui, en garantissant le paiement de la dette nationale et de la liste civile, les affranchissait pour l'avenir de toute discussion.

Ces débats amenèrent l'Assemblée à porter son attention sur les formes qui devaient être employées dans la rédaction, la sanction et la promulgation des lois. Après avoir ordonné que le sceau de l'État serait le même pour toutes les parties de l'empire, elle comprit que le faux emploi de certains mots avait donné matière aux plus dangereuses interprétations, d'où étaient résultés les abus qui affligeaient la société. Pénétrée de la justesse de cette idée, elle crut devoir rappeler aux vrais principes les gouvernans et les gouvernés, toujours enclins à les oublier.

Dans ce but, plusieurs membres s'élevèrent contre les anciennes formules, en déclarant qu'il fallait re-

¹ *Moniteur* du 5 au 8 oct. 1789, p. 280, col. 3.

jeter les vieilles expressions du despotisme. Mirabeau ne s'opposa point à la suppression de phrases surannées qui ne concordaient plus avec la simple raison et les mœurs du siècle; « mais je ne vois, « dit-il, pour les nations aucun avantage à renoncer aux formules anciennes, lorsqu'elles portent « sur des sentimens religieux et qu'elles ne peuvent « avoir aucune mauvaise conséquence. Les mots « par *la grâce de Dieu*, sont un hommage à la « religion, et cet hommage est dû par tous les « peuples du monde; c'est une profession de foi « précieuse à conserver, comme point de ralliement « parmi les hommes. »

A une opinion aussi grave et aussi sensée Robespierre opposa une formule dont la rédaction singulière fit rire et fatigua l'Assemblée¹, au point que l'orateur eût été pour toujours étouffé sous le poids du ridicule, si une trop forte prévention contre lui et si son amour-propre excessif n'eussent contribué à entretenir la ténacité de son caractère. L'archevêque d'Aix, appuyé par Fréteau, en insistant avec chaleur, obtinrent le maintien de la phrase pieuse et morale qu'avait défendue Mirabeau, en y ajoutant ces mots : *et par la loi constitutionnelle de l'État*, afin de présenter au peuple la sainte alliance des lois humaines avec la puissance divine. De concert avec eux, Le Berthon, président au parlement de Bordeaux, fit supprimer l'ancien protocole de la chancellerie royale et la

¹ *Moniteur* du 8 au 9 oct. 1789, p. 283, col. 2.

formule, *car tel est notre plaisir*, qui profanait l'auguste caractère de la loi, en la réduisant à n'être plus que l'expression de la fantaisie d'un homme. Enfin l'Assemblée changea le titre de *roi de France* en celui de *roi des Français*, pour apprendre au monarque qu'il était bien le chef de la nation, mais non pas le propriétaire du sol, restriction sans laquelle un grand État n'est plus qu'un servile héritage.

La suppression du titre de *roi de Navarre* présentait quelques difficultés : cette petite province n'avait point envoyé de députés à l'Assemblée; ses habitans se considéraient plutôt comme alliés qu'incorporés à la France, et désiraient garder leur indépendance jusqu'à la publication de la nouvelle constitution. D'ailleurs la province était fière du titre que prenait le roi de France, et pour intéresser la nation entière à le conserver, elle objectait que ce titre rappelait les droits de nos rois sur la Navarre espagnole. Tous les députés repoussèrent des vues contraires à l'unité de la monarchie, qui ne devait plus former qu'un seul et même empire régi par le même prince, par les mêmes lois, et animé d'un intérêt unique. Garat l'ainé, député du Béarn, défendit seul les prétentions de la Navarre¹; mais lorsque Volney eut prouvé que les Navarrois étaient écrasés sous le joug de la féodalité la plus dure, cela suffit pour décider l'Assemblée, et la salle retentit des cris redoublés de *vive le roi des Français* !

¹ *Moniteur* du 20 au 22 oct. 1789, p. 309 col. 2.

Les délibérations étaient souvent interrompues par des insultes et des provocations adressées à un grand nombre de députés; ceux mêmes qui avaient embrassé des premiers la cause populaire n'en étaient pas moins en butte aux outrages de la populace. Alors plusieurs d'entre eux, tels que Mounier, de Virieu et Lally-Tolendal, ne pouvant plus conserver au roi ses justes prérogatives, donnèrent leur démission. Depuis deux jours le président ne cessait de délivrer des permis de départ, lorsque Barnave s'y opposa avec force, et fit décréter qu'il n'en serait plus accordé que pour affaires urgentes, et après que les députés se seraient fait remplacer par leurs suppléans.

Malgré les odieuses manœuvres et les menaces employées par les factieux pour éloigner ceux dont l'influence et les talens leur portaient ombrage, ce serait une erreur de croire que la plupart de ces députés se déterminèrent à abandonner leurs fonctions par des craintes pusillanimes. L'évêque de Langres, dans les journées des 5 et 6 octobre, avait fait preuve d'un grand courage, en déclarant avec les archevêques d'Aix, de Reims, et l'évêque de Laon, qu'ils ne quitteraient jamais le roi. « Quoique
« nous soyons les plus faibles, disaient ces intrépides
« prélats, nous ferons notre devoir. » Mounier, dans ces mêmes journées, avait montré la fermeté la plus honorable; mais en voyant la marche effrayante que suivait la révolution, les réformes nouvelles lui parurent bien pires que les anciens abus; alors il

commença à croire que notre caractère était trop inconstant et trop impétueux pour apprécier la liberté telle que lui-même l'avait conçue; pénétré de cette vérité, il se rendit à Grenoble, pour exposer à ses concitoyens les motifs de sa nouvelle conduite.

Quant à Lally-Tolendal, sa grande popularité devait le mettre à l'abri de tout danger. Cependant il fut aussi dégoûté et consterné, en voyant que le triomphe de la faction populaire forçait le roi, non-seulement à tout sanctionner, mais lui enlevait encore tout ce qui constituait sa dignité. Désespérant de ramener l'Assemblée au système salubre des deux chambres que lui et son ami Mounier regardaient comme indispensable pour la fondation d'une monarchie tempérée, il se retira en Suisse; de là, sous l'impression des événemens récents, il écrivit une lettre où il peignait avec trop d'énergie la douloureuse indignation dont il était animé contre des collègues qui n'avaient fait qu'errer dans les voies du patriotisme dont il donna le premier exemple. « Ce sang, ces têtes, cette reine presque égorgée, ce « roi amené esclave à Paris, ces cris *tous les évêques* « *à la lanterne*, la conduite de Mirabeau, et celle de « Barnave, riant ensemble lorsque des flots de sang « coulaient; voilà, disait-il, ce qui me fait jurer de « ne plus mettre les pieds dans l'Assemblée. » Après avoir déclaré qu'il ne siégerait jamais avec des *anthropophages*, « ils me proscrireont, ajoutait-il, ils « confisqueront mes biens; mais qu'importe? je « labourerai la terre, et je ne les verrai plus. »

Lally-Tolendal, ardent pour le bien, avait le cœur droit et des intentions pures; mais quoique d'un caractère noble et ferme, une sensibilité extrême lui fit souvent exprimer ses opinions avec une chaleur et une exaltation qui furent le fruit d'une improvisation trop prompte. Il avait été enthousiaste de la révolution, et voilà pourquoi il voulut que sa rétractation fût la plus éclatante et son repentir le plus expiatoire.

Les considérations morales qui portèrent ces députés à renoncer à l'exercice de leurs fonctions n'étaient pas néanmoins suffisantes pour abandonner le soin de la chose publique, et manquer ainsi à l'accomplissement de leurs devoirs et à la confiance de leurs concitoyens. Trop tôt découragés, et désespérant d'eux-mêmes, ils auraient pu, en persistant davantage, empêcher beaucoup de délibérations, imprudentes ou dangereuses, qui furent la source de maux incalculables. Mounier surtout, après avoir illustré son nom à Vizille, à Romans, semblait encourir un blâme mérité. « Devait-il, s'éloigner de ses collègues, lui qui leur avait proposé « de se rendre au Jeu de Paume, pour y jurer avec « solennité, au péril de leur vie, de ne jamais « abandonner l'œuvre de la constitution, jusqu'à « son entier accomplissement? » Mais quelle que soit sa faute, elle n'a jamais été que l'erreur d'un homme de bien; et quant au serment du Jeu de

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. constil.*, par Alex.), t. I^{er}, p. 157-158.

Paume, il serait injuste de le lui reprocher, lorsqu'il a dit, pour s'en justifier : « Je n'avais pas juré de dé-
« libérer quand je ne croirais pas être libre; je n'avais
« pas juré de consentir à soumettre mes opinions à
« la volonté de la multitude, à parler contre ma
« conscience, ou à taire la vérité ¹. »

Maury et Cazalès, avec des principes encore plus favorables à la royauté, restèrent, et jusque vers la fin de la session luttèrent contre l'anarchie avec courage et fermeté. Malouet resta aussi; et quoique les discours de ce député aient souvent manqué de force, son attitude fut si noble, ses idées si justes et ses intentions si pures, qu'il ne cessa de mériter l'estime des partis. Son âme douce et tranquille, excitée par le sentiment de la justice, éleva plusieurs fois ses actions à une hauteur bien supérieure à l'éloquence des paroles.

Cependant les recherches commencées par le Châtelet chargé de recueillir les témoignages propres à jeter du jour sur la ténébreuse machination des attentats du 6 octobre, se continuaient toujours et agitaient Paris. Lorsque des commissaires se présentèrent chez la reine pour recevoir sa déposition, elle leur dit : « *Je ne serai jamais la délatrice des sujets du roi.* » Une si noble réponse confondit la haine acharnée contre cette princesse; ses plus grands ennemis, et par la suite les historiens les plus prévenus contre elle, n'ont pu en cette occasion se refuser à payer un juste

¹ MOURIER (*Exposé justificatif*), p. 89.

² PAGÈS (*Hist. secrète de la Révolution franç.*), t. I^{er}, p. 268.

tribut d'admiration à la noblesse de sa conduite *.

Bientôt les dépositions recueillies par la magistrature fixèrent l'attention publique. Elles prouvaient que les mouvemens de la multitude qui se porta sur Versailles avaient été dirigés par des agens secrets, et favorisés par des distributions d'eau-de-vie et d'argent ; toutes ces menées étaient attribuées à la faction d'Orléans dont la cour avait le plus grand intérêt à dévoiler et même à exagérer les projets¹. Depuis l'ouverture des états-généraux, la conduite du duc d'Orléans, avait été si peu conforme à son rang, à sa naissance, que l'opinion publique était naturellement portée à le considérer comme un factieux toujours prêt à troubler l'exercice de la légitime autorité. Ne prêtant jamais secours au trône, les plus légers mouvemens populaires lui étaient aussitôt attribués, et chacun le considérait comme le moteur naturel de toutes les conjurations.

A la faveur de tant de désordres, les ennemis de la vraie liberté faisaient toujours cause commune par l'excès de leur exaltation. Ils profitaient de l'incandescence des esprits pour alimenter les haines, rallumer les discordes et grossir les malheurs publics, en excitant le peuple à de nouvelles violences. Ainsi des plaques aux armes de la maison d'Orléans,

* Des amis de la reine lui ont fait dire : *J'ai tout vu, tout entendu, et j'ai tout oublié*. Ces paroles, contraires à l'exactitude des faits, doivent être rejetées, n'ayant pas le même caractère de vraisemblance et de dignité que les premières.

¹ *Moniteur* du 20 au 22 oct. 1789, art. *Paris*, p. 310, col. 1^{re}.

destinées à couvrir, suivant l'usage, les poteaux qui limitaient ses terres, furent annoncées comme devant servir de ralliement aux conjurés. De même un amas de piques fabriquées par le district des Filles-Saint-Thomas, lors de la prise de la Bastille, parut avoir été préparé pour les armer. Toutes ces circonstances, présentées sous des couleurs vives et passionnées, firent une impression profonde dans l'opinion, et surtout chez les hommes placés à la tête du gouvernement.

Lafayette était alors à l'apogée de sa renommée; maître du château et d'une garde nationale dévouée, sa loyauté ne pouvait se consoler d'être désigné comme l'instrument passif d'une faction ambitieuse et perturbatrice. Indigné d'avoir été trompé, il sentit la nécessité de réparer le tort que les événemens des 5 et 6 octobre avaient fait à sa réputation; et dans son chaleureux amour pour le bien public, il craignait que de mauvais desseins ne vinssent encore le compromettre. De concert avec Bailly, en remontant à la source du désordre, ils découvrirent qu'un parti anarchique, voulant le duc d'Orléans pour roi, dirigeait seul les émeutes; qu'il continuait à faire enlever le pain, et employait des moyens infernaux pour corrompre les districts et les campagnes; enfin, que le 19 octobre il devait y avoir une nouvelle insurrection conçue dans le dessein d'égorger la famille royale¹.

¹ *Hist. des Causes secrètes de la Révolution française*, p. 101.

Lafayette, convaincu que le duc d'Orléans, par la seule influence de sa fortune et de son nom, pouvait à volonté semer les alarmes et diriger l'agitation publique, avertit le roi des dangers dont il était menacé, et après lui avoir révélé le complot, il n'hésita pas à lui déclarer que l'éloignement du prince était une mesure indispensable pour le rétablissement de la paix; Louis XVI, par ses réponses, lui prouva qu'il était également bien informé. Alors Lafayette se chargea de déterminer le duc à sortir du royaume.

« Prince, lui dit-il, les marches du trône sont
« brisées, mais le trône existe encore tout entier,
« et il existera toujours, car il est le rempart de la
« constitution et de la liberté du peuple. La France
« et le roi ont également besoin de la paix, et votre
« présence en ces lieux semble la rendre impossible.
« Les ennemis de la patrie, qui sont aussi les vôtres,
« abusent de votre nom pour égarer la multitude et
« exciter des désordres. Il est temps de mettre fin à
« ces troubles et à des bruits injurieux pour votre
« honneur. Vos relations en Angleterre vous donnent
« les moyens de rendre à la France d'importants ser-
« vices. Le roi vous y charge de ses intérêts; il est
« persuadé que vous vous empresserez de répondre
« à cette marque flatteuse de confiance¹. Votre éloï-
« gnement, en ôtant à tous les partis l'espoir de
« vous avoir pour chef, peut seul donner à l'As-

¹ *Moniteur* du 20 au 22 oct. 1789, p. 310, col. 2.

« semblée nationale la tranquillité dont elle a besoin
« pour l'accomplissement de ses travaux. »

Cette entrevue, qui eut lieu chez la marquise de Coigny, fournit matière aux contes les plus absurdes : on dit que Lafayette avait menacé le duc ; mais ce général, plein d'urbanité, connaissait trop les bienséances pour manquer aux égards qu'il devait au premier prince du sang. Pénétré de tout ce que sa mission avait de délicat et de pénible, il ne s'écarta point de la ligne tracée par les convenances. Au reste, soit respect pour les volontés royales, soit crainte des étonnantes fluctuations de l'opinion populaire, le duc d'Orléans, ainsi qu'il l'avait manifesté au baron de Breteuil le lendemain de la prise de la Bastille, se rendit aux instances du général, et il écrivit au roi pour le remercier de la confiance dont il l'honorait¹. Toutefois la cour, pour éloigner ce prince, usa de dissimulation ; elle profita de la révolte qui venait d'éclater en Belgique contre l'Autriche, pour laisser entrevoir à Philippe que si cette province devait changer de domination, on préférerait la voir sous un souverain indépendant et ami de la France. Que dans ce cas, celle-ci consentirait volontiers à le laisser régner dans le Brabant, s'il pouvait en obtenir l'autorisation du gouvernement anglais². La reine y mit encore pour condition que le ca-

¹ *Correspondance de Louis-Phél. Joseph d'Orléans avec le roi, la reine et Montmorin*, p. 36.

² *Dumouriez (Mém. de)*, t. II, p. 84.

binet de Madrid interviendrait dans l'accord qui devait exister à ce sujet entre la France et l'Angleterre. Quoique la situation politique des Pays-Bas rendît vraisemblable cette combinaison, les restrictions dont elle était accompagnée auraient dû détromper le duc ; mais sa mollesse attachait si peu d'importance aux desseins du parti qui agissait en son nom, qu'il n'hésita pas à l'abandonner, et à se soumettre aux volontés du roi, pour accepter une négociation qui n'offrait aucune chance de succès¹.

Afin de cacher le motif réel de cette mission secrète, on annonça qu'elle avait pour but d'engager le roi d'Angleterre à procurer des blés à la France, en lui faisant observer que l'état de pénurie où se trouvait Paris mettait en danger les jours de la famille royale. A ce but honorable le duc d'Orléans se proposait d'en ajouter un autre auquel tout bon Français devait être sensible : c'était d'entretenir la paix avec l'Angleterre par l'influence des membres de l'opposition parlementaire, avec lesquels il était très-lié². Le public, sans pénétrer les causes véritables de ce départ, le considéra comme une marque de déférence, et le roi, pour prouver combien il était satisfait, en donnant au prince son audience de congé, lui remit les instructions dressées par M. de Montmorin, et qui reposaient sur les points les plus secrets et

¹ *Correspondance de Louis-Phil.-Joseph d'Orléans avec Louis XVI, la reine, Montmorin, etc.*

² *Interrogatoire du duc d'Orléans devant le tribunal révolutionn.*

les plus délicats de nos relations diplomatiques. Ces instructions avaient pour objet de surveiller la cour de Londres, et de découvrir jusqu'à quel point elle cherchait à fomenter nos troubles, quels moyens et quels agens elle employait, et surtout de bien s'assurer si l'intention du roi d'Angleterre était de rester spectateur passif de nos divisions, ou d'en tirer avantage en provoquant la guerre.

La détermination du duc d'Orléans fut pour tous les partis un grand sujet de surprise : les amis du roi, au lieu d'y applaudir, eurent l'imprudence de la considérer comme une victoire, et ils renouvelèrent contre le prince des assertions qu'ils ne pouvaient prouver. Au moment de son départ, ils publièrent avec profusion une brochure intitulée : *Domine, saluum fac Regem*. Ce pamphlet, rédigé par un libelliste soudoyé, traitait des événemens des 5 et 6 octobre, avec la prétention d'en dévoiler les auteurs. Au lieu de louer la résignation du prince, il s'attachait à faire ressortir sa félonie, en le présentant comme le chef d'une conjuration régicide, dont le but était de faire périr la famille royale pour établir une régence ¹.

Cependant la conduite soumise du duc d'Orléans dans une telle circonstance était si contraire au rôle qu'on voulait lui faire jouer, que ses partisans, en apprenant qu'il allait en Angleterre, crurent

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), t. II, n° xv, p. 50.

qu'il s'était laissé séduire par la cour, et que sa mission le conduirait à travailler au rétablissement du pouvoir absolu¹. Alors, sous les mêmes galeries et dans le même jardin où se réunissait la faction qui lui était dévouée, on le qualifia de traître et de conspirateur. Déjà on parlait d'incendier son palais² et de le traiter comme un ambitieux, qui n'avait pris le manteau du patriotisme que pour couvrir ses manœuvres et arriver plus aisément aux dignités qu'il convoitait.

Mirabeau surtout, irrité de l'exil du prince sur lequel reposaient alors ses espérances de fortune, signala son départ comme fait pour inquiéter les amis de la liberté, répandre des nuages sur la cause de la révolution, isoler de plus en plus le roi et semer au dedans et au dehors du royaume de nouveaux germes de défiance. Il ajouta que ce départ précipité laissait Lafayette sans rival, et que cet homme, revêtu par les circonstances d'une espèce de dictature, en imposant au prince la loi de quitter la France, au lieu de le faire juger et condamner s'il était coupable, attentait par cet abus de pouvoir à l'inviolabilité des membres de l'Assemblée. Puis il disait : « Si le prince veut rester, « je lui promets de dénoncer l'autorité qui prend la « place des lois³. Qu'il consente seulement à pa-

¹ MONTIORYS (*Hist. de Louis-Phil.-Joseph d'Orléans*), t. III, p. 30.

— PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), t. II, n° XVII, p. 48.

² *Moniteur* du 20 au 22 oct. 1789, p. 310, col. 2.

³ MOUNIER (*Appel au tribunal de l'opinion publique*), p. 252.

« maître pour défier ses accusateurs, et je me charge,
« de concert avec mes amis, de faire rendre un dé-
« cret qui proclamera son innocence. »

Cette sortie fit une telle impression sur l'esprit timide et irrésolu du duc d'Orléans, qu'il hésita à tenir la parole qu'il avait donnée; alors Lafayette lui rappela les événemens des 5 et 6 octobre, et appuya ses représentations de la démarche la plus propre à les faire regarder comme très-sérieuses. Il fit partir pour Versailles (13 octobre) un officier qu'il chargea, au nom de la commune de Paris, d'aller demander à l'Assemblée un décret pour que les criminels d'État, quel que fût leur rang, ne jouissent d'aucune immunité.

Le duc d'Orléans, qui de tous les hommes était le moins propre au rôle de conspirateur, effrayé par ces menaces, chargea Biron d'annoncer à Mirabeau qu'il avait changé de résolution et qu'il se décidait à partir. Mirabeau était à l'Assemblée lorsqu'il reçut un billet de ce député. Après l'avoir lu, il le remit froidement à un de ses amis, et reprochant au prince son manque de fermeté, il dit avec un ton plein de mépris : « C'est un misérable, il ne « mérite pas la peine qu'on s'est donnée pour lui ». » On ajoute que Mirabeau, continuant à s'exhaler en invectives, lâcha contre le duc une phrase énergique, mais dégoûtante d'obscénité, et la fureur avec laquelle il la prononça fit ressortir le mécon-

* MOUTIER (*Appel au tribunal de l'opinion publique*), p. 318. —
FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*) t. I^{er}, liv. IV, p. 347.

tentement des conseillers du prince et sa résistance à suivre leurs avis. Le lendemain, à l'ouverture de la séance, le président annonça que M. d'Orléans demandait un passe-port pour aller remplir en Angleterre une mission très-importante. Mirabeau, que l'on craignait encore, avait été retenu à Paris par un piège irrésistible que lui tendirent quelques hommes habiles, et on profita de son absence pour accorder le passe-port.

Malgré les lettres du ministre des affaires étrangères et l'indifférence de l'Assemblée, le public s'obstina à voir dans la mission du duc d'Orléans un événement politique d'une importance majeure; la municipalité de Boulogne crut devoir suspendre son embarquement; et ce ne fut qu'après une autorisation expresse du président de l'Assemblée nationale qu'on le laissa partir. Il était accompagné de Laclos, conseiller immoral, perfide, auquel il accordait malheureusement une confiance illimitée¹. M^{me} de Buffon, sa maîtresse, fut aussi du voyage; c'est ainsi qu'oubliant toutes les convenances, ce prince cherchait à se consoler de sa disgrâce par la continuité d'une vie licencieuse. Toutefois, en arrivant à Londres, il voulut prouver la sincérité de ses intentions : il fit insérer dans les journaux que si son éloignement de la France fournissait matière aux inculpations les plus envenimées, il prouverait par sa conduite combien il avait des droits à l'affection

¹ WEBER (*Mém. de*), t. II, p. 6. — GENLIS (*Mém. de M^{me} de*), t. IV, p. 89.

du roi et à la reconnaissance du peuple ¹. Georges III et ses ministres l'accueillirent très-bien; ensuite il adressa à M. de Montmorin un tableau fidèle de la situation politique de l'Angleterre. Ces circonstances, quoique d'une nature conciliante, n'empêchèrent pas Lafayette d'envoyer à Londres un de ses aides de camp pour surveiller toutes les actions du prince ².

L'Assemblée nationale était dans l'inquiétude que devait naturellement exciter la dispersion de ses membres, lorsqu'elle reçut des députés de la commune de Paris qui lui exprimèrent la joie que causait sa prochaine translation dans la capitale. La municipalité de Versailles, par une démarche opposée, vint faire ses doléances sur le départ du roi; on lui répondit qu'il ne fallait voir dans une ruine particulière que la prospérité générale et la gloire d'y avoir contribué. Le 19 octobre, l'Assemblée décida qu'elle se rendrait à Paris, et qu'en attendant qu'on lui eût préparé un local convenable, elle tiendrait ses séances dans la grande salle de l'Archevêché, où dans l'origine les électeurs avaient été réunis. La journée où s'effectua cette translation, malgré les haines et les passions qui fermentaient dans les cœurs, fut remarquable par un esprit de paix et d'harmonie; au milieu de mutuelles harangues, Mirabeau, ne comptant plus sur le duc d'Orléans, vota des remerciemens à Lafayette et à

¹ MONTJOYE (*Hist. de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans*), t. III, p. 31.

² PRUDHOMME (*Révolutions de Paris*), n° LXV, t. v, p. 643.

Bailly : « Cette preuve éclatante d'estime, dit-il, « accordée à deux héros citoyens, augmentera la « considération due à l'autorité et raffermira le « pouvoir légitime. »

Cette sécurité ne dura pas longtemps : le lendemain de ce jour de concorde (20 octobre), l'agitation recommença, et le retour des alarmes ramena la disette. Les hommes intéressés à provoquer l'inquiétude parmi le peuple obligèrent encore les malheureux ouvriers à n'obtenir qu'à force de patience le morceau de pain qu'ils avaient gagné par leurs sueurs. Des attroupemens se forment de nouveau à la porte des boulangers ; l'un d'eux, nommé François, est faussement accusé par une femme vindicative d'avoir caché du pain¹ ; la multitude irritée envahit aussitôt sa maison, la visite, et y découvre quelques petits pains réservés pour les membres de l'Assemblée nationale dont cette boulangerie était la plus voisine ; une populace furieuse conduit François à l'hôtel de ville. Il se justifie, et le témoignage de ses voisins, réuni à celui des membres de son district, prouva que ce brave homme, dans l'exercice de son métier, avait rendu de vrais services ; mais ces attestations ne furent reçues qu'avec des cris de rage accompagnés des plus violentes menaces. Le comité de police, dans l'espoir de sauver le boulanger, proposa de l'interroger dans la grande salle en présence du

¹ *Moniteur* du 15 au 20 oct. 1789, p. 307, col. 2.

² *Moniteur* du 26 au 28 oct. 1789, p. 317, col. 2.

peuple, qui prononcerait sur son sort après l'avoir entendu. Mais ce peuple ne voulait pas s'ériger en juge, il préférait le métier de bourreau. Une troupe d'assassins arrache la victime des mains de la garde nationale, et la traîne au supplice. On l'avait à peine suspendu à l'homicide lanterne, qu'on lui coupa la tête pour la mettre, suivant l'usage, au bout d'une pique; la jeune femme enceinte de l'infortuné François tomba sans connaissance à la vue de cet affreux trophée que les cannibales vinrent déposer sur le comptoir de sa boutique; par un raffinement de la plus atroce barbarie, ils approchèrent cette tête sanglante des lèvres décolorées de la veuve, et mouillèrent son visage du sang de son époux.

Les horreurs du mois de juillet allaient se renouveler sous les yeux du roi, sous ceux de l'Assemblée, lorsqu'une députation de la commune de Paris vint rendre compte aux députés de cet événement déplorable. Les plaintes et les aveux consignés dans ce rapport prouvent qu'il est bien plus facile de s'emparer du pouvoir que de l'exercer avec habileté.

« Des femmes nous ont menacés, nous ont frappés, « disait le corps municipal; nous avons failli être « massacrés comme le boulanger. Nous venons im- « plorer vos secours; nous sommes sans pain, sans « force et sans appui; nous vous supplions, au nom « de l'humanité, de nous aider, de nous protéger « par des lois sévères, et de pourvoir à la subsis- « tance de la capitale. » Lafayette et Bailly déclá-

rèrent que sans ces lois conservatrices tout allait tomber dans l'anarchie.

Les députés, encore émus de l'exécrable forfait commis dans la matinée, décrétèrent la loi martiale contre les attroupemens ; Buzot, Robespierre et même Mirabeau ¹ repoussèrent avec chaleur cette mesure violente mais nécessaire. Elle leur paraissait portée contre la faim plutôt que contre les émeutes. Robespierre n'était encore connu que par l'exagération de ses principes démocratiques ; mais alors il commençait à se faire remarquer par son caractère irascible, soupçonneux, et sa tendance à provoquer la défiance pour motiver sa haine contre l'autorité. Jaloux de toutes les sommités sociales, il prenait son aversion pour les nobles, les riches et les gens en place, pour un véritable amour du bien public. « Que nous demande-t-on ? dit-il avec « hypocrisie : du pain et des soldats. C'est-à-dire, « le peuple veut du pain, donnez-nous des soldats « pour immoler le peuple. On vous dit que les soldats refusent de marcher..... Peuvent-ils se jeter « sur des malheureux dont ils partagent la misère ? « Ce ne sont donc pas des mesures violentes qu'il « faut prendre, mais des décrets sages pour tarir la source de nos maux, pour découvrir la « conspiration aristocratique qui, peut-être dans le « moment où je parle, ne nous laisse plus d'autres « ressources qu'un dévouement illustre..... Pourquoi

¹ *Moniteur* du 20 au 22 oct. 1789, p. 311 et 312.

« ne satisfait-on pas aux griefs du peuple, au lieu
« de le tracasser? Pourquoi laisse-t-on en paix ces
« milliers d'ennemis de la révolution? Pourquoi
« ne prévient-on pas les vengeances populaires par
« des vengeances légales? »

Dans l'impatience où il était d'organiser son régime de sang, il lança un regard farouche sur la plupart de ses collègues, et termina par ces paroles pleines de fiel et de réticences : « Qu'on ne nous
« parle plus de constitution, lorsque tout se réunit
« pour l'étouffer dans son berceau. Des mande-
« mens incendiaires sont publiés, les provinces s'a-
« gitent, les gouverneurs favorisent l'exportation.
« Prévenons ces calamités : il faut entendre le co-
« mité des recherches, il faut découvrir la conspi-
« ration, il faut nommer un tribunal vraiment
« national, et alors nous ferons une constitution
« digne de nous et de la nation qui l'attend¹. » Ca-
zalès confondit ce dangereux rhéteur, en le sommant
de dire ce qu'il savait sur la conspiration qu'il avait
dénoncée, sous peine d'être réputé criminel envers
la nation et envers l'assemblée. Robespierre se tut;
il savait qu'en révolution il suffit d'accuser pour
être cru, et qu'on enflamme toujours la multitude
en lui prêchant la liberté.

Les discours de Robespierre n'étaient encore que
des plaidoyers en faveur de la cause populaire, et
sous le rapport du mérite littéraire sa vanité ne

¹ *Moniteur* du 20 au 22. oct. 1789, p. 341, col. 3.

pouvait s'en applaudir; mais il défendait certains principes avec opiniâtreté, à une époque où il y avait du courage à les proclamer. Ce courage, ayant toutes les apparences d'un mâle caractère, lui donnait des partisans. Cependant son âme était sèche comme ses paroles. Ses phrases décousues et sans relief, à travers lesquelles perçaient l'ignorance et le mauvais goût, l'avaient placé bien en arrière des grands talens qui dominaient l'Assemblée. Dépourvu des qualités de l'orateur et résolu de les acquérir, il parla peu et vécut dans la retraite. Nous verrons plus tard qu'à force de travail il se pénétra de la beauté des grands modèles, et parvint à dissimuler l'aridité de ses idées au moyen d'un style toujours approprié aux passions humaines.

Afin de prévenir les maux que pouvait amener la cruelle nécessité de la loi martiale, on enjoignit aux comités de faire toutes les informations et les recherches pour découvrir les instigateurs des troubles dont la capitale était sans cesse affligée; on invita le comité de constitution à donner le projet d'un tribunal chargé de juger les crimes de lèse-nation, tribunal dont les fonctions furent provisoirement attribuées au Châtelet. Enfin le corps législatif promit son concours aux ministres pour les mettre en état d'assurer les subsistances du royaume et surtout celles de Paris.

Ces précautions, inspirées par la prudence et par l'amour de la patrie, trouvaient des censeurs et des obstacles. Les ministres, pour échapper à la dan-

gereuse responsabilité qu'on voulait faire peser sur leur tête, déclarèrent qu'ils étaient prêts à céder leurs places à ceux qui voudraient les occuper. D'un autre côté, plusieurs districts, séduits par de fausses idées de liberté, protestèrent contre la loi martiale, en invitant les citoyens à quitter l'habit national jusqu'à ce qu'elle fût abrogée.

Dans ces graves circonstances Lafayette montra beaucoup de fermeté, et la garde nationale un zèle et une vigilance extrêmes. Des récompenses furent promises à ceux qui dénonceraient les trames et complots tendant à troubler l'État. On fixa de cent écus à cent louis le taux de ces récompenses, selon la nature ou l'importance de la dénonciation, et sous la condition que la preuve en serait administrée. Le maximum de ces récompenses fut porté jusqu'à cinquante mille francs par la générosité de M. Laborde de Méréville¹, qui avait sacrifié le poste lucratif d'administrateur du Trésor royal à l'honneur d'être représentant de la nation. Enfin une proclamation du roi, rendue sur les instances de la municipalité, promit la grâce de toute personne qui dénoncerait une trame ou un complot dont elle-même serait complice. Cet ensemble de moyens, fortement appuyé par des dispositions militaires, fut enfin couronné de quelques succès; on contint les méchants, et Paris cessa d'être le théâtre des scènes terribles et sanglantes qui rendaient son sé-

¹ *Moniteur* du 22 au 26 oct., p. 518, col. 2.

jour insupportable aux habitans et surtout aux étrangers.

La justice, en reprenant son cours, fit condamner le meurtrier du boulanger François; il fut exécuté avec un autre misérable convaincu d'avoir excité l'émeute; ils dirent dans leur interrogatoire qu'ils avaient cru venger le peuple opprimé. Le roi et la reine, en s'empressant de donner des marques d'intérêt à la veuve de François, chargèrent le duc de Liancourt d'aller lui remettre de leur part une forte somme pour l'aider à continuer son commerce¹. La municipalité aussi lui donna des secours et des consolations.

A cette époque le gouvernement prit une attitude plus ferme à l'égard des factieux. Mais le parti ennemi de notre régénération politique, alarmé de la confiance qui commençait à régner entre le monarque, l'Assemblée et le peuple, se considéra comme perdu s'il laissait cimenter cet heureux accord; il redoubla d'activité dans l'intérieur et à l'extérieur pour réveiller les inquiétudes et les désordres, que les véritables amis du prince et de la patrie cherchaient à étouffer. Le comte d'Artois, depuis qu'il avait quitté la France, se trouvait, par son rang et ses relations, le chef des émigrés; avec lui étaient ses deux fils, ainsi que le prince de Condé, les ducs de Bourbon et d'Enghien. Réfugié à Turin, sous les auspices du roi de Sardaigne son

¹ *Moniteur* du 26 au 28 oct. 1789, p. 318, col. 1^{re}.

beau-père, il tenait une cour et avait des ministres. M. de Calonne, dont la fortune s'était accrue par un riche mariage contracté en Angleterre, vint offrir aux princes la totalité de ses biens, avec l'appui de ses conseils¹. Ce rare dévouement d'un courtisan disgracié lui rendit l'estime des princes et l'attachement des émigrés. C'est de Turin qu'on expédia pour l'intérieur de la France des agens secrets avec mission expresse de provoquer les troubles, de susciter l'anarchie en se joignant aux agitateurs, enfin de forcer la nation à regretter l'ancien régime en lui présentant le nouveau sous un aspect hideux².

Heureusement pour la révolution française, il y avait peu d'accord entre les chefs de ce parti. La haute noblesse voulait conserver son empire, elle redoutait les secours de la noblesse de province, et surtout ceux de la classe moyenne. Elle ne voyait que la force étrangère pour rétablir l'antique monarchie. Les petits nobles et les bourgeois expatriés, à la tête desquels étaient des hommes actifs et à grand caractère, voulaient combattre la passion de la liberté par une autre non moins forte, celle de la religion. Ceux-ci, quoique plus entreprenans, plus courageux, ne pouvaient faire prévaloir leur avis dans un conseil où dominait l'orgueil nobiliaire. D'ailleurs les courtisans devaient-ils s'appuyer sur le catholicisme, eux qui pendant si longtemps s'é-

¹ PUISAYE (*Mém. du comte de*), t. II, p. 10.

² FROMENT (*Plaidoyer de*) contre S. A. R. Monsieur (comte d'Artois). L'esprit de ce Mémoire rare et curieux repose sur ce système.

taient nourris des sophismes de Rousseau et des sarcasmes de Voltaire ?

Malgré leur divergence dans les moyens d'exécution, nos provinces allaient devenir le théâtre des manœuvres de leurs agens. La théorie de la nouvelle administration était à peine mise en œuvre, pendant que l'ancienne, quoique supprimée, par l'effet de sa vieille influence, ne cessait de susciter de nombreux embarras. Les commandans militaires avaient quitté leur poste, les corps se soulevaient contre leurs officiers, qui, par préjugés de naissance ou par amour pour la discipline, s'étaient attiré la haine de soldats insubordonnés; les impôts étaient mal payés, la défiance inspirée par des menaces d'invasion empêchait de remplir les emprunts; enfin le gouvernement sans action, le ministère faible et divisé, permettaient aux émigrés et aux anarchistes d'exercer partout leur déplorable empire.

La violence de plusieurs décrets que l'opinion personnelle du roi considérait comme subversifs de la monarchie, avait obligé son conseil à temporiser pour leur promulgation. Au lieu de les notifier aux administrateurs des provinces, on leur envoya avec profusion les objections faites contre ces mêmes décrets, au point que divers tribunaux, notamment ceux d'Alsace, rendaient encore des jugemens contraires aux décrets du 4 août¹. Ces infractions, ex-

¹ *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. III, p. 310.

citées par le regret qu'éprouvaient les ministres de n'avoir pu conserver, par le *veto* absolu, un pouvoir moins limité, déterminèrent l'Assemblée à mander le garde des sceaux pour rendre compte de sa conduite. Fréteau la présidait. Ce magistrat intègre, et qui deux ans auparavant avait été jeté dans les fers pour avoir dit la vérité au sein du Parlement dont il faisait partie, reçut avec dignité les explications satisfaisantes du chef de la justice.

Les ministres, alarmés d'un acte de vigueur qui prouvait que la responsabilité dont on les avait chargés ne serait pas illusoire, comprirent qu'elle deviendrait plus grande à mesure qu'on restreignait leurs moyens d'exécution ; et ils rédigèrent un manifeste où ils exposèrent le tableau des efforts que le roi ne cessait de faire pour assurer l'approvisionnement de la capitale. Ils s'excusèrent sur les entraves qu'apportait l'opposition des provinces, qui n'avaient point encore pour les actes de l'Assemblée l'estime respectueuse que ses décrets obtiendraient plus tard. Ils ajoutèrent que ces obstacles naissaient de la désobéissance des agens, du découragement des tribunaux, de l'abus de la liberté de la presse, des comités de districts, inhabiles à exercer leurs fonctions nouvelles, et de l'effervescence des gardes nationales, dont les véritables attributions n'étaient pas encore fixées.

Ainsi les ministres, réduits à jouer un rôle peu digne de leurs hautes fonctions, se voyaient chaque jour dénoncés, accusés, et mandés à tout propos ; ils

consommaient leur temps à rendre compte d'un pouvoir dont l'exercice était sans cesse entravé. Necker lui-même était désabusé, son ascendant s'éclipsait, et sa popularité s'évanouit du moment que le devoir lui imposa la loi de mettre un frein à cette licence qu'il avait imprudemment excitée.

A mesure que l'autorité du roi s'annihilait, et que ses ministres cédaient à une volonté impérieuse, l'Assemblée nationale poursuivait avec rapidité son système d'innovation. L'embarras des finances pouvait seul l'arrêter ; effrayée de cet écueil, elle cherchait à réunir toute sa force, toute son habileté pour en surmonter les difficultés. Le gouffre immense du déficit s'agrandissait chaque jour, et sans cesse était opposé comme un obstacle insurmontable à l'œuvre de la révolution. Le peuple, écrasé par une longue suite de vexations et de malheurs, loin de pouvoir supporter un accroissement de charges, avait le plus pressant besoin d'être secouru. Il fallait donc de nouvelles ressources, et elles étaient toutes épuisées ; il fallait du crédit, et il était anéanti. Cependant, comme l'avait dit Mirabeau avec énergie, l'infâme banqueroute était là ; si on ne l'écartait à l'instant même, le corps politique était frappé de mort, et sa régénération allait souiller d'une tache honteuse la gloire du nom français.

Avouons toutefois que les vrais hommes d'État partageaient peu ces alarmes ; exempts de préjugés, ils ne regardaient point comme obéré un gouvernement qui, par un simple décret, approuvé de l'im-

mense majorité de la nation, allait se créer un capital de plus de trois milliards. En effet, l'Assemblée nationale, en ôtant au clergé les revenus de la dime, avait déjà fait pressentir l'intention de lui enlever aussi l'influence que donne la propriété.

Pour soumettre à l'État les ecclésiastiques, il convenait de les faire salarier par lui. En les rétribuant selon l'importance de leurs fonctions, on faisait disparaître l'excessive opulence des uns et l'extrême misère des autres ¹. Les véritables prêtres n'étaient-ils pas blessés, en voyant un petit nombre d'abbés titrés dont le faste insultait à leur pauvreté, et dont les mœurs, pour la plupart, déshonoraient le caractère? On n'outrageait donc point la dignité du culte, en faisant du sacerdoce une auguste magistrature, comme on l'avait fait de la royauté, et en affectant à l'un comme à l'autre des dotations convenables. Cette grande mesure laissait à l'Église toute son inviolabilité, n'ôtait point à ses ministres le respect et la considération publique, seulement elle les empêchait de former dans l'État un corps particulier qui, en rompant l'unité des principes sociaux, pouvait contrarier les réformes nouvelles.

En effet, un traitement fixe débarrassait le clergé de la gestion des choses terrestres; il le dispensait des détails bas et minutieux, et de toutes les affaires litigieuses qui, le plus souvent, sont nuisibles à la

¹ *Rapport fait au nom du comité ecclésiastique, 17 décembre 1789, par Treilhaut (Moniteur du 22 février 1790, p. 170, col. 1, 2 et 3).*

majesté du sacerdoce ¹. Les apôtres et leurs successeurs, durant les trois premiers siècles de l'Église, ne formèrent point un corps de propriétaires, et cependant, aux yeux des fidèles, furent-ils jamais plus respectables et plus respectés ? Les plus beaux triomphes de la religion remontent au temps de son humilité. La fortune, au contraire, amena ses défaites, parce qu'étant l'aliment de toutes les passions, elle est essentiellement opposée à l'esprit divin qui fonda le christianisme.

La justice et la raison, qui s'opposaient à ce que le clergé possédât, voulaient également qu'une nation active, laborieuse, maîtresse d'un sol varié, riche et fertile, dirigeât toutes ses vues vers l'amélioration de l'agriculture, principale source de sa prospérité. L'Assemblée, convaincue du principe que la richesse des particuliers fait la puissance de l'État, se proposait de donner aux terres des tenanciers réels, au lieu de les laisser à des propriétaires fictifs, toujours remplacés par des administrateurs peu portés à bonifier le fonds. Pouvait-on douter que dans un empire où l'immense population renfermait des classes en général instruites, éclairées, mais où malheureusement les fortunes étaient trop inégales, il ne fût important et même politique d'associer, par le gage d'une portion du sol, une foule de citoyens qui par là devenaient actionnaires dans le nouvel ordre de choses, et par conséquent intéressés à son maintien ?

¹ *Constitution civile du clergé* (par M. de Savines, évêque de Viviers), p. 8.

Dans une opération si hardie, l'Assemblée était poussée par l'esprit du siècle et une volonté presque universelle : tout se réunissait contre le clergé ; chacun lui reprochait son intolérance, ses richesses, et sa corruption. Militaires, financiers, capitalistes, avocats, propriétaires, gens de lettres, et jusqu'aux jansénistes, dont l'esprit subsistait encore, tous regardaient le luxe et les mœurs de l'Église comme une dégénération de son caractère primitif ; pour épurer ses ministres, l'opinion publique indiquait la nécessité de leur ôter des biens dont la jouissance était contraire à leur institution.

Toutes les pensées se dirigeaient vers cette grande mesure, et elle était dans la tourmente le seul port de salut. Necker depuis longtemps l'avait en vue, mais il voulait la ménager ; et ne l'appliquer d'abord qu'à certains monastères auxquels on pouvait toucher sans porter atteinte au culte des plus fervens. De pareils scrupules honoraient un ministre né dans la religion protestante, mais la majorité de l'Assemblée le trouvait trop timide ; elle n'ignorait pas que, dans les différens âges de la monarchie, les rois s'étaient souvent emparés des biens du clergé, et jamais circonstance plus critique n'avait aussi impérieusement exigé une semblable détermination : cependant elle était retenue par la grandeur du sacrifice, par la masse d'intérêts particuliers qu'on allait froisser, et surtout par les croyances pieuses qu'il fallait renverser.

Dans la séance du 8 août, le marquis de Lacoste

avait déjà entamé cette importante discussion ; mais, ainsi que nous l'avons vu, sa motion ne fut que préparatoire, et sur cette matière on n'avait point encore ouvert de délibération positive appuyée sur un système raisonné. Ce fut un jeune évêque qui osa porter le premier coup au colosse sacré ; ce prélat, alors le plus intrépide et le plus délié des membres du collège épiscopal, nourri dans les salons et mûri par l'intrigue, était Maurice de Talleyrand, dont nous avons tracé le portrait, déjà célèbre pour avoir dénaturé l'esprit des états-généraux en faisant révoquer les mandats. Dans un temps où tout tendait à la dégradation des distinctions sociales, c'eût été un phénomène que l'influence d'un homme titré, indolent et voluptueux, si d'avance il ne se fût préparé à acquérir sa renommée. Ajoutons à ce qui a été dit de lui, qu'à l'exemple de Mirabeau, il avait le talent de former des coopérateurs habiles ; de saisir leurs pensées, de les rendre et de les résumer avec cette souplesse et cette dextérité qui font tout sacrifier pour aller droit au but. Nul ne savait comme lui ce qu'il fallait dire et ce qu'il fallait taire. Il distinguait surtout avec une rare sagacité les nuances qui devaient partager nos assemblées politiques, et nous le verrons, dans les momens orageux, s'en tenir à une distance assez respectueuse pour pouvoir à volonté les suivre ou les abandonner.

Toutefois ce caractère si fin et si mobile comprit, dès nos premières crises, que pour parvenir il fallait de la hardiesse dans un gouvernement qui, par son essence, était tout en dehors, et exigeait de ses agens

une conduite ouverte et désintéressée : aussi fut-il un des premiers à se prononcer avec chaleur contre les réformes lentes et partielles, pour ériger en maxime « que la révolution française étant un combat entre les erreurs et les principes, les mesures timides ne réformaient rien, et que les abus consérés deviendraient bientôt l'appui et la restauration de ceux que l'on croyait avoir détruits¹. » C'est dans cet esprit qu'immolant ses avantages présents à ceux que lui offrait un nouvel avenir, avec la même énergie qui lui avait fait annuler les mandats, Maurice de Talleyrand ne craignit pas d'attacher son nom à un acte formidable pour un prélat, en proposant de chercher dans l'aliénation des biens du clergé un remède aux maux du royaume.

Sans vouloir approfondir la nature et l'origine de ces biens, M. de Talleyrand présenta, comme un fait constant, que le clergé n'était pas propriétaire au même titre que les citoyens. Il affirma qu'une nation a sur les corporations qui existent dans son sein un droit d'autorisation et d'abolition ; que, sans vouloir toucher au culte de la religion de l'État, on peut supprimer les agrégations particulières lorsqu'on les juge nuisibles ou purement inutiles, et que ce droit incontestable sur leur existence entraîne un pouvoir immédiat sur la disposition de leurs biens. Il soutint encore qu'en exerçant le même droit sur les bénéfices sans fonctions, la nation les

¹ Adresse de l'évêque d'Autun, 11 février 1790.

faisait tourner au profit du trésor public, lorsqu'ils se trouvaient vacans, puisqu'à chaque vacance ces biens n'appartenaient à aucun individu.

Si l'on consulte, ajouta-t-il, les titres de fondation des biens ecclésiastiques, et les lois de l'Église qui en expliquent le sens et les motifs, il est certain que la portion du revenu de ces biens indispensable à la subsistance du bénéficiaire est la seule chose qui lui appartient; qu'il n'est que l'administrateur du reste, et que le fonds est la propriété des temples et des pauvres. Si la nation se charge de cette administration, si elle pourvoit elle-même à tous les objets auxquels les bénéficiaires sont obligés de subvenir, si elle ne puise enfin dans cette source abondante que pour faire le bien, alors l'intention des fondateurs est suivie, et la justice n'est pas violée. Ainsi, déclarer que les biens ecclésiastiques appartenaient à la nation; donner aux titulaires, pendant leur vie, un revenu égal à celui dont ils jouissaient; augmenter la dotation des curés, fixer les honoraires des évêques et détruire les ordres monastiques, tel était le moyen proposé par l'évêque d'Autun pour remplir le vide du trésor, fournir aux engagements de l'État, et empêcher la dilapidation des menses du clergé.

Passant ensuite à l'exécution du plan et à ses avantages, l'orateur prouva que la France, étant agricole, devait tourner toutes ses vues vers l'amélioration des terres, et qu'en favorisant leur partage elle bonifiait son sol, sans recourir à l'odieux

moyen de la loi agraire. La grande quantité de biens-fonds rendue à une industrie plus active, ajouta M. de Talleyrand, augmentera les revenus publics par le produit des mutations, par la perception des impôts, dont la plupart sont affranchis, et, en multipliant le nombre des propriétaires, elle attachera une plus grande masse d'individus au gouvernement d'où dépend la stabilité de leur fortune. Enfin, dit-il, cette mesure, en libérant l'État, permettra de supprimer la vénalité des charges, l'impôt de la gabelle, et de créer une caisse d'amortissement qui, comme en Angleterre, perpétuera le crédit par le rachat des dettes¹.

Ce rapport, accueilli par de nombreux applaudissemens, excita l'indignation des ecclésiastiques, qui frémissaient en songeant que leurs fonctions allaient être salariées. Il porta au comble la haine de la partie opulente du clergé contre les amis de la révolution. Cependant l'Assemblée nationale avait évité de s'engager dans une matière hérissée de difficultés aussi longtemps qu'elle espéra pouvoir fermer, avec des moyens moins violens, la plaie profonde de l'État. Mais du moment qu'elle eut acquis la conviction du contraire, et qu'un examen rigoureux l'eut complètement rassurée sur l'atteinte qu'elle craignait de porter au premier de tous les droits sociaux, elle n'hésita plus à se prononcer et à fortifier de son adhésion l'opinion émise par M. de Talleyrand.

¹ *Moniteur* du 10 oct. 1789, p. 291, col. 1^{re}.

Dans cette importante discussion, M. de Montlosier, quoique fougueux champion de l'ancien régime, posa en principe que les biens ecclésiastiques n'appartenaient point au clergé, et que la nation avait le droit d'en disposer par souveraineté¹. L'abbé d'Eymar combattit le projet; Camus et Malouet voulurent l'éluder, l'un en le faisant ajourner, l'autre en le modifiant par un projet nouveau. Mais les principaux défenseurs du clergé, voyant que le combat était inévitable, réunirent leurs efforts et osèrent enfin aborder la question : ils soutinrent que la nation ne pouvait revendiquer des immeubles qu'elle n'avait point acquis; que les droits du clergé sur ces biens reposaient sur la même base que ceux des laïques sur les biens séculiers; que le titre était légitimement fondé sur des actes de donation, et que la possession était constante; qu'un titre plus sacré encore lui assurait sa qualité de propriétaire, puisqu'une grande partie de ses biens était le fruit de ses économies et de ses acquisitions. Mais ils atténuèrent la force de ce raisonnement par l'émission de faux principes : ils avancèrent que les corps s'établissaient, s'organisaient sans le concours de la loi, et par la seule volonté des individus auxquels il plaît de former une aggrégation; qu'aucun corps ne pouvait exister sans propriétés, et qu'aliéner celles de l'Église, c'était tuer le clergé pour s'emparer de ses biens.

¹ *Moniteur* du 12 au 13 oct. 1789, p. 299, col. 1^{re}.

Les individus et les corps, répondaient les partisans du projet, diffèrent essentiellement par la nature de leurs droits. Les individus existent indépendamment de la loi, antérieurement à elle, et règlent la société selon leurs vues relatives. Ils ont des droits personnels résultant de leur nature et de leurs facultés propres, droits que la loi reconnaît et protège, et qu'elle ne peut détruire parce qu'elle leur est subordonnée. D'ailleurs les hommes ne s'associent point pour faire de ces droits une propriété exclusive, mais seulement pour en jouir en commun dans toute leur plénitude. Les corps, au contraire, n'existent que par la loi, qui seule leur donne des droits et des propriétés; ils en reçoivent tout, jusqu'à leur existence. Des individus peuvent bien se réunir à leur gré, mais ce n'est point leur réunion matérielle qui constitue une agrégation politique. La société seule doit conférer ce caractère, et, à moins de supposer que des individus sans titre et sans délégation peuvent faire des lois pour leur compte, il est absurde de penser qu'ils puissent former des corps et se donner des règles souvent contraires à celles de l'État; car ils usurperaient les droits communs, pourraient opposer une barrière invincible à la volonté nationale, s'affranchir des charges publiques, et secouer ainsi le joug salutaire des lois. Si la société seule a le droit d'établir des corps, elle a celui de les supprimer; elle peut étendre ou restreindre la jouissance des effets civils qu'elle juge à propos de leur accorder, et si elle peut leur inflir-

ger l'incapacité d'acquérir, elle peut aussi leur refuser l'aptitude à posséder.

La même raison qui fait que la suppression d'un corps n'est pas un homicide, fait aussi que la défense de posséder n'est pas une spoliation¹. Si les corps peuvent être détruits, leurs propriétés peuvent l'être, et leurs droits périssent avec eux. Les corps, dit Thouret, sont des ateliers institués par la loi pour faire le plus grand bien possible. Que fait un maître lorsque ses ateliers ne lui conviennent plus? il supprime et vend le matériel qu'il avait mis à la disposition de ses ouvriers². Passant ensuite à l'examen des titres sur lesquels le clergé établissait sa qualité de propriétaire, on y trouvait de nouvelles preuves du droit incontestable qu'avait la nation d'en disposer. Il les tenait de trois manières : ou de la libéralité de nos rois, ou des particuliers, ou de lui-même. Dans le premier cas, tout était censé donné par la nation qui, sans ces libéralités, aurait été forcée de doter les églises et leurs ministres. Or, pouvait-on refuser à l'Assemblée nationale, conjointement avec le roi, le droit de changer la manière de pourvoir à l'entretien du clergé?

Les donations faites par des particuliers présentaient plus de difficultés; mais on observait que si les conditions de la fondation étaient religieusement observées, les intentions du fondateur n'en étaient

¹ *Moniteur* du 22 au 26 oct. 1789, p. 314, col. 3. Opinion de Thouret.

² *Moniteur* du 30 oct. au 2 nov. 1789, p. 329, col. 2.

pas moins remplies¹. Ces donations étant faites à des corps qui n'existaient plus, les biens qu'on leur attribuait devaient appartenir au fisc, de même que ceux des enfans naturels, lorsqu'ils meurent *intestat*. A la rigueur, les héritiers des donateurs auraient pu réclamer ces biens, si leurs titres ne s'étaient perdus dans la nuit des temps; mais comment opposer des titres qui n'existaient plus à la raison d'État? D'ailleurs, un testateur ne peut imprimer le sceau de l'éternité à ses volontés; et si un père ne peut substituer à ses enfans les biens qu'il possède, pouvait-on permettre de les substituer à perpétuité à des étrangers? Enfin, en léguant à des corporations, le donateur devait s'attendre que ses biens subiraient le sort que tout gouvernement a le droit de faire éprouver aux institutions placées sous sa dépendance. A l'égard des biens que les économies du clergé lui avaient donné la faculté d'acquérir, ces acquisitions n'ayant pu être faites qu'en détournant les produits des donations de l'usage auquel ils avaient été affectés, il en résultait que ces produits, aussi bien que le fonds, devaient rentrer dans le domaine public.

Ainsi, quel que fût le titre de ces propriétés, il restait prouvé que la possession du clergé n'était que précaire et momentanée; qu'en recevant des biens pour les pauvres ou le service des autels, il n'en était que le dépositaire et l'administrateur.

¹ *Moniteur* du 29 au 30 oct. 1789, p. 327, col. 3. Opinion de Mirabeau.

L'histoire et la jurisprudence attestaient encore qu'il n'était pas permis au clergé d'acquérir ni d'aliéner sans le concours et l'autorité du roi^{*}; que sans la même intervention, il ne pouvait ni emprunter ni hypothéquer; que le monarque, au contraire, en nommant aux évêchés et abbayes, disposait de ces biens; qu'il avait qualité pour les diviser et les réunir; que c'était donc le gouvernement et non le clergé qui en était de droit le colporteur universel; que lorsque les grands bénéfices venaient à vaquer, leurs revenus, d'après le *droit régalien*, étaient portés au trésor de la couronne, et non à celui du pape ou du clergé, et que ce droit, reconnu sous Philippe-Auguste et saint Louis, avait été déclaré par Louis XIV inaliénable et imprescriptible dans tous les évêchés de France^{*}.

Une tradition sacrée, qui remonte au berceau du christianisme, énonce que les biens possédés par le clergé sont le patrimoine des pauvres; par conséquent la nation, appauvrie par une longue série d'impôts onéreux, et surtout par l'insatiabilité du clergé lui-même, avait le droit de chercher une indemnité dans des biens qui, par leur nature privilégiée, étaient depuis trop longtemps un obstacle à la prospérité publique. Durant la féodalité, les nobles disposèrent souvent des biens ecclésiastiques; enfin, sous différentes dynasties, les rois, pour faire face aux besoins de l'État, portèrent leurs

^{*} *Moniteur* du 22 au 26 oct. 1789, p. 316. Opinion de Garat le jeune.

^{*} *Déclaration* de février 1673.

vues sur les biens du clergé comme sur des fonds dont ils pouvaient légalement disposer. A l'appui de cette opinion, on citait l'exemple des templiers et celui plus récent des jésuites, des célestins, des camaldules et de l'ordre de Saint-Ruf, nouvellement abolis, dont les biens, sans aucune réclamation du clergé, avaient été vendus par l'effet d'une simple ordonnance, sanctionnée par les Parlemens. Ainsi chaque fait, chaque loi déposait contre les prétentions du clergé.

Dans cette discussion, l'abbé Maury, en répondant à Mirabeau, évita avec adresse d'approfondir la question de droit; il chercha seulement à prouver la légitimité des biens ecclésiastiques par une possession immémoriale, qu'il fit remonter antérieurement à Clovis. Il saisit si bien l'esprit du temps, qu'il ne fit point usage de ces pieuses métaphores qu'emploient si souvent les orateurs chrétiens. Jamais on ne l'entendit parler de la *profanation de l'arche sainte*, de l'*usurpation de la vigne du Seigneur*, de l'*entrée des loups dans la bergerie*, et de tant d'autres expressions pastorales qui peignent la conviction des âmes naïves. Ce fut avec les armes de l'Encyclopédie et de J.-J. Rousseau qu'il combattit les novateurs. Puis, se rappelant la belle exclamation de Crébillon, il s'écria comme Rhadamiste : *Ah ! doit-on hériter de ceux qu'on assassine ?*

Après avoir avancé cette fausse assertion, que les terres ecclésiastiques étaient les mieux cultivées, il voulut refaire les calculs que l'on présentait sur

la valeur de ces biens, pour en déduire leur insuffisance à satisfaire aux besoins de l'État. Il assura que la religion recevrait de leur aliénation une rude atteinte; que leur possession était liée à l'existence politique du clergé, et cette dernière à celle de la religion, et qu'en la dépouillant, ses ministres *ne pourraient répondre du peuple au gouvernement*. Il termina par affirmer qu'aucun despotisme n'était comparable à celui qui portait le masque de la liberté¹. Mais l'orateur s'égara en avançant qu'un corps ne pouvait subsister sans propriétés. L'exemple de l'armée, de la magistrature et même de la royauté, le confondit. Enfin on lui prouva que la longue jouissance, sur laquelle il avait tant insisté, présentait dans toutes les époques le caractère de l'usufruit, et non celui de la propriété.

Les défenseurs du clergé, et Maury lui-même², terrassés par la série de principes et de conséquences incontestables présentés avec la dialectique pressante de Thouret, la sagesse du duc de La Rochefoucauld, l'éloquence de Mirabeau, et la logique entraînante de Barnave et de Dupont de Nemours, élevèrent encore des incidens pour éloigner le terme de la discussion. En forme de conciliation, ils allèrent jusqu'à proposer des sacrifices par l'organe du vertueux archevêque d'Aix; mais cette résolution tardive fut accueillie comme le dernier effort d'une cause désespérée. Les évêques ne furent

¹ *Moniteur* du 30 oct. au 2 nov. 1789, p. 329, col. 2.

² BEAULIEU et PICOT, *Biograph. univers.*, art. *Maury*.

pas plus heureux en cherchant à élever Camus à la présidence; ce janséniste austère, malgré son vif désir de réformer et l'État et l'Eglise, s'était montré jusque là fort modéré. Les membres du clergé espéraient trouver dans cet homme, aussi probe qu'éclairé, un défenseur naturel, puisqu'il était l'avocat de leur ordre.

L'Assemblée nationale, quoique convaincue de la nécessité de cette grande mesure, hésitait toujours, et sa décision restait suspendue, tant elle croyait dangereux d'altérer le respect dû aux propriétés, même pour celles dont l'usurpation était si clairement démontrée. Enfin Chapelier porta les derniers coups par un résumé clair et précis des raisonnemens qu'on lui avait opposés; et par les nouveaux points de vue sous lesquels il présenta la question : « Vous avez voulu proscrire les ordres, « dit-il, eh bien ! si vous laissez le clergé propriétaire, les ordres ne sont pas détruits, ils conservent une existence séparée de la nation : vous décidez qu'il peut et qu'il doit exister dans l'État des corps indépendans de lui ; vous jugez que la nation, quelque lésée qu'elle soit par une institution, ne peut ni la détruire ni la modifier. Ainsi le clergé, avec les mille moyens qu'il a d'exercer de l'influence sur l'esprit du peuple, pourra attenter à la liberté qui lui nuit, à votre constitution qui ne lui donne pas une place séparée comme autrefois, à votre bonheur, qui est en contradiction avec son excessive richesse..... On nous parle sans cesse

« des pauvres ; mais ne dirait-on pas qu'ils doivent
« former une caste dans l'État ? doit-on laisser le
« soin de leur existence aux ecclésiastiques ? que
« peut un bénéficiaire ? une stérile et dangereuse cha-
« rité propre à entretenir l'oisiveté. La nation, au
« contraire, établira dans ces maisons de pieuse
« oisiveté des ateliers utiles à l'État, où l'infortuné
« trouvera sa subsistance avec le travail¹. Il n'y aura
« plus de pauvres que ceux qui voudront l'être, ou
« les infirmes dont l'État se chargera.... »

La très-grande majorité des membres de l'Assemblée, unie de sentimens, n'était plus divisée que sur les formes à employer. Il répugnait à beaucoup d'entre eux de prononcer le mot de confiscation ; alors Mirabeau, calculant l'influence d'un mot mis à la place d'un autre, proposa, comme par voie de conciliation, de décréter seulement que les biens du clergé seraient mis *à la disposition de la nation*. Les défenseurs de l'opulence monacale entrevirent le piège et réclamèrent avec force l'ancienne rédaction. Les cris qui s'élevèrent empêchèrent que leurs réclamations fussent entendues, et de toute part on applaudit à l'ingénieux amendement de Mirabeau².

Les évêques d'Uzès, de Nancy, et l'abbé de Montesquiou, sommèrent le président de leur accorder la parole avant d'aller aux voix ; mais la majorité, approuvant la manière nouvelle dont la question avait été posée, ne permit pas qu'on fit droit à

¹ *Moniteur* du 30 oct. au 2 nov. 1789, p. 332, col.

² FERRIÈRES (*Mém. du mai* 1^{er}, liv. iv)

leur juste demande. A l'appel nominal, 568 voix furent pour la translation des biens du clergé, 346 s'élevèrent contre ¹. Ainsi le 2 novembre, à six heures du soir, dans la salle de l'archevêché, sur la motion d'un évêque, et sous la présidence de l'avocat du clergé, on rendit le décret qui déclarait que tous les biens ecclésiastiques étaient à la disposition de la nation, à la charge par elle de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte et à l'entretien de ses ministres. Il est à remarquer que l'éloquent et judicieux Cazalès n'embrassa point la cause du clergé; elle ne fut ardemment défendue que par les évêques et les abbés, connus pour de riches bénéficiaires. Ils regardaient la religion comme perdue, du moment qu'ils n'auraient plus des domaines à exploiter, des dîmes à percevoir, des bénéfices à cumuler.

L'histoire remarquera aussi, en faveur d'une assemblée à laquelle la postérité aura tant de graves reproches à faire, que dans cette délicate et importante discussion, aucun des députés réformateurs, malgré leur fougueuse effervescence, ne voulut effleurer l'histoire des usurpations de l'Église. Aucun d'eux, dans la crainte de nuire à l'essence de la vraie religion, n'osa citer une seule décrétale, une seule bulle, qui pût prouver l'origine et la nature de la fortune du clergé; l'Assemblée ne chercha pas même à remonter aux siècles de la primitive Église,

où la religion chrétienne, simple et pauvre, offrait le modèle d'une république céleste et du seul gouvernement parfait qui ait eu pour objet l'avantage des gouvernés. Elle eut aussi la sagesse de jeter un voile sur les temps du moyen âge, où les prêtres, mettant à profit les passions des princes, s'en servirent pour étendre leur domination. Enfin elle dédaigna de citer cette époque où l'Europe marchait à grands pas vers sa civilisation, lorsque des pontifes ambitieux, outrageant la religion confiée à leur garde, firent de l'argent un remède à tous les crimes : trafic honteux qui scandalisa le monde et plongea pendant trois cents ans la chrétienté dans les horreurs de la guerre civile, et enleva à l'Église la moitié de ses fidèles.

En effet, l'Assemblée nationale, malgré ses innovations, ne cessait de disposer le peuple à des sentimens modérés; sans cesse elle s'occupait à le désarmer contre ses anciens oppresseurs. Mais ceux-ci, blessés dans leurs intérêts, forts des attentats du 6 octobre, inondaient la capitale et les provinces de pamphlets virulens, écrits selon les passions de leurs auteurs : leur but était d'exciter la résistance contre tout ce que l'Assemblée devait encore entreprendre pour achever la constitution.

Cependant cette résistance politique avait un caractère moins ardent, moins dangereux que l'opposition religieuse, qui déjà se présentait sous les formes du plus violent fanatisme. Le Mintier, évêque de Tréguier, donna le signal d'une croisade

contre-révolutionnaire; il fut le premier à motiver les sentimens haineux et cruels que Robespierre avait manifestés à la tribune ¹; prenant texte d'une lettre que le roi avait écrite à tous les prélats de France pour les inviter à demander au ciel cette paix si nécessaire au règne des lois et de la justice, il représenta la révolution qui s'opérait comme la subversion de l'ordre : Puissent, disait-il, les plans de régénération politique rentrer dans le néant, d'où ils n'auraient jamais dû sortir ! Selon lui, les principes nouveaux étaient le renversement de la foi ; la tolérance, une impiété ; la liberté, une révolte ; l'égalité, une monstrueuse chimère. La religion est anéantie, ajouta-t-il, si ses ministres sont réduits à la misérable condition de commis appointés ; et tonnait contre les actes de l'Assemblée qu'il qualifiait d'impies, il exhortait les prêtres de son diocèse à détromper le peuple et à sonner avec lui le tocsin de l'insurrection ².

Ce mandement produisit dans toute la Bretagne une fermentation extrême. Un nombre considérable de jeunes gens quitta la garde nationale, pour en former une nouvelle uniquement dévouée aux privilèges. On était d'autant plus alarmé de cet esprit de révolte, que peu de temps auparavant la ville de Lannion, voisine de Tréguier, avait arrêté l'expédition des grains que des commissaires voulaient effectuer

¹ *Moniteur* du 20 au 22 oct. 1789, p. 344, col. 3.

² FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. I^{er}, liv. v, p. 370. — *Moniteur* du 15 au 20 oct. 1789, p. 305 et 306.

pour approvisionner Brest. Ces commissaires, forcés d'abandonner leur convoi, se rendirent à Morlaix, où ils protestèrent contre la violence exercée contre eux. Les habitans de Brest, pour venger cet outrage, marchèrent sur Lannion et se firent restituer les grains qui leur avaient été enlevés.

L'Assemblée avait la certitude que cette opposition, et tous les désordres qu'elle engendrait, étaient provoqués par un pouvoir occulte qui s'organisait pour l'entraver dans sa marche et renverser son ouvrage; ce pouvoir se formait de la ligue religieuse réunie aux partisans de la noblesse et de l'ancienne magistrature. Les Parlemens aussi ne craignaient plus de se montrer hostiles : mais les applaudissemens donnés à la motion de les supprimer, faite par les représentans des grandes provinces qui avaient stipulé dans leur charte l'établissement d'un Parlement, annonçaient assez que l'opinion publique était bien changée à l'égard de ces corps, autrefois si puissans et si vénéérés.

Les nobles de la Bretagne et ceux du Languedoc, réunis au membres du Parlement, prévoyant la ruine de leur autorité, prirent une délibération pour déclarer qu'ils protestaient contre l'abolition des droits et franchises de leurs provinces, qu'ils désavouaient hautement les opérations de l'Assemblée nationale, et qu'ils regardaient comme leur devoir le plus pressant d'engager les autres ordres à se réunir, afin de rendre à la religion son influence,

aux lois leur force, au monarque son autorité, ou pour mieux dire sa liberté. Mais c'était en vain, l'ordre populaire, par sa violence, allait écraser tous les autres.

Nous avons vu que Mounier, l'un des plus zélés partisans du gouvernement représentatif, indigné des outrages faits au roi dans les premiers jours d'octobre, avait quitté Versailles et s'était retiré à Grenoble, où il jouissait d'une considération méritée; ses travaux législatifs, son amour connu pour l'ordre et la justice, redoublèrent l'estime et l'attachement de ses compatriotes. Après avoir peint les violences faites au roi et à l'Assemblée, leur esclavage au milieu d'une capitale livrée à toutes les factions et dominée par une populace prête à se porter aux plus grands crimes, il représenta que le seul moyen de remédier aux maux qui désolaient la France était de rassembler les États. « Ceux du Dauphiné, dit-il, établirent la liberté, il faut qu'aujourd'hui ils défendent le trône¹. »

Aussitôt la *commission intermédiaire*, instituée pour faire respecter les droits du Dauphiné, convoqua les États. Plusieurs provinces s'apprêtèrent à suivre cet exemple, et à former ainsi une autorité rivale de celle de l'Assemblée. La plupart d'entre elles n'avaient point approuvé l'abandon de leurs privilèges; celles du Béarn et du Cambrésis avaient protesté contre le consentement donné par leurs

¹ LALLY-TOLENDAL (*Biogr. univ.*), art. Mounier.

députés aux décrets du 4 août. Elles savaient d'ailleurs que le projet était de leur donner une organisation contraire à leurs franchises.

L'Assemblée comprit le danger de cette opposition, et ne négligea rien pour en prévenir les graves conséquences. Réunissant l'adresse à la fermeté, elle se fit respecter, sans cesser de faire usage des formes légales. Après avoir discuté cette importante affaire dans trois séances différentes, et présenté la réunion des États de province comme une violation des droits de l'Assemblée nationale, une machination des ennemis de la liberté, elle déclara que les commissions des États étaient incapables de représenter les vœux de l'opinion publique, et frappa de nullité leurs arrêts et leurs délibérations (26 oct. 1789). Enfin elle supplia le roi de donner des ordres pour que désormais nulle réunion d'États ne pût avoir lieu dans le royaume avant que l'Assemblée eût déterminé, de concert avec Sa Majesté, le mode de leur convocation. Le roi, dès le lendemain, sanctionna ce décret, et, pour prévenir la guerre civile, s'ôta tout moyen d'appeler au peuple des décisions qui l'opprimaient. Ainsi furent totalement anéantis les efforts que Mounier avait faits en faveur de la royauté.

Après sa victoire, l'Assemblée nationale comprit qu'il fallait, avec la plus grande activité, faire disparaître les vieilles institutions, qui pouvaient encore se prêter au retour de l'ancien régime. Dans ce but, elle s'attacha à prévenir la résis-

tance des Parlemens. Ces corps, presque du même âge que la monarchie, étaient encore environnés d'une haute considération. Le peuple était habitué à respecter en eux la puissance de la loi. On savait de quel œil ils regardaient l'établissement de la constitution nouvelle, et combien ils regrettaient la perte de l'autorité législative qu'ils avaient si longtemps exercée¹. Quoiqu'ils eussent puissamment aidé à réprimer les abus de la couronne, on ne se dissimulait pas qu'ils agirent bien plus pour la conservation de leurs prérogatives que pour les droits de la nation. D'ailleurs les derniers mouvemens survenus dans les provinces pouvaient leur donner un point de ralliement, auquel se rattacheraient les princes, la noblesse, le clergé, et tous ceux que la régénération de l'État rendait mécontents. N'était-il pas encore à présumer que la partie calme de la nation regrettait les Parlemens, dont l'opposition paraissait sage et modérée lorsqu'on la comparait aux innovations de l'Assemblée?

Il y avait réellement danger à leur conserver une existence politique; mais on était incertain sur la manière de s'y prendre pour abattre le colosse de la magistrature. Gardons-nous bien, disait Mirabeau, toujours fécond en ressources, gardons-nous de l'attaquer de vive force, il pourrait nous écraser de son poids; il faut le faire crouler sans éclat, et que sa chute, opérée d'une manière insensible, ne

¹ LANETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. 1^{er}, p. 243.

fasse ni bruit ni sensation. Les Parlemens ne sont redoutables que lorsqu'ils sont assemblés.

La suppression de ces corps, annoncée depuis longtemps, n'attendait pour s'effectuer qu'un décret définitif sur le nouvel ordre judiciaire; mais Duport fit observer que le travail du comité, ne pouvant être achevé de longtemps, il convenait d'empêcher que les Parlemens se réunissent, dans la crainte que leur agonie ne fût accompagnée de convulsions violentes. Alexandre Lameth appuya fortement cette opinion; il présenta ces grands corps judiciaires comme depuis longtemps accoutumés à se croire les représentans de la nation : « Leur savante tactique, dit-il, a toujours su faire tourner les événemens à l'accroissement de leur autorité; occupés à épier les démarches de l'Assemblée, à aggraver ses fautes, à profiter de ses négligences, à saisir le moment favorable pour s'élever sur les vrais débris de la représentation nationale ¹. »

A la suite de cet exposé, il proposa d'enterrer vivans les Parlemens, c'est-à-dire de les déclarer en vacances jusqu'à la nouvelle organisation du pouvoir judiciaire; les seules chambres des vacations devaient continuer leurs fonctions, et les autres tribunaux rendre la justice en leur manière accoutumée. Cette motion, combattue et appuyée avec une égale chaleur, fut changée en décret (3 novembre) et consomma la ruine des Parlemens, qui, en

¹ *Moniteur* du 3 au 5 nov. 1789, p. 338, col. 2. — LAMETH Alex. (*Hist. de l'Ass. const.*), t. I^{er}, p. 244 à 246.

provoquant la convocation des états-généraux, donnèrent le jour à l'Assemblée qui leur ravit l'existence.

Le roi ne fit aucune difficulté de sanctionner cette loi, et le garde des sceaux expédia sur-le-champ des courriers pour la notifier à toutes les cours du royaume. La chambre des vacations du Parlement de Paris l'enregistra sans délai. Le maire seul, escorté de quelques soldats citoyens, se rendit au Palais, et apposa le sceau national sur les archives parlementaires; jadis cette mesure aurait soulevé la France et retenti dans toute l'Europe; mais alors elle fut à peine comptée pour un événement¹. Le peuple vit avec indifférence la prochaine destruction des Parlemens; il oublia la consternation qu'il avait fait éclater lorsque, l'année d'auparavant, le chancelier Lamoignon voulut les dissoudre, et sa folle joie quand, après la chute de ce ministre, le roi et Necker réinstallèrent cette idole momentanée des Parisiens et des Français.

Tous les Parlemens ne reçurent pas avec la même docilité la nouvelle de leur suspension. Celui de Rouen, avant même qu'elle eût été décrétée, voulut résister aux volontés de l'Assemblée. La chambre des vacations enregistra néanmoins le dernier décret, mais en même temps elle fit parvenir au roi un arrêté secret pour protester qu'elle ne se soumettait à cet enregistrement qu'afin de prévenir

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. I^{er}, liv. v, p. 359.

de plus grands maux. Cet arrêté, rempli de témoignages d'amour et de fidélité au trône, déclarait nulles toutes les décisions de l'Assemblée, regardée comme l'unique cause des malheurs de l'empire.

Le roi dénonça lui-même au corps législatif cet acte de dévouement à sa personne, après l'avoir fait désavouer par un arrêt de son conseil¹. L'archevêque de Bordeaux, en sa qualité de garde des sceaux, écrivit au président de Frondeville que Sa Majesté, afin de donner un témoignage de son union intime avec l'Assemblée, n'avait pas cru devoir différer un instant de marquer combien elle désapprouvait la mesure qu'il avait laissé prendre. Les magistrats de Normandie, atterrés par l'arrêt du conseil et par les réprimandes du roi, se hâtèrent de parer le coup qui les menaçait. Leur président, pour calmer le ressentiment des députés, chercha à se justifier, et Louis XVI, qui sans doute n'avait censuré ce Parlement qu'à regret, écrivit à l'Assemblée de sa propre main pour demander qu'on arrêtât toutes les poursuites. Le désir de répondre par une marque de déférence aux intentions franches et loyales du roi fit prévaloir le parti de la clémence.

Le Parlement de Metz voulut aussi s'élever contre les décrets précédemment rendus, sous le prétexte qu'il ne pouvait y reconnaître, non plus que dans la sanction du roi, le caractère de liberté nécessaire pour rendre les lois obligatoires. Si dans sa protes-

¹ *Hist. de la Révol. française*, par deux Amis de la Liberté, t. IV, p. 57.

tation ce Parlement s'exprima avec moins de violence que celui de Rouen, en retour il agit publiquement, et consigna dans ses registres l'arrêt de son opposition; mais son arrêt éprouva le même sort. Il fut cassé par un ordre du conseil, et les conseillers déférés par le roi à l'Assemblée nationale. Les magistrats du Messin, aussi effrayés que ceux de la Normandie, eurent recours à la protection de la puissance populaire. La ville de Metz intercédapoureux auprès du corps législatif, et elle le conjura d'oublier des écarts qui avaient été promptement réparés. L'amnistie fut à l'instant prononcée; et ces premiers magistrats, par un abandon inouï de la fortune, furent absous à la prière de leurs concitoyens.

Mais la résistance la plus grave et la plus solennelle fut celle du Parlement de Rennes; il ne daigna pas même protester comme ceux de Rouen et de Metz, il fallut deux lettres de jussion du roi, et la volonté encore plus impérative du peuple, pour forcer la chambre des vacations à s'assembler. Elle ne se constitua que pour déclarer qu'elle ne voulait ni enregistrer ni se charger des fonctions qui lui étaient attribuées par la loi nouvelle. Les Bretons, persuadés qu'ils avaient plus à gagner sous la constitution qu'en conservant les anciens privilèges de la province, favorables à la seule noblesse, se prononcèrent contre leurs magistrats. Rennes et Nantes s'expliquèrent dans ce sens avec la plus vive énergie, et, d'après leurs plaintes, l'Assemblée ordonna que la chambre réfractaire serait

mandée à Paris pour rendre compte de sa conduite.

La garde nationale bretonne amena comme prisonniers ces fiers sénateurs, et les conduisit à la barre de l'Assemblée (8 janvier 1790). L'importance de l'événement, le désir d'observer la contenance de ces hommes courageux, tout contribuait à exciter la curiosité du public ; c'était en effet un spectacle extraordinaire, de voir des magistrats, si glorieux d'une autorité qui naguère le disputait à celle du roi, fléchir devant le pouvoir de quelques avocats, qu'ils s'étaient souvent permis d'admonester de la manière la plus sévère. Lorsqu'ils furent introduits, l'abbé de Montesquiou, alors président, leur demanda avec une gravité affectueuse pourquoi ils avaient arrêté l'exécution des lois et donné ainsi l'exemple de la désobéissance.

« Messieurs, répondit l'intrépide Lahoussaye, président de la chambre, impassibles comme la loi
« dont nous sommes les organes, nous nous félicitons de pouvoir donner en ce moment au plus
« juste des rois une grande preuve de notre soumission, en exposant aux représentans de la
« nation les motifs et les titres qui ne nous ont pas
« permis d'enregistrer vos décrets portant continuation des vacances de tous les Parlemens du
« royaume ¹. » Après cet exorde, il attribua la résistance des Parlemens à leur amour pour le roi et à leur respect religieux pour le serment qu'ils

¹ *Moniteur* du 12 janv. 1790, p. 47, col. 3.

avaient prêté de maintenir les privilèges de la province. Il établit que ces privilèges étaient des droits; il invoqua les capitulations de la Bretagne, les testaments, les contrats de mariage du duc François, de la duchesse Anne sa fille, les sermens des Bretons et du roi, et les mandats donnés aux députés de la province; d'où il conclut que le Parlement avait dû, sous peine de se rendre parjure, refuser l'enregistrement d'un décret qui changeait l'ordre judiciaire de la province, et que l'Assemblée nationale était sans pouvoir et sans titre pour abroger les traités qui liaient la Bretagne à la France. « Cette circonstance, ajouta Lahoussaye, illustrera mon nom et celui de mes collègues; l'histoire rappellera que nous avons bravé les dangers plutôt que d'étouffer le cri de la conscience et de l'honneur; un jour les Bretons désabusés rendront hommage à nos principes. »

« L'Assemblée nationale, lui répondit le président, « pèsera avec maturité vos observations; je prendrai ses ordres, et vous en connaîtrez les résultats. » Aussitôt les magistrats bretons se retirent avec assurance, et laissent l'Assemblée et le public également étonnés de tant de fermeté. Cet aveu franc et courageux des principes, qu'on voulait à tout prix renverser, trouva des panégyristes et des censeurs; c'était, selon les uns, le modèle de l'héroïsme; pour les autres, c'était le comble de la témérité¹. En vain

¹ PAUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XXVII, p. 18 à 28.

Mirabeau le jeune, Frondeville, d'Epréménil, Cazalès et l'abbé Maury voulurent prendre la défense des accusés et les couvrir de leur égide, ils furent hués par les tribunes *, qui accueillirent avec transport Chapelier, Barnave, Lanjuinais et l'éloquent Mirabeau, lorsqu'ils soutinrent que les contrats et les testamens étaient anéantis du jour où le peuple avait voulu rentrer dans ses droits; que les Bretons ne formaient point un peuple particulier au milieu de la France, et qu'ils faisaient partie intégrante de la grande famille, puisqu'ils avaient confié leurs intérêts à des représentans librement élus, et siégeant au sein de l'Assemblée nationale. « D'où vient « l'audace de ces magistrats? demanda Mirabeau; « quelle puissance auxiliaire leur inspire tant de confiance? La Bretagne a soixante-six députés dans « cette Assemblée, et l'on vous dit qu'elle n'est pas représentée! Onze magistrats bretons viennent vous « dire qu'ils ne peuvent pas consentir que vous soyez « les régénérateurs de la France! Une poignée d'individus, sans titre et sans caractère, osent dire « au souverain : Nous avons désobéi, et la postérité nous admirera. Il n'y aura que leur démente « qui passera à la postérité, si toutefois elle peut y « être transmise; mais ils n'empêcheront pas cette « grande révolution, qui va changer la face du globe

* Le vicomte de Mirabeau, en prenant la défense du Parlement de Metz, fut sifflé. A la vérité, il avait manqué à la dignité de la tribune nationale, en employant, outre mesure, les formes inconvenantes d'une ironie prolongée.

« et le sort de l'espèce humaine ¹. Qu'ils inscrivent, qu'ils réclament, qu'ils protestent, qu'ils choisissent enfin parmi ces mots ceux qui plaisent le plus à leur orgueil féodal, à leur vanité nobiliaire, j'y consens; mais qu'ils obéissent à la nation quand elle leur intime ses ordres sanctionnés par son roi. »

Enfin l'Assemblée, sur la proposition de Barrère, désapprouva la conduite des onze magistrats bretons, et les rendit inhabiles à remplir aucune fonction publique, jusqu'à ce qu'ils demandassent à prêter serment de fidélité à la constitution. On crut un instant que Lahoussaye allait en présenter la requête; mais lui et ses collègues retournèrent en Bretagne, sans vouloir se soumettre. Les successeurs qu'on leur donna, imitant leur exemple, refusèrent de rendre la justice. Il fallut alors que le garde des sceaux vint prier l'Assemblée de donner des juges à la Bretagne : un tribunal provisoire fut aussitôt formé et présidé par M. de Talhouet, le seul des magistrats bretons qui eût rendu hommage à la constitution. Son dévouement à la cause nouvelle lui suscita de nombreux ennemis, mais il souffrit tout sans se plaindre, et demeura l'invariable défenseur du peuple et l'ami d'une sage liberté.

Les Parlemens de Douai et de Nancy cédèrent à l'empire des circonstances; il n'en fut pas de même à Grenoble, où aucun des conseillers au Parlement ne voulut faire partie de la chambre des vacations

¹ *Moniteur* du 11 janvier 1790, p. 44, col. 2.

pour être présent à la transcription. On attribua cette résistance à l'impulsion que donnait Mounier dans une contrée où lui-même avait excité le premier élan de liberté. Sa présence en Dauphiné alarma les révolutionnaires. On savait qu'il avait des révélations à faire sur les attentats du 6 octobre; ne pouvant ni le convaincre ni le gagner, ses lâches ennemis, pour éluder son témoignage, lui suscitèrent des persécutions¹. Des émissaires envoyés à Grenoble le signalèrent comme un homme vendu à la cour et capable d'allumer la guerre civile. Ce vertueux citoyen, insulté, menacé par des hommes armés, poursuivi de retraite en retraite, se vit bientôt contraint d'abandonner la France et de se réfugier à Genève, d'où il publia une justification honorable pour tous ceux qui, comme lui et Lally-Tolendal, avaient, dans les commencemens, déclaré la guerre au vieux despotisme, sans pouvoir augurer que leur cause sainte serait un jour souillée par les fauteurs de l'anarchie*.

A Aix, les lettres patentes qui ordonnaient la suspension du Parlement furent enregistrées; mais les avocats, par l'organe de l'un d'entre eux nommé Pascalis, homme ardent et d'un royalisme très-exalté, déclarèrent qu'ils étaient décidés à vivre et à mourir en bons et fidèles sujets du comte de

¹ MOUNIER (*Appel à l'opinion publique*), p. 9.

* Les brochures que Mounier a publiées sur les circonstances auxquelles il avait participé, sont écrites avec tant de conscience et de vérité, qu'elles seront toujours consultées comme de vrais monumens historiques.

Provence. Puisse le ciel, dirent-ils, hâter le moment où, par le bienfait d'une constitution sage, les citoyens détrompés se réuniront pour assurer l'exécution des traités de la Provence avec la France ! Les procureurs au Parlement adhèrent au sentiment des avocats. Le président de Cabre promit que leurs discours et leurs noms seraient insérés sur le registre de la cour, comme monument de leur fidélité au roi, de leur attachement à leurs devoirs et à la constitution française et provençale.

Cette opposition à la volonté générale troubla de nouveau la paix des contrées méridionales ; l'agitation se manifesta surtout dans les ports de mer, où les officiers de la marine royale entretenaient un esprit rebelle aux principes qui contrariaient leurs privilèges. Déjà la ville de Toulon avait été le théâtre de rixes violentes, provoquées par l'imprudence de M. de Béthisy. Ce commandant, ayant fait défense à la garnison de porter la cocarde tricolore, échappa par la fuite au ressentiment du peuple, et fut remplacé par Albert de Rioms, connu par ses exploits maritimes dans la dernière guerre. Mais ce marin, si respectable par ses talents et son courage, avait aussi une extrême répugnance pour les nouvelles doctrines. Déjà il s'était rendu suspect par des mesures d'ordre et de discipline qui portèrent ombre au parti populaire.

Au mois de novembre, la municipalité de Toulon

¹ PAPON (*Hist. de la Rév. franç.*), t. II, p. 266.

ayant fait arborer les couleurs nationales, la cocarde tricolore devint encore un sujet de dissension entre les citoyens et les troupes de la marine. Deux charpentiers de l'arsenal l'ayant mise à leur chapeau sans en avoir reçu l'ordre, furent chassés par Albert de Rioms. Cette mesure révolte les ouvriers : une émeute éclate; on ordonne aux soldats de faire feu; ils refusent d'obéir. M. de Saint-Julien, major de vaisseau, accouru l'épée à la main pour défendre son chef, en se faisant jour à travers la multitude, est accusé d'avoir blessé un individu inoffensif. On le poursuit, on le désarme¹, l'air retentit de cris féroces; la foule augmente; une grêle de pierres fond sur l'hôtel de la marine, le gouverneur est assiégé chez lui. La municipalité demande au peuple le sujet de ses plaintes; il veut qu'on lui livre M. de Broves, qui, dit-on, avait proposé de mettre en vigueur la loi martiale. Cet officier se dévoue, on exige d'autres victimes. En vain des proclamations invitent les citoyens à la concorde, rien ne peut calmer la multitude, elle envahit l'hôtel du comte Albert de Rioms, se saisit de sa personne, et le jette dans un cachot avec trois de ses officiers.

L'Assemblée, informée de ces désordres, après de longs débats, déclara, sur l'avis de M. de Liancourt, qu'au milieu d'une révolution qui changeait les lois, les usages et les habitudes de tant de siècles, des malheurs passagers étaient inévitables, et que, pré-

¹ Rapport de M. de la Roque-Dourdan au ministre de la marine.
— *Moniteur* du 15 déc. 1789, p. 465, col. 2.

sumant favorablement des motifs qui avaient animé chacun des partis, elle reconnaissait la pureté de leurs intentions, et déclarait qu'il n'y avait pas lieu à les poursuivre. Robespierre, toujours opposé à la clémence, s'écria que de pareilles conclusions étaient une insulte pour le peuple. « Lorsque je considère, « dit-il, les événemens de cette province, je ne « puis m'empêcher de penser que, rapprochés par « leurs époques, ils sont peut-être liés par des fils à « d'autres événemens, qu'il ne serait pas impossible « de découvrir, puisque leurs ramifications cou- « vrent la France entière ¹. » Lafayette et Alex. Lameth ne partagèrent point cette sombre méfiance; ils obtinrent que l'Assemblée témoignerait aux officiers de marine l'estime due à des guerriers, dont les services avaient dignement soutenu la gloire de la nation. Cette satisfaction, donnée par le parti constitutionnel à un corps dont les opinions étaient hostiles à la révolution, fut un acte politique; on craignait une guerre maritime; vingt vaisseaux de ligne armés étaient dans le port de Toulon, et ce dépôt précieux méritait des ménagemens pour les officiers auxquels on l'avait confié ².

Tandis que la révolution française éprouvait tant d'obstacles, au sein même des contrées où elle avait éclaté avec le plus d'énergie, une foule d'adresses de félicitations, de toutes les parties du royaume, vengèrent la représentation nationale des attaques

¹ *Moniteur* du 18 janv. 1790, p. 71, col. 3.

² *Lettre du ministre de la marine au garde des sceaux*, 6 déc. 1789.

de ses ennemis. Mais, de tous ces témoignages, les plus éclatans furent donnés par les nations étrangères. Les premiers développemens de la liberté en France furent sa'ués à Londres comme l'aurore d'un beau jour. Les Anglais même applaudirent aux efforts d'une grande nation prenant l'attitude, le langage et l'esprit d'un peuple libre, et dont la lutte généreuse préparait au monde entier une amélioration dans ses mœurs et dans ses lois. Le célèbre Shéridan, le jeune Fox, les deux plus grands orateurs du Parlement, et presque tout le parti de l'opposition, qui jamais n'avait été plus nombreux, plus instruit ni plus puissant, ne parlaient qu'avec admiration de la révolution française; tous la considéraient comme le triomphe éclatant de leurs théories¹. En même temps Thomas Payne, publiciste américain, démocrate très-ardent, répandit en Angleterre un écrit sur les *Droits de l'Homme*, où il provoquait des rapports de fraternité politique entre les novateurs de tous les pays. Le docteur Price, presbytérien religieux, adoptait aussi les doctrines révolutionnaires, et les poussait jusque dans leurs conséquences les plus funestes à la royauté. Il avait pour collègue et ami le célèbre chimiste Priestley, qui prêtait à des abstractions philosophiques l'appui d'un nom très-considéré.

Sous leurs auspices, il s'était formé à Londres une société politique, composée en grande partie d'hom-

¹ WALTER-SCOTT (*Vie de Napoléon*), t. II, p. 146.

mes éclairés, et dont le but était de travailler à la propagation des principes qui chassèrent du trône la famille des Stuarts. Cette société, connue en Angleterre, sous le titre des *Amis de la Révolution*, et présidée par lord Stanhope, choisit le jour (4 novembre) où l'on célèbre dans toute la Grande-Bretagne la mémorable révolution de 1688, pour écrire à l'Assemblée nationale, et la féliciter de son zèle à opérer une régénération qui devait amener celle de l'Europe et le bonheur du genre humain ¹.

Ce témoignage d'estime de la part d'une société illustre par ses lumières, son civisme, et vieillie dans l'habitude des formes constitutionnelles, flatta l'Assemblée; elle chargea son président, l'archevêque d'Aix, de lui répondre, et de lui envoyer la délibération solennelle qui consacrait la vive et profonde sensibilité qu'avait excitée une déclaration regardée comme le noble préliminaire du traité de paix universelle qui devait réunir toute la famille européenne. Un seul député, nommé Martineau, avocat de Paris, alors peu connu, mais qui bientôt se fera remarquer par des rapports lumineux sur l'organisation des tribunaux et du clergé, en cette circonstance donna la preuve d'une rare pénétration; après avoir formé des vœux pour qu'on éteignît les haines nationales ², il ne put s'empêcher de faire observer que les Anglais, malgré leurs protestations d'amitié, étaient les plus dangereux ennemis de la

¹ *Moniteur* du 10 nov. 1789, p. 358, col. 1 et 2.

² *Moniteur* du 7 déc. 1789, p. 436, col. 3.

France, et qu'il ne fallait compter sur leur alliance qu'avec une extrême circonspection.

Deux villes étrangères, renfermant une population éclairée, voulurent aussi s'associer à la gloire de l'Assemblée en partageant l'honneur de concourir à l'exécution de ses travaux. Les habitants de Neuchâtel firent don à la France du quart de leurs rentes sur notre trésor, et cette offrande fut reçue avec gratitude. Genève offrit neuf cent mille livres; mais lorsqu'on sut que cette somme était le produit d'une souscription remplie par les principaux chefs du parti aristocratique qui, depuis 1782, tenait la population genevoise asservie, les représentants du peuple français ne voulurent point accepter un présent qui semblait être un prix offert pour obtenir une alliance incompatible.

Un événement d'une nature différente vint encore mettre à l'épreuve la politique et la prudence de nos législateurs. Joseph II s'était aliéné l'esprit des Belges, en proposant à l'électeur palatin de lui céder les Pays-Bas autrichiens en échange de la Bavière. Informés des négociations entamées à ce sujet, les Belges, qui ont toujours allié la turbulence à l'esprit religieux, rappelèrent à la cour de Vienne qu'il avait été stipulé par des capitulations, qu'elle ne céderait à aucune puissance la moindre partie des Pays-Bas sans le consentement des États. Joseph II avait aussi mécontenté le clergé en réformant l'Université de Louvain, et en faisant vendre les biens de plusieurs monastères supprimés. Dans

la crainte que les forteresses ne favorisassent la révolte qu'il appréhendait, il les fit démolir, circonstance favorable à la France, étroitement liée avec ces provinces par une conformité de langage et d'intérêts.

Le mécontentement des Belges excita des troubles qui ne tardèrent pas à prendre le caractère d'une révolution semblable à celle de la France, quoiqu'au fond les deux nations rompissent le frein des lois dans des vues bien contraires : l'une se soulevait pour abaisser les grands et s'emparer des richesses des moines; l'autre s'armait pour faire rendre aux nobles leurs privilèges, et au clergé les biens que l'autorité absolue lui avait enlevés. L'archiduchesse Marie-Christine, sœur de Marie-Antoinette, gouvernante des Pays-Bas, et son époux le duc de Saxe-Teschén, menacés d'un soulèvement, ordonnèrent la concentration de leurs troupes, lorsque les Brabançons, animés par un avocat et un prêtre, poursuivirent en vainqueurs les troupes autrichiennes jusque sous les murs de Luxembourg¹. Maîtres de Bruxelles et des villes les plus importantes, ils voulurent d'abord former une république fédérative, puis le comte Charrost de Béthune² eut la prétention de se faire élire roi des Belges.

¹ JOMINI (*Hist. des guerres de la Révol. franç.*), t. II, p. 7 et 8.

² Il ne faut pas confondre ce seigneur brabançon avec le pair de France, membre de l'Assemblée constituante et portant mêmes noms, mêmes armes. Le premier, condamné à mort en Belgique comme révolutionnaire, se réfugia en France, où les jacobins (1794) le firent périr comme royaliste.

L'Angleterre et la Prusse, pour forcer Joseph II à suspendre ses efforts combinés avec la Russie contre les Turcs, favorisèrent d'abord l'insurrection de la Belgique¹; mais lorsqu'ils virent les progrès rapides de la révolution française; ils craignirent que les deux peuples ne se confondissent, et ils abandonnèrent les Brabançons, après les avoir flattés d'une prochaine indépendance. Ceux-ci, réduits à une situation critique, envoyèrent des députés à l'Assemblée nationale et au roi pour implorer leurs secours. Dans un premier mouvement d'enthousiasme, les deux révolutions de Paris et de Bruxelles semblaient devoir se prêter un mutuel appui : Dumouriez, lieutenant de roi à Cherbourg, connu pour avoir été secourir les Polonais, fut envoyé à Bruxelles. Il examina attentivement l'état du pays, et se convainquit que la révolution belge ne reposait sur aucune de nos doctrines; que c'était simplement une lutte du sacerdoce et de la noblesse, réunis contre un prince philosophe, et qu'un pareil esprit ne pouvait s'allier avec celui de la révolution française². Alors l'Assemblée nationale annonça aux envoyés du Brabant qu'une réunion d'efforts exigeait d'abord une communauté de principes, et qu'il fallait commencer par introduire en Belgique les idées démocratiques³; mais les

¹ ROCHAMBEAU (*Mém. du maréchal de*), t. 1^{er}, p. 374.

² HARDEMÉBERG (*Mém. d'un Homme d'État*), t. 1^{er}, p. 98.

³ *Moniteur* du 24 déc. 1789, p. 501. *Lettre du prince d'Arenberg, comte de Lamarck au comité de Gand*. Paris, 10 décembre.

Belges s'y refusèrent. L'Assemblée mécontente retira ses offres, et quoique l'opinion publique désirât l'indépendance des Brabançons, elle ne voulut pas blesser les intérêts de Joseph II, qu'il nous convenait de ménager, et elle remit ses projets de propagande sur cette contrée à une époque plus favorable, ce qui signifiait qu'elle attendait les résultats du futur congrès *, où l'Autriche et la Prusse devaient se prononcer sur les destinées de ces riches provinces.

L'Assemblée montra également une politique ferme et prudente dans sa conduite envers la Corse. Autrefois cette île, après avoir longtemps lutté contre la tyrannie de la république de Gènes, se déclara indépendante sous les auspices de Paoli, que les Corses élurent commandant général; les Génois eurent recours à la France, et Choiseul, après les avoir vainement aidés à étouffer cette révolte, fit avec eux un traité (1768) par lequel ils cédaient à Louis XV un droit d'administration qu'ils n'avaient plus les moyens d'exercer. Par ce traité, la Corse appartenait à la France, mais le sénat de Gènes se réservait de rentrer dans sa souveraineté aussitôt qu'il pourrait nous rembourser les frais de la guerre.

Ce traité ne fit qu'irriter les Corses, quoique flattés de devenir Français; leur fierté fut naturellement blessée de se voir livrés à un nouveau maître:

* Congrès de Rastatt (juillet 1790), cette petite ville de la Silésie est située sur le territoire du la Bohême.

domptés par la force, ils étaient subjugués plutôt que soumis, lorsqu'à l'époque de la convocation des états-généraux, séduits par leur amour pour la liberté, ils s'attachèrent à la France nouvelle, et ils demandèrent que la Corse en fût déclarée partie intégrante. Sur le bruit qu'on allait la rendre aux Génois, ou la placer sous un gouvernement purement militaire, la joie des habitans se changea en consternation ; ce bruit paraissait d'autant plus fondé, que de tous les décrets on n'avait encore publié dans leur île que la loi martiale¹.

Cette circonstance excita une inquiétude générale ; tous les Corses furent sous les armes, non plus contre les Français, mais bien pour leur rester fidèles. Ils déclarent vouloir former une garde nationale, et malgré l'opposition de la garnison, ils s'emparent de la citadelle, de l'arsenal et de tous les édifices publics. En rendant compte de cet événement à l'Assemblée nationale, ils annoncèrent que si l'ancien gouvernement avait conquis l'île de Corse par violence, à présent ils faisaient des vœux pour sa pleine et entière réunion à la France. L'Assemblée se rendit à leurs désirs ; cette île fut déclarée partie intégrante de l'empire français et soumise aux mêmes lois. Dès ce jour, la Corse devint tout à fait française, puisque les deux nations, par un pacte volontaire, consentirent à une réunion définitive. Mais les oligarques de Gênes n'en jugè-

¹ *Moniteur* du 30 nov. 1789, p. 401, col. 3.

rent point ainsi ; à l'instigation du ministère britannique, ils revendiquèrent leurs droits sur la souveraineté de l'île, en protestant que dans leur cession au roi de France, ils ne l'avaient considéré que comme *simple administrateur*¹. Il n'y eut qu'un cri dans l'Assemblée contre cette note diplomatique, et Maury même se réunit à Mirabeau, à Barnave et à Robespierre, pour faire regarder comme non avenue une requête qui, par une expression inconvenante, blessait la dignité du peuple français dans la personne de son roi.

Quoique l'Assemblée eût rompu les ressorts du pouvoir monarchique, elle ne manqua jamais de donner au roi des preuves de son respect, et de lui adresser des hommages publics toutes les fois que les circonstances en fournissaient l'occasion. Ces égards dus au chef de l'État se manifestèrent le 1^{er} janvier (1790) : l'Assemblée nationale se rendit en corps aux Tuileries, et M. de Fréteau, son président, prononça en cette occasion le discours le mieux fait pour amener une parfaite intelligence entre le peuple et le trône. Louis XVI, qui ne s'attendait pas à cet acte de déférence, en fut ému et exprima avec bonté combien il y était sensible. La reine, également surprise d'une démarche aussi inattendue, se montra touchée des sentimens de l'Assemblée ; sur la demande qu'on lui fit de voir le dauphin, elle prit son fils dans ses bras et le porta dans

¹ *Moniteur* du 23 janvier 1790, p. 91, col. 1, 2 et 3.

toutes les parties de la salle. Cette scène attendrit vivement la famille royale; le roi surtout en conçut une joie extrême, et crut retrouver dans ce témoignage d'amour un avenir plus consolant. Mais les journaux révolutionnaires, après avoir qualifié cet hommage d'indécent et de ridicule, ne tardèrent pas à broyer leurs poisons; ils offrirent au roi, pour ses étrennes, de troquer de bonne grâce sa couronne contre le *bonnet de la liberté*, et ils le menacèrent d'une société de tyrannicides, s'il ne consentait à tenir du peuple le sceptre du pouvoir¹.

L'Assemblée nationale, en décidant que la liste civile serait votée pour toute la durée du règne, n'en avait point encore fixé la somme, et ce fut avec beaucoup de ménagemens et de dignité qu'elle traita cette affaire si délicate pour le fond, et si nouvelle pour la forme. L'abbé de Montesquiou, chargé d'aller prier Sa Majesté de vouloir bien fixer elle-même la portion des revenus publics que la nation devait assigner à l'entretien de sa maison et à celui de sa famille, s'exprima en ces termes : « Sire, nous connaissons cette économie sévère qui
« prend sa source dans l'amour de vos peuples, et
« dans la crainte d'ajouter à leurs besoins ; mais ils
« placent leurs premières jouissances dans celles

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), t. VI, n° LXXVII, p. 613 et suiv. *Le Moniteur* ne place qu'en 1792 l'invention du *bonnet de la liberté* qu'il confond avec le *bonnet rouge*. Ce dernier, en effet, ne fut adopté qu'au commencement d'avril 1792, lors de l'ovation des soldats suisses de Château-Vieux ; mais le peintre David avait déjà proposé le bonnet phrygien comme emblème de la liberté.

« qu'ils viennent vous offrir... Vous le savez, Sire, « ils ne peuvent être heureux que par le maintien « des lois : ainsi c'est pour leur bonheur que nous « venons contrarier ces goûts simples et ces mœurs « patriarcales qui vous ont mérité leur amour, et « qui montrent aux nations l'homme le plus vertueux dans le meilleur des rois. » Louis XVI répondit comme il répondait toutes les fois qu'il parlait d'après son cœur : « Je suis sensiblement touché « de la délibération de l'Assemblée nationale, je « n'abuserai point de sa confiance, et j'attendrai, « pour m'expliquer à cet égard, qu'il y ait des fonds « assurés pour le payement des intérêts dus aux « créanciers de l'État, et pour suffire aux dépenses « nécessaires à l'ordre public et à la défense du « royaume : ce qui me regarde personnellement est, « dans la circonstance présente, ma moindre inquiétude ¹. » Ce ne fut que plus tard, et sur de nouvelles instances, qu'il se décida à déterminer le chiffre de sa liste civile qui, comme nous le verrons, fut votée par acclamation.

À l'époque où les travaux constitutionnels de l'Assemblée semblaient marcher d'accord avec la volonté royale, la révolution du Brabant força Joseph II à revenir de la Crimée, où il était allé avec l'impératrice Catherine pour reconnaître l'empire turc dont ils méditaient le partage. Ce prince, de retour dans ses États, chercha à ramener les Belges par

¹ *Moniteur* du 7 janvier 1790, p. 28, col. 2.

la douceur et la modération¹. L'exemple d'un peuple soulevé pour conserver ses couvens et ses moines confondit la politique de ce monarque, et lui prouva que les théories imaginées pour le bonheur public sont souvent fatales lorsqu'elles sont en contradiction avec les mœurs, les usages et même les préjugés nationaux. Les progrès de la révolution de France, entreprise dans un but opposé à celui des Belges, achevèrent de le consterner. Il craignit que le résultat d'une insurrection heureuse n'ébranlât tous les trônes. Aux chagrins qu'il éprouvait de sa dignité blessée, se joignit la douleur des outrages faits à une sœur qu'il avait vue si puissante, si fortunée. Perdant l'espoir de la délivrer, il tomba dans une mélancolie profonde : « Je n'ignore pas, » dit-il, que les ennemis de la reine de France ont osé l'accuser de m'avoir fait passer des sommes considérables; prêt à paraître devant Dieu, je déclare que cette inculpation est une horrible calomnie. »

A l'âge de quarante-neuf ans, il mourut avec un sang-froid et une résignation héroïques (10 février 1790). La mémoire d'un prince philosophe, ennemi des jésuites et du monachisme, devait naturellement être calomniée; mais malgré tout ce qu'on a dit et écrit sur sa conduite et sur son caractère, ses innovations et la grandeur de ses vues, en ajoutant à la prospérité de son empire, n'altérèrent

¹ *Déclaration de l'empereur et roi, 20 nov. 1789.*

point son attachement pour la religion ni son respect pour le pape, comme chef de l'unité catholique. Plus moral que Frédéric, il profita des lumières de son siècle sans vouloir les propager d'une manière indéfinie. Il aurait introduit de plus grandes améliorations dans ses États, si la mobilité et l'ingratitude des peuples ne l'eussent dégoûté de la gloire des réformateurs. Quoique peu regretté des Allemands, l'Autriche éclairée commence à le connaître; elle l'appelle son Henri IV, et aujourd'hui applaudit à ses heureuses innovations qui ont éloigné pour longtemps les révolutions de l'Allemagne.

En recevant la nouvelle de la mort de son frère Marie-Antoinette fut obligée de dévorer en secret la douleur que lui causait une perte aussi sensible¹. Cependant les amis du régime constitutionnel auraient dû s'affliger de la mort d'un prince qui, malgré son ambition, était le moins accessible aux superstitions royales. On crut d'abord que cet événement allait apporter de grands changemens dans les affaires de l'Europe, et l'Assemblée nationale de son côté sentit, pour la première fois, la nécessité de parer aux événemens que pourrait faire naître la politique, et de repousser les injustes prétentions des souverains envieux de nos plus belles contrées. Dans ce dessein une commission fut chargée de vérifier l'état des forces militaires du royaume, et la situation politique des diverses puissances re-

¹ WEBER (*Mém. de*), t. II, p. 23.

lativement à la France. Les commissaires firent leur rapport, et l'Assemblée, après s'être réservé de statuer sur le passage demandé par l'ambassadeur d'Autriche pour les troupes que la cour de Vienne voulait envoyer en Belgique, se concerta avec le ministre de la guerre afin de prévenir toute infraction au droit des gens. Puis elle créa un comité diplomatique chargé de l'instruire des traités existans entre la France et les autres États ; et lorsqu'elle eut connaissance des engagemens respectifs qui en résultaient, elle prit les dispositions les plus efficaces pour mettre le royaume à l'abri des actes hostiles qui pourraient porter atteinte à son indépendance.

LIVRE HUITIÈME.

FAVRAS.

Projet de finances de Necker et de Laborde. — Organisation départementale. — Exaltation des esprits. — Représentation de *Charles IX*. — Refus de donner voix aux ministres. — Les députés ne peuvent accepter de places. — Liberté et abus de la presse. — Portrait de Favras. — Il est trahi et arrêté. — Conduite de *Mossieu*. — Séance royale. — Serment à la constitution. — Le duc d'Orléans écrit de Londres. — Portrait du baron de Bezenval. — Crime de lèse-nation. — Procès de Favras. — Conduite de Talon envers ce prisonnier. — Favras est sacrifié. — Son héroïsme. — Son éloge. — Cazalès propose la dictature. — Discours de Robespierre et de Mirabeau sur la dictature. — Disposition de l'armée et sa constitution. — Premier club des Jacobins. — Histoire des journaux. — Portrait de Brissot. — d'Hébert. — de Marat. — de Danton. — Marat et Danton poursuivis par le Châtelet. — Colonies. — Rapport célèbre de Barnave à ce sujet.

L'Assemblée, emportée par le mouvement rapide de ses immenses réformes, pouvait à peine laisser tomber un regard sur la situation des finances. Un projet d'emprunt, ne donnant qu'un chétif intérêt, avait achevé d'anéantir le crédit en éloignant du Trésor public les fonds des capitalistes; la contribution du quart des revenus, accordée sans examen, sur la demande de Mirabeau, loin de réaliser les espérances que Necker en avait conçues, n'offrait que de faibles ressources par le découra-

gement qui frappait à la fois l'agriculture et le commerce. Les impôts indirects ne se payaient plus et provoquaient partout la révolte; un traité désavantageux avec la Grande-Bretagne rendait notre industrie tributaire de la sienne. Les prodigieux achats de blé faits dans l'étranger, en exportant l'argent avaient accru sa rareté. Outre cela, nos troubles intérieurs non-seulement multipliaient le nombre des émigrés, mais encore faisaient fuir les étrangers emportant avec eux leurs capitaux. Enfin la crainte qui forçait à resserrer le numéraire, la malveillance qui l'accaparait pour accroître le désordre, et l'avarice qui l'enfouissait, tout concourait à augmenter la détresse de l'État.

Necker, depuis longtemps exposé aux plus violens orages, fatigué de soutenir un système de finances sans base et sans appui, redoutait les moindres secousses et ne voulait mettre en œuvre que des matériaux dont il connût la force et la solidité. Ses meilleurs amis, surpris de son inaction, commençaient à lui contester sa grande réputation, lorsqu'il proposa le plan d'une banque ayant pour appui la caisse d'escompte, à laquelle il donnait pour dotation une portion des biens du clergé, suffisante pour remettre les finances dans l'état le plus prospère; mais sa proposition fut généralement repoussée. Après une discussion lumineuse sur la théorie des banques, les brillantes espérances qu'on en avait conçues auraient été abandonnées, si M. de Laborde de Méréville ne les eût réveillées en propo-

sant un projet de banque nouvelle ¹. Dix commissaires furent nommés pour l'examiner; ils consultèrent le ministre, et en combinant les idées de M. de Laborde avec celles du comité des finances, ils trouvèrent les moyens de procurer à l'État des secours momentanés.

D'après ce plan, l'Assemblée ordonna que la caisse d'escompte fournirait au trésor public quatre-vingt millions; que les soixante-dix qu'elle avait déposés au Trésor royal en 1787 lui seraient remboursés en annuités portant cinq pour cent d'intérêt; on lui donnait pour ces avances cent soixante-dix millions en billets hypothéqués sur les biens qui allaient être vendus, et on l'autorisait à créer pour vingt-cinq millions d'actions nouvelles. Enfin on forma une caisse de l'extraordinaire pour rembourser le capital de toutes les dettes dont l'Assemblée avait décrété l'extinction. On assignait à cette caisse une portion des domaines de la couronne et des domaines ecclésiastiques, jusqu'à la concurrence de quatre cent millions, avec la faculté d'émettre des billets de mille livres portant intérêt, et admis de préférence dans l'achat des biens nationaux ². Ces billets pouvaient aussi être échangés contre toute espèce de créance sur l'État. C'étaient de véritables assignations, mais n'ayant pas un cours forcé; on ne leur donna pas encore le nom d'*assignats*.

Les pensions, évaluées à près de trente-deux mil-

¹ *Moniteur* du 3 décembre 1789, p. 428, col. 1^{re}.

² *Moniteur* du 20 décembre, p. 488, col. 1 et 2.

lions, furent beaucoup réduites, et celles des émigrés supprimées. L'abbé Grégoire fit comprendre peu de jours après dans cette mesure les ecclésiastiques fugitifs, si, dans le délai de trois mois, ils ne rentraient dans le royaume. Chapelier profita de cette circonstance pour porter le premier des paroles de paix aux émigrés. « Dans les momens de troubles, dit-il, tous les citoyens doivent être à leur poste; ceux qui l'ont quitté sans doute doivent regretter leur patrie, et c'est un devoir pour nous de rappeler ceux que la crainte a éloignés, et qui maintenant seront à l'abri de tous les dangers. » Mais le marquis de Foucault, encore frappé des crimes du 6 octobre, étouffa ces semences de concorde en déclarant que les émigrés ne rentreraient que lorsqu'on aurait rétabli tout ce qu'on avait détruit¹.

Après avoir aboli la féodalité et fixé les prérogatives des grands pouvoirs, il restait à prendre une importante mesure : c'était de faire disparaître les circonscriptions de provinces, qui donnaient à la noblesse et aux vieilles coutumes une influence constamment opposée à celle de la nouvelle législation. Nous avons vu que l'ancien royaume de France était une agglomération de provinces acquises à diverses époques et à diverses conditions, différentes en constitutions, en langage, en mœurs, en privilèges, en juridiction et en revenu². Elles établis-

¹ *Moniteur* du 7 janv. 1790, p. 28, col. 2.

² MACINTOSH, *Apologie de la Révolution française*, p. 213.

saient entre elles et le gouvernement des relations inégales qu'il importait de régulariser, dans la crainte que ces provinces ne voulussent profiter de l'effervescence et de la désorganisation momentanée de tous les pouvoirs, pour se déclarer libres et indépendantes. La distinction des ordres subsistait encore, et l'opposition, qui récemment s'était manifestée en Bretagne, en Provence, dans le Languedoc et le Dauphiné, annonçait que les habitants de ces contrées pourraient tenter l'essai d'un système de république fédérative, incompatible avec le génie, la gloire et les intérêts de la nation. Ainsi l'abolition de l'existence provinciale était nécessaire pour prévenir ce démembrement et détruire, par un patriotisme national, l'esprit et le patriotisme de province contraires à la prospérité de la France entière.

Ces antiques circonscriptions, que le hasard avait déterminées, n'ayant aucune proportion entre elles, ni sous le rapport de la population, ni sous celui de l'étendue territoriale¹, s'opposaient aussi à l'établissement d'une représentation proportionnelle, sans laquelle le système électif, base du gouvernement constitutionnel, ne pouvait s'effectuer légalement; il fallait donc donner au royaume une division qui simplifiât l'administration, en assujettissant toutes ses parties aux mêmes lois, de manière à ce que leur action, combinée avec celle de la pré-

¹ *Rapport de Thouret*, au nom du Comité de constitution (*Moniteur* des 28 et 29 septembre 1789, p. 264, 265).

rogative souveraine, s'étendit partout et sur tous les Français, sans obstacles ni résistance.

Les privilèges, patrimoine d'un petit nombre de familles, étant abolis, et les droits des provinces allant se fondre dans la masse commune, il n'était pas prudent de laisser subsister des divisions et des dénominations qui, en rappelant sans cesse des avantages perdus, pouvaient offrir la tentation et les moyens de les rétablir. Il devenait donc indispensable, pour éteindre l'esprit de localité qui avait si souvent arrêté nos rois et embarrassé le génie de Richelieu, de distribuer le royaume d'une manière plus égale et plus régulière, de réduire la dimension des provinces, de changer leur nom, et de les soumettre au même régime. En un mot, des parties incohérentes de la vieille monarchie il fallait créer et organiser un nouveau corps politique, et élever sur une base uniforme le double édifice de la représentation nationale et de l'administration municipale : ces deux pouvoirs, liés et coordonnés entre eux, en donnant au gouvernement une forme homogène, devaient constituer pour toujours la gloire et la puissance du grand empire français.

Toutes ces considérations déterminèrent l'Assemblée nationale à diviser le royaume en quatre-vingt-trois parties, formées selon l'étendue du territoire, limitées par les rivières ou les montagnes. Ces portions, appelées départemens, se divisaient en districts, dont le nombre pour chaque département ne pouvait être au-dessous de trois, ni au-

dessus de neuf, et les districts, subdivisés en cantons, devaient renfermer plusieurs communes. Les cantons avaient une assemblée élective appelée *primaire*. Dans les villes, les assemblées primaires n'étaient point formées par corporations, mais par quartiers ou arrondissemens. La réunion des votes des diverses assemblées primaires devait fixer le nombre des électeurs pour chaque canton. En outre, on déclara que les députés de l'Assemblée ne seraient plus regardés comme les délégués d'un département particulier, mais comme les représentans de la nation entière, avec défense de se charger d'aucun cahier ou mandat. Pour fixer le nombre des représentans du royaume, on décida qu'il serait égal à celui des départemens multiplié par neuf et répartis entre eux selon la triple base du territoire, de la population et de la contribution directe.

C'est aux mêmes assemblées électORALES que fut confiée l'élection des membres des corps administratifs. Dans les départemens, on établit pour chaque district une administration supérieure et une inférieure. Les actes de cette dernière, pour être exécutoires, n'étaient soumis qu'au visa de l'autorité départementale. Ces administrations étaient partagées en deux sections : l'une, sous le nom de *conseil*, était législative; l'autre, appelée *directoire*, mettait à exécution ce que l'autre avait arrêté. Pour terminer la nouvelle organisation du royaume, on décréta qu'il y aurait dans chaque commune des municipalités, avec un chef portant le titre de

maire¹. Ces municipalités, exclusivement consacrées au soin des affaires privées et locales de leur ressort, étaient soumises aux corps administratifs, ceux-ci à un pouvoir exécutif, et les agens de ce pouvoir à l'Assemblée nationale.

Les conditions exigées pour être admissible à la représentation ou à l'administration nationale offraient aux législateurs de grands problèmes à résoudre, et firent entrevoir la difficulté de concilier les droits de l'homme avec ceux du citoyen : ainsi par exemple, lorsqu'il fut question de fixer les droits des citoyens et d'en établir l'égalité, les Juifs, les comédiens et le bourreau retinrent un moment les scrupules de l'Assemblée, mais ils ne manquèrent pas de défenseurs : Mirabeau fut celui qui embrassa leurs intérêts avec le plus de chaleur. Il cita Aristote, qui donne au bourreau le titre de magistrat ; il vanta les principes des Anglais, qui assistent aux exécutions ; puis il loua le trait d'un schérif de Londres qui, n'ayant pas à sa disposition d'exécuteur des hautes œuvres, fouetta et marqua lui-même le condamné qu'il venait de juger².

L'abbé Maury ne voulut point qu'on accordât les droits civils aux Juifs, aux comédiens et au bourreau. Mais s'il fut indulgent pour les comédiens, il se montra très-sévère pour les Israélites. « Aucun d'eux, dit-il, n'a su ennoblir encore ses

¹ *Rapport de Thouret (Moniteur du 28 et 29 sept. 1789).*

² *Observateur français*, journal historique, par Salgues et Villeterque, 14 nov. 1803, p. 3.

« mains en dirigeant le soc de la charrue. En Pologne, les sueurs des esclaves chrétiens arrosent les sillons où germe l'opulence des Juifs, qui pèsent des ducats, en calculant ce qu'ils peuvent ôter des monnaies sans s'exposer aux peines portées par la loi¹. » Quant au bourreau, il demanda à ses collègues s'ils voudraient le voir siéger parmi eux? s'ils aimeraient à être présidés par ce prétendu magistrat? s'ils consentiraient à contracter des alliances avec lui? Il termina par ces mots énergiques : « Non, ce n'est pas le préjugé, mais la nature, qui repousse le bourreau de la société. Jamais je ne verrai de sang-froid l'homme qui s'attache, s'agite et se débat sur son semblable pour lui arracher la vie. »

Le projet fut néanmoins adopté; il n'y eut d'exception que la classe malheureuse mais estimable des domestiques. Cette inconcevable aberration porta ses fruits; bientôt après, le bourreau de Paris figura dans la garde nationale, et par la suite ses valets devinrent officiers dans l'armée révolutionnaire. Ainsi, pour être citoyen français et voter aux assemblées primaires, il suffisait d'être né ou devenu Français, d'avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans, de n'être point en état de domesticité, d'avoir son domicile dans la commune ou le canton, au moins depuis un an, et de payer une imposition directe de la valeur locale de trois journées de travail.

¹ *Moniteur* du 23 déc. 1789, p. 500, col. 3.

L'éligibilité aux assemblées électorales et aux administrations de département et de district, s'acquerrait par une contribution de dix journées de travail : pour être député à l'Assemblée nationale, il suffisait d'être imposé à un marc d'argent et de posséder une propriété quelconque. Malgré ces faibles garanties, on s'éleva avec force contre une loi que l'esprit d'indépendance absolue faisait regarder comme contraire à la liberté et à l'égalité de tous les hommes. Mais la crainte des dangers d'une influence trop populaire la soutint contre l'ardeur des principes démocratiques; plusieurs députés proposèrent des modifications qu'ils crurent propres à atténuer les défauts de cette loi importante. Ainsi le duc de La Rochefoucauld blâma la suppression des divers degrés d'élection que demandait Mirabeau; et le duc de Lévis, pour le nombre des députés, trouvant que la base territoriale était variable et opposée à la loi naturelle, n'en voulait pas d'autres que la population. « Les hommes seuls, disaient-ils, doivent être représentés, et non les surfaces; les hommes seuls, en raison de leurs droits, et non pas en raison de leurs contributions ¹. » Les trois degrés d'élection furent réduits à deux; les assemblées primaires nommèrent les électeurs, et ceux-ci, érigés en collèges de département, devaient élire les députés. On adopta un amendement proposé par Mirabeau et honorable pour la législation fran-

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const. Alex.*), t. I^{er}, p. 207.

caise: ce fut l'exclusion du corps législatif et des emplois administratifs et judiciaires de tout failli, banqueroutier, ou débiteur dans l'impuissance de payer, et de ceux qui n'auraient pas acquitté les dettes de leur père, mort en état d'insolvabilité¹.

Ce mode de gouvernement, dont aucune nation, aucun siècle n'offrait le modèle, conçu par le génie profond et analytique de l'abbé Sieyès, développé avec la clarté et la précision de Thouret, et décrété par l'Assemblée nationale, doit être regardé comme un chef-d'œuvre de sagacité administrative et politique. Avantageux pour l'autorité dominante, il constituait et concentrait la force de la révolution, de manière à résister aux coups qu'on allait lui porter. Il confondait les peuples, les arrachait à leurs vieilles coutumes, et les préservait des déchiremens qu'auraient occasionnés les privilèges et les prétentions des provinces; enfin, cette nouvelle organisation, dont la forme salutaire devait protéger tous les citoyens, sans distinction de personnes, d'états ou de pays, allait tous les réunir sous l'unique et honorable nom de Français.

La royauté gagnait aussi à ce changement : pour contenir les masses populaires, au lieu d'un principe aristocratique qui reposait sur des agens inamovibles, héritiers des titulaires et toujours prêts à lutter contre la couronne, on confiait les fonc-

¹ *Moniteur* du 26 au 28 oct. 1789. Opin. de Mirabeau, p. 319 et 320.

tions publiques à des magistrats révocables à volonté. Ainsi la nouvelle organisation, qualifiée de révolutionnaire, devait un jour reconstituer l'autorité souveraine et compléter l'œuvre que tant de rois avaient inutilement tentée.

La grande opération de la division territoriale semblait demander plusieurs années ; mais, grâce au zèle infatigable du député Gossin * et des commissaires mandés de toutes les parties du royaume, elle fut achevée en moins de trois mois. En divisant la France en quatre-vingt-trois départemens, on fit disparaître les noms de provinces qui ne rappelaient que privilèges et inégalités, une multitude d'usages locaux, de lois gothiques et d'abus tyranniques ¹. Enfin on substitua à la France féodale et irrégulière une France libre et uniforme. Ajoutons qu'en donnant aux départemens la dénomination des mers qui les bordent, des fleuves qui les arrosent, des montagnes qui les traversent, on rappela le sentiment naturel qui attache chaque homme au lieu de sa naissance, par le souvenir des objets particuliers au sol qui l'a vu naître.

Ce plan, en faisant concourir tous les citoyens à l'élection de leurs magistrats, en leur confiant l'administration locale, organisait réellement la souveraineté du peuple, telle qu'il convient de l'admettre.

* Ce député fut condamné à mort en 1794 pour avoir obtempéré aux ordres de l'armée prussienne lorsqu'elle envahit le département de la Meuse, dont il était procureur général syndic.

¹ RIVAROL (*Travaux de l'Assemblée constituante*), p. 48.

Les seuls pays d'Etat où la noblesse de province avait de l'influence en furent mécontents ; mais, en général, les habitans des campagnes se réjouirent d'être affranchis de la domination des villes ou de la suprématie de leurs seigneurs. Environ quinze cent mille individus allaient participer aux affaires publiques ; tenant leurs pouvoirs immédiats de l'Assemblée, ils se trouvèrent tous intéressés à seconder l'action du gouvernement.

Lorsque les administrations civiles furent organisées, on détermina les attributions ministérielles ; le nombre des ministères fut fixé à six : l'intérieur, les finances, la guerre, la marine, la justice et les affaires étrangères. On partagea celui de l'intérieur en cinq grandes divisions, sous les ordres d'un directeur responsable. Le Trésor était confié à un ordonnateur nommé par le roi ; six parties principales composèrent l'ensemble du ministère des finances ; autant de commissaires devaient diriger chacune d'elles, et composer un conseil dirigeant toutes les opérations financières.

Si la généralité des citoyens trouva dans les décrets de l'Assemblée le gage et le salut de l'honneur national et la source de nouvelles prospérités ; le clergé et la noblesse virent ces innovations d'un œil bien différent ; ils jugèrent que le triomphe de l'esprit public serait le signal de leur anéantissement, et que ce qu'ils gagneraient comme citoyens ne compenserait point ce qu'ils perdraient comme évêques, comme nobles, comme magistrats. Dans

une crise qu'on ne pouvait dompter qu'en la caressant, les notables, par excès d'amour-propre, ou par défaut d'habileté, refusèrent de prendre part à la souveraineté populaire : loin de participer au mouvement des esprits et de chercher à le modifier en le dirigeant, ils ne songèrent pas qu'avec une supériorité acquise par d'honorables antécédens, ils pourraient substituer adroitement à une aristocratie vieille et usée une aristocratie nouvelle, intelligente, et fondée sur la considération que donnent les talens, la fortune et la propriété ; ils préférèrent tout renverser pour tenter de sauver leur existence privilégiée, dussent-ils eux-mêmes être ensevelis sous les débris de l'empire. Cherchant à propager l'anarchie, ils appelaient le peuple à la révolte, dans l'espoir que, fatigué de sa liberté, il demanderait à reprendre ses chaînes. Mais la majorité des Français, insensible aux railleries, aux insultes qu'on adressait à chacun de ses députés, s'obstinait à voir en eux des hommes probes, instruits, courageux, ennemis ardens du despotisme, animés de l'amour du bien public, et s'efforçant de rendre à la nation ses droits usurpés.

L'aristocratie, quoique puissante, était donc vivement combattue par la démocratie, qui chaque jour lui devenait plus hostile ; parlant et agissant au nom du peuple, tout pliait devant sa volonté souveraine, mère de l'anarchie. Non-seulement cet esprit novateur était appuyé par des députés qui influençaient les déterminations de leurs collègues, mais

il était encore propagé d'une manière incalculable par des écrivains ardens, impétueux, dont les ouvrages passionnés exaltaient l'opinion publique. Un des plus fougueux était Chénier; son génie dramatique venait aussi d'opérer une révolution, en mettant en scène plusieurs traits de notre histoire capables d'inspirer l'horreur de la servitude et du fanatisme. De tous les ouvrages de circonstance composés par ce jeune littérateur, aucun n'obtint autant de succès que sa tragédie de *Charles IX*. Tout dans ce drame effrayant était fait pour exciter les passions. La vue, sur le théâtre, d'un cardinal ordonnant froidement, au bruit du tocsin, un massacre à un jeune roi violent et dissimulé, rejetait sur le catholicisme et la royauté la haine qu'inspiraient les crimes de Catherine et des Guises. Ce spectacle opéra un changement funeste dans le caractère du peuple parisien¹; durant l'action, on le voyait se recueillir avec un sombre murmure, puis d'une voix irritée il criait *silence!* pour mieux entendre les sons lugubres de cette cloche de mort qui, en retentissant dans son cœur, semblait lui inspirer les sentimens de vengeance qu'elle était destinée à fomenter.

En même temps les journaux, les libelles et les discours des clubs, ne cessaient d'employer des raisonnemens hardis, des formes insultantes au trône, pour obtenir les applaudissemens de la

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. I^{er}, p. 334.

multitude et dénaturer tout à fait le *but* et l'*objet* de la révolution. Ce n'était plus la sage liberté ni l'égalité devant la loi, mais bien la licence et l'affreux niveau du vandalisme.

Jusqu'alors l'Assemblée nationale avait gouverné la France; mais, depuis le 6 octobre, on peut dire qu'elle ne jouissait plus de sa liberté, et qu'elle se trouvait placée dans une situation à peu près semblable à celle du roi. Dans cet ordre de choses, la cour songea, mais un peu tard, à s'attacher les hommes à talents de l'Assemblée qu'elle avait si maladroitement indisposés. Le moment était d'autant plus favorable, que l'absence du duc d'Orléans laissait sans chef les principaux agents qui avaient voulu lui former un parti. Ceux-ci, convaincus de la nullité du prince, découragés par sa faiblesse, ne tardèrent pas à se rapprocher du centre des grâces et de la faveur. Mirabeau, vrai moteur de la révolution, ne l'avait entreprise que dans le but d'obtenir le ministère. A cette condition, il eût laissé une grande autorité au monarque, à la noblesse son existence, au clergé les moyens de subsister avec décence; et c'était pour se rendre redoutable ou nécessaire qu'il marchait tantôt à la tête, tantôt à la suite des factieux, mais toujours prêt à les combattre aussitôt que la cour voudrait l'employer; il fut donc un des premiers à exprimer le désir d'être utile au pouvoir¹, moyen-

¹ PEUCHET (*Fastes civils*), t. III, p. 369, 308 et 525.

nant des arrangemens pécuniaires et honorifiques. La reine était d'avis qu'il ne fallait rien négliger pour s'attacher un homme dont les talens égalaient l'énergie. Cette négociation entre Mirabeau et la cour, tenue longtemps secrète, aurait eu d'immenses résultats, si la prudence n'eût empêché d'associer à ce projet les principaux membres de l'Assemblée. Dès qu'ils l'eurent soupçonné, ils craignirent d'être sacrifiés, leur imagination alarmée en dénatura les conséquences, et ils résolurent de s'y opposer.

Barnave, Duport et les Lameth n'avaient jamais fait cause commune avec Mirabeau; ils admiraient son talent, mais ils craignaient les dangers de son immoralité. N'ayant pas sa maturité, ils ne pouvaient s'élever à sa hauteur, et le regardaient comme une âme vénale qui ne cherchait à intimider la cour qu'afin de mettre à ses services un plus haut prix. Ses variations politiques ayant accrédité les bruits répandus sur son compte, ils publient la nouvelle qu'on va lui donner un ministère, puis ils divulguent les négociations qui devaient le lui faire obtenir, afin de lui enlever la popularité sans laquelle son génie même serait frappé de nullité. Les esprits étaient ainsi préparés, lorsque Mirabeau se trahit par l'impatience qu'il avait de satisfaire son ambition.

Les ministres n'avaient pas la parole au sein de l'Assemblée nationale, et ce grand orateur ne voulait pas être privé, s'il arrivait au ministère, de la faculté qui était son plus grand moyen d'influence.

Dans une discussion sur la responsabilité des ministres (29 septembre 1789), il avait déjà proposé de leur donner voix consultative. Sa motion ayant été ajournée, il la reproduisit sous une forme nouvelle, en combattant comme dangereuse celle de Lanjuinais, qui, informé par le ministre de la justice (Champion de Cicé) du projet qu'on avait de faire entrer Mirabeau au conseil ¹, proposa (6 novembre) d'en interdire l'accès aux membres de l'Assemblée. Barnave et les Lameth non-seulement se rangèrent de l'avis de Lanjuinais, mais encore le féodal Montlosier; ce député qui, autant par originalité que par franchise, n'adoptait exclusivement aucun parti, annonça, en parlant des ministres, qu'il ne fallait pas donner dans l'Assemblée une influence nuisible à des hommes que la nation n'y avait point appelés ², « à des hommes, dit-il, qui s'empareront des débats pour les remplir de leurs fausses doctrines. »

Quoique le motif secret de ces débats fût connu, il n'était pas avoué, et Mirabeau, avec son habileté ordinaire, se borna d'abord à considérer la proposition de Lanjuinais comme une atteinte portée à la prérogative royale. Mais bientôt l'illustre orateur, entraîné par la violence de son caractère, ne put dissimuler plus longtemps, et s'écria qu'il ne fallait pas pour un seul homme prendre une mesure funeste à l'État, et qu'il suffisait d'interdire le ministère à M. de Mirabeau, député de la sénéchaussée

¹ BEAULIEU et FOISSET aîné (*Biogr. univers.*, art. *Mirabeau*).

² *Moniteur* du 7 au 9 nov. 1789, p. 349, col. 1^{re}.

d'Aix¹. Cette sortie manqua son effet, et la motion de Lanjuinais fut adoptée à l'unanimité. Le ministère étant interdit à Mirabeau, il ne pouvait plus servir le roi que comme chef parlementaire de la monarchie constitutionnelle, et hors de l'Assemblée, que comme conseiller, ou agent secret.

La cour, malgré cet échec, était parvenue à séduire quelques députés en leur donnant des places honorables et lucratives. Lecouteux de Canteleu fut nommé caissier de l'extraordinaire, Volney, intendant de la Corse, et Biron, gouverneur de cette île. Alors l'austère Goupil de Préfeln rappelle aux députés (26 janvier) qu'après avoir soutenu les attaques du despotisme, ils ne devaient pas se laisser subjuguier par des caresses, des grâces et des bienfaits insidieux : qu'à la confiance dont ils étaient revêtus était attaché le sort de la nation, et il proposa de décréter, comme article constitutionnel, qu'aucun membre de l'Assemblée ne pourrait accepter ni place, ni bénéfices, ni pensions, pendant tout le temps qu'il serait revêtu du titre de député. Cette motion fut vivement applaudie; personne n'osa la combattre, si ce n'est le *philosophe* Volney qui, sans s'opposer au principe, cherchait à conserver la place qu'il avait acceptée. Mais la cause qu'il soutenait était intéressée, et on le lui prouva par un silence improbateur². Biron fut mieux inspiré, il se démit

¹ *Moniteur* du 7 au 8 nov. 1789, p. 349, col. 3.

² LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. I^{er}, p. 314.

de son gouvernement¹ : Heureux de porter le titre de représentant de la nation, je suis encore plus heureux, dit-il, d'avoir un sacrifice à faire à l'honneur de siéger dans l'Assemblée nationale.

La vieille aristocratie, quoique écrasée par le parti populaire, s'irritait de ses défaites, et combattait toujours; partout elle suscitait des ennemis au nouveau système : à des complots étouffés succédèrent des émeutes. A Vernon, il fallut envoyer des troupes et faire usage de la loi martiale. A Briecomte-Robert, les désordres se multiplièrent, par l'indignation qu'excitait un odieux monopole sur les subsistances. A Auch et à Strasbourg, le clergé protestait; une foule d'autres villes suivirent ces exemples. Des milliers de libelles inondèrent la France, et surtout la Lorraine, l'Alsace et le pays Messin. Leurs auteurs poussèrent l'audace jusqu'à faire distribuer des feuilles incendiaires, sous le nom des plus sages députés^{*}; leur but était de noircir ces zélés patriotes par les plus infâmes calomnies, afin de les décourager ou de les perdre; tandis que d'autres, chargés d'un rôle différent, dénaturaient toutes les opérations de l'Assemblée, infectaient de leur venin les esprits faibles, et les excitaient à la rébellion et à la vengeance. On osa même écrire aux garnisons des principales places pour tâcher de les séduire. Le régiment de

¹ *Moniteur* du 28 janv. 1790, p. 112, col. 1^{re}.

^{*} MM. Desmeuniers et l'abbé de Montesquiou.

Beauce dénonça le premier ces trames criminelles¹.

Les bons citoyens, alarmés d'une licence enhardie par l'impunité, demandaient une loi pour réprimer des abus aussi révoltants. L'Assemblée se rendit au vœu public; mais elle ne tarda pas à se convaincre que la liberté de la presse, principe le plus sacré des droits de l'homme, renfermait des difficultés insolubles, et elle chargea un comité de lui rédiger à ce sujet un projet de loi. Ce comité partagea les scrupules de l'Assemblée: persuadé que la presse peut seule réparer les maux qu'elle a causés, il estima que ses avantages surpassaient ses inconvénients, et pour ne pas porter atteinte à ce dogme fondamental, il ne proposa qu'une loi de circonstance, et dont l'exécution fut limitée à deux ans: heureusement la sagesse des administrateurs et l'accord des citoyens surent maintenir la tranquillité que voulaient troubler les manœuvres de tous les chefs de parti. Alors ceux qui s'étaient voués à la défense des privilèges, trompés dans leurs espérances et dans leurs entreprises, ne surent plus quelle voie suivre pour arrêter les progrès d'un système si contraire à leurs intérêts. Dans leur incertitude, et surtout avec la faiblesse de leurs moyens, ils avaient une prédilection marquée pour ces sourdes menées et ces projets extravagans qui, conçus et exécutés par des esprits aventureux, les nourrissaient de la chimérique espérance de bientôt ré-

¹ *Hist. de la Révol. de France*, par deux Amis de la Liberté, t. IV, p. 175.

tablir le pouvoir absolu dans sa force primitive. Pour arriver à ce but, chaque courtisan avait ses agens, chaque prince ses conspirateurs.

Monsieur, se croyant dans l'art de gouverner plus de capacité que le roi son frère, n'était pas éloigné de vouloir saisir le timon de l'État sous le titre de lieutenant général du royaume. Sans oser jamais manifester ce désir d'une manière ouverte, il disait néanmoins à ses plus chers favoris : « Il y aurait peut-être
« un moyen de me montrer tout à fait sans recourir
« aux conseillers de mon frère, ce serait de me
« mettre assez en avant pour me rendre même à
« craindre, et ensuite de leur tendre un main qu'ils
« seraient bien obligés de prendre ; mais jamais je
« ne jouerai un pareil rôle, j'aimerais mieux périr
« ici avec eux, ou comme d'autres, aller en pays
« étranger manger le pain de la pitié, que de man-
« quer à ce point, quoiqu'à bonne intention, aux
« principes que j'ai sucés avec le lait ¹. »

Jusqu'à l'ouverture des états-généraux, Monsieur avait adopté les principes généreux d'une sage réforme ; mais après le refus de la déclaration du 23 juin, et surtout depuis le 6 octobre, les circonstances devinrent si graves, qu'à l'instigation de Mirabeau ², devenu son conseil, il résolut enfin d'exécuter le projet que sa délicatesse lui faisait jusqu'alors repousser.

¹ Lettre autographe de Monsieur, comte de Provence, adressée à M. *** en 1789 (*Voy. Réfut. de Montgaillard*, par Laurent, p. 477).

² PEUCHET (*Fastes civils*), t. IV, p. 5. *Correspondance de Marie-Antoinette avec son frère l'empereur.*

Convaincu que la réunion du roi au corps législatif allait donner à la révolution une force invincible, il pensa que le coup le plus terrible qu'on pourrait lui porter serait de séparer le prince de l'Assemblée et de le conduire dans un lieu sûr, afin d'offrir aux opposans un point de ralliement qui légitimerait la révolte sous le nom de fidélité. La répugnance que Louis XVI avait toujours manifestée pour un tel projet inspira à la reine et à Monsieur la résolution hardie de l'enlever et de l'emmener à Péronne.

Depuis plusieurs mois, Monsieur était privé de la jouissance de ses revenus : sous le prétexte de payemens considérables à faire, il chercha à aliéner des contrats pour la somme de deux millions. Le marquis Mahy de Favras, qui quelques années auparavant avait servi dans sa garde, lui fut indiqué par le marquis de la Châtre, comme très-propre à traiter cette affaire. Sur cette assurance, le prince souscrivit une obligation de deux millions, et chargea son trésorier de la négocier¹. Favras vit le prince deux fois, et ils s'entendirent pour l'exécution d'un projet auquel les deux millions étaient réellement destinés².

Favras, né avec un caractère entreprenant, avait passé sa vie à rouler dans sa tête des projets de fortune, et s'était ainsi jeté dans le dédale de l'intrigue. A la suite d'aventures romanesques, devenu

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 242.

² Note communiquée par un des agens de cette ténébreuse affaire.

le mari d'une princesse d'Anhalt, sa prétention était de jouer le grand seigneur. Une belle figure, de l'esprit et des manières imposantes, l'aidaient à remplir ce rôle avec assez de naturel : malheureusement pour lui son modique patrimoine était dissipé, sa femme avait encouru la disgrâce de son père, et ce n'était qu'à la faveur des dettes et du jeu qu'il parvenait à soutenir un état de maison, trop humble pour ses prétentions, trop fastueux pour ses moyens. Malgré la maturité de son âge, il conservait encore une présomption extrême et cette fougue d'imagination souvent funeste à celui qui s'y laisse emporter. Fier de la haute naissance de sa femme, il crut avoir trouvé le moyen de réaliser ses vues ambitieuses, toutes fondées sur la considération attachée à la noblesse et son grand dévouement pour l'autorité royale. Accueilli par les courtisans, il était pour eux un homme d'autant plus précieux, que dans toutes les occasions critiques il leur offrait ses services ; aux 5 et 6 octobre, il s'était fait remarquer, en pressant M. de Saint-Priest de lui faire donner des chevaux pour un certain nombre de volontaires avec lesquels il promettait de disperser les insurgés.

Depuis cette époque, il était sans cesse préoccupé du projet d'arracher la famille royale aux dangers dont elle était menacée. Quatre ans auparavant il s'était proposé de lever une légion pour le service de la Hollande ; la prompte pacification qui fut la suite de la médiation armée de la Prusse le força

d'y renoncer. Mais à la faveur de la nouvelle insurrection belge, il feignit de vouloir reprendre le projet qu'il avait autrefois conçu, et sous le prétexte d'aider la révolution du Brabant, il méditait une contre-révolution en France.

Favras, chargé de quêter des millions et de suborner des militaires, éveilla l'attention du comité des recherches; on le fit observer par deux officiers recruteurs nommés Turcati et Morel, qui s'offrirent à lui pour l'aider à former sa légion. Connaissant son esprit, ils cherchèrent à gagner sa confiance, en lui proposant un jour de faire tomber la tragédie de *Charles IX*, qui alors agitait tout Paris; mais il leur dit qu'il ne fallait pas s'occuper de pareilles futilités lorsque l'État était menacé de grands malheurs¹, qu'une insurrection violente allait éclater, que la vie du roi était menacée. Alors il leur développa un plan de contre-révolution aussi absurde qu'impraticable : ce plan consistait à faire armer secrètement trente mille royalistes, à massacrer Lafayette et Bailly, et à conduire le roi à Péronne. Son armée, grossie par le succès, devait s'élever à cent cinquante mille hommes; après avoir fait capituler Paris, elle aurait prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale.

Turcati et Morel feignirent de se prêter aux confidences de Favras; ils lui promirent de l'aider à trouver des hommes et à réaliser l'emprunt dont il

¹ *Justification de Favras*, publiée par son frère.

était chargé; mais en même temps ils prévinrent l'autorité de tout ce qu'ils venaient d'apprendre. On leur prescrivit de continuer à se faire initier dans le complot de Favras; jusqu'alors son armée ne consistait qu'en ses deux perfides confidens, et sa caisse militaire en cent louis qu'il avait reçus de M. de Luxembourg, à titre de gratification. Un lieutenant de grenadiers, nommé Marquié, qui, dans la matinée du 6 octobre, s'était conduit avec beaucoup d'humanité envers les gardes du corps, lui fut présenté comme un homme sur lequel il pouvait compter pour gagner et séduire la garde nationale soldée¹; Favras en effet le sollicita d'engager les anciens gardes françaises à reprendre leur service; mais, selon lui, c'était dans la seule intention de sauver les jours du roi, en supposant qu'on voulût attaquer les Tuileries.

Morel, sous le prétexte de négocier l'emprunt des deux millions, eut recours à un nommé Chomel, réfugié brabançon; celui-ci, agent du comité des recherches, fournit quelques fonds pour connaître l'emploi qu'en ferait Favras. Dès qu'on eut la certitude que cet emprunt mystérieux était pour le compte de Monsieur, Favras fut arrêté et ses papiers saisis².

Au bruit de la découverte d'une nouvelle conjuration, Lafayette envoya son aide de camp Boinville

¹ *Procès de Favras*. (Procès fameux jugés pendant la révolution), t. 1^{er}, p. 158.

² BEAULIEU (*Essai sur la Révol. franç.*), t. II, p. 272.

pour prévenir Monsieur de cet événement; le premier mot du prince fut de dire à l'envoyé, qu'il *avait soupçonné cette intrigue*¹. Cependant tout Paris était dans un mouvement extrême, on ne donnait aucunes limites aux conjectures les plus hardies : des placards virulens dénoncèrent Monsieur comme chef du complot². Cette dénonciation publique, rapidement aggravée par les commentaires des factieux et par les exagérations de la haine, excita la plus grande fermentation, non-seulement contre ce prince, mais contre le roi lui-même, qu'on supposait d'intelligence avec son frère.

Une explosion semblait inévitable; pour la prévenir il fallut recourir à Mirabeau : de concert avec le duc de Lévis et Senac de Meilhan, ils décidèrent que pour sortir de l'embarras où il se trouvait engagé, le prince irait à la municipalité désavouer Favras. Ce moyen, en flattant l'orgueil municipal et celui de l'Assemblée, devait produire un grand effet sur l'esprit des Parisiens. Le duc de Lévis, capitaine des gardes, en parla à M. de Sémonville, et celui-ci à Garan-Coulon, représentant de la commune qui, dans l'intérêt du repos public, persuada à ses collègues d'admettre les explications de Monsieur, et de rejeter toute la gravité de cette affaire sur l'infortuné Favras.

Les choses étant ainsi arrangées, MM. de Lévis, de Sémonville et de Sayseval travaillèrent au dis-

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

² *Journées mémorables de la Révolution*, t. IV, p. 38.

cours que Monsieur devait prononcer. A six heures du soir, Monsieur se rendit à l'hôtel de ville, et donna le premier exemple d'un prince du sang cherchant à se justifier aux yeux de ceux qui pouvaient devenir ses sujets. La reine, dans sa noble fierté, ne put dissimuler à Lafayette combien elle était fâchée et surprise d'une démarche aussi peu digne du frère d'un roi de France¹.

Après avoir exposé les faits relatifs à l'obligation de deux millions pour laquelle il se trouvait compromis, Monsieur dit aux représentans de la commune : « Depuis 1775 que M. de Favras est sorti
« de mes gardes suisses , *je ne l'ai point vu* , je ne
« lui ai point écrit, je n'ai eu aucune communica-
« tion quelconque avec lui ; ce qu'il a fait d'ailleurs
« m'est inconnu. Cependant j'ai appris qu'on dis-
« tribuait avec profusion dans la capitale des billets
« où l'on me signale comme le chef d'un complot
« tendant à soulever trente mille hommes pour
« faire assassiner le commandant de la garde na-
« tionale et le maire de Paris. Vous n'attendez
« pas de moi, sans doute, que je m'abaisse jusqu'à
« me justifier d'un crime aussi lâche. Mais dans
« un temps où les calomnies les plus absurdes
« peuvent faire aisément confondre les meilleurs
« citoyens avec les ennemis de la révolution, j'ai
« cru devoir au roi, à vous et à moi, d'entrer dans
« tous les détails que vous venez d'entendre, afin

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

« que l'opinion publique ne puisse rester un instant incertaine. Quant à mes opinioins personnelles, ajouta Monsieur, j'en parlerai avec confiance à mes concitoyens. Depuis le jour où, dans la seconde assemblée des notables, je me déclarai sur la question fondamentale qui divisait les esprits, je n'ai cessé de croire qu'une grande révolution était prête; que le roi, par ses intentions, ses vertus, son rang, devait en être le chef, puis qu'elle ne pouvait être avantageuse à la nation sans l'être également pour le monarque. Enfin que l'autorité royale devait être le rempart de la liberté nationale, et la liberté nationale la base de l'autorité royale. Que l'on cite une seule de mes actions, un seul de mes discours qui ait démenti ces principes. Jusque là, j'ai le droit d'être cru sur parole, je n'ai jamais changé de sentimens et de principes, et je n'en changerai jamais¹. »

Ce discours satisfait l'auditoire; le maire exprima dans sa réponse combien le corps municipal était sensible à la démarche populaire d'un prince qu'il fallait regarder comme le premier auteur de l'égalité civile, et qui venait d'en donner un nouvel exemple en se mêlant parmi les représentans de la commune, où il semblait ne vouloir se faire remarquer que par l'excellence de son patriotisme. Le peuple applaudit, mais se révolta contre la demande faite par le prince d'accorder la grâce de

¹ *Moniteur* du 28 déc. 1789, p. 520, col. 3.

ceux qui l'avaient offensé¹. Lafayette annonça qu'ils étaient en prison et qu'ils seraient jugés et punis.

Monsieur crut aussi devoir se disculper auprès de l'Assemblée nationale. Il lui adressa copie de son discours prononcé à l'hôtel de ville et y joignit une note où se trouvait l'exposé des dettes qu'il se proposait de payer, avec les deux millions dont il avait souscrit l'obligation. Cette démarche d'un prince qui, malgré son changement d'opinion, jouissait encore du reste de popularité que lui avait valu sa conduite avant l'ouverture des états-généraux, dissipa toute inquiétude sur ses sentimens politiques et sur ceux de la famille royale. L'animadversion publique se tourna contre Favras. On ne doutait pas qu'il n'eût formé le complot de faire assassiner Bailly et Lafayette, et le comité des recherches ne négligeait rien pour accréditer ce bruit.

Peu de jours après, Favras fut dénoncé au Châtelet par le procureur de la commune, et transféré dans les prisons de ce tribunal. La nature des crimes dont on le chargeait, le soupçon d'assassinats prémédités et le bruit de nouveaux complots excitèrent dans Paris une fermentation extrême; les préventions contre lui furent encore fortifiées par la haine de ceux qui n'aspiraient qu'au maintien de l'ordre et de la tranquillité; dans la seule intention de calmer la populace, leur indignation excitait

¹ PAUDEMME (*Révol. de Paris*), n° XXV, p. 11.

la justice à faire sur ce malheureux un exemple sévère.

Le 8 janvier, au milieu de l'agitation publique, le bruit se répand que Favras va être mis en liberté. A cette nouvelle un soulèvement éclate et une foule immense se porte sur le Châtelet, menace d'assaillir les prisons ; dans ses imprécations elle mêle les noms de Favras et de Bezenval, et demande à grands cris leur tête. L'attitude de la garde nationale intimida les factieux. Sur tous les points ils furent dispersés et l'une des crises les plus terribles fut cette fois neutralisée par le zèle et la vigilance de Lafayette.

Le roi, renfermé aux Tuileries, éprouvait une douleur profonde en voyant que ses sacrifices étaient loin d'assurer le bonheur de ses sujets ; qu'au lieu du tribut d'amour et de confiance auquel il avait droit, l'ombrageuse défiance, la noire ingratitude étaient le seul prix de ses soins et de sa mansuétude. Il voyait avec amertume ses serviteurs les plus fidèles devenir partout l'objet des persécutions et de la haine du peuple pour lequel sa bonté avait tout fait. Il était surtout affecté de l'acharnement sanguinaire qui se manifestait contre Favras, d'autant plus à plaindre à ses yeux, que Louis XVI ne le croyait coupable que de n'avoir pas dissimulé l'exaltation de son royalisme.

Dans l'espoir d'apaiser les esprits irrités, les ministres, qui commençaient enfin à écouter les conseils de Mirabeau, prouvèrent au roi que le

seul moyen de ramener la concorde était de céder franchement à une révolution qu'il n'était plus possible ni d'éviter ni d'arrêter; de s'associer d'une manière plus intime aux travaux de l'Assemblée, d'approuver la nouvelle constitution; en un mot, comme il l'avait fait dire à Monsieur, de se mettre à la tête de la révolution pour en être le modérateur. Louis XVI, qui voyait à regret se propager des idées injurieuses pour son caractère, et qui d'ailleurs entretenaient la fermentation et les émeutes, consentit à hâter le retour de la paix par un acte éclatant propre à fixer l'opinion sur ses sentimens politiques.

Persuadé que la manifestation la plus simple et la plus vraie serait aussi la plus digne de la majesté royale, le monarque se rendit (4 février 1790) sans pompe à l'Assemblée, entouré seulement de ses ministres. A son arrivée, la salle retentit d'acclamations; il prit place sur le fauteuil du président, couvert d'un velours semé de fleurs de lis. L'Assemblée était debout, le roi s'y tint aussi¹, et développa longuement sa profession de foi entière sur la révolution. La première partie de ce discours fut écoutée avec un respect religieux; le cœur de Louis XVI s'y montra tout entier, et on doit la regarder comme renfermant la première pensée du testament sublime qu'il dicta lorsqu'il s'apprêtait à vivre dans l'éternité. Chacun, palpitant d'intérêt,

¹ *Hist. de la Révol. de France*, par deux Amis de la Liberté. t. IV, p. 237.

attendait avec anxiété le terme où aboutiraient les confidences royales.

Louis, après avoir présenté le tableau de tout ce qu'il avait fait pour la liberté publique, pour l'amélioration des finances, pour l'administration de la justice, et tracé l'exposé des obstacles qu'il avait rencontrés et des désordres qui affligeaient le royaume, annonça que le moment était arrivé, où il importait à l'intérêt de l'État qu'il s'associât d'une manière encore plus expresse et plus manifeste à l'exécution de tout ce qui avait été concerté pour l'avantage de la France. « Je ne puis, dit le « monarque, saisir une meilleure occasion que celle « où vous présentez à mon acceptation des décrets « destinés à établir dans le royaume une organisa- « tion nouvelle qui doit avoir une influence si pro- « pice sur le bonheur de mes sujets et sur la pros- « périté de l'empire. Toute entreprise qui tendrait à « ébranler les principes de la constitution, tout « concert qui aurait pour but de les renverser ou « d'en affaiblir l'heureuse influence, ne serviraient « qu'à introduire au milieu de nous les maux ef- « frayans de la discorde. » Le roi énuméra les avan- tages que la révolution avait conservés à la noblesse et au clergé et les pertes que ces deux ordres avaient faites; il promit que, de concert avec la reine, ils prépareraient de bonne heure l'esprit et le cœur du dauphin au nouvel ordre de choses, et l'habitueraient surtout, malgré le langage des flatteurs, à reconnaître qu'une sage constitution le préserverait

des dangers de l'inexpérience..... « Vous, dit-il
 « aux députés, qui pouvez par tant de moyens
 « faire renaître la confiance publique, éclairez sur
 « ses véritables intérêts le peuple qu'on égare, ce
 « bon peuple qui m'est si cher, et dont on m'assure
 « que je suis aimé, quand on veut me consoler de
 « mes peines¹; ah! s'il savait à quel point je suis
 « malheureux à la nouvelle d'un injuste attentat
 « contre les fortunes, ou d'un acte de violence
 « contre les personnes, peut-être il m'épargnerait
 « cette douleur amère..... » Enfin le roi, après avoir
 recommandé la concorde et la paix, invita les Français à faire des sacrifices, promettant de les dédommager par sa reconnaissance et son affection.

Ce discours d'un roi doué de vertus précieuses, prononcé d'un ton pénétré, avec un organe pur et sonore, excita un enthousiasme général au sein de l'Assemblée. Bureau de Puzy, président, répondit à ces paroles confiantes et paternelles avec toute la chaleur de sentimens qu'inspirait la circonstance²; et le député Barrère, né avec des inclinations douces et sensibles, mais que la peur changera bientôt en homme méchant et cruel, parut touché jusqu'aux larmes, et s'écria hautement : « Ah! quel bon roi! quel bon roi! Oui, il faut lui élever un trône d'or et de diamans³! » Royalistes et constitutionnels se confondirent pour manifester

¹ *Moniteur* du 6 fév. 1790, p. 148, col. 1^{re}.

² THIERS et BODIN (*Hist. de la Révol.*), t. 1^{er}, p. 122.

³ WILBER (*Mém. de*), t. II, p. 19.

la même satisfaction, la même reconnaissance; tous les députés remercièrent le roi, et l'assurèrent que tous étaient unis avec lui de cœur et d'affection. C'est alors que Mirabeau, faisant allusion à la mobilité du caractère français, dit à un de ses collègues ce mot profond : « Si j'étais appelé au « ministère, poignardez-moi, car un an après vous « seriez esclaves ¹. »

La députation qui avait accompagné Louis XVI à la sortie de l'Assemblée rapporta de la reine les paroles suivantes : « Je partage les sentimens du roi, « et je m'unis de cœur et d'esprit à la démarche « que son amour pour son peuple vient de lui dic- « ter ; voici mon fils, je l'entretiendrai sans cesse « des vertus du meilleur des pères ; je lui appren- « drai de bonne heure à chérir les libertés publi- « ques, et j'espère qu'il en sera le plus ferme « appui ². »

Le roi ayant promis de maintenir la constitution, il convenait aux députés de prendre à leur tour le même engagement; ils décidèrent de prêter à l'instant le serment civique par appel nominal, et que les absens ne seraient admis dans l'Assemblée qu'en se conformant à cette obligation. Le président monta le premier à la tribune et s'exprima en ces termes : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la « loi, au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir

¹ GIRARDIN (*Mém. de Stan.*), t. III, p. 95.

² *Moniteur* du 6 février 1790, p. 152, col. 2.

« la constitution décrétée par l'Assemblée nationale
« et acceptée par le roi. »

Plusieurs députés, partisans outrés de l'ancien régime, ne purent dissimuler leur douleur de se voir enchaînés par un serment au maintien de la constitution, qu'ils regardaient comme l'arrêt de leur dégradation; ils firent tous leurs efforts pour s'y soustraire. Quelques-uns voulurent y glisser des restrictions; accueillis par des huées, ils se soumi-
rent à jurer purement et simplement. Les absens imaginèrent des prétextes pour s'en dispenser. D'Entraigues feignit une maladie; MM. de Chail-
loué, de Boinville et de Belbœuf ne voulurent point fléchir. Bergasse écrivit à l'Assemblée pour lui an-
noncer qu'il ne jurait de maintenir que ce qui était juste, et finissait par conclure qu'il ne pouvait prê-
ter le serment exigé¹. Mirabeau le jeune, toujours violent et obstiné dans son opinion, se retire dans
un couloir de la salle et rompt son épée en disant :
« Lorsque le roi a brisé son sceptre, un gentilhomme
« doit briser son épée. » Cependant ce serment ne
portait sur rien de positif, puisqu'on jurait de main-
tenir une constitution qui n'existait pas encore. Il
n'y avait donc aucun danger à céder à un entraîne-
ment qui unissait par un nouveau lien le roi à la
nation.

Le public fut à peine informé du résultat de la
séance royale, que le plus vif enthousiasme éclata

¹ *Hist. de la Révol. de France*, par deux Amis de la Liberté, t. IV,
p. 256.

dans tous les quartiers de Paris. Les espérances les plus douces remplirent le cœur de tous les bons Français; chacun formait des vœux pour le bonheur et la prospérité de la famille royale, et répétait avec attendrissement ces paroles sorties de la bouche de Louis XVI : « Ce peuple qui m'est si cher » et dont on m'assure que je suis aimé quand on « veut me consoler de mes peines. » Jamais Titus, Trajan, ni même Henri IV n'avaient rien dit qui fût aussi digne de la reconnaissance des hommes !

Les représentans de la commune s'empressèrent d'imiter l'Assemblée nationale; une foule immense remplit la place de Grève et demanda à s'unir à cet acte politique et religieux. Le maire Bailly descendit sur le perron de l'hôtel de ville et prononça le serment au milieu de la multitude qui observait le plus profond silence. Tout à coup des voix innombrables s'élèvent à la fois et portent au ciel le serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi. Le *Te Deum* fut chanté dans les soixante districts de Paris. L'abbé Mulot, président de la commune, célébra la messe à un autel dressé au milieu de la nef de l'église de Notre-Dame, et prononça un discours dans lequel il retraça les avantages de la révolution¹. La ville fut illuminée, et pendant plusieurs jours on ne rencontra dans les rues que de longues files de citoyens de tout rang, de tout sexe et de tout âge, allant aussi prêter leur serment civique, et s'en-

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. 1^{er}, p. 390.

gager de bonne foi à maintenir l'heureux accord entre le roi et la nation.

Hélas ! dans nos discordes civiles combien de fois un attendrissement réciproque n'a-t-il pas rapproché les cœurs ; on croyait être parfaitement unis, mais le lendemain, souvent le jour même, le peuple reprenait ses fureurs, la cour ses méfiances, et l'implacable haine préparait de nouveau ses poisons.

Le roi, dans le discours qui venait de le réconcilier avec la nation, avait-il exprimé ses véritables sentimens ? avait-il pu se dépouiller des préjugés dont son enfance avait été nourrie, pour s'abandonner de bonne foi au système qu'il venait de professer avec l'accent de la loyauté ? ou bien les ministres étaient-ils parvenus, abusant de la facilité de son caractère, à lui faire adopter un langage qui n'était qu'une déception ? Ses ennemis l'ont dit. Cependant les chefs du parti constitutionnel eux-mêmes trouvèrent dans ce discours un tel caractère de sincérité qu'ils l'ont toujours cité comme une preuve incontestable de l'attachement du roi à leurs principes ¹. L'exagération par trop démocratique qu'on remarque quelquefois dans ses actes ultérieurs peut bien faire croire qu'ils lui furent dictés ; mais ici sa parole ne laisse aucun doute, et la manière dont il balance les conces-

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. 1^{er}, p. 325. — *Observat. à la 27^e lettre de la corresp. pol. et confid. de Louis XVI*, l. 1^{er}, p. 122.

sions, les conseils et même les reproches, est trop naturelle pour n'être pas l'expression de la vérité.

Il paraît que Necker et Montmorin s'étaient réunis pour provoquer une démarche à laquelle le roi souscrivit de bonne foi. Lafayette, également excité par le vif désir de fonder une vraie monarchie tempérée, ne cessait de remettre à Louis XVI. des notes et des mémoires pour le solliciter d'adhérer à ses vues libérales. « Notre situation est critique, disait-il au monarque, je sens que vous en sortirez si vous daignez m'en croire; dans tous les temps, Sire, vous verrez que je ne crains pas de me compromettre, et je vous supplie de venir à mon secours pour tous les objets qui intéressent vous et l'État. » Ses conseils engageaient le roi à passer fréquemment la revue de la garde nationale; il promettait qu'il en résulterait le meilleur effet. Ensuite il l'exhortait à supprimer l'hérédité des charges magistrales, à se méfier des courtisans, pour qui les déprédations étaient devenues si patrimoniales, qu'ils se croyaient dispensés même de la reconnaissance, et surtout de se méfier de ces familles qui, par l'éclat de leur noblesse, avaient une existence indépendante du trône, et qui s'étaient partagé les pensions et les grandeurs¹. A toutes ces notes le roi répondait qu'il en adoptait les principes, qu'il en reconnaissait le besoin; mais les gentilshommes, les prélats, les anciens parlementaires, et surtout

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

le baron de Breteuil, qui ne cessa jamais d'être le conseiller de la reine, en transmettant ses avis de Bruxelles, où alors il vivait d'intelligence avec les émigrés, ne travaillaient qu'à détourner le roi d'embrasser franchement un système qui eût attaché à sa cause la grande majorité des Français.

Jamais monarque ne se trouva dans une situation comparable à celle du malheureux Louis XVI. Son âme était ouverte à toutes les idées de morale et de bonheur public : mais que d'obstacles à ses vertueux projets ! Quoique souverain absolu aux yeux de ses courtisans, ils ne lui permettaient pas de suivre sa volonté. Par une inconcevable cécité, ils se flattaient toujours que le pouvoir arbitraire l'emporterait sur le gouvernement représentatif. D'un autre côté, le roi constitutionnel ne savait où prendre sa force et son appui. Aucune institution ne lui portait secours pour vaincre les résistances. Entouré d'égoïstes et de flatteurs, n'ayant aucun moyen légal pour communiquer avec son peuple, que pouvait-il opposer aux intrigues, aux obsessions, aux clameurs de son palais, lorsque la nation, impatiente de mettre en œuvre la théorie des gouvernemens libres, se rappelait ses richesses naguère dissipées, et son noble dévouement sans cesse contrarié par le despotisme des grands et la corruption des ministres ? Ainsi les intentions royales et les projets des hommes sages restaient sans exécution. Necker y allait échouer après Turgot, après Malesherbes, après Calonne ; c'était comme un cercle vicieux

dont nul ne pouvait plus sortir, quoique chacun le voulût.

Toutefois l'espérance d'éteindre les divisions, en ralliant les partis par un engagement commun à la constitution et au roi, parut un instant se réaliser. Il se fit un heureux changement dans l'esprit public, les témoignages d'amour et de respect pour le trône ne parurent plus incompatibles avec les opinions patriotiques. Le duc d'Orléans, sur lequel planaient de graves imputations, voulut les démentir par une démarche éclatante. Il écrivit de Londres qu'il partageait l'amour et le respect qu'avait inspirés à l'Assemblée la démarche vraiment royale et paternelle du roi, qui « sans autre cortège que ses vertus, » disait-il, sans autre motif que son amour pour « son peuple, est venu se réunir aux représentans « de la nation pour affermir et pour presser l'heureuse régénération qui assure à jamais la gloire « et le bonheur de la France. » Il écrivit aussi à Louis XVI pour lui témoigner la joie que lui causait cette réconciliation ; et en suppliant Sa Majesté d'agréer l'assurance de ses sentimens, il la pria d'être persuadée que, quoiqu'il eût été facile de les calomnier, il serait cependant impossible de les affaiblir ¹.

Les factieux, alarmés de cet heureux accord, craignirent plus que jamais le retour de l'ordre et de la paix. Pour entretenir parmi le peuple l'esprit

¹ *Correspondance du duc d'Orléans avec Louis XVI, la reine, Montmorin, etc., p. 107.*

de révolte, ils ne cessaient de répandre des soupçons sur la sincérité du monarque; leurs journaux qualifiaient sa confiance aux travaux de l'Assemblée de piège tendu pour endormir la vigilance des patriotes. Outre les propos les plus envenimés, ces hommes cruels, adoptant l'avis de Robespierre, insinuaient encore qu'il fallait des victimes pour entretenir le mouvement insurrectionnel; ils demandaient hautement qu'on donnât l'exemple de quelques condamnations légales, portées contre les hommes accusés du crime de *lèse-nation*, délit aussi mal défini que l'avait été dans les temps de tyrannie celui de lèse-majesté.

Il n'existait plus à Paris d'autre cour judiciaire que le Châtelet; c'est devant ce tribunal que parut le baron de Bezenval. On a vu que Necker, pour le délivrer, tenta une éloquente et vaine intercession; déjà il avait été acquitté une fois, grâce au privilège des Suisses qui, selon leur capitulation, devaient être jugés d'après leurs lois. Six mois de captivité subis par cet accusé contribuaient plus à irriter qu'à calmer la haine des révolutionnaires: cependant ils avaient des grâces à lui rendre, pour l'inaction dans laquelle il laissa ses troupes durant le siège de la Bastille. Ce militaire de cour, vieilli dans l'habitude du luxe, des plaisirs et de la faveur, d'un caractère frivole et léger, était trop étranger aux secousses politiques pour avoir pu y prendre une part dangereuse. Néanmoins sa défense fut noble et fière; ses réponses précises et même éner-

giques embarrassaient ses accusateurs. Jamais il ne voulut employer pour sa justification un ordre écrit de la main du roi, qui lui enjoignait de repousser la force par la force. Il arracha vivement cette pièce des mains de son défenseur, et la déchira en disant : « A Dieu ne plaise que je songe à sauver mes jours « en compromettant cet excellent monarque ! » Le Châtelet eut le courage de l'absoudre ; retiré en Suisse, il se condamna à l'obscurité, pour obtenir sur la fin de ses jours le bonheur qu'il croyait attaché à sa destinée.

Cette absolution fut reçue avec des cris de rage ; Camille-Desmoulins, dans sa fureur, s'écrie : *Cette impunité fait l'éloge de la lanterne*. Peut-être la populace se serait-elle portée à des excès déplorables, si le marquis de Favras, contre lequel elle avait une haine encore plus vive, n'eût été désigné pour sa victime. Il paraît en effet que Talon, lieutenant civil, avant l'interrogatoire du juge instructeur, se rendit auprès du prisonnier, qui lui fit l'aveu de tout ce qu'il avait tenté ; il indiqua le but du complot, les moyens qui devaient conduire au succès, et les personnages qui l'avaient excité à conspirer. L'interrogatoire terminé, le lieutenant civil lui en fit signer le procès-verbal et le conserva. Puis il représenta à Favras les conséquences terribles de la publicité des secrets qu'il venait de révéler ; il ne lui dissimula pas que la nature du

délit qu'il avait commis et l'exaltation des esprits contre une entreprise capable d'amener la guerre civile, ne lui permettaient pas d'obtenir son pardon; et que dans une situation aussi désespérée, il ne devait plus chercher qu'à faire honorer sa mémoire par la noblesse de son caractère, et à procurer à sa famille, par un silence généreux, la protection des personnes que ses révélations ne manqueraient pas de compromettre¹. Le prisonnier sentit la justesse des réflexions de ce magistrat, et lui donna l'assurance qu'il se ferait un point d'honneur de persister avec fermeté dans la dénégation des faits dont il venait de lui faire l'aveu. Favras tint parole, et lorsque le juge instructeur vint pour l'interroger, il répondit négativement aux questions qui lui furent adressées.

Le jour du jugement étant arrivé, le président, placé sous un dais orné de l'image du Christ, entouré de trente juges en robes rouges, ordonne à des grenadiers d'aller chercher Favras. Il arrive tranquille, avec une mise soignée et portant la croix de Saint-Louis. Après la lecture du rapport du procès, qui dura plusieurs heures, il régna dans l'auditoire un de ces momens de silence qui caractérisent une grande attente; le président l'interrompit en faisant subir à l'accusé un long interrogatoire. Favras s'énonça avec une dignité et une rectitude d'idées qui étonna ses ennemis

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. 1^{er}, p. 269-271.

les plus acharnés. Jamais on ne montra plus de caractère, de courage et de vraie noblesse que cet accusé n'en déploya dans sa défense : c'était Socrate devant ses juges ; et ce nom, qu'on lui donnait alors par une dérision cruelle, lui est maintenant acquis par sa fermeté inébranlable et la sagesse de ses réponses.

Turcati et Morel, à la fois espions, dénonciateurs et témoins, ne pouvant indiquer aucun des faits matériels sur lesquels Favras avait bâti son chimérique projet, il fut facile à ce dernier de réfuter ces principaux témoins à charge par leurs dépositions mêmes et de les faire tomber tous les deux dans les plus choquantes contradictions.

Après avoir invoqué la loi qui s'oppose à ce que le dénonciateur soit témoin, il persista à nier qu'il eût trempé dans aucune espèce de complot contre la nation. Il soutint toujours que son projet était de lever une troupe armée pour la Belgique ; dans tout le cours de sa défense, il s'expliqua avec clarté et sang-froid ; il parla aux juges avec une force respectueuse ; son assurance ne fut point ébranlée par les clameurs d'un auditoire féroce qui ne cessait de répéter dans le sanctuaire des lois : *Favras à la lanterne !* A deux heures du matin, les juges se retirèrent.

Favras avait présenté une requête en faits justificatifs, elle fut rejetée. On assigna de nouveaux té-

* LACRETELLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. 1^{er}, p. 274.

moins; leurs dépositions ne donnèrent aucune lumière. Enfin le 18 février on fit un autre rapport de l'affaire, et le procureur du roi, Flandres de Brunville, conclut à la peine de mort. M. de Corméré, frère de Favras, eut le courage de lui porter cette triste nouvelle; sa sérénité n'en fut point altérée. Appelé pour la seconde fois devant le tribunal, il persiste dans ses dénégations, et somme ses juges d'admettre ses faits justificatifs; on lui répond qu'ils ont été rejetés; il s'explique avec chaleur sur ce refus et s'écrie: « Suis-je donc ici devant « le tribunal de l'inquisition? » Après beaucoup de difficultés, il parvient à faire consigner sur les registres ses protestations et ses demandes; il les dicte au greffier, et déclare à ses juges, en se retirant, qu'il les rend responsables de ce déni de justice. L'avocat Thilorier et M. de Corméré défendirent Favras avec chaleur; après un délibéré de six heures, l'arrêt fatal fut prononcé: à la majorité d'une seule voix¹, on condamna l'accusé à être pendu, après avoir fait amende honorable. Le rapporteur, Quatremère de Roissy, avait préparé Favras à sa fatale destinée, lorsqu'il lui dit: *Votre vie est un sacrifice que vous devez à la paix publique*². « Il « vaudrait bien mieux, répondit alors Favras, m'abandonner à la fureur du peuple que de me condamner « à l'ignominie avec toutes les formes de la justice³. »

¹ *Biographie universelle*, art. *Norvins*.

² PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XXXIII, p. 22.

³ MONTGAILLARD (*Hist. de France*), t. II, p. 203.

Ainsi la haine publique et des considérations qui, quoique graves, n'en étaient pas moins inhumaines, déterminèrent ce jugement que la postérité flétrira. Les seuls témoins à charge contre Favras avaient été ses dénonciateurs, à une époque où l'on assurait la fortune de quiconque révélerait un complot. Avec cent louis et deux recruteurs, pouvait-il armer, soulever trente mille hommes et changer la face d'un empire ? Il était non moins injuste de le condamner comme complice, puisque la conspiration n'était pas légalement prouvée, et qu'une circonspection prudente empêchait de nommer celui dont il n'avait été que l'instrument.

Favras attendait son supplice avec l'attitude mâle et fière qui convient à l'innocence résignée. Vers onze heures du matin, on le fit appeler; ne pouvant plus douter de son sort, il se présente entre les deux guichets; là on lui demande sa croix de Saint-Louis; après l'avoir remise à un sergent de la garde nationale, il est conduit à la chambre de la question, où le bourreau et ses valets se jettent sur lui pour le garrotter : à cette vue, son courage paraît l'abandonner; soutenu par son ami Suleau, royaliste ardent et prisonnier comme lui, il triomphe bientôt d'un instant de faiblesse, et semble n'avoir payé ce léger tribut à la nature que pour s'élever ensuite au-dessus de l'humanité. Après la lecture de son jugement, le rapporteur lui dit : « Je n'ai



« d'autres consolations à vous donner que celles
« qu'offre la religion. » — « Mes plus grandes conso-
« lations, lui répondit Favras, sont celles que donne
« l'innocence. »

Le curé de Saint-Paul, qu'il avait fait demander, s'étant rendu auprès de lui, ils restèrent longtemps ensemble. A trois heures (19 février 1790), Favras sortit de sa prison : il était placé dans un tombeau, ayant, par-dessus ses habits, une chemise, avec la corde au cou, et un placard devant la poitrine sur lequel on lisait : *Traître à la patrie*¹. Une torche funèbre brûlait à côté de lui ; placé entre son confesseur et le bourreau, il était suivi de trois aides à pied. Ni son noble courage, ni sa constante modération, ne purent toucher la férocité du peuple. On eut la cruauté de battre des mains, et des cris répétés de *saute marquis* se firent entendre pendant qu'il marchait au supplice². Ces traits de barbarie se prolongèrent jusque sur la place Notre-Dame.

Parvenu devant la principale porte de l'église métropolitaine, il descendit avec assurance, et, prenant des mains du greffier son jugement imprimé, il dit d'une voix haute et ferme : « Ecoutez, « peuple ; écoutez, citoyens. Les motifs de ce jugement sont de toute fausseté ; je suis innocent, « comme il est vrai que je vais paraître devant

¹ *Procès de Favras* (Procès fameux jugés pendant la révolution), t. I^{er}, p. 162.

² PAUDHOMME (*Révol. de Paris*), t. III, n° xxxii, p. 32. — MONTGAILLARD (*Hist. de France*, par), t. II, p. 203.

« Dieu; et je ne fais qu'obéir à la justice des hommes. » Puis il lut son arrêt d'une voix ferme et assez élevée. Remonté dans le tombereau, il dit : « Conduisez-moi à l'hôtel de ville, je révélerai des secrets importants. » En y arrivant, il trouva son rapporteur et deux autres conseillers qui l'attendaient pour recevoir ses déclarations. « En ce moment terrible, leur dit-il, prêt à paraître devant Dieu, je déclare à mes juges que je pardonne à ceux qui m'ont accusé, contre leur conscience, de projets criminels qui n'ont jamais été dans mon âme. Le refus d'entendre ceux qui pourraient dévoiler l'imposture et confondre les faux témoins, est peut-être en ce moment un reproche qu'un malheureux condamné pourrait faire à la justice; mieux éclairée, l'erreur ne se serait pas emparée d'elle, et un jugement effroyable qui condamne l'innocence n'aurait pas souillé les lèvres qui l'ont prononcé et les mains qui le signèrent. »

Il discuta ensuite tous les chefs de son accusation et il les combattit avec la même rectitude d'esprit qu'il avait montrée dans ses interrogatoires. Il jura devant Dieu n'avoir jamais tenu aucun propos qui eût trait aux accusations intentées contre lui à l'occasion des troubles qui tant de fois menacèrent la ville de Paris; il avoua qu'un grand seigneur, d'une maison qui marchait après celle de nos rois*, l'avait

* Le duc de Luxembourg.

chargé d'observer l'esprit des habitants du faubourg Saint-Antoine, et, sachant qu'il n'était pas riche, lui avait donné cent louis comme indemnité des frais qu'il avait faits pour ramener la paix dans ce faubourg; qu'un jour ce grand seigneur lui dit : « Vous avez été mal informé, l'insurrection aura « lieu, elle se portera vers les Tuileries. » Quelques jours après, ce même personnage lui annonça, en présence de témoins, que, Dieu merci, ses alarmes allaient cesser; que le roi recouvrerait bientôt sa pleine autorité; qu'il ne s'agissait pour cela que de nommer deux hommes qu'il lui désigna, l'un pour connétable et l'autre pour chef de la milice parisienne. Favras lui fit observer que tous deux étaient trop jeunes pour remplir des fonctions aussi importantes. Sur cette observation, on lui tourna le dos, et Favras affirma que depuis lors il n'avait plus revu ce grand seigneur¹. Sommé de le nommer et de dire quelles étaient les personnes désignées pour être connétable et commandant, le condamné répondit que c'était inutile, vu qu'on en pourrait déduire des conséquences contraires à ses intentions véritables². « D'ailleurs, ajouta-t-il, ces faits ne « sont pas indiqués comme une contre-révolution, « mais uniquement comme un moyen de faire re-

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. 1^{er}, p. 384.

² M. de Corméré, éditeur du *Testament de Favras*, assure que la place de connétable était pour Lafayette, et celle de commandant général pour M. de Luxembourg lui-même.

« prendre au roi une autorité qui serait à la fois
« légitime et agréable au peuple.

« Je prie ceux des citoyens qui m'entendent,
« ajouta Favras, et à qui le détail vrai dans lequel
« je viens d'entrer peut causer quelque impression,
« d'être pleinement convaincus de l'innocence d'un
« homme qui va mourir tout à l'heure, et de le
« plaindre. Puisqu'il faut une victime, je ne me
« plains pas que le choix soit tombé sur moi plutôt
« que sur tout autre, et je suis prêt à monter sur
« l'échafaud auquel la justice m'a condamné, afin d'y
« expier des crimes que je n'ai pas commis, mais
« dont le peuple me croit coupable. Parfaitement
« résigné, j'abandonne une vie qu'il faudrait un
« peu plus tard rendre à l'Être suprême, qui me l'a
« donnée et qui m'accordera peut-être un dédom-
« magement pour l'infamie du supplice qui termine
« mes jours. Je recommande ma mémoire à l'es-
« time publique. Je lui recommande aussi ma femme
« et mes enfans, à l'éducation desquels j'étais si
« nécessaire.

« Avant de clore ma déclaration, je me permet-
« trai, poursuivit Favras, de demander à M. le
« conseiller rapporteur s'il sent son âme émue en
« faveur d'une justification qui pourrait être plus
« complète si je n'avais éprouvé un déni de justice;
« s'il croit que l'aveu des noms qu'il désire connaître
« pourrait changer quelque chose à la sentence
« sous laquelle je vais succomber. Je lui demande,
« dis-je, s'il croit que cette déclaration eût porté

« un plus grand jour à mon innocence et retenu le bras de la justice prêt à me frapper ? » Le conseiller Quatremère ayant gardé le silence, le condamné n'insista plus ; il tira quelques louis de sa poche et les remit au curé de Saint-Paul, qui l'accompagnait, pour les remettre à sa femme, détenue à l'Abbaye. Puis il se lève, et dit : « Je suis prêt à mourir. »

Depuis huit heures du matin, plus de cinquante mille âmes étaient entassées sur la place de Grève ; sur le soir, la populace impatiente murmure et dit qu'on attend la nuit afin de substituer plus aisément au condamné un criminel obscur. Pour la calmer, on fit éclairer les façades de la place, on mit même des lampions jusque sur la potence qui était d'une hauteur extraordinaire *. A huit heures, Favras descend de l'hôtel de ville. Tous les assistans étaient émus ; lui seul était tranquille ; le curé de Saint-Paul s'évanouit sur son sein, et le patient donna au prêtre les secours qu'il en attendait. Le calme de l'innocence, au milieu de l'horrible appareil du supplice des traîtres, le sang-froid du courage et la dignité de l'honneur, en présence d'une mort ignominieuse, firent plaindre la victime qui allait être immolée. Sa taille élevée, ses longs cheveux flottans, et cette chemise blanche qui, à travers le feu des lampions, parais-

* Autrefois la potence était exclusivement réservée aux roturiers. L'exécution de Favras fut la première application de l'égalité des peines.

sait être la robe du lugubre sacrifice, formaient un tableau effrayant qui suspendit et enchaîna la rage de la multitude.

Arrivé au pied du gibet, Favras lève les yeux au ciel, se recommande à la clémence divine qui allait le juger, et la supplie de pardonner à ses bourreaux, puis il s'écrie : « *Je meurs innocent, priez Dieu pour moi.* » Le peuple frémit; le bourreau lui-même se sentit touché, et lui dit avec compassion : « Criez plus haut, faites qu'ils vous entendent. » Favras, montant l'échelle fatale, répéta encore plusieurs fois : « *Citoyens, je meurs innocent, priez pour moi.* » Un silence religieux régnait sur la place. Alors se retournant avec une sérénité céleste : « Exécuteur de la justice, dit-il, faites votre devoir..... »

Jamais vainqueur ne monta avec autant de gloire sur un char de triomphe que Favras à l'échafaud; mais sa résignation si noble, si admirable, est encore surpassée par cette vertu sublime qui le porta à ne vouloir pas même prononcer le nom du prince dont les sourdes menées avaient occasionné son supplice. *Il expire et n'a rien déclaré*, écrivit Talon à M. de Lévis, au moment où on exécutait Favras¹. On assure que ce magistrat avait un cheval tout prêt et une ceinture pleine d'or, avec l'intention de s'expatrier, si la victime eût parlé; et lorsqu'il alla raconter qu'elle avait cessé de vivre, il termina par ces mots : *Alors je respirai*² ! Pour rendre justice à ce

¹ Note communiquée par M. T. L.

² Note communiquée par M. le D. D.

modèle de la fidélité de cour, l'histoire dira que si la vie de Favras avait été celle d'un intrigant, sa mort fut celle d'un héros. Aucun de ceux pour lesquels il s'était sacrifié, après n'avoir rien fait pour le sauver, n'ont pas même songé, dans des temps plus heureux, à réhabiliter sa mémoire *.

Le Châtelet, après avoir offert une victime à la fureur du peuple, crut pouvoir absoudre quelques accusés plus puissans que Favras, MM. de Barentin, d'Autichamp, et de Puiséguir. Ces jugemens excitèrent des murmures, mais point d'insurrection. Nous ferons observer encore qu'on avait des griefs bien plus fondés contre M. Augeard, secrétaire des commandemens de la reine, qui fut arrêté pour un fait semblable à celui de Favras. Son projet d'enlèvement du roi et son itinéraire jusqu'à Metz étaient écrits de sa main, il l'avait communiqué à M. de Clermont-Tonnerre, évêque de Châlons; sa haine et ses vues hostiles contre l'Assemblée n'y

* Les papiers recueillis par Talon dans cette affaire furent l'occasion des rapports intimes qu'il eut avec la famille royale. Ces papiers, qu'il conserva avec soin, intéressèrent plus tard le chef du gouvernement consulaire, qui attachait une haute importance à les connaître et même à les publier, pour nuire au *prétendant*. Le magistrat qui en était dépositaire refusa de les livrer; cette résistance l'exposa à de longues persécutions. Sa fille devint l'héritière de ce précieux dépôt, lorsque Talon mourut après avoir perdu la raison. Peu de temps avant la chute de l'empire, Napoléon réclama encore les papiers qu'il désirait tant posséder; mais M^{me} V. Z. D. éluda la demande; quelques années après, sous les auspices d'un ministre, elle fit hommage à Louis XVIII de la déclaration écrite de la main même de Favras, en une feuille double, et elle fut brûlée dans une des premières conférences du roi avec cette dame. (Note communiquée par deux des acteurs principaux de cet important épisode.)

étaient pas dissimulées¹. Cependant l'issue de son procès fut aussi heureuse que l'autre avait été tragique. Angrand-d'Alleray, vertueux citoyen dont la haute moralité honorait la magistrature, après le jugement de Favras, se démit de la présidence du Châtelet, et le jeune Norvins écrivit à M. Talon qu'il ne voulait plus siéger avec une cour qui s'était souillée du sang d'un innocent².

Ni la démarche franche et paternelle du roi, auprès de l'Assemblée, ni Favras sacrifié à l'animosité publique, ne purent calmer les fureurs populaires ; malgré ces deux grands exemples, l'un d'une magnanimité sans bornes, l'autre d'une politique cruelle, les factieux continuèrent contre le trône leurs infâmes machinations. Le roi n'obtint pas même, pour prix de sa démarche conciliante, la satisfaction de voir cesser les horreurs de la démagogie. Sur tous les points on dévastait les campagnes, on brûlait les châteaux, et la plupart des provinces continuaient à être en proie aux insurrections.

Une sanglante émeute, survenue à Beziers contre les commis de la gabelle qui avaient saisi des contrebandiers, fit sentir la nécessité de mesures plus énergiques pour le maintien de la tranquillité. Afin d'arrêter le mal et de prévenir la rigueur des lois pénales, Lafayette monte à la tribune (16 février) et demande des moyens répressifs pour faire cesser de si

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*) n° XXXV, p. 20 et 21.

² *Biographie des Contemporains*, art. Norvins.

violens désordres. « L'ancien régime, dit-il, n'était
 « qu'injustice et servitude, et *alors l'insurrection*
 « *était le plus saint des devoirs*; mais aujourd'hui
 « que la révolution est faite et la constitution éta-
 « blie, il faut que l'ordre nouveau s'établisse, que le
 « calme repaisse et que l'obéissance aux lois de-
 « vienne un devoir sacré. ¹. » C'est en interprétant
 d'une manière infidèle le sens de ces paroles que
 les ennemis de Lafayette voulurent persuader que
 son opinion tendait à provoquer une perpétuelle
 anarchie; depuis elles ont été le texte habituel des
 déclamations contre le principe énergique qui, en
 certaines circonstances, peut être considéré comme
 la dernière ressource des peuples opprimés. Ce-
 pendant le sage et monarchique Malouet avait
 émis cette maxime avec encore plus de force et
 d'exagération, lorsqu'il dit après le 14 juillet : « L'in-
 « surrection d'un grand peuple contre le des-
 « potisme présente un caractère supérieur à la
 « majesté même des lois, sans en profaner la di-
 « gnité ². »

C'est dans la discussion relative à la répression de
 ces événemens désastreux que Cazalès proposa, à
 l'exemple de la constitution anglaise, de donner au
 pouvoir exécutif, pour un temps limité, le droit
 d'employer tous les moyens convenables au maintien

¹ Note communiquée par le général Lafayette. Voy. aussi *Moni-
 teur* du 17 fév., p. 192, et du 22 fév., p. 213. LAMETH (*Hist. de l'Ass.
 const.*, par Alex.). t. 1^{er}, p. 353.

² *Moniteur* du 23 au 24 juill. 1789, p. 99, col. 1^{re}.

de l'ordre et de la paix ¹. « Cette motion tend à dé-
« cerner la dictature, s'écrie Mirabeau, et c'est in-
« sulter à l'Assemblée que d'oser faire une sembla-
« ble proposition »; mais l'abbé Maury et d'Epré-
menil la déclarent indispensable pour étouffer la
révolte et la sédition répandues dans tout le royau-
me. « La loi martiale, dit ce dernier est insuf-
« fisante; elle convient aux émeutes, mais n'est
« pas faite pour réprimer un esprit général d'in-
« surrection; il faut donc investir le roi de toute
« la plénitude des pouvoirs ². »

Les révolutionnaires répondent à Cazalès, à Maury, à d'Epréménil, que donner une autorité illimitée au roi, sous le prétexte d'arrêter des désordres provoqués par les ennemis de la liberté, c'est tuer la liberté elle-même, et qu'une révolution faite pour le peuple ne pouvait être protégée par le déploiement ministériel de la force des armes. Robespierre, comme nous l'avons dit, s'était imposé un silence de plusieurs mois; pendant cet intervalle, il s'était occupé à former sa diction, ses gestes, et surtout à acquérir de l'aplomb et de l'assurance ³. Mais n'ayant aucun des avantages extérieurs qui captivent le vulgaire, il s'était attaché à l'emploi de petits artifices qu'un grand caractère dédaigne. Rien n'égalait le ton hypocrite avec lequel il avait l'art de s'écrier, dans presque toutes ses harangues:

¹ *Moniteur* du 21 fév. 1790, p. 213, col. 3.

² *Moniteur* du 22 fév. 1790, p. 214, col. 1^{re}.

³ MERCIER (*Nouveau Tableau de Paris*), t. 1^{er}, p. 126.

Pauvre peuple! peuple vertueux! voilà comment il devint l'idole de la multitude.

« Cessez, dit-il en s'adressant aux évêques et aux nobles, cessez de calomnier le peuple. Que les ennemis de la révolution ne viennent plus dans cette enceinte lui reprocher des barbaries, des atrocités. J'atteste que jamais révolution n'a coûté si peu de sang, n'a occasionné si peu de meurtres et de cruautés. Vous avez vu un peuple immense, maître de ses destinées, rentrer dans l'ordre, au milieu de tous les pouvoirs abattus, de ces pouvoirs qui l'ont opprimé pendant tant de siècles. Sa douceur, sa modération inaltérables ont seules déconcerté les manœuvres de ses ennemis, et on l'accuse devant ses représentans¹! » L'orateur voulait qu'on usât d'une excessive indulgence envers les *citoyens qui brûlaient les châteaux*. « Dites les brigands », lui crièrent d'Epréménil et Foucault. « Je disais », répliqua audacieusement Robespierre, *les citoyens qui brûlent les châteaux*. » Il ne voyait dans ces horreurs que des actes de patriotisme, tels qu'il les fallait au commencement d'une révolution; lorsqu'on voulait exciter l'énergie populaire; et il finit par inviter ses collègues à ne pas oublier que l'établissement d'une constitution nouvelle dépendait de l'esprit national et énergique du peuple; qu'on ne devait pas énerver ses sentimens généreux, pour le porter à préférer

¹ *Moniteur* du 23 fév. 1790, p. 217, col. 2.

un paisible esclavage à une liberté achetée au prix de quelques sacrifices. Son ami Pétion prononce un discours encore plus anarchique : non-seulement il repousse la motion de Cazalès, « mais adopter, dit-il, « le projet de Malouet, qui veut que tous les corps « civils et militaires obéissent constitutionnellement « au monarque, autant vaudrait renoncer à la li- « berté, et courber avec docilité notre tête sous le « joug de la servitude ¹. »

Mirabeau, qui, selon ses intérêts privés, se montrait tour à tour favorable ou contraire au pouvoir monarchique, voulait se venger du parti royaliste qui s'était uni à celui de la révolution pour l'empêcher d'arriver au ministère : « Quoi ! dit-il, on ose nous « proposer de donner un pouvoir dictatorial à un « seul homme ! la dictature dans un pays de vingt- « quatre millions d'âmes, la dictature dans un pays « qui travaille à sa constitution, et dans un moment « où la nation a ses représentans légaux ! Si vous vou- « lez connaître les conséquences d'une dictature, « lisez, lisez ces lignes tracées en caractères de sang « dans les lettres du général d'Alton, chargé par l'em- « pereur Joseph de soumettre la Belgique insurgée, « et qui dit à son maître : *Il ne faut point hésiter, « lorsqu'il s'agit d'apaiser des troubles : il vaut « mieux voir des villages incendiés que des villages « révoltés.* Voilà le code des dictateurs ; voilà ce « qu'on ne craint pas de demander à une Assem-

¹ *Moniteur* du 22 fév. 1790, p. 214, col. 1^{re}.

« blée qui a eu le courage de sauver deux fois la
« France des proclamations dictatoriales des mois
« de juin et de juillet¹. La dictature passe les forces
« d'un seul, quels que soient son caractère, ses
« vertus, son talent, son génie; que ceux qui veu-
« lent empiéter sur nos travaux nous laissent ache-
« ver l'organisation des pouvoirs militaires et judi-
« ciaires; en attendant, vous avez une loi martiale
« dont l'exécution est confiée aux municipalités,
« faites-la-leur exécuter, en fixant le mode de leur
« responsabilité. » Cet avis, fortement appuyé par
Grégoire, fut celui qu'adopta l'Assemblée; mais
nous verrons qu'impraticable dans son exécution, il
ne produisit aucun effet.

Dans cette discussion, les révolutionnaires laissèrent entrevoir la défiance que leur inspiraient les troupes de ligne. Malgré la multitude de citoyens armés, les soldats mieux exercés, mieux commandés, soumis à une discipline ferme, précise, devaient l'emporter sur les gardes nationales, dont la force était souvent paralysée par l'excès de leur ardeur; si Louis XVI, sortant enfin de sa longue léthargie, eût tenté de ressaisir son ancienne autorité, il était à craindre qu'avec le secours de l'armée il n'exercât ce pouvoir dictatorial qu'une partie de l'Assemblée voulait lui décerner.

Cependant l'armée, ainsi que la population, était partagée en deux classes d'un esprit bien différent :

¹ *Moniteur* du 25 fév. 1790, p. 218, col. 2.

celle des officiers, et celle des soldats. L'une, avide de distinctions, de prérogatives, de prééminences, redoutait l'égalité; l'autre, plus nombreuse, sans préjugés, fière de son courage et remplie d'enthousiasme, devait embrasser avec transport un système de gouvernement qui promettait la considération et les récompenses au vrai mérite et aux services. Le projet fut alors de licencier les officiers, et de les remplacer par les sous-officiers dont le dévouement était certain; mais la crainte d'une désorganisation complète et du mécontentement des anciens officiers fit abandonner ce moyen pour se contenter d'exiger d'eux un serment.

En leur faisant jurer fidélité à la nation, on enlevait au roi le droit d'employer la force militaire, qui ne devait plus agir contre les perturbateurs que sur la réquisition des municipalités. Ainsi la prérogative souveraine de commander à l'armée devint la proie de toutes les municipalités du royaume. La plupart des officiers, sans y attacher beaucoup d'importance, se soumirent à la formalité d'un serment imposé par la force et la nécessité, et qui, privé du concours des formes sacrées, n'avait plus ce caractère imposant et redoutable que la religion lui imprime.

L'Assemblée nationale, pour faire cesser les craintes des militaires inquiets sur leur avenir, institua un comité chargé de leur donner une constitution. Durant les débats soulevés par ce projet, des paroles injurieuses pour l'armée échappèrent au

député Dubois-Crancé, auteur d'un projet d'organisation militaire; ce député avait perdu jadis un procès qui lui fut suscité pour avoir usurpé le titre de noble. Cette mortification l'irrita au plus haut degré contre les anciennes institutions. Cependant les régimens s'indignèrent d'avoir été insultés¹, et s'en plaignirent à l'Assemblée. Dubois-Crancé publia à ce sujet une lettre explicative. Mais les chefs de corps ne se contentèrent point de cette satisfaction, ils attaquèrent leur détracteur. Celui-ci, voyant qu'il avait encouru la juste animadversion des officiers, chercha à se concilier l'amour des soldats; il se déclara leur défenseur, et les soutint dans les réunions politiques; de concert avec Robespierre et quelques autres députés exagérés, ils les excitaient à l'insubordination, à la révolte. De là naquirent des désordres qui auraient compromis le nouveau régime², si le véritable amour de la liberté n'eût maintenu dans le devoir la masse des soldats qu'on travaillait constamment à en faire sortir par les plus coupables artifices.

Avant que la constitution fût achevée, l'Assemblée nationale voulut montrer aux régimens que leur existence dépendait d'elle, et que l'autorité du roi constitutionnel serait restreinte dans l'administration militaire, comme elle l'avait été dans l'administration civile. La marche des affaires politiques ne permettant pas de dissoudre l'armée, on voulut

¹ *Moniteur* du 3 janv. 1790, p. 12, col. 1^{re}.

² LAWETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 337.

gagner son affection en décrétant (28 février 1790) l'égalité d'admission à tous les grades, et qu'aucun officier ne pourrait, sans jugement, être destitué de son emploi; que chaque législature statuerait sur la dépense de l'armée et sur le nombre d'hommes dont elle serait composée; qu'elle réglerait la solde de chaque grade; enfin que le comité de constitution présenterait un code militaire qui compléterait l'organisation de l'armée. En attendant, la *force publique*, communément appelée *maréchaussée*, reçut une formation nouvelle, et, sous le nom de *gendarmerie*, rendit d'importans services.

Malgré cette tendance à améliorer les institutions, le pouvoir exécutif voyait diminuer chaque jour son influence par les progrès alarmans des factieux au sein des assemblées populaires, devenues des foyers de discorde. C'était en effet une incompatible association pour des ministres, que cette grande réunion d'agitateurs politiques¹, étrangers au gouvernement et déchargés de toute responsabilité : toujours envisageant les affaires et les circonstances du côté le plus favorable à la multitude, ils étaient sûrs de faire trace dans l'esprit du peuple. Armés d'un petit nombre d'idées et de beaucoup de véhémence, ils s'avançaient hardiment, et précipitaient la marche des hommes qui traînaient à leur suite le char de la révolution.

Ces réunions ou *clubs* eurent une si grande in-

¹ NECKER (*Mém. de*), t. II, p. 88.

fluence sur les événemens, qu'il est nécessaire d'en connaître l'origine, d'en suivre les progrès, et surtout de bien distinguer les époques, afin d'éviter les notions erronées sur l'esprit de la totalité de leurs membres¹, et de se convaincre de la fausseté des allégations de ceux qui oublient que le *jacobinisme* est le fruit malheureux de la résistance des privilégiés.

Lors de la translation à Paris de l'Assemblée nationale, le club breton transporta le lieu de ses séances dans le couvent des Jacobins Saint-Honoré, qui venaient d'être supprimés². Dans le même local s'étaient tenues ces fameuses assemblées de la ligue, composées d'ecclésiastiques et de moines exaltés qui provoquaient le désordre et prêchaient le régicide. La nouvelle réunion politique, devenue très-nombreuse, voulut changer de nom; elle prit d'abord le titre de *Société des Amis de la Constitution*, puis celle de *Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité*; mais le public l'appela *Société des Jacobins*, par allusion au lieu où elle s'était établie. Ses membres s'honorèrent de ce titre dès qu'on le leur eut donné par mépris, et cette épithète fut ensuite transmise non-seulement à tous ceux qui se firent affilier à leur société, mais encore à ceux qui professaient un ardent patriotisme.

Ils nommèrent pour leur président le baron de

¹ MONTGAILLARD (*Hist. de France*), t. II, p. 177.

² BEAULIEU (*Essai hist. sur les Causes de la Révol. franç.*), t. II, p. 248.

Menou, homme de plaisir, de courage, mais dont les principes politiques avaient peu de fixité. Target fut élu secrétaire. Bientôt après, on admit tous ceux qui, sans être députés, furent présentés¹. On créa quatre comités dont les chefs seuls étaient instruits des projets de la société. Le premier, appelé *de la Trésorerie*, avait pour objet d'établir des clubs dans toute la France et de gérer les fonds; ses membres les plus connus furent Bonne-Carrère, Mendouse, Gerdret et Desfieux. Le second, appelé *Comité de Correspondance*, était composé de MM. d'Aiguillon, Barnave, Laborde, Laclos, les deux Lameth, Alex. de Beauharnais et Victor de Broglie; Barrère, Collot-d'Herbois et Fouquier-Thinville en faisaient aussi partie². Je range à part ces trois hommes, destinés à acquérir, dans le cours de cette histoire, une triste et fatale célébrité. Ce comité était chargé du salaire des journalistes, des frais d'impression, de l'envoi des missionnaires dans les provinces et dans les pays étrangers. Le troisième comité portait le nom *des Recherches*. Il dénonçait et faisait arrêter les individus soupçonnés d'apporter de la résistance aux vues de la société; Sillery, Voidel, Cochon, Pardieu, Poulin, étaient chargés de cet office, mais ils l'exerçaient avec trop de modération pour le conserver longtemps. Enfin le quatrième comité, appelé *de Présentation*, avait pour membres Carra,

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. I^{er}, p. 424. Note sur le club des jacobins.

² MONTJOYE (*Hist. de Phil. d'Orléans*, par Alex.), t. III, p. 7.

Legendre, de la Leu, Dufourni et Polverel fils : ils examinaient les candidats et vérifiaient les pouvoirs. Les ducs de Chartres et de Montpensier firent un moment partie de ce dernier comité ; ils venaient à peine d'achever leur éducation, sous les auspices de M^{me} de Genlis ; encore sans expérience, ils suivaient les inspirations d'un patriotisme ingénu, et se laissaient guider par les faux amis de leur père. Pleins de philanthropie, au sortir des jacobins, ils se rendaient aux hôpitaux pour y panser les malades¹. Lorsque la horde révolutionnaire se fut introduite dans ce club, et que les dangers de la patrie armèrent tous ses défenseurs, ces princes se retirèrent, et prirent rang dans l'armée comme officiers de cavalerie.

Les séances des jacobins devinrent régulières et publiques ; on y délibérait comme à l'Assemblée nationale. Là, les chefs de parti discutaient d'avance toutes les mesures qu'on voulait proposer au corps législatif ; ils y élaboraient les idées nouvelles et se créaient des partisans. Là, les forts dirigeaient l'opinion, et les faibles venaient se raffermir et s'encourager. Beaucoup d'habitans des provinces, présens à Paris, se firent affilier à la société, et témoignèrent le désir d'en établir de pareilles dans leurs villes. Chaque bourg, chaque village eut son club, et tous se considérèrent comme succursale de celui des jacobins, qui prit alors le titre de *Société-mère*.

¹ *Agenda du duc de Chartres, inséré dans la correspondance de Louis-Phil.-Jos. d'Orléans avec Louis XVI, la reine et Montmorin.*

Ces clubs, vrais forums où le peuple allait s'exalter contre le gouvernement, cherchaient de toutes parts à faire des prosélytes. Le torrent révolutionnaire, toujours grossissant, leur amenait, de toutes les contrées de l'Europe, une foule de ces aventuriers pour qui les désordres sont un vrai patrimoine; ils étaient d'autant mieux accueillis, que l'audace de leurs conceptions exaltait les enthousiastes, et que l'amour de l'humanité était le voile qui cachait leur morale perverse.

En même temps il existait un autre club, connu sous le nom de *Cercle social*, ou de *Bouche de fer*. Il avait pour président Biauzat, et pour orateur perpétuel l'abbé Fauchet, un des héros de la Bastille, dont l'ardente vocation était de calomnier, en chaire comme à la tribune, les rois, la noblesse et le clergé; les fondateurs de ce club avaient pour but de donner à la voix du peuple toute sa force, afin qu'il jouît, avec une latitude infinie, de toute sa puissance. Il tenait ses séances au cirque du Palais-Royal. Dans ce repaire d'anarchistes, des énergumènes, à l'exemple de leurs chefs, après avoir prêché la révolte sur les places publiques, déclamaient au nom de la nature, contre la religion, les trônes, et l'inégalité des conditions.

Mais la société la plus redoutable et la plus turbulente, sans contredit, était celle que dirigeait Danton, né à Arcis-sur-Aube. Décrété de prise de corps, rayé du tableau des avocats, il vivait en se chargeant des affaires les plus véreuses. Dès l'au-

rore de la révolution, il fonda ses espérances de fortune sur les événemens qui se préparaient. Lorsque Paris fut divisé en districts, sous les auspices de Mirabeau, dont il était le grossier imitateur, il devint le président de celui des Cordeliers, puis il forma le club de ce nom à côté duquel les jacobins n'étaient qu'une réunion de *modérés*. Ce factieux, moins habile que téméraire, n'était pas plus républicain que royaliste ; mais, stimulé par les besoins qu'engendraient ses vices, il était insatiable d'argent et obéissait à tous les chefs de parti qui lui en promettaient. La violence de ses passions et un esprit sans méthode et sans culture donnaient à la force de son organe l'éloquence des halles et la logique des brigands.

C'est du sein de ces assemblées que sortirent ces nombreux prédicans qui allèrent propager la discorde dans les départemens. Vrais apôtres d'un culte nouveau, munis d'instructions incendiaires, ils se répandaient dans tous les lieux publics pour y proférer des doctrines coupables, et livrer aux persécutions d'une populace furieuse tous ceux qui osaient attaquer les principes qu'ils voulaient faire triompher. Ils apprenaient au peuple le secret de sa force, et lui répétaient qu'il était temps de briser les chaînes de son long esclavage et de reconquérir ses droits primitifs.

La confédération des clubs, en amenant la destruction de l'autorité légale, donna à la révolution une énergie immense. Toutes les administrations

lui étaient soumises et recevaient ses ordres ou ses instructions. Ces agrégations, unies par des liens intimes, se servaient d'appui l'une à l'autre. En se garantissant une protection armée, elles exerçaient sur toute la surface de la France une influence déplorable. Alors commencèrent à se répandre ces idées de républicanisme qui, en altérant le vrai caractère de la révolution, attirèrent sur la France des calamités sans nombre.

Barnave, les Lameth, d'Aiguillon, après avoir été les fondateurs du club des jacobins, l'abandonnèrent. Lafayette, Bailly, Sieyes, Laborde, Beauharnais, Victor de Broglie, Talleyrand, la Rochefoucauld et plusieurs autres membres distingués du corps constituant, ne pouvant souffrir le despotisme de la multitude, s'en éloignèrent aussi pour fonder une société rivale, dans l'espoir qu'elle atténuerait le mauvais effet que l'effervescence des jacobins commençait à produire sur l'opinion publique.

Mirabeau, rassasié de popularité, déserta avec fracas la société des jacobins, pour faire partie de cette nouvelle réunion, qui prit le titre de *Club de 1789*. Instituée par Sieyes, elle était composée d'hommes sincèrement attachés à la monarchie constitutionnelle, et qui ne cherchaient qu'à la faire prospérer en la garantissant des attaques des ordres privilégiés. Ils espéraient que Louis XVI, habitué à n'avoir que l'ombre de royauté que lui laissaient les courtisans et les ministres, satisfait

des avantages que lui offrait le gouvernement représentatif, se réunirait à eux et adopterait de bonne foi toutes les conséquences du nouveau système. Ces hommes, pour la plupart modérés ou corrigés par l'expérience, en prêchant la doctrine des garanties sociales, parlaient avec calme et raison à un peuple qu'on ne pouvait émouvoir qu'avec les accents de l'enthousiasme. Divergens d'opinions et pleins d'un respect judaïque pour leurs doctrines, ils n'osèrent agir avec l'énergie nécessaire dans des circonstances aussi impérieuses que difficiles. Cette nullité était insupportable à Mirabeau, et il retourna aux jacobins moins pour abonder dans leur sens que pour épier leur conduite.

Les gazettes furent, aussi bien que les sociétés populaires, le mobile mis en usage pour exciter les passions, corrompre l'esprit public et faire dévier la révolution de la route que lui avaient tracée ses premiers fondateurs. Les factieux, en faisant mouvoir ces deux puissans leviers de l'esprit humain, entachèrent la liberté de tous les excès du crime. Mais puisque nous avons fait connaître les clubs principaux qui influèrent sur la marche des événemens, il faut aussi faire connaître les journaux qui par leur renommée dirigèrent les esprits et formèrent l'opinion. Après la *Feuille Villageoise*, dans laquelle Rabaud Saint-Etienne et Cerruti cherchèrent par un style familier, mêlé de propos et de doctrines philosophiques, à faire prévaloir les principes de la révolution, le journal le plus spéciale-

ment destiné à en provoquer l'action eut Mirabeau pour rédacteur. Il l'intitula *Journal des États-Généraux*. Le gouvernement, comme nous l'avons vu, lui interdit ce titre; il reparut sous celui de *Lettres du comte de Mirabeau à ses commettans*, et, après le 14 juillet, cette même feuille circula en s'intitulant le *Courrier de Provence*.

Vint ensuite le *Meroure de France*; Mallet-Dupan, Gênois, en était le rédacteur; très-connu en Europe comme habile publiciste, il se déclara l'apologiste de la constitution anglaise qu'il voulait naturaliser en France. C'est lui qui le premier introduisit dans les journaux des considérations politiques du plus grand intérêt; plein de verve et d'éloquence, il se rendit célèbre en attaquant avec énergie cette série de crimes et de folies que les factieux présentaient à l'Europe comme les conquêtes de la liberté.

A la même époque, le député Barrère, dit Vieuzac, fit paraître une autre feuille intitulée le *Point du Jour*. Elle renfermait l'analyse des débats de l'Assemblée. Cette gazette, rédigée avec goût, cherchait plutôt à calmer les esprits qu'à fomenter les haines. L'auteur, quoique partisan de la révolution, ne parlait jamais du roi et de la reine qu'avec respect, et sa plume adulatrice recherchait toujours l'occasion de les louer. « Quand la justice et la probité sont sur le trône, écrivait Barrère, toutes les vertus règnent avec elles. » On pourrait citer plusieurs traits pareils pour prouver que souvent nos plus

vils démagogues ont été les plus grands flatteurs de la royauté.

La première feuille qui commença à attaquer l'autorité royale fut *le Patriote Français*, rédigé par Brissot, fils d'un pâtissier de Chartres; ce publiciste ajoutait à son nom celui de Varville, pour cacher l'obscurité de sa naissance sous un vernis de noblesse. Il fut d'abord clerc de procureur; mais trouvant cette place au-dessous de son ambition et de ses talens, il l'abandonna pour entrer dans la carrière littéraire, où il débuta par des productions qui déjà faisaient connaître la nature de son caractère remuant et délié. Peu de temps avant la révolution, il coopéra avec Condorcet, et un Gênois nommé Clavière, à un journal intitulé *la Chronique du Mois*. Encouragé par l'amitié de ses collaborateurs et les éloges du public, il fit paraître plusieurs ouvrages empreints d'une grande indépendance et qui lui valurent les honneurs de la Bastille¹. Protégé par M^{me} de Genlis, il en sortit bientôt après. De là il fut à Londres et aux États-Unis pour y fonder une colonie établie sur les principes les plus libéraux.

Il respirait dans cette contrée l'air de la liberté, lorsqu'en 1788 les événemens précurseurs de la révolution française retentirent au delà des mers et le firent renoncer au projet dont Clavière et ses amis étaient les véritables auteurs. Brissot, n'ayant plus besoin du Nouveau-Monde pour mettre en

¹ FELLER (*Dictionn. hist. de*), art. *Brissot*. — GENLIS (*Mém. de M^{me} de*), t. IV, p. 107 et 108.

pratique ses folles théories, revint à Paris, et selon son habitude continua à publier des pamphlets. Ancien condisciple de Pétion, il se lia encore plus étroitement avec lui, et travailla souvent aux discours qu'il prononçait à l'Assemblée nationale. Ecrivain infatigable et abondamment muni de ces connaissances fausses et superficielles qui dénaturent tout, il voulut hâter sa renommée en prenant les devans sur toutes les idées absurdes et extrêmes ; dans l'impossibilité de concilier la liberté avec la force et l'unité du pouvoir, il avait l'intention de faire de la France une république fédérative, à l'instar des États-Unis d'Amérique.

Tel était l'homme destiné à donner son nom à un parti puissant ; aux jacobins il osa proposer la loi agraire, et dans *le Patriote Français* il soutint que la terre appartenait à tous, et que les fruits seuls étaient des propriétés individuelles. Par des assertions aussi téméraires, Brissot acquit cette fatale célébrité qui l'appela à devenir l'instrument des grands désordres dont la France et l'Europe allaient être accablées.

Parmi les pamphlets hebdomadaires professant aussi des principes anarchiques, je dois citer le *Courrier du Brabant*, rédigé par ce jeune Camille Desmoulins, dont les écrits brûlans et le caractère impétueux avaient poussé plus d'une fois le peuple à la révolte ; sa caustique fureur était alors dirigée contre Lafayette, auquel il avait juré une haine implacable depuis qu'il avait arrêté et prévenu les

fatales conséquences qui faillirent résulter des crimes du 6 octobre.

Le journal des *Révolutions de Paris* avait pour épigraphe cette phrase insurrectionnelle : « Les « grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux..... Levons-nous ! » Son éditeur était un marchand de papier appelé Prudhomme ; ce journal, non moins dangereux par les faits controuvés que par ses maximes subversives et les réflexions sanguinaires qu'il renfermait, était la mise en action des doctrines de l'anarchie. Loustailot, son principal rédacteur, professait au plus haut degré l'esprit perturbateur des cordeliers. En provoquant et en approuvant tous les excès, il fit la fortune de cette feuille infâme.

Fréron, fils du fameux critique tant vilipendé par Voltaire, était le rédacteur d'un journal démagogique intitulé *l'Orateur du Peuple*. On ne pouvait accuser l'esprit philosophique d'avoir faussé les idées de son enfance : spirituel, aimable, ses formes étaient douces et remplies d'agréments. Les dames de France furent ses protectrices, et le bon roi Stanislas avait été son parrain. Mais oubliant les sages conseils de son père et de l'abbé Royou son oncle, il se souvint seulement qu'il avait été condisciple de Robespierre et de Camille Desmoulins, et sa gazette rivalisa de démente et d'atrocité avec celles qui provoquaient ouvertement à la révolte et à l'assassinat.

Le journal des jacobins, peu remarqué à sa nais-

sance, contenait la série de leurs débats, de leurs dénonciations, de leurs violences, et par la suite il devint le répertoire du crime. Plus tard parut le journal d'Hébert qui, empruntant le langage d'un fondeur de cuillers d'étain, se fit appeler le *Père Duchesne*. Cet Hébert, né à Alençon, était commis dans l'administration des théâtres. Il vivait à Paris fort misérable, lorsque le triomphe de l'anarchie le mit à même de jouer un rôle conforme à ses inclinations perverses; s'attachant à dissoudre les institutions sociales, il prêchait les maximes de la révolution au bas peuple en adoptant ses expressions obscènes et ordurières. Cette feuille dégouttante poussa la licence et le cynisme au point qu'on ne pourrait faire connaître son style sans s'avilir soi-même. Chaque matin elle analysait les actes de l'Assemblée pour blâmer les mesures de la veille, et le soir elle reparaisait pour préparer les révoltes du lendemain. Il est impossible de raconter l'effet que produisirent les écrits de ces fougueux démagogues, c'étaient de vrais programmes de spoliations et de massacres¹. Les révolutionnaires n'avaient qu'à les suivre pour surpasser les cruautés attestées par l'histoire des peuples les plus barbares. Aussi dans le récit que j'entreprends, à mesure que les faits se développeront, on verra que la plupart des meurtres et des insurrections furent provoqués par ces feuilles destinées à bouleverser l'empire,

¹ LACRÉTELLE (*Hist. de l'Ass. législ.*), p. 23.

et qui pour empreinte avaient un cachet de sang.

Parmi le petit nombre de journaux voués à la défense de la monarchie on doit citer *La Gazette de Paris* et *l'Ami du Roi*; l'un était rédigé par Durosoy, littérateur médiocre, mais plein de sentimens nobles et courageux; l'autre par l'abbé Royou, royaliste très-prononcé et dont le style ne manquait pas d'énergie. Cependant, il faut l'avouer, ces deux rédacteurs, par l'excès de leur haine contre les réformes les plus nécessaires, dérangèrent souvent l'œuvre de pacification à laquelle travaillait le parti constitutionnel. Parurent ensuite les *Actes des Apôtres*. Champcenetz, Suleau, Rivarol, le vicomte de Mirabeau et le marquis de Bonnay en furent les principaux rédacteurs. Cette feuille, vrai chef-d'œuvre de malignité, était un recueil de facéties, de sarcasmes, d'anecdotes scandaleuses et piquantes, et de sanglantes épigrammes contre les révolutionnaires; elle leur lança des traits si acérés, que ceux-ci mirent tout en usage pour la détruire et se venger de ses spirituels auteurs, qui plus d'une fois furent en butte aux violences populaires.

Le *Logographe*, journal écrit sous la dictée des orateurs de l'Assemblée, eut pour protecteurs Adrien Duport et les Lameth; leur but avait été de se mettre à l'abri de la mauvaise foi de leurs adversaires, qui souvent altéraient le texte de leurs discours. Les ministres en soutinrent l'existence; ils espéraient que les orateurs seraient plus calmes lors-

qu'ils seraient retenus par la crainte de voir reproduire textuellement les expressions peu décentes que la violence leur arrachait. Mais après la déchéance de la royauté, *le Logographe* fut supprimé. C'eût été un écho trop fidèle de tous les discours scandaleux qui retentirent lorsque l'anarchie eut envahi la tribune.

Enfin *le Moniteur*, commencé au mois de novembre 1789, fut d'abord l'amplification d'une petite feuille appelée *le Bulletin*, et qui contenait un abrégé des principaux débats de l'Assemblée nationale. Ce journal, depuis son origine, a toujours été écrit dans le sens du parti dominant. L'authenticité des délibérations politiques et la quantité de pièces officielles qu'il renferme, en ont fait les archives du pouvoir ; rédigé dans un esprit de froide sagesse, il s'est maintenu impassible au milieu des factions croulant les unes sur les autres, et est arrivé jusqu'à nous, sans lacunes, à travers les naufrages qui ont englouti toutes les autres feuilles périodiques.

Après avoir fait l'historique des clubs et des journaux qui comme deux grands leviers agissaient à la fois pour tout soulever et tout abattre, il convient de jeter un coup d'œil rapide sur l'organisation administrative de Paris. Cette grande ville, devenue la métropole de la révolution, quoique dominant la France, se trouvait alors sans gouvernement. Ses soixante districts formaient autant de centres d'autorité, et c'étaient autant de petites républiques. Chacun d'eux avait un conseil dont il nommait le

président, et celui-ci décidait de toutes les affaires administratives. Chaque district avait aussi à ses ordres une force militaire composée d'un bataillon de cinq compagnies, dont quatre de volontaires et une soldée, où se trouvaient les anciens gardes françaises dévoués à la révolution. Ces soixante autorités rivales s'élevaient les unes à côté des autres et se croisaient dans tous les sens. Lorsqu'il y avait opposition, les districts faisaient consigner leurs protestations jusque sur les registres des procès-verbaux de l'Assemblée nationale. Enfin une municipalité nouvelle, sous le nom de comité central, s'était établie à l'archevêché et censurait celle de l'hôtel de ville.

De cette déplorable organisation nous verrons surgir tous les maux provoqués par les factieux qui, en faisant mouvoir les clubs et parler les journaux, se servirent de ces deux élémens de discorde pour entacher la liberté de tous les excès du crime. Les représentans de la commune, en considérant les dangers qui devaient résulter pour la capitale d'une telle confusion, résolurent de donner collectivement leur démission. Mais les districts déclarèrent que ces fonctionnaires n'en avaient pas le droit. Ils leur enjoignirent de rester à leur poste. Pour ne pas compromettre la tranquillité publique, les représentans de la commune promirent de continuer leurs fonctions jusqu'à l'organisation définitive de toutes les municipalités de France, qui, conformément au décret de l'Assemblée nationale, devaient être établies sur des bases nouvelles.

Dans les temps de trouble et d'anarchie, on voit souvent des misérables pétris d'audace et de vices obtenir la faveur de la multitude, au lieu du châtiement qu'ils ont justement mérité. C'est ce qui arriva à Marat, dont l'effrayante réputation nous oblige à faire connaître la vie. Il était né de parents pauvres, à Boudry, dans la principauté de Neuchâtel; petit de taille, sa tête était énorme, ses traits ignobles et sa structure grotesque. Avec des paupières et des cils d'une couleur fauve, il avait l'œil vif, le teint jaune et cuivré. Sa figure, ordinairement hérissée d'une barbe immonde^a, semblait être d'accord avec sa mise cynique et dégoûtante, au point que de ses habits et de son corps s'exhalait une odeur fétide. Sa difformité et sa laideur l'auraient rendu le Thersite de cette histoire, si son caractère atroce et sanguinaire n'avaient fait oublier sa lâcheté. Enfin on peut dire que la nature semblait l'avoir formé pour rassembler en un seul individu toutes les imperfections de l'espèce humaine.

Livré à l'étude de l'anatomie et des sciences physiques et médicales, il savait assez l'anglais pour avoir professé en Écosse. De retour à Paris, il y resta longtemps dans la misère. Son imagination ardente, et pour ainsi dire convulsive, lui avait autrefois inspiré le désir de révolutionner le monde savant. Après avoir attaqué avec audace les systèmes les mieux établis, il n'en retira que la réputation

^a MONNEL (*Mém. d'un prêtre régicide*), t. I^{er}, p. 295.

d'empirique effronté. Cependant ses ouvrages, par leur originalité, ont été traduits, et des hommes célèbres ne dédaignèrent pas de les réfuter. Un traité de physique intellectuelle lui valut des protecteurs, et notamment la bienveillance du duc de Praslin, qui l'ayant recommandé, obtint de Voltaire un article littéraire en faveur de Marat. Ce livre * le tira de la misère et lui valut le titre de médecin des écuries du comte d'Artois, avec un petit traitement attaché à cet emploi. Mais lorsque le volcan des idées nouvelles eut fait jaillir l'écume de la France, il se précipita sans hésiter dans la carrière, et avec une telle frénésie pour la liberté, qu'il semblait s'être mis aux gages de ceux qui travaillaient à la détruire, en s'appliquant à faire ressortir ses excès.

Remarqué dans sa section par son enthousiasme et l'âcreté de ses opinions, il composa des pamphlets atroces, qui froidement érigeaient en théorie les doctrines du crime. Et lui aussi voulut faire un journal ! Ses premiers numéros n'ayant obtenu aucun succès, à l'imitation de Fréron, il comprit qu'un titre populaire en ferait la fortune, et il lui donna celui d'*Ami du Peuple*. Ce titre nouveau eut un succès prodigieux, et lui procura la clientèle de tout ce qu'il y avait à Paris d'hommes pervers et corrompus. Rien n'arrêtait le fiel de sa plume, qu'il répandait également sur la famille royale, sur les

* Il était intitulé : *De l'Homme, ou des Principes de l'âme sur le corps et du corps sur l'âme*.

rois, sur les députés, sur les magistrats et les administrateurs.

Ses criminelles extravagances n'inspirèrent d'abord que du mépris. On se moquait de lui ouvertement, et lorsqu'on le trouvait au milieu de la foule qui le suivait, on le heurtait, on lui marchait sur les pieds *. Ces mortifications l'irritèrent, et il redoubla de colère contre les *riches* et les *aristocrates*, qui alors croyaient rire à ses dépens. Aurait-on jamais pensé qu'un homme ainsi bafoué deviendrait la terreur de la plus puissante nation de l'Europe? Mais il avait fixé l'attention de la populace, et cette observation n'échappa point à ceux qui voulaient utiliser ses violences; tout en désavouant ses fureurs, ils n'eurent pas honte de s'en servir pour effrayer leurs ennemis, et ils mettaient en avant le monstre comme une tête de Méduse.

Sa renommée le fit rechercher par Robespierre qui, encore dans l'enfance du crime, avait besoin du secours des anarchistes pour réaliser ses odieux projets. La lâcheté de Marat était égale à sa cruauté; il se tenait caché dans les souterrains de l'église des Cordeliers pour y faire imprimer ses turpitudes. Un travail nocturne et la vie ténébreuse à laquelle il se condamnait avaient échauffé sa bile et excité en lui une acrimonie qui le rendait de plus en plus dangereux; affranchi de toutes craintes par l'ascendant que son parti acquérait, il employa son

* BEAULIEU (*Biographie universelle*, art. *Marat*).

temps et sa pernicieuse influence à exalter le peuple et à décrier les ministres et les généraux dans une longue suite de placards séditieux, qui chaque jour servaient d'aliment à une multitude immorale et féroce. La tâche de Marat était aussi de calomnier tous ceux qui joignaient à la pureté du patriotisme l'amour de la vraie liberté et la confiance de la nation; actif, défiant, et toujours impitoyable, il faisait vibrer sa parole âpre et retentissante. Et si quelquefois il semblait faire trêve à ses fureurs, sa parole n'était plus alors comme la lave brûlante qui bouillonne en débordant, mais elle ressemblait au bruit sourd de la hache qui tombe.

L'autorité, lassée de cet excès de perversité, le dénonça aux tribunaux. Le timide Châtelet, après avoir condamné Favras, hésita longtemps avant de faire mettre à exécution le décret de prise de corps qu'il avait lancé contre lui. Mais le district des Cordeliers s'étant érigé juge des tribunaux, aucune sentence ne pouvait être exécutée dans sa circonscription sans l'avis de quatre commissaires désignés comme *conservateurs de la liberté*. A la nouvelle du mandat d'amener contre Marat, Danton, son ami, le prit sous sa protection; il fallut commander un bataillon entier et un escadron de cavalerie pour donner main-forte aux huissiers. Ceux-ci se rendirent dans la cour du Commerce où logeait Marat. Là un poste les arrête et les invite à exhiber le visa des *conservateurs de la liberté* ¹.

¹ *Moniteur* du 22 janv. 1790, p. 87, col. 1^{re}.

Le visa obtenu, le district s'assemble, annule l'arrêt et s'oppose à son exécution.

L'Assemblée nationale, instruite de cet événement, déclara mal fondée l'opposition du district, et les huissiers reçurent de nouveau l'ordre de se rendre au domicile du prévenu ; mais Marat l'avait quitté. Vainement Lafayette, avec trois mille hommes, vint cerner le quartier des Cordeliers, toutes ses recherches furent vaines ; bientôt après, Marat rentra dans ses souterrains ; la punition qu'on avait voulu lui infliger ne servit qu'à provoquer de plus en plus la rage de ce forcené. Fier d'avoir échappé au châtement qu'il méritait, il continua à braver les lois et leurs ministres ; ses feuilles, courant les rues, excitaient l'horreur des amis de l'ordre. Tant d'audace, jointe à l'impunité, paraissait inconcevable, et fit que les provinces doutèrent de l'existence de Marat comme de celle d'un être fabuleux, tant il était difficile de croire à la réalité d'une telle dépravation.

Danton fut aussi décrété par le Châtelet pour avoir eu l'insolence de dire pendant qu'on faisait des recherches chez Marat : « S'il le faut, nous ferons venir le faubourg Saint-Antoine. » Son district, plus véhément encore qu'il n'avait été pour Marat, lança un arrêté contre le Châtelet, et fit une adresse au conseil de la commune ¹, qui crut ne pas devoir

¹ *Moniteur* du 28 mars 1790, p. 356, col. 1^{re}. — BRISSEAU DE VARENNES (*le Patriote français*, n° 256, du 26 mars 1790, p. 3).

interrompre le cours de la justice. Mais l'Assemblée nationale sembla respecter en Danton un des membres du club des Cordeliers, et cet homme, connu jusqu'alors seulement par l'excès de son audace, triompha des tribunaux et de l'autorité législative qui représentait la nation ! Cette faute fut capitale, elle inspira aux clubistes, jusque là soumis au joug des lois, une hardiesse qu'ils puisèrent dans le caractère d'inviolabilité qui leur fut imprudemment donné.

Comme je me suis imposé la tâche de raconter la révolution française dans tous ses détails, je dois aussi esquisser à grands traits les événemens qui en furent la conséquence, non-seulement sur tout le continent, mais encore dans les contrées les plus éloignées. Pendant qu'en France l'anarchie s'organise et délibère, il faut donc franchir les mers pour se porter un instant vers nos colonies, riches domaines de l'ancienne monarchie, cultivés par des esclaves, et dont la prospérité devait cesser du moment que la métropole proclamait la liberté de tous les hommes.

Le bruit de notre révolution, ayant retenti dans l'univers entier, produisit une impression profonde sur la classe la plus asservie et qui avait par conséquent le plus de motifs pour réclamer les bienfaits du régime nouveau. Dès que l'Assemblée nationale eut émis le principe que tous les hommes naissaient et mouraient libres et égaux en droits, cette maxime produisit dans l'autre hémisphère

une sensation impossible à décrire. Le système colonial n'étant plus compatible avec le système constitutionnel, les esclaves, et plus encore les affranchis, poussèrent des cris de joie, et dès lors on put prévoir que la prophétie de Mirabeau allait être accomplie : *La révolution fera le tour du monde.*

Bien avant 1789, il existait à Paris une société dite des *Amis des Noirs*; cette société, à l'exemple des clubs, renfermait dans son sein tous les éléments faits pour exciter dans le Nouveau-Monde une violente révolution. Animée du même esprit que la société qui subsiste sous ce nom dans les États-Unis, elle travaillait comme elle à faire abolir la traite des nègres. Pitt s'était montré partisan de cette idée philanthropique, et Necker avait déclaré que toutes les puissances de l'Europe devaient s'entendre pour combiner les intérêts du commerce avec la cessation de cet infâme trafic, également contraire aux maximes chrétiennes et aux lois de la civilisation.

Cette grande question morale et politique, à laquelle devait se rattacher la destinée de l'Amérique, allait occuper les délibérations de l'Assemblée. Malheureusement les colonies n'avaient pas été fondées sur les principes généreux qui présidèrent à l'établissement des colonisations anciennes. Peuplées, dès l'origine, d'hommes aventureux attirés par l'espoir de faire une fortune rapide, la faiblesse de leur premier établissement les plaça sous

l'entière dépendance de la métropole. Non-seulement les colonies furent considérées comme le domaine de l'État, mais encore on les soumit à un régime d'exception sous le rapport des lois civiles et criminelles¹. Accablées sous le poids de tant de servitudes, elles étaient encore assujetties à un système prohibitif, ruineux pour l'industrie des colons. Ils ne pouvaient acheter les denrées de première nécessité ni vendre leurs produits qu'à la mère-patrie. Placés sous cette dure condition, ils ne cessaient de réclamer contre un monopole aussi funeste. De là naissait une grande rivalité entre eux et les négocians français. Les colonies renfermaient donc trois espèces de mécontents : les *colons*, les *mulâtres affranchis* et les *nègres esclaves*. Ces trois classes formaient comme en France une *noblesse*, un *tiers-état* et une *populace*.

Parmi nos colonies, la plus vaste, la plus riche, était celle de Saint-Domingue; elle nous procurait un commerce dont le bénéfice annuel était évalué à quatre-vingt millions. Aussitôt que les mouvemens imprimés en France par la révolution se furent communiqués dans cette île, les hommes de couleur se réjouirent des événemens qui leur promettaient une autre destinée; les colons aussi espérèrent un meilleur avenir. Sur tous les points de Saint-Domingue il se forma des assemblées dans lesquelles les intérêts coloniaux étaient discutés et les

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 12 et 13.

questions politiques agitées. Ces assemblées, que le gouvernement tenta vainement de dissoudre, proclamèrent le droit des colons d'envoyer des représentants aux états-généraux; on en nomma dix-huit qui s'embarquèrent aussitôt, et arrivèrent en France quelques jours après que l'ordre du tiers-état se fut déclaré *Assemblée nationale*; mais sur ces dix-huit députés on n'en admit que six provisoirement.

La plupart des mulâtres, peu considérés parmi les blancs, se retiraient souvent en Europe, lorsqu'ils avaient acquis une certaine fortune; actifs, adroits, intelligens, ils étaient aptes à tout, et cependant leur qualité d'esclaves affranchis déversait sur eux une espèce de mépris. Il y en avait beaucoup en France et surtout à Paris; blessés d'un préjugé qui nuisait à leur carrière et mortifiait leur amour-propre, ils adoptèrent avec enthousiasme les principes de la révolution; les membres de la société des *Amis des Noirs* se déclarèrent leurs protecteurs; ils profitèrent de cette circonstance pour réclamer en faveur des gens de couleur l'application des principes consacrés dans la déclaration des droits de l'homme. Ces droits étaient incontestables sous le rapport de la raison et de la justice, mais leur application demandait beaucoup de ménagemens, puisque tous les hommes versés dans le système colonial prévoyaient les plus grands malheurs, si en cette occurrence la rigueur du principe ne fléchissait pas momentanément devant les intérêts

locaux, et surtout devant les usages et les opinions reçus dans les colonies ¹.

Il y avait également à Paris quantité d'habitans ou de propriétaires des colonies intéressés à maintenir l'esclavage des nègres; sur le bruit de leur prochain affranchissement, ils tinrent de fréquentes conférences à l'hôtel Massiac. Guidés par l'intérêt, ils s'étaient constamment attachés à démontrer la supériorité de la race blanche sur la race noire; ils affectaient le même dédain pour les hommes de couleur, quoique libres, parce qu'ils étaient entachés d'un sang que jusqu'alors on avait cru dévolu à l'esclavage. L'ivresse de liberté dans laquelle était tombée la nation française leur inspirait de vives alarmes; ils avaient avec les assemblées de Saint-Domingue une correspondance si active, qu'on peut affirmer qu'ils en dirigeaient tous les mouvemens, tandis qu'au sein de la métropole ils s'occupaient d'arracher à l'Assemblée nationale un décret en opposition avec les principes qu'elle avait solennellement proclamés.

En même temps les colons annoncèrent aux négocians français, dont ils étaient les débiteurs pour plus de cent millions, qu'ils seraient forcés de manquer à leurs engagemens si on leur enlevait les moyens de cultiver leurs plantations. Le commerce effrayé s'éleva avec force contre les principes proclamés en faveur des noirs. Il soutint que la servi-

¹ TOULONGEON (*Hist. de la Révol. de France*), t. 1^{er}, p. 130.

tude et la traite étaient indispensables à la conservation des colonies, que cet affranchissement dépouillerait les colons de leurs propriétés, les créanciers de leurs gages, et les négocians de leur fortune.

La franche exposition de ces principes accroissait l'indignation de tous les amis des noirs, et bientôt leur philanthropie dégénéra en violente animosité contre les blancs. De concert avec les mulâtres réunis à Paris, ils répandirent dans la Martinique, et surtout à Saint-Domingue, d'innombrables copies de la déclaration des droits de l'homme, avec des instructions dictées par Brissot, Clavière, Pétion et l'abbé Grégoire. Ces écrits annonçaient aux nègres qu'ils étaient les égaux de leurs maîtres, et ils excitèrent dans toutes les habitations une fermentation voisine de la révolte.

Dans ces conjonctures alarmantes, le ministre de la marine transmit à M. de Peynier, gouverneur de Saint-Domingue, l'ordre de convoquer les colons, à l'effet de nommer des délégués pour fournir au corps législatif et au roi des renseignemens sur l'état et les intérêts de la colonie. Mais l'*Assemblée provinciale*, qui avait été créée par le mouvement spontané des colons, déclara que tous les pouvoirs émanaient d'elle, et opposant la résistance la plus vive au conseil supérieur et aux ordres du gouverneur, compromit la sûreté de la colonie en manifestant le projet de déclarer l'île indépendante; comme si l'affranchissement, à l'égard de la métro-

pole, n'entraînait pas celui des esclaves à l'égard de leurs maîtres.

Les mulâtres, quoique admis aux élections comme propriétaires, ne jouissaient pas des prérogatives attachées à ce titre. A la faveur du mouvement qu'excita la convocation des colons, ils réclamèrent leurs droits de citoyens; on les leur refusa : alors ils forment scission, s'établissent en assemblée délibérante, et créent une autorité municipale. Les blancs irrités font trancher la tête au procureur du roi, Ferrand de la Baudière, qui avait favorisé ce commencement de révolution de tout l'ascendant de son pouvoir. Ensuite ils fondent à l'improviste sur les habitations des gens de couleur, et enlèvent leurs papiers, dans l'espoir d'y trouver leur correspondance avec les *Amis des Noirs*.

Les hommes de couleur n'opposèrent à ces traitemens barbares que le courage et la patience; mais ils s'empressèrent de donner une prompte organisation à la garde nationale, dans l'intention de réprimer la violence des deux conditions extrêmes. Il semblait en effet que l'Assemblée nationale, en proclamant indistinctement les droits de tous les hommes, allait prononcer l'affranchissement absolu des esclaves. Cependant les vrais amis de la constitution étaient bien éloignés de provoquer une mesure dont ils prévoyaient tous les dangers; ils savaient que la liberté est une arme trop dangereuse pour être remise sans précautions à des êtres dégradés par le

poids de leurs fers, et qui brûlaient de se venger d'une tyrannie de plusieurs siècles !

Le commerce continuait à faire connaître à l'Assemblée ses vœux et ses inquiétudes sur les rapports de la France avec ses colonies; les nouvelles alarmantes de la Martinique et de Saint-Domingue, transmises par le ministre de la marine, donnaient à comprendre combien il importait d'assurer le sort de ces contrées. Alors on résolut d'agiter cette question majeure : abolira-t-on *oui* ou *non* la traite des nègres ? L'abbé Maury, dont les intentions n'ont jamais été sincères, voulait la prompte solution d'un problème auquel se rattachaient l'un des plus grands principes sociaux et la fortune de notre commerce¹. Mais Cazalès, étranger à ces hommes qui ne voyaient dans le perfectionnement de la civilisation que la perte de leurs avantages matériels, repoussa l'opinion de Maury pour adopter celle d'Alexandre Lameth, dont l'avis était qu'il fallait prendre d'abord des moyens pour arrêter les insurrections qui affligeaient les colonies, et qu'on discuterait ensuite à loisir la question philosophique et politique de la traite des nègres. L'Assemblée, par respect pour ses principes, ne pouvait laisser subsister l'esclavage; d'un autre côté, des considérations commerciales d'une haute importance ne lui permettaient pas non plus de l'abolir. Dans une circonstance aussi délicate, elle devait, à l'imi-

¹ *Moniteur* du 4 mars 1790, p. 234 et 235.

tation du parlement anglais, se borner à recueillir des renseignemens qui pussent mettre la législature suivante en état de prononcer sur un objet si étroitement lié aux intérêts de la France et au sort d'une nombreuse portion de la famille humaine. Elle prit le parti de nommer des commissaires, qui formèrent un comité colonial composé de douze membres. Mais telle était alors la dangereuse incandescence des esprits, qu'on ne pouvait toucher à une question politique sans la pousser jusque dans ses dernières conséquences. Une partie du public s'associait aux intérêts des négocians et des colons; mais la masse du peuple demandait l'affranchissement des nègres, et attendait le rapport de cette affaire avec une impatience inquiète.

Le comité, après un examen attentif et profond, redoutant les suites des deux moyens extrêmes, jugea dans sa prudence qu'il convenait de prendre un sage milieu entre deux écueils également dangereux; ce fut le 8 mars 1790¹ que Barnave fit, en son nom, un rapport célèbre que la France et l'Europe entière regardèrent comme un prodige de savoir et de sagesse. A peine eut-il lu son projet de décret, que l'Assemblée, d'une voix presque unanime, et sans vouloir entendre des motions faites sans prudence et soutenues avec passion, s'empressa de déclarer que, désirant faire jouir les colons des fruits de notre heureuse régénération, elle les

¹ *Moniteur* du 9 mars 1790, p. 275, col. 2.

autorisait à émettre leur vœu sur la constitution, et les invitait à former des assemblées coloniales auxquelles on permettrait de mettre à exécution la partie des décrets qui pouvait s'adapter aux convenances locales, sauf la décision de l'Assemblée nationale et du roi sur les modifications et la sanction de tous les arrêtés pris par les corps administratifs; d'un autre côté, appréciant les motifs qui avaient fait agir les citoyens des colonies, elle déclarait, touchant les derniers événemens, qu'il n'y avait lieu à aucune inculpation contre eux, et que, jusqu'à nouvel ordre, tout rentrerait dans l'état accoutumé.

Cette décision obtint l'assentiment du public éclairé. C'était en effet le résultat du travail d'un comité instruit, consciencieux, et où tous les intérêts avaient été également représentés. On approuva aussi la prudente circonspection de l'Assemblée, qui adopta, de confiance, l'avis du comité, moins à cause de la sagesse qui en avait dicté les principes, qu'à fin d'éviter les débats violens que l'examen de questions si délicates aurait pu soulever. Sur-le-champ une corvette fut expédiée pour porter aux colonies des nouvelles capables d'y maintenir l'ordre et la paix, si l'esprit d'indépendance des colons ne les eût poussés à prendre des mesures qui, en les isolant, les livrèrent au ressentiment d'une population esclave qui voulait aussi prendre part aux bienfaits de la liberté.

LIVRE NEUVIÈME.

LES ASSIGNATS.

Suppression des vœux monastiques. — Discours de Garat contre ces vœux. — Motion de l'évêque de Nancy. — Discours de Charles Lameth. — Cazalès veut la dissolution de l'Assemblée. — Rabaud Saint-Etienne s'y oppose. — Suppression des Parlemens. — Organisation des tribunaux. — Discours de Cazalès sur l'élection des juges. — Portrait du marquis de Montesquieu. — Son rapport sur les finances. — Assignations ou billets. — L'évêque de Nancy défend les biens ecclésiastiques. — Discours de Rœderer, — de l'archevêque d'Aix, — de Thouret, Montesquieu et Treilhard. — Portrait de l'abbé de Montesquieu. — Motion de Dom Gerles. — Portrait de l'abbé de Montesquieu. — Discours de Charles Lameth. — Première protestation du côté droit. — Discours de Menou contre la motion de Dom Gerles. — Motion de La Rochefoucauld. — Discours de Mirabeau. — Vente des biens du clergé. — Prisons et *vade in pace*. — Assignats monétisés. — Livre Rouge. — Situation de Necker. — Prorogation de l'Assemblée. — Discours de l'abbé Maury, — de Mirabeau.

Le décret qui mettait les biens du clergé à la disposition de la nation, au moyen de cette garantie, facilita l'émission des quatre cent millions de billets. Cette ressource était sans doute un puissant secours; mais les énormes dettes de l'État et ses besoins continuels ne lui permettaient pas d'attendre une foule de mesures secondaires, indispensables avant de mettre la nation en jouissance de l'immense succession que lui disputait l'empire des coutumes. Tel devait être l'objet des travaux

du comité ecclésiastique; mais ses membres, pris dans les *trois ordres**, n'étaient par conséquent pas animés du même esprit. L'évêque de Clermont, qui en faisait partie, avait déclaré ne vouloir plus coopérer à ses travaux.

Le temps s'écoulait en discussions oiseuses, et l'Assemblée, mécontente des lenteurs de ce comité, attendait avec impatience qu'il lui présentât l'ensemble de ses vues pour toutes les suppressions et réformes qu'elle supposait avoir été mûrement réfléchies, depuis six mois qu'il était établi. Forcé de s'expliquer, le comité avoua qu'une divergence complète régnait parmi ses membres; en le réorganisant, on en doubla le nombre (7 février 1790); les trente commissaires dont il fut alors composé se divisèrent en trois sections : l'une fut chargée de l'organisation du clergé; les deux autres s'occupèrent des biens et des affaires ecclésiastiques.

La surface de la France était couverte de couvens, d'abbayes et de monastères; l'indiscrette multiplication des ordres religieux était devenue si abusive, que l'Eglise même avait défendu qu'il s'en établît de nouveaux**; et, quoique depuis quelques années le nombre en eût été diminué, la réforme était encore insensible. Mais consommée dans des temps tranquilles, elle avait du moins servi à constater

* Malgré la réunion des ordres, cette expression était encore conservée.

** Le Concile de Lyon (1274), présidé par Grégoire X, voulait de plus la suppression de tous les ordres religieux institués depuis le concile de Latran (1215).

de la société, et surtout funestes à l'indépendance des croyances, au pouvoir des rois et aux droits des peuples, et qu'il fallait les abolir sans restriction. L'évêque de Nancy, opposé à cette proposition, débata par dire : « Je suis loin de croire que vous veu-
« lez détruire la religion, mais il faut convenir que
« tout ce que vous avez fait jusqu'à ce jour serait
« bien propre à assurer le succès d'une pareille en-
« treprise. » Après avoir critiqué les vues que pré-
sentaient les membres du comité ecclésiastique, il
demanda qu'il ne fût rien statué sur les biens du
clergé sans avoir consulté les provinces.

Garat l'aîné, dans une improvisation pleine de
chaleur, présente les établissemens religieux comme
la violation la plus scandaleuse des droits de l'humani-
té. « Un adolescent, dit-il, poussé par une ferveur
« passagère, prononce le serment de ne reconnaître
« désormais ni père ni famille, de n'être jamais époux,
« jamais citoyen ; il soumet sa volonté à la volonté
« d'un autre, son âme à l'âme d'un autre ; il renonce
« à toute sa liberté dans un âge où il ne pourrait se
« dessaisir de la propriété la plus modique. Son ser-
« ment est un suicide civil. Y eut-il jamais d'époque
« plus déplorable pour la nature humaine que celle
« où furent consacrées toutes ces barbaries?... » A
ces mots, plusieurs évêques crient au blasphème, à
l'impiété, et lèvent les mains au ciel pour invoquer
sa vengeance ; une foule de députés, rangés autour
du président Bureau de Pusy, s'agitent et parlent tous
à la fois, mais on ne peut distinguer leurs paroles.

Le président est invité à faire part à l'Assemblée de ce qu'on dit autour de lui. « Ces messieurs demandent, répond Bureau de Pusy, qu'il soit préalablement déclaré que la religion catholique, apostolique et romaine, est la religion nationale. » A l'annonce de cette motion, il règne un grand silence. L'évêque de Nancy, qui en était l'auteur, monte à la tribune et la soutient en ces termes : « Lorsque nous entendons à chaque instant outrager la religion, il n'est pas possible de ne pas réclamer. Non, nous ne souffrirons jamais que la religion de nos pères soit éclipsée par les idées philosophiques¹. Voilà le motif de ma motion, et je demande que vous en délibériez sur-le-champ. »

« Cette motion, s'écria Roederer, est une insulte envers l'Assemblée, et c'est se montrer indulgent que de ne pas en relever l'injure. » — « Peut-on douter, ajouta Dupont de Nemours, que la religion catholique soit la religion de l'État? Nous l'avons prouvé en votant plus de quatre-vingt millions pour l'entretien de son culte et de ses ministres, tandis qu'on ne réclame pour les autres que la paix et la tolérance. » — « Vous ne pouvez nier, répliqua Cazalès, que le gouvernement de France ne soit monarchique, et cependant vous l'avez décrété. Pourquoi ne pas faire pour la religion ce que vous avez fait pour la monarchie? »

Montlosier et d'Épréménil qualifient le rejet de

¹ *Moniteur* du 14 fév. 1790, p. 179, col. 3.

la motion d'outrage fait à la religion; mais malgré la force des raisons qu'ils allèguent, l'Assemblée est entraînée par un discours véhément que prononce Charles Lameth : « S'il s'agit, dit-il, de rap-
« peler les ordres religieux à leur institution primi-
« tive, personne ne s'élèvera contre eux; mais si
« pour sauver une opulence si ridicule aux yeux de
« la raison, si contraire à l'esprit de l'Évangile, on
« éveille l'inquiétude des peuples sur nos sentimens
« religieux, on forme le projet absurde et criminel
« d'armer le fanatisme pour défendre les abus; eh
« bien! si cette intention a pu n'être pas aperçue,
« je la dénonce à la patrie et prophétise à son au-
« teur qu'elle n'aura pas le succès qu'il s'en pro-
« met.... Ce n'est pas au moment où nous avons
« décrété des actions de grâces à l'Être suprême
« qu'on peut élever des doutes sur nos sentimens
« religieux. Demain l'Assemblée nationale, en se
« rendant au pied des autels, donnera à la France
« et à l'Europe entière une preuve frappante de son
« amour et de son respect pour la religion, que l'on
« prétend être en péril¹. » A ces mots, tous les spec-
tateurs applaudissent, et la motion de l'évêque de
Nancy est écartée par l'ordre du jour, qui ramène
la discussion sur la suppression des ordres monas-
tiques.

L'abbé de Montesquiou, appelé à traiter cette grave question, établit qu'il fallait séparer dans les

¹ *Moniteur* du 14 fév. 1790, p. 180, col. 1^{re}.

vœux ce qui est entre l'homme et Dieu, de ce qui est entre l'homme et la société. Que la société peut bien cesser d'intervenir dans les engagemens religieux, mais qu'elle n'a pas le droit de dissoudre ces contrats sans le consentement des religieux eux-mêmes. En parlant de la suppression des monastères et des ménagemens que cette opération exigeait, cet orateur, connu par la douceur de ses mœurs et de son caractère, défendit la cause des religieuses, dont le bonheur reposait sur la conservation de leurs habitudes tranquilles; après avoir célébré leurs vertus, il fit sentir combien on devait d'égards à la situation de ces filles pieuses, la plupart respectables par leur âge, leur sexe et leur pauvreté.

L'Assemblée applaudit à des vues aussi sages, et prouva qu'en repoussant un zèle trop ardent, elle savait aussi rendre justice à ceux qui défendaient la religion par des moyens dignes d'une aussi noble cause. Pénétré des égards que l'on devait à cette classe intéressante qui, dans des sentimens pieux, avait rendu son sacrifice utile, elle déclara qu'il ne serait rien innové à l'égard des maisons chargées de l'instruction publique, et que leurs religieuses pourraient rester dans la retraite qu'elles avaient choisie. Enfin, pour montrer qu'il n'entrait point de passion dans une mesure sévère pour quelques individus, mais bienfaisante pour la nation entière, on accorda aux anciens jésuites le *maximum* des pensions ecclésiastiques.

L'Assemblée consacra plusieurs jours à délibérer

sur le sort des religieux qui voudraient rentrer dans le monde, et sur celui de ceux qui persisteraient à vivre sous la règle de leur ordre. Ces articles réglementaires, dont les détails sont peu dignes d'occuper une place dans l'histoire, étaient vivement débattus, lorsque Cazalès les interrompit par une motion de la plus haute importance : elle avait pour but de fixer le terme de la présente législature et la prochaine convocation d'une nouvelle Assemblée.

« Nous touchons, dit-il, à l'époque vraiment décisive de la révolution ; les citoyens vont s'assembler, et la nation va juger la conduite de ses représentants. Nous ne pouvons nous dissimuler qu'emportés par l'amour de la liberté, nous avons dépassé les pouvoirs qui nous ont été confiés : de députés de bailliages que nous étions, nous nous sommes déclarés députés de la nation. Le succès de nos opérations, le bonheur qui naîtra d'une constitution égale et libre, sera sans doute notre excuse ; mais il n'en est pas moins vrai que cette constitution, pour être réellement nationale, doit avoir la sanction de la nation elle-même ; que la nation seule peut lui donner le grand caractère qui fera sa force, et placer au rang des délits nationaux les atteintes qui lui seraient portées. Des adhésions et des sermens individuels ne peuvent équivaloir à une sanction générale. Pour faire taire les calomnies qui se sont répandues sur notre compte, il est important de consacrer le principe de la souveraineté du peuple, en s'assurant si la

« nation , par l'organe de nouveaux députés, donnerait son suffrage aux lois d'une Assemblée où la division et l'aigreur se sont continuellement manifestées¹. »

Cinq mois auparavant *, Volney avait demandé que l'Assemblée, sans discontinuer ses travaux, ordonnât pour toute l'étendue du royaume une nouvelle élection de députés, « afin, dit-il, de nous relever et de substituer une représentation vraiment nationale à une représentation vicieuse, où des intérêts personnels et privés ont souvent opposé un effort puissant à la volonté publique. » Malgré l'identité apparente de ces deux motions, il existait entre elles une grande différence. Volney, en faisant la sienne, n'avait consulté que sa haine contre les nobles et les prêtres, et l'esprit public lui donnait la certitude que ces deux classes seraient tout à fait éliminées. Ces deux classes, de leur côté, pensant qu'une nouvelle convocation serait la ruine de la constitution future, applaudirent à la motion de Cazalès, en ce qu'elle exigeait qu'aucun membre de l'Assemblée nationale ne pût se présenter aux assemblées primaires ni faire partie de la nouvelle législature. Pour réparer la faute commise, on voulait que désormais les députés tinssent leurs séances dans une petite ville, éloignée au moins de trente lieues de la capitale.

Les mots de liberté et de souveraineté du

¹ *Moniteur* du 18 fév. 1790, p. 197, col. 3.

* 19 septembre 1789.

peuple, dans la bouche du plus ardent défenseur des prérogatives royales, ne parurent qu'un artifice oratoire employé pour favoriser le succès d'une motion tendant à dissoudre l'Assemblée qui avait juré de ne pas se séparer avant que la constitution ne fût achevée¹. Cette pensée souleva les députés, et, dans leur indignation, ils reprochèrent à Cazalès d'avoir violé son serment, en osant douter de sa légitimité. Suivant le baron de Menou, cette motion pouvait allumer un incendie dans tout le royaume. Au milieu du tumulte, Lucas, de Gannat, perce la foule et s'élance à la tribune : « Messieurs, dit-il « en levant la main, je n'eus pas le bonheur d'assister à la séance mémorable du Jeu de Paume, « où vous jurâtes de ne point vous séparer que la « constitution ne fût achevée. Veuillez en ce moment recevoir de moi ce serment que mon cœur « prononce. » La salle retentit d'applaudissemens ; plusieurs autres députés, qui ne s'étaient pas trouvés à la réunion du Jeu de Paume, s'empressèrent de suivre cet exemple. D'autres, quoique l'ayant prêté, veulent encore le renouveler. Les acclamations redoublèrent lorsqu'on voit s'avancer le chartréux D. Gerles, qui, avec l'habit de son ordre, confirma son premier serment avec la même ferveur qui autrefois l'avait inspiré.

La motion de Cazalès avait été rejetée à une immense majorité, et l'irritation qu'elle causa sem-

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. 1^{er}, p. 343.

blait être calmée , lorsqu'elle éclata de nouveau quelques jours après (7 mars), à la suite d'un rapport sur les finances, où Necker peignait sous les couleurs les plus alarmantes le désordre et l'épuisement du Trésor public. Alexandre Lameth, sachant que les espérances de la cour pour empêcher la vente des biens du clergé se fondaient sur l'anarchie qui ramène toujours au despotisme , s'écria avec feu : « Il existe, oui, il existe une coalition « secrète des ennemis de l'État ; leur but est la dis- « solution de l'Assemblée. Ils accaparent le numé- « raire pour troubler l'ordre social et faire crouler « la constitution ; mais ils n'y réussiront pas : s'ils « ont de l'or, nous avons du fer..... »

Après ce mouvement oratoire, Rabaud Saint-Etienne, avec des formes plus calmes, produit une impression non moins vive en racontant avec détail les manœuvres qui viennent d'être dénoncées : « On « cherche, Messieurs, à vous décrier dans les pro- « vines, ajouta-t-il; on répand avec affectation « que vous avez outrepassé vos pouvoirs; on essaye « de suggérer au peuple qu'il doit nommer d'autres « députés et vous remplacer incessamment par une « nouvelle législature. On dit que vous aimez l'au- « torité, que vous voulez prolonger votre pouvoir, « que les adresses d'adhésion qui vous arrivent de « de toutes parts sont votre ouvrage..... Quel temps « choisit-on pour répandre ces calomnies? l'époque « la plus importante, le moment où les districts « vont se former. Messieurs, détruire votre ou-

« vrage, voilà le but ; vous calomnier, voilà les
« moyens ¹. » Puis il s'éleva contre les bruits qu'à
dessein on ne cessait de répandre sur la situation
déplorable des finances ; il assura que la banque-
route serait impossible, si l'Assemblée continuait
ses travaux, mais qu'elle était inévitable si l'As-
semblée se séparait. « Comment croire à la banque-
« route, ajouta-t-il, lorsque les gages que nous
« allons donner à la nation surpassent le capital de
« la dette ? Vous avez encore un revenu foncier im-
« mense, les impositions des privilégiés, la réforme
« des abus, l'économie dans les dépenses, et le pa-
« triotisme qui ne se lasse point, parce qu'il est sou-
« tenu par les plus justes espérances. »

Malgré tant d'obstacles et une opposition si pro-
noncée, l'Assemblée avançait toujours dans sa diffi-
cile carrière. Pour prévenir les sourdes menées di-
rigées contre ses opérations (25 mars 1790), elle
décida que ses décrets seraient présentés par son
président à l'acceptation ou à la sanction du roi
dans le délai de trois jours, et que dans la huitaine
de la présentation le garde des sceaux devait l'in-
struire des déterminations du trône. Un comité
était institué pour s'assurer que les ministres
feraient fidèlement exécuter dans tout le royaume
les décrets sanctionnés.

Après avoir changé ou recomposé l'ordre admi-
nistratif, il convenait d'organiser le pouvoir judi-

¹ *Moniteur* du 8 mars 1790, p. 272 col. 2.

ciaire sur de nouvelles bases. Le colosse de la puissance parlementaire tenant la balance entre les droits du peuple et l'autorité des rois, avait été prorogé indéfiniment. Malgré cet avant-coursur de son inévitable suppression, on ne l'avait point encore prononcée, et il eût été dangereux de le faire sans s'être préparé à résister aux nombreux efforts que l'ancienne magistrature allait tenter pour prévenir sa chute.

Lorsque Thouret eut présenté dans un long discours les changemens qu'il fallait faire subir à la justice et à ses tribunaux, Cazalès fit l'éloge le plus brillant de ces corps antiques qui, liés au berceau de la troisième race depuis six cent ans, méritaient par leurs lumières et leurs vertus la vénération des peuples; il rappela que fidèles appuis du trône, organes incorruptibles de la loi, ils avaient détruit l'odieuse féodalité sous laquelle on gémissait autrefois, et qu'à leur généreux patriotisme était due la convocation des états-généraux, et par conséquent l'existence de l'Assemblée nationale. « Le pouvoir judiciaire, ajouta-t-il, est une émanation du pouvoir exécutif, et le roi répond de la justice dans son royaume. C'est à lui qu'il appartient d'instituer les hommes qui doivent la rendre; car pour l'élection des juges qu'on veut consacrer parmi nous, on n'en peut espérer que de détestables chez un peuple corrompu par l'intrigue et la vénalité. »

A la suite de son opinion il proposa de décider,

si l'ancien ordre judiciaire serait tout à fait détruit ou seulement modifié. Roederer s'empare de cette motion, et quoique lui-même appartienne à la robe, il demande que l'ordre judiciaire soit reconstitué en entier ; il s'élève contre les magistrats dont les charges sont vénales, et qui, jaloux de la noblesse d'épée, regardent leurs honneurs achetés avec un orgueil que l'on trouverait à peine dans les familles historiques. Desmeuniers, alarmé d'une proposition aussi hardie, fait sentir les dangers d'une si grande opération faite en si peu de temps. Toulangeon et Prieur, de la Marne, sont d'un avis contraire ; ils conviennent que jadis les Parlemens ont été un rempart contre les violences de la cour, mais que néanmoins il serait absurde de les considérer comme les dignes interprètes des lois d'un peuple libre.

La motion de Roederer, adoptée (24 mars 1790) après une légère discussion, éteignit jusqu'aux noms de ces Parlemens qui, depuis plusieurs siècles, formaient dans l'Etat une puissance redoutable même à la puissance royale. La plupart cédèrent à une force devant laquelle tout devait fléchir. Cependant quelques chambres de vacations ne purent constater sur leurs registres le dernier moment de leur existence sans se révolter contre le pouvoir qui les anéantissait. Celle de Bordeaux, sous prétexte d'arrêter les brigands qui désolaient les campagnes, voulut en soulever les habitans contre le nouveau régime. Elle fit publier par le procureur général

Dudon, un réquisitoire qui rejetait tous les malheurs publics sur les travaux de l'Assemblée nationale. La conduite des magistrats de Bordeaux fut dénoncée à l'Assemblée; sur le rapport de M. de Montmorency, elle manda à sa barre le président Augeard, qui, à la suite d'une séance orageuse, fut réprimandé pour avoir laissé paraître le réquisitoire qu'avait adopté la chambre des vacations.

Le Parlement de Toulouse, avant de succomber, fit preuve d'une grande énergie. La protestation de sa chambre des vacations est aussi un des monumens hardis de notre histoire parlementaire. Cette chambre, avant de se dissoudre, déclara qu'inviolablement attachée à la personne sacrée du roi, aux princes de son auguste maison, aux divers ordres de l'Etat et aux franchises de la province, elle s'opposait aux violences faites aux droits de la couronne, à l'anéantissement des ordres, et qu'elle protestait non-seulement contre toutes les atteintes portées à la religion et aux libertés de l'Eglise, mais encore contre le démembrement de la province et la suppression de son Parlement.

La lecture qui en fut faite au sein de l'Assemblée y jeta l'alarme. Robespierre, Chapelier et Alex. Lameth en profitèrent pour inculper le garde des sceaux. Sur le rapport du prince de Broglie, qui signala l'arrêté du Parlement de Toulouse comme un acte sacrilège et au-dessus de toute qualification¹,

¹ *Moniteur* du 10 oct. 1790, p. 1174, col. 2.

les membres qui l'avaient signé furent envoyés devant la haute cour nationale qui allait être instituée pour juger les crimes de lèse-nation. Plusieurs de ces magistrats n'évitèrent la persécution qu'en se réfugiant en Espagne. Plus tard, les autres furent moissonnés par la faux révolutionnaire.

Dans la discussion qui s'engagea au sujet de l'organisation du nouvel ordre judiciaire, la vénalité des charges, regardée comme l'opprobre de la magistrature, fut abolie, et le droit de rendre la justice cessa d'être vendu. Roederer combattit l'immovibilité des juges, il considéra la réélection comme une récompense honorable pour ceux qui l'obtiendraient. D'après la coutume anglaise, la belle institution du jury fut jugée la seule digne d'un peuple éclairé. Adrien Duport traita la question avec étendue et profondeur; tous ses argumens reposèrent sur la nécessité de séparer le fait du droit, trop longtemps confondus par la vieille jurisprudence, et sur la présomption morale que les hommes étant jugés par leurs égaux, intéressés à les traiter comme ils devaient désirer d'en être traités eux-mêmes, jamais leur vie ne serait compromise. Au moyen de cette théorie sagement combinée, les jurés, en matière criminelle, devaient constater l'existence du délit; et les juges appliquer la peine. Barnave, les Lameth et Adrien Duport voulaient aussi l'institution du jury en matière civile; mais Thouret, et surtout Régnier prouvèrent qu'il n'y avait aucune parité entre les affaires civiles et les affaires crimi-

nelles ; celles-ci reposant sur des faits , les autres sur des contrats que les légistes seuls pouvaient inter-préter.

En parlant de l'application des peines , Robespierre s'énonça avec force et entraînement pour l'abolition de la peine de mort ; après avoir cité les Grecs et les Romains , il conjura ses collègues d'effacer du Code des Français des lois de sang inventées par la tyrannie , et qui tendaient à altérer les mœurs nationales , en leur donnant un caractère féroce ; dans le doute que sa motion fût accueillie , il demanda du moins l'unanimité du jury pour emporter la peine capitale , et que , dans aucun cas , la captivité d'un coupable ne pût dépasser vingt années . Ce tартufe politique paraissait si sincère et de si bonne foi , qu'il trompa Mirabeau , au point que celui-ci s'écria : « *Cet homme ira loin , car il croit tout ce qu'il dit* »¹ . Une autre fois il s'éleva contre les projets de loterie et de tontine , qui , sous une apparente bienfaisance , augmentaient le nombre de ces établissemens où les chances de fortune données au hasard , en séduisant le peuple , augmentent sa misère et son penchant vers les inclinations vicieuses .

Lorsqu'on vint à la question délicate de savoir si les juges seraient nommés par le peuple ou par le roi , de violens débats s'élevèrent : Barnave avait avancé que le roi d'Angleterre ne possédait l'institu-

¹ BRAULIEU et FOISSET aîné (*Biogr. univ.* , art. *Mirabeau*).

tion des juges que par un reste du régime féodal. Cazalès répondit à cette assertion : « L'histoire at-
« teste que le régime féodal avait usurpé ce droit
« sur le roi même¹. Dans toute société politique,
« il n'y a que deux pouvoirs : celui qui fait les lois
« et celui qui les fait exécuter. Le pouvoir judiciaire,
« quoi qu'en aient dit quelques publicistes, n'est
« qu'une simple fonction, puisqu'il consiste dans
« l'application pure et simple de la loi ; l'application
« de la loi est une dépendance du pouvoir exécutif ;
« si le pouvoir exécutif appartient au roi, c'est à lui
« à nommer les juges, comme il nomme les officiers
« de son armée² ; car c'est au roi qu'est confié le
« maintien des propriétés au dehors et au dedans ;
« il ne peut être responsable s'il ne dirige les juges.
« Un philosophe qui n'est pas suspect à cette Assem-
« blée, le citoyen de Genève a dit : « Les rois sont
« les juges-nés des peuples ; quand ils ne veulent pas
« exercer la justice, ils la confient. » C'est ici que
« l'exemple de tous les peuples fortifie cette théo-
« rie. A Rome, où tous les pouvoirs étaient distin-
« gués avec une rare sagacité, le peuple élisait le
« préteur, qui, sans le concours du peuple, choi-
« sissait ses substituts et ses collègues ; ainsi on avait
« consacré ce principe, que ceux qui sont chefs
« suprêmes de la justice doivent choisir eux-mêmes
« leurs agens. »

¹ *Voy. Introd. à cette Hist.*, t. 1^{er}, p. 73.

² *Moniteur* du 8 mai 1790, p. 518, col. 1^{re}.

Cazalès, après avoir si noblement défendu les prérogatives royales, fit sentir avec un art merveilleux le danger de laisser à la démocratie l'élection des autorités administratives et judiciaires. Il peignit avec feu l'iniquité des factions, les effets funestes de l'intrigue et les prestiges de l'éloquence. Puis il nomma les Socrate, les Lycurgue, les Aristide, les Solon, illustres victimes des erreurs ou des violences populaires; il rappela l'exil de Coriolan et de Camille, et cita l'exemple des Gracques immolés en sortant du Forum.

L'orateur, inspiré par l'effet que produisaient ses heureuses citations, s'anime et s'élève insensiblement à la plus haute éloquence. Un feu divin brille dans ses regards, dans ses gestes, dans ses paroles; de ses lèvres coulent des flots d'expressions neuves, brillantes, hardies, et il finit par cette admirable péroraison :
« Si je disais que les assemblées du peuple romain
« n'étaient que des conjurations, que les comices
« n'étaient pleins que de factieux; si je vous mon-
« trais la place publique changée en un champ de
« bataille; si je vous disais qu'il n'y avait pas une élec-
« tion, pas une loi, pas un jugement qui ne fût une
« guerre civile, vous conviendriez alors qu'il y a des
« inconvénients dans le gouvernement populaire.

« Que peut-on espérer, ajouta Cazalès, d'une na-
« tion légère qui franchit les intermédiaires avec
« tant de facilité? que peut-on attendre, dans un
« empire où il n'existe rien entre le roi et le peuple,
« où la destruction de la noblesse, du clergé et des

« Parlemens fait qu'on ne trouve plus de barrière
« contre aucun genre d'oppression? » Et lorsqu'on
« lui cria : Vous faites le panégyrique du despo-
« tisme¹ », il répondit avec un accent pénétré : *Je*
fais l'oraison funèbre de la monarchie. « Oui, pour-
« suivit ce grand orateur, si la justice qui unit les
« peuples et les rois est séparée du trône, l'anéan-
« tissement de l'autorité royale est infaillible; elle
« n'aura pas assez de force pour faire punir le crime,
« et les juges trembleront devant le peuple qui les
« aura élus. L'autorité royale n'est redoutable que
« pour ceux qui veulent usurper l'autorité de leur
« légitime maître; cette autorité sacrée doit être le
« fanal de ralliement de tous les bons citoyens: réu-
« nissons-nous pour la défendre, et demandons que
« pour la nomination des juges, le roi puisse du moins
« choisir sur des candidats qui lui seront présentés. »

Ces paroles excitèrent un vif enthousiasme parmi le côté droit : l'abbé Maury, Madier-Monjau et l'Emullier de Bressey s'élancèrent vers la tribune pour féliciter l'orateur et le serrer dans leurs bras. Le côté gauche ne pouvait refuser son estime au discours de Cazalès; néanmoins ses judicieuses observations ne furent point senties, et n'empêchèrent pas de refuser au roi toute participation à la nomination des juges; alors ceux qui devaient tout craindre de la justice devinrent les arbitres du sort de ses ministres; la seule chose que

¹ *Moniteur* du 2 mai 1790, p. 518, col. 2.

put obtenir le député d'André, fut de faire accorder une durée de six ans aux fonctions judiciaires.

Malgré le vice intolérable de l'élection des juges, le nouveau mode produisit beaucoup d'améliorations ; on rapprocha la justice des justiciables, chaque district eut son tribunal avec une autorité pleine et entière. Un commissaire du pouvoir exécutif fut placé près de chacun d'eux pour requérir l'observation des lois et faire exécuter les arrêts rendus. La procédure criminelle subit aussi d'heureuses réformes : outre la publicité de l'instruction, on donna des garanties à la défense. Sur la proposition de Guillotin, médecin philanthrope, les supplices barbares furent abolis, et l'instrument de mort qu'il proposa dut désormais trancher les jours de tous les condamnés, sans distinction du rang ni de la naissance. Pour accroître l'horreur du parricide, Garat l'ainé voulut qu'on rendit plus terribles les apprêts de son juste châtiment. Pendant cette triste discussion, plusieurs députés, dont la tête tomba sous le couteau fatal, riaient entre eux et plaisantaient sur la promptitude de *la guillotine*.

Un tribunal suprême fut créé pour tout le royaume ; selon son institution, il prononçait sur les pourvois en cassation contre les jugemens rendus en dernier ressort par les tribunaux de départemens ; ne statuant que sur la violation des formes, il devait maintenir l'unité de la jurisprudence au milieu d'un pays encore assujetti à diverses coutumes, où les droits, les obligations et les transactions de

toute espèce variaient suivant la tradition des provinces ou le caprice des Parlemens; et pour empêcher qu'il ne s'érigéât en réformateur des lois, on le plaça sous les yeux du corps législatif, intéressé à conserver cette auguste magistrature dans sa forme primitive. Enfin la salubre institution des juges de paix rappela sans cesse les plaideurs à la modération et à l'équité; il ne fut plus permis de se présenter devant les tribunaux, sans avoir épuisé devant ces médiateurs toutes les voies de la conciliation. Cet arbitrage, facile et peu coûteux, devint un élément de paix et de concorde.

Malheureusement, au milieu de si heureuses innovations, on mit le roi tout à fait en dehors de la salubre influence qu'il devait exercer sur la justice. Après lui avoir ôté la nomination des juges, on le priva du droit de suspendre ou de modifier une sentence. Il était donc impossible de placer la royauté sous un point de vue plus dégradé¹; il eût mieux valu, pour la dignité de Louis XVI, qu'il n'eût aucun rapport avec l'administration de la justice; car, tandis qu'on lui laissait tout ce qu'il y avait de cruel et de rigoureux dans ce redoutable ministère, on enlevait le droit de faire grâce à un prince qui ne voulait régner que par la clémence. Charles Lameth déclara qu'il n'y avait pas de constitution si l'on mettait quelque'un au-dessus de la loi : « Ne pas dépouiller le roi du droit de faire grâce, dit-il, ce

¹ BURCKE (*Considér. sur la France*), p. 363, éd. d'Egmont.

« serait autoriser la saine opinion publique à douter
« du civisme de l'Assemblée. » L'abbé Maury voulut
en vain conserver ce droit au trône, moins comme
une prérogative que comme une institution néces-
saire à la sage administration de la justice, dont
l'inflexibilité ne peut, dans certains cas, être tem-
pérée que par un pouvoir discrétionnaire mis en
dépôt entre les mains du souverain. La politique
bizarre des révolutionnaires voulait que la clémence
fût déferée à ce même peuple qui, peu de temps
auparavant, avait massacré une femme vertueuse
parce qu'elle s'indignait qu'un parricide échappât
à la vengeance des lois *.

La dissolution du corps législatif que Cazalès
avait proposée, en renversant tout à fait le plan de
constitution, amenait forcément une banqueroute,
et les partisans du pouvoir absolu n'auraient pas
manqué d'en rejeter les calamités sur ceux qui
avaient détruit l'ordre établi pour tenter de créer
un régime nouveau. Tout semblait sourire aux au-
teurs de ce plan désastreux : le numéraire disparaís-
sait, les dons patriotiques étaient épuisés, et les
contributions ne rentraient qu'avec des difficultés
extrêmes. Cependant le trésor éprouvait une ef-
frayante pénurie, et chaque rapport du ministre
des finances, en augmentant le discrédit, ajoutait
encore à la détresse. Mais les hommes de la révolu-
tion, non moins habiles que leurs adversaires, pré-

* Voyez t. III, p. 366.

virent le danger, et résolurent enfin de sortir par une mesure énergique de la violente crise où l'État se trouvait engagé.

Le marquis de Montesquiou, organe des travaux du comité des finances (12 mars 1790) était un militaire instruit, versé dans la partie dont on l'avait chargé; dans ses rapports il était élevé sans emphase, abondant sans diffusion, et méthodique sans pédanterie. Après avoir repoussé les moyens lents et timides que Necker avait proposés un mois auparavant¹, il s'éleva contre le projet de suppléer à la forme actuelle de l'administration des finances par un bureau de trésorerie qui, sous l'approbation et l'autorité du roi, dirigerait l'action du Trésor public. En opposition avec le ministre, le rapporteur fit l'exposé le plus flatteur du bonheur et de la prospérité dont jouirait la France avant le terme de l'année, si l'on adoptait les vues de l'Assemblée.

Dans ses grands projets d'améliorations, elle se proposait de supprimer les impôts vexatoires et onéreux à la nation; mais pour les remplacer elle prévoyait l'insuffisance des ressources qui, quoique bien calculées, périssaient dans le désordre. Il fallait donc, si l'on voulait arriver au port et sauver la patrie, en venir à un moyen rigoureux, mais indispensable : c'était d'exproprier le clergé, au moins pour la valeur des fonds affectés à l'hypothèque des quatre cent millions de billets dont l'émission avait

¹ *Moniteur* des 15 et 16 mars 1790, p. 295 et suiv.

été décrétée. Cette opération offrait de grandes difficultés. L'opinion, informée des préparatifs des puissances étrangères et de la résistance qu'opposait la vieille aristocratie, doutait encore de la sécurité qu'offraient ces ventes.

Alors Bailly comprit qu'une si grande masse de biens, vendue précipitamment sous de pareils auspices, serait tout à fait avilie; pour remédier à cet inconvénient, il proposa, au nom de la municipalité de Paris, un projet parfaitement conçu¹ : c'était de céder ces biens aux autorités municipales du royaume, qui, après les avoir achetés en masse, les revendraient en détail. Ces autorités, dans l'impossibilité de payer sur-le-champ, devaient souscrire des traites qui, acceptées par les créanciers de l'Etat, seraient successivement admises pour solde des biens nationaux que les communes se chargeaient de revendre. Cette facile émission fit sentir au gouvernement qu'il pouvait aussi créer des billets d'Etat représentant une valeur monétaire, et qui donneraient au porteur hypothèque ou assignation sur les richesses territoriales que la nation allait mettre en vente, et dont l'active circulation ramènerait le crédit et la confiance².

Voilà comment prit naissance le fameux papier-monnaie imaginé d'abord pour couvrir un déficit de cent soixante-dix millions, ensuite de quatre cents, et qui devint bientôt un puissant levier pour

¹ *Moniteur* du 17 mars 1790, p. 311, col. 3.

² *Moniteur* des 18 et 19 mars 1790, p. 316 et 318.

faire marcher la révolution à pas de géants. En effet, si ces billets conservaient leur valeur, ils offraient les ressources du numéraire, et s'ils la perdaient, chaque augmentation de discrédit devenait un nouveau motif pour les échanger contre des biens nationaux, dont tous les acquéreurs se trouvaient intéressés au maintien de la révolution. Dès lors rien ne s'opposa plus à rendre mobiles des biens dont le vice était l'immuabilité.

Quoique plusieurs historiens recommandables aient présenté ce système comme une ridicule parodie de celui de Law, il n'en était pas moins ingénieux et parfaitement conforme à l'esprit qui le fit inventer. Si cette vaste opération n'eût été entravée par des obstacles sans cesse renaissans, et dénaturée par les intérêts révolutionnaires, tous portés à la déprédation, nul doute qu'elle n'eût relevé le crédit, et que l'État aurait d'abord profité de la prospérité que plus tard cette mesure répandit dans toutes les classes de la nation.

Jusqu'à cette époque le clergé s'était flatté que le décret du 2 novembre 1789 n'aurait d'autre effet que de présenter une hypothèque rassurante aux créanciers de l'État. Le décret qui ordonnait la vente de quatre cent millions de ses biens aux municipalités lui laissait encore espérer que l'on se bornerait à une portion qui n'atteindrait que les ordres les plus riches et les moins nécessaires à la religion. Mais les illusions cessèrent lorsque le député Chasset, rapporteur du comité ecclésiasti-

que, vint demander qu'on s'occupât du moyen de suppléer à la dime en élevant la contribution des propriétés qui en étaient grevées à un point suffisant pour solder les frais du culte, et, par une autre proposition incidente à ce projet, il demanda qu'on placât dans les mains des municipalités, affranchie de toutes charges et dégagée de toutes hypothèques, la totalité des biens ecclésiastiques qui avaient été mis à la disposition de la nation¹.

Quoique les ecclésiastiques parussent avoir abandonné la discussion des affaires relatives au clergé, l'évêque de Nancy, plus persévérant, ne put résister au besoin de combattre Dadelay-d'Agier et Treilhard, qui avaient appuyé le rapport de Chasset par les argumens les plus solides. « S'il m'était possible, dit ce prélat, de séparer mes intérêts temporels de ceux des églises de France et de la religion même, je me serais condamné au silence. « Plaçant mon âme à la hauteur de cette abnégation évangélique que l'injustice des hommes ne saurait atteindre, j'aurais dévoué sans peine et précipité dans le gouffre dévorant qui demande tant de victimes les biens temporels qui m'ont été départis. Mais ici il s'agit de l'intérêt durable et perpétuel de nos églises et de la religion qui en est inséparable. Il faut alors que les ministres des autels défendent avec courage et constance les droits sacrés que l'on attaque. N'était-ce pas assez que, malgré quatorze cents ans d'une jouissance

¹ *Moniteur* du 11 avril 1790, p. 412 et suiv.

« sanctionnée par tout ce qu'il y a de sacré parmi
« les hommes, vous eussiez mis à votre disposition
« les biens du clergé? n'était-ce pas assez que, sans
« avoir consulté les provinces où réside la nation,
« vous en eussiez décrété la vente pour une valeur
« de quatre cent millions? n'était-ce pas assez qu'en
« reprenant cette disposition, vous l'eussiez trans-
« mise aux municipalités? n'était-ce pas assez que,
« malgré toutes nos observations, vous eussiez sup-
« primé les institutions monastiques, si chères à
« l'Église? fallait-il encore, par une motion inci-
« dente, intervertir toutes les formes? Rappelez-vous
« la résistance invincible avec laquelle vous avez
« écarté ma motion, lorsque je demandais que l'on
« déclarât la religion catholique, apostolique et ro-
« maine, religion nationale, sous le prétexte qu'elle
« était incidente. Celle qui attaque l'Église et ses
« ministres obtiendra-t-elle seule votre attention ? »

Cet évêque, parcourant ensuite les différentes parties du plan du comité ecclésiastique, les attaqua toutes; il rappela que si nos ancêtres avaient admis les prélats dans leurs assemblées politiques, c'était pour être les apôtres de la vérité, les conservateurs du culte, les défenseurs temporels de nos églises; il finit par déclarer au nom de ses commettans, de son diocèse, en son nom propre et en celui de beaucoup de membres de l'Assemblée, que si le plan proposé était adopté, ils n'adhéreraient jamais

¹ *Moniteur* du 12 avril 1790, p. 417 et 418.

au décret qu'on voulait rendre sur cette matière.

Roederer s'élève contre cette protestation. « A
« moins de violer la loi jurée, on n'a plus le droit
« de demander si l'État peut disposer de ces biens,
« dit cet orateur; toutes les provinces le veulent,
« l'intérêt national l'exige. Le principe qui me pa-
« raît venir à l'appui de la vente des propriétés ec-
« clésiastiques, c'est celui qui veut que les fonctions
« publiques, de toute nature, soient payées en ar-
« gent, d'une manière déterminée. Les fonctions du
« sacerdoce dans la société donnent assez d'empire
« à ceux qui les exercent, pour ne pas leur laisser
« celui que procurent les propriétés territoriales..... Il
« faut donc retirer sans délai les biens ecclésiastiques
« des mains du clergé, et si vous voulez intéresser ce
« corps à la révolution, associez son sort à celui de
« tous les créanciers de l'État. »

L'archevêque d'Aix prit ensuite la parole, et de tous les nombreux plaidoyers restés en faveur du clergé, le sien est celui où cette cause me paraît le mieux raisonnée. L'orateur, au milieu de ses rudes adversaires, eut l'art de la défendre avec une rigueur de principes qui, lorsqu'elle est employée par un vertueux prélat, inspire en faveur de l'Église un intérêt irrésistible. Ce vénérable archevêque, loin d'être découragé par le pressentiment d'une infaillible défaite, s'avance vers la tribune d'un pas chancelant; mais d'une voix assurée, il s'exprime en ces termes :

« Voilà donc l'abîme dans lequel nous avons été

« conduits, l'abîme où l'on veut nous précipiter!
 « Que sont devenues les assurances qu'on nous avait
 « solennellement données de conserver nos droits et
 « nos possessions? que sont devenues les promesses
 « que vous nous fîtes au nom d'un Dieu de paix,
 « que nos propriétés seraient inviolables et sa-
 « crées? N'avez-vous donc pris ces engagements que
 « pour nous ravir jusqu'aux restes de ces proprié-
 « tés? Vous avez d'abord aboli les dîmes avec ra-
 « chat, puis avec un remplacement sans équivalent;
 « vous avez ensuite demandé si les biens du clergé
 « appartenaient à la nation, et sur cette dernière
 « question, vous avez entendu nos raisons. Vous
 « prononçâtes alors que les biens du clergé seraient
 « à la disposition de la nation. Cette *disposition* n'est
 « pas la *propriété*; sans cela, vous auriez décrété
 « comme principe ce droit de propriété que vous
 « voulez donner à l'Etat: vous ne pouvez donc aliéner
 « des biens dont vous n'avez pas la propriété, et les
 « ventes sont nulles si vous ne recourez aux formes
 « civiles et canoniques¹. »

L'archevêque d'Aix, après avoir résumé son opinion sur la manière de faire sortir l'État de la crise où il se trouvait engagé, offrit les quatre cent millions dont le Trésor avait besoin, avec la promesse que le clergé en paierait les intérêts et en rembourserait le capital par des ventes successives. Cette proposition conciliante fut mal accueillie. On s'é-

¹ *Moniteur* du 15 avril 1790, p. 421, col. 4^{re}.

cria brutalement que le clergé ne pouvait offrir pour gage ce qui n'était plus à lui, et que la nation, déclarée par une loi solennelle propriétaire des biens de l'Église, en devenait seule dispensatrice.

Thouret, qui lors de la première discussion sur la nécessité d'empêcher le clergé d'être propriétaire, montra un jugement si sain, une dialectique si pressante et si profonde, impatient de hâter le succès d'une cause qu'il avait habilement défendue, monte à la tribune, et dédaigne de reproduire des argumens dont la justesse, selon lui, ne peut plus être contestée; il se borne à rappeler que les droits de la nation sont reconnus, et que le clergé a vu ses prétentions repoussées. Séparant ensuite l'intérêt de la religion de l'intérêt de ses ministres, il soutient qu'elle seule pouvait être arbitre entre eux et la nation. « Or, lorsqu'elle leur a donné mission d'« clarifier la société, leur a-t-elle dit : Allez, prospé-
« rez et acquérez? Non, reprit Thouret, elle leur a
« dit : Prêchez ma morale et mes principes. Comme
« propriétés, les biens ecclésiastiques sont toujours
« soumis au retrait public pour les grands besoins
« de la nation.... Je conclus, et je dis qu'on ne fait
« donc point d'injustice au clergé en le salariant
« d'une manière pécuniaire et suffisante ¹. »

L'abbé de Montesquiou, quoique attaché aux principes libéraux, n'en poursuivait point l'appli-

¹ *Moniteur* du 13 avril 1790, p. 421, col. 1 et 2.

cation rigoureuse, et constamment il se montrait habile sans jamais s'écarter de l'impartialité la plus rigide. La sagesse de ses opinions l'ayant fait estimer des deux partis, il crut les concilier par des moyens capables de ménager tous les intérêts; mais voyant que ses modifications obtenaient peu de faveur au milieu de l'effervescence générale, il termina par ces mots : « Messieurs, je demande au Dieu de nos pères qu'il vous conserve la religion de saint Louis, et qu'il vous protège. Les plus malheureux ne sont pas ceux qui souffrent l'injustice, ce sont ceux qui la font¹. »

Treilhard, pour ramener le clergé à sa simplicité primitive, rappela que Jésus-Christ avait dit aux apôtres : *Vendez tout et suivez-moi*. Il s'appuya aussi sur la raison d'État qui exigeait qu'on prît possession des biens de l'Église. Le tableau qu'il présenta des avantages qu'on retirerait en donnant aux départemens et aux municipalités l'administration de ces biens, en attendant qu'ils fussent vendus, fit désirer vivement l'exécution de cette mesure.

Le clergé, attaqué avec force, se défendait avec courage et talent; après de longs débats, plusieurs membres demandent la clôture de la discussion, d'autres veulent qu'elle soit continuée : l'agitation redouble, lorsque le chartreux D. Gerles monte à la tribune et dit : « Pour écarter les doutes que les ennemis de la révolution s'efforcent d'élever sur les

¹ *Moniteur* du 13 avril 1790, p. 421, col. 3.

« sentimens religieux de l'Assemblée, il faut qu'elle
« décrète que la religion catholique, apostolique et
« romaine est et demeurera pour toujours la reli-
« gion de l'État, et que son culte public est le seul
« autorisé. »

Le retour de cette motion produisit un effet semblable à celui qu'elle avait excité lorsqu'elle fut proposée pour la première fois par l'évêque de Nancy ; mêmes clameurs, mêmes transports, mêmes tumultes. Les nobles et les évêques l'approuvent par acclamation, et demandent qu'on l'adopte sur-le-champ. Mais la majorité déclare que la motion est une conspiration contre la tranquillité publique ; que le clergé appelle le fanatisme au secours de ses biens, et qu'il élève toujours des incidens pour détourner l'assemblée de son occupation principale. Rien ne pourrait dépeindre le tumulte qui alors surgit de toute part. Qu'on se représente des gestes désordonnés, des cris confus, des figures enflammées, des phrases commencées, interrompues, reprises, puis des députés allant et venant de tous côtés pour s'encourager dans l'attaque ou s'entretenir dans la résistance, et l'on n'aura qu'une bien faible idée de cette séance orageuse.

D. Gerles, vieilli dans l'inexpérience des cloîtres, et mêlant d'une manière confuse les maximes chrétiennes avec les sentimens patriotiques, avait trop de candeur pour prévoir les graves conséquences d'une motion suggérée par un parti qui se proposait d'arriver à ses fins au moyen d'une manœuvre par-

lementaire. Charles Lameth démontra le premier les dangers de prononcer sur une telle matière. « L'Assemblée, dit-il, a assez manifesté ses sentiments religieux, en prenant pour base de tous ses décrets la morale de la religion. N'avons-nous pas fondé la constitution sur la fraternité, sur l'amour des hommes, sur cette consolante égalité si recommandée par l'Évangile; enfin, pour le bonheur des hommes, n'avons pas réalisé les paroles de Jésus-Christ : Les premiers deviendront les derniers, et les derniers seront mis à la place des premiers? Je voudrais, continua l'orateur, que les personnes qui montrent tant de zèle pour la religion en fissent preuve aussi pour arrêter le débordement de cette foule de livres impies qui attaquent à la fois la religion sainte et la liberté sacrée. Les mauvais prêtres ne cessent d'employer les moyens les plus coupables pour soulever le peuple contre une constitution à laquelle ils ne pardonnent pas d'oser attaquer leurs plus chers intérêts. Dans le Languedoc on cherche à armer les catholiques contre les protestans, en donnant à vos décrets de fausses interprétations. J'ajoute que la demande de D. Gerles a déjà été faite dans une circonstance à peu près semblable; vous l'avez éloignée, et c'est au moment où l'opinion se forme que le clergé la renouvelle et appelle les fureurs religieuses à la défense des abus¹. »

¹ *Moniteur* du 13 avril 1790, p. 422, col. 2.

A ces mots, les applaudissemens, les murmures et les cris couvrent la voix de l'orateur. Une foule de députés demandent la parole à la fois; ils craignent l'effet d'un subit enthousiasme, et invitent le président à lever la séance. Les autres veulent qu'on décrète la motion sans désespérer. Enfin la discussion est remise au lendemain. Les évêques et les nobles, irrités de cet échec, ne pouvaient se résoudre à quitter leur siège.

Le public prenait à ces discussions passionnées une part aussi active que l'Assemblée. Du jardin des Tuileries des groupes nombreux se portent au Palais-Royal, et délibèrent dans les cafés avec des formes encore plus violentes. La soirée et la nuit se passèrent à intriguer. Les constitutionnels firent entendre à D. Gerles que sa proposition, fruit de son ignorance des affaires temporelles, deviendrait, si elle était adoptée, une arme dangereuse entre les mains de leurs adversaires. Ils lui prouvèrent qu'elle aurait une influence fatale sur la vente des biens nationaux, et qu'elle aurait par conséquent au crédit public. D'après ces considérations, il convint que sa motion était inopportune.

Le côté droit n'ignorait pas combien le peuple lui était contraire. Mais, décidé à marcher dans le sens de la cour, il résolut, si le catholicisme n'obtenait pas la suprématie qu'il croyait lui être due, de sortir de la salle, de traverser en corps les Tuileries, et d'aller déposer entre les mains du roi une protestation solennelle contre un refus qui, à

son avis, anéantissait la religion et montrait ouvertement les coupables intentions de l'Assemblée. Pour donner encore plus d'éclat à cette démarche, les nobles convinrent de se rendre tous à la séance en habit noir et l'épée au côté. Quoique la protestation eût été résolue dans des intentions favorables au trône et dans un esprit religieux qu'on ne saurait blâmer, néanmoins, comme elle n'était qu'un prétexte et que le but réel était d'entraver les réformes, le conseil du roi n'osa l'approuver, et le garde des sceaux prévint les scissionnaires qu'on ne recevrait ni eux ni leur protestation¹.

Le lendemain (13 avril) la foule se pressait aux environs et aux portes mêmes de l'Assemblée. Des gardes nombreuses veillaient au maintien du bon ordre, afin que rien ne pût troubler la liberté des délibérations. Les deux partis, en présence, brûlaient d'en venir aux mains, lorsqu'un curé de Carcassonne, nommé Samary, ouvrit la séance en annonçant, au nom du clergé, la malédiction divine à l'Assemblée nationale, si elle ne décrétait pas la motion de D. Gerles. Ce langage, inconvenant dans la bouche d'un ministre de paix, ne fit qu'ajouter à l'horreur qu'inspirait le fanatisme, et la plupart des orateurs qui voulurent après lui soutenir la même doctrine, ne purent parvenir à se faire écouter, tandis qu'une faveur marquée accompagna les opposans, à la motion. On applaudit de même ceux qui établirent

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. 1^{er}, p. 411.

que la religion n'était qu'un rapport privé avec l'être infini, et que l'idée d'une religion dominante était aussi absurde que le serait celle d'une conscience universelle.

Le baron de Menou, après avoir fait sa profession de foi en faveur du catholicisme, rappela les calamités des guerres religieuses, et témoigna la crainte qu'elles ne se renouvelassent si l'on établissait en France une religion dominante. « Ministres de la religion, ajouta-t-il, cherchez par vos exemples à faire chérir une loi pour la gloire de laquelle toutes les lois humaines ne peuvent rien. Dieu lui-même n'a-t-il pas dit que la religion embrasserait toutes les parties du monde, que les portes de l'enfer ne prévaudraient point contre elle? Et vous croiriez par un misérable décret confirmer ces paroles du créateur du monde! » En résumant son opinion; il proposa de déclarer que par respect pour la seule religion entretenue aux frais de l'État, l'Assemblée croyait ne pas devoir prononcer sur la question qui lui était soumise.

L'agitation était extrême, lorsque le chartreux D. Gerles paraît de nouveau à la tribune et dit : « Puisque ma motion entraîne avec elle de si graves inconvéniens, je la retire, pour me ranger de l'avis du baron de Menou. » Le côté droit, confondu, veut la reproduire; Cazalès surtout est impatient de se l'approprier. On s'y oppose¹. Différens pro-

¹ *Moniteur* du 14 avril 1790, p. 425, col. 2.

jets envoyés au bureau sont successivement communiqués; la priorité est prononcée en faveur de celui du duc de La Rochefoucauld, rédigé par Adrien Duport¹, et qui, entrant dans les vues de M. de Menou, lui donnait encore plus d'extension. Il portait que l'Assemblée nationale avait prouvé son attachement au culte catholique en le mettant au premier rang dans les dépenses publiques, et qu'il ne convenait ni à la dignité de la religion ni au caractère de l'Assemblée de délibérer sur la motion proposée, attendu que les représentans de la nation n'exerçaient aucune autorité sur les consciences.

Malgré cette décision, MM. de Foucault et Montlosier demandent vainement la parole. L'abbé Maury, plus obstiné, se présente à la tribune; le président, par son indécision, semble vouloir le laisser parler; mais Mirabeau le somme d'être fidèle à ses devoirs. Sous prétexte de présenter des amendemens, les membres du clergé rouvraient toujours les débats sur le fond même de la question; sans cesse on leur rappelait de ne plus revenir sur la chose jugée. Maury, impatienté du refus qu'on fait de l'entendre, descend de la tribune; il s'écrie que les opinions ne sont plus libres, et les évêques défendent aux curés de prendre part à la délibération.

On allait fermer la discussion, lorsque M. d'Estournel, député de Cambrai, demande le maintien

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 92.

des constitutions du Cambresis, stipulées et jurées par les rois de France. Il rappelle qu'en 1667, Louis XIV. fit serment de ne jamais souffrir dans cette province d'autre religion que la religion catholique, apostolique et romaine. Alors l'opposition se ranime; Mirabeau, indigné de la persévérance avec laquelle on cherchait à proscrire le principe de la tolérance des cultes, monte à la tribune, et après avoir démontré que *l'Assemblée constitutionnelle* et non *théologique* est d'accord sur ses sentimens religieux, il donne à la vivacité de ses paroles un nouveau degré d'énergie par le trait suivant qu'il tira d'un discours que Volney voulait prononcer, et qui n'aurait produit qu'une faible sensation dans la bouche d'un orateur terne et glacé; mais avec l'âme et la passion de Mirabeau il devint terrible, et depuis l'opinion publique lui a imprimé un caractère historique, quoique le fait soit très-incertain *.

« Messieurs, dit-il avec feu, j'observerai que le souvenir de ce qu'ont fait les despotes ne peut servir de modèle à ce que doivent faire les représentans d'un peuple qui veut être libre. Ni vous ni moi ne pouvons être surpris que Louis XIV ait promis aux provinces belges de proscrire chez elles tout autre culte que celui de la religion catholique. Sous un règne tant célébré par la révocation de l'édit de Nantes, on trouvera de grands monumens de persécutions. Mais puisqu'on se permet

* Voltaire est le premier qui accrédita ce fait, et il avoue l'avoir puisé dans une source équivoque.

« des citations historiques sur cette matière, je vous
 « supplierai de ne pas oublier que d'ici, de cette
 « tribune où je parle, on aperçoit la fenêtre d'où la
 « main d'un monarque français, armée contre ses
 « sujets par d'exécrables factieux qui couvraient
 « leurs intérêts personnels de l'intérêt sacré de la
 « religion, tira l'arquebuse qui donna le signal du
 « massacre de la Saint-Barthélemy ¹. »

Cette assertion, plus hardie que véritable, produisit l'effet qu'on en attendait. *Aux voix ! aux voix !* s'écria la majorité de l'Assemblée. Les demandes, les refus, les attaques et les répliques volent de part et d'autre, comme une grêle de coups portés et rendus dans un violent combat. Sept fois l'opiniâtre Maury paraît à la tribune pour présenter des amendemens sous une forme nouvelle, et sept fois il est repoussé par l'impétuosité de ses adversaires. Le vicomte de Mirabeau, plus heureux, obtient la parole; sous prétexte de modifier la motion du duc de La Rochefoucauld, il fait à son frère une repartie sanglante. Sachant qu'il n'était point encore lavé du soupçon d'avoir contribué aux attentats des 5 et 6 octobre, il le regarde en prononçant ces mots :
 « Si le fanatisme a abusé de la *religion* pour con-
 « seiller les meurtres de la Saint-Barthélemy, des
 « scélérats ont aussi abusé du mot de *liberté* pour
 « violer la demeure des rois ². »

La vive résistance qu'opposait le côté droit était

¹ *Moniteur* du 14 avril 1790, p. 426, col. 1^{re}.

² *Moniteur* du 14 avril 1790, p. 426, col. 2.

sur le point de céder, lorsque le marquis de Foucault, après avoir vainement essayé de parler, s'écrie : « Entouré de peuple et de soldats en armes, nous ne sommes pas libres. L'appareil militaire n'est propre qu'à répandre la terreur et enchaîner l'opinion » ; et employant les mêmes expressions dont Mirabeau s'était servi après la séance royale du 23 juin, il dit : « *Pourquoi cette insultante dictature, l'appareil des armes, la violation du temple national ?* Je demande, ajouta-t-il, qu'il soit décrété que désormais les troupes ne puissent approcher de plus de trois lieues de Paris sans un ordre exprès de l'Assemblée. » Lafayette, à qui ses fonctions militaires ne permettaient guère de remplir celles de législateur, assistait néanmoins à cette séance, et pour dissiper les alarmes qu'inspiraient l'agitation et les clameurs du peuple, il annonça qu'il avait pris des mesures pour conserver à l'Assemblée toute sa liberté, et qu'il n'y avait point de garde national qui ne voulût verser jusqu'à la dernière goutte de son sang, afin d'assurer l'inviolabilité de tous les députés.

Les mêmes passions qui agitaient l'Assemblée se manifestaient avec des symptômes encore plus terribles au sein de l'immense multitude qui remplissait les Tuileries et les avenues de la terrasse des Feuillans^{*} ; sans la sage conduite de la garde na-

* Depuis le 9 novembre 1789, l'Assemblée avait quitté l'Archevêché et tenait ses séances dans la salle du manège des Tuileries, aujourd'hui rue de Rivoli.

tionale, le parti populaire, à la suite de cette orageuse discussion, aurait donné aux défenseurs du clergé des témoignages non équivoques de sa haine. Cazalès, Mirabeau le jeune et l'abbé Maury ne durent la vie qu'au zèle vigilant d'une milice contre laquelle ils s'étaient élevés; revenus de leurs injustes préventions, ils se hâtèrent de reconnaître ses services en lui offrant le témoignage public de leur reconnaissance.

Malgré la gravité des dangers, la bravoure de l'abbé Maury, sous un costume de paix, égalait la fermeté de son caractère. Il ne cédait jamais à la crainte qu'on cherchait à lui inspirer; toujours il portait sous sa soutane deux pistolets qu'il appelait ses *burettes*. Non-seulement il luttait contre l'Assemblée, mais souvent même sa contenance assurée imposa le respect aux factieux amentés contre lui. Après l'orageuse discussion sur la prééminence du culte catholique, se voyant environné par des misérables qui le menaçaient de la lanterne, il les contint par ce mot plein de sens : « *Hé! Messieurs, quand vous m'y aurez mis, y verrez-vous plus clair?* »

Cependant il fallait décider l'importante question de la vente des biens ecclésiastiques. Pour mettre fin aux orages qui recommençaient à gronder toutes les fois qu'on la reproduisait, l'Assemblée décida qu'elle prononcerait sans désenparer sur les quatre premiers articles qui renfermaient tout le dispositif de la loi. Alors la séance devint encore plus orageuse, et le tumulte ne permit pas, même aux se-

crétaires-rédacteurs, d'en donner l'analyse avec exactitude. Au lieu de discours suivis, on n'entendit que des phrases entrecoupées, sans cesse interrompues par le son aigre de la sonnette du président qui cassa deux fois dans les mains du marquis de Bonnay. Le zèle d'un parti pour maintenir la religion dans son éclat était égal à l'ardeur de celui qui voulait la ramener à sa simplicité primitive. Des cris de joie d'un côté, de l'autre des cris de fureur, des imprécations et des menaces, fermèrent cette longue discussion, qui ne fut qu'une suite de bourrasques et de tempêtes. Dans le cours de ces interminables débats, des militaires parlèrent en théologiens profonds, et des prélats, l'œil fier et le regard menaçant, s'exprimèrent en guerriers.

Enfin, lorsqu'il fut décidé que les biens ecclésiastiques, mis à la disposition de la nation, seraient cédés aux administrations municipales pour être vendus libres et francs de toutes rentes, redevances seigneuriales, et même des hypothèques dont leurs anciens maîtres les avaient grevés, tous les membres du côté droit, par un mouvement spontané, levèrent la main, en s'écriant : « Nous jurons au nom du Dieu « et de la religion que nous professons..... » Les clameurs des tribunes ne leur permirent pas d'achever ; mais cet élan d'un zèle religieux ne fut point refroidi, malgré sa défaite. Peu de temps après, les mêmes membres, au nombre d'environ trois cents, rendirent publique leur profession de foi, en forme de protestation. Malheureusement pour le clergé,

beaucoup d'ecclésiastiques, et même des évêques, approuvèrent le décret; d'autres personnages éminens, connus par leur respect pour la religion, s'en déclarèrent les défenseurs. Enfin le roi le sanctionna sans difficulté, ainsi que l'aliénation des domaines de la couronne, sauf les châteaux, forêts et maisons royales qu'il plaisait à Sa Majesté de se réserver; car l'Assemblée, malgré ses dispositions franchement démocratiques, ne voulait pas cesser d'être généreuse envers son roi.

Les lettres de cachet abolies, les vœux monastiques et les couvens supprimés, il ne restait plus à l'Assemblée, pour suivre sa carrière, qu'à porter secours aux nombreuses victimes de l'inquisition civile et religieuse, dont la plupart gémissaient dans des maisons de correction; mais tout odieuses qu'étaient les prisons ministérielles et monacales, la prudence ne permettait pas d'en ouvrir indistinctement les portes. M. de Castellane, dans un rapport lumineux et touchant (28 octobre 1789), avait déjà appelé les regards de l'Assemblée sur le tableau affligeant de pareilles infortunes. Tous ses collègues, partageant avec enthousiasme ses nobles sentimens, chargèrent un comité de prendre connaissance de la totalité des individus que les prisons d'État renfermaient, et de rechercher avec le plus grand soin le motif de toutes ces captivités ténébreuses. On n'oublia pas surtout ces gouffres horribles où le fanatisme religieux engloutissait vivantes les malheureuses victimes chez qui la na-

ture se révoltait contre un état qu'elles n'avaient embrassé qu'à regret. Ces *vade in pace*, et tous ces tombeaux creusés des mains de la cruelle intolérance, pour la première fois virent la lumière du jour. Pour la première fois aussi le peuple pénétra dans ces asiles sombres, et lut avec émotion, sur les murs de ces antres effrayans, les inscriptions que tant d'infortunés y avaient tracées d'une main défaillante, pour attester que leur cœur avait toujours été rebelle aux vœux imposés par la force.

Quelques jours après, on décréta les autres articles formant le complément de la loi qui fixait les mesures relatives à la vente ou à l'administration des biens dont l'État s'emparait. Lorsque toutes ces difficultés eurent été surmontées, l'Assemblée, maîtresse de ses dispositions, s'occupa à établir son système. Jamais on n'avait conçu en finances une idée plus hardie que celle de l'acquittement des dettes de l'État par des *traites* ou *billets* qui devaient être le prix de ces immenses possessions ecclésiastiques devenues propriétés nationales. Jamais aussi de si grands, de si pressans besoins n'exigèrent une mesure si puissante et si active. Les erreurs et les dépredations de dix siècles à réparer; un déficit énorme allant toujours croissant et qu'il fallait combler; la machine politique à soutenir, au milieu des ébranlemens et des ruines; le Trésor public à alimenter pendant la cessation presque absolue du paiement des impôts; enfin la banqueroute à écarter, et l'empire à sauver : telle était la tâche imposée aux

auteurs de cette vaste opération. Trente ans auparavant, Frédéric II avait prédit que la prodigalité de la cour de France obligerait le gouvernement à prendre les biens du clergé pour payer les dettes de l'État.

La première mesure de l'Assemblée eut pour objet de connaître et de déterminer à combien s'élevaient les payemens arriérés dans les différentes branches de l'administration. Un décret suspendit le paiement de ce qui était dû à l'époque du 1^{er} janvier 1790, excepté la rente et la solde des troupes, et prescrivit qu'à l'avenir toutes les dépenses seraient soldées et mises au courant. Chacune de ces dépenses devint l'objet d'un examen détaillé. Elles éprouvèrent toutes des réductions. Les pensions furent soumises à la censure publique par des états imprimés. Le compte des dépenses et des recettes mensuelles fut exactement publié; toutes ces dispositions étaient basées sur le produit des quatre cent millions de biens nationaux dont on avait décrété la vente, et qui ne consistait qu'en des billets d'anticipations tirés par le gouvernement sur des propriétés dont la vente était encore éventuelle. Ces traites ou assignations, que le public commençait à connaître sous le nom d'*assignats*, avaient été cédées à la caisse d'escompte; mais n'ayant pas une échéance fixe, elles n'étaient pas négociables; ainsi le Trésor public était à la merci des capitalistes et des agioteurs, qui, par la facilité d'obtenir à vil prix des valeurs aussi peu recherchées, pouvaient à peu de frais en envahir le gage.

Alors on osa proposer une mesure dont l'utilité était évidente pour tout esprit dégagé de préjugés; c'était de faire circuler comme monnaie les signes représentatifs de la valeur du territoire dont l'aliénation était décrétée; les assignats, partageant ainsi la confiance accordée aux espèces métalliques, devaient finir, après avoir vivifié la circulation, par se réaliser dans l'achat des domaines qu'ils avaient représentés. Ce projet était vivement contredit; car, quoique les assignats portassent une hypothèque spéciale, on prononçait contre eux la réprobation qui s'attache à tout papier-monnaie : de là on prédisait l'augmentation subite des denrées, la disparition du numéraire, la cessation du commerce, la ruine des manufactures, enfin la banqueroute.

Les opinions étaient ainsi divisées touchant le cours forcé des assignats, lorsque le duc d'Aiguillon, en exprimant la sienne à la tribune, présenta un assignat comme une lettre de change garantie par la nation. C'était, selon lui, le meilleur moyen pour ranimer la circulation et traverser le passage difficile d'une administration désordonnée à une administration juste et sage. Il prouva que les anticipations et les dépenses nécessaires montaient à quinze cent cinquante-neuf millions, et que par conséquent les quatre cent millions d'assignats décrétés étaient insuffisans pour le service de l'année courante.
« Longtemps, dit-il, nos espérances se sont fon-

« dées sur M. Necker, mais il nous dit aujourd'hui
« de ne plus compter sur lui. Voyons donc par nous-
« mêmes, et définissons-nous surtout des suggestions
« ministérielles; qu'est-il résulté de notre généreux
« abandon, si ce n'est que nos embarras ont redou-
« blé? Il faut donc nous méfier de tous ces moyens
« temporaires et partiels, de tous ces palliatifs dont
« l'inutilité n'a été que trop souvent prouvée, et
« envisager dans son ensemble un plan qui ramène
« la confiance et assure l'ordre dans la comptabi-
« lité. » Les conclusions du duc d'Aiguillon furent
que les assignats devaient avoir un cours forcé;
cette opinion était aussi celle de la majorité de l'As-
semblée.

Maury, intéressé à la défense de son ordre, prit la parole, et déclara que le clergé ayant des créanciers, ses biens ne pouvaient changer de mains, si l'hypothèque n'était purgée. Il examina ensuite la question du papier-monnaie, et pour la combattre, il rappela la définition qu'en avait donnée Mirabeau, en disant : *C'est voler le sabre à la main.* « Le mé-
« moire que Law communiqua au régent pour lui
« faire adopter son système était un chef-d'œuvre,
« dit-il, et lorsqu'on l'a lu, il n'y a plus de raison-
« nement qui puisse séduire, puisque tous ceux qu'il
« renferme, malgré leur justesse apparente, ont fait
« le malheur du royaume. » En achevant ces mots, par un mouvement heureux, il présente une poignée d'anciens billets, témoignage irrécusable des calamités de la régence : « Les voilà, s'écrie-t-il,

« ces papiers désastreux, imprégnés des larmes et
« du sang du peuple! les voilà, ces papiers qui
« doivent être placés comme des fanaux pour mar-
« quer les écueils contre lesquels peut se briser le
« vaisseau de l'État. »

L'Assemblée ne fut point effrayée par ces sinistres avertissemens : elle savait très-bien que le système de Law reposait sur les bénéfices d'opérations à faire dans des contrées lointaines que nous disputa toujours l'ambition britannique, tandis que le sien avait pour base les plus riches domaines de France. Ces domaines, répartis entre un plus grand nombre de citoyens, allaient imprimer un mouvement prodigieux à l'industrie par l'intérêt qu'inspire le sol, lorsqu'il est vraiment national. De l'accroissement des fortunes particulières on déduisait la prospérité de l'État. D'ailleurs la révolution avait déprécié les terres, et pour leur faire reprendre valeur, il fallait agrandir les rapports entre les propriétaires et l'État. Au reste, le besoin d'agir par elle-même devenait d'autant plus pressant pour l'Assemblée, que ses contradicteurs ne lui indiquaient aucun moyen capable de remplacer celui qui était l'objet de leur critique. Néanmoins elle consulta les grands commerçans, les riches financiers et les notables de Paris; tous se prononcèrent pour la circulation des assignats¹. Necker au contraire s'opposait à cette circulation, quoiqu'elle dût satisfaire aux dépenses

¹ BEAULIEU (*Essai histpr. sur la Révol. de France*), t. II, p. 537.

urgentes du Trésor et suppléer au manque de numéraire qui n'avait jamais été en proportion avec les besoins de l'agriculture et du commerce.

Talleyrand et Dupont de Nemours prévoyaient ainsi que Necker le danger d'une si grande émission de papier-monnaie; ils démontrèrent, et l'expérience a justifié leur raisonnement, qu'elle ferait hausser considérablement le prix de l'or et de l'argent, et que l'opération qui produirait cet effet équivaldrait à une altération des espèces. Tous deux voulaient qu'on ne créât des assignats que pour les besoins courans, et qu'on ne payât de la dette que ce qui était exigible. La création du papier-monnaie allait être modifiée selon leurs vues, lorsque l'abbé de Montesquiou, versé dans la théorie des finances, partageant l'illusion d'une foule de bons citoyens, vint prêter son important appui au premier système. A l'aide de faux calculs, d'hypothèses et de prédictions propres à flatter les tribunes, il parvint à réunir en faveur des assignats une majorité suffisante.

Ce qui acheva de décider l'Assemblée fut le zèle que manifestèrent les municipalités du royaume pour acquérir des portions considérables de biens nationaux. Celle de Paris annonça que les assignats allaient rendre l'aisance et donner du pain au peuple¹. Elle avait souscrit pour l'achat de deux cent millions de ces biens, et son premier ma-

¹ *Moniteur* du 17 avril 1790, p. 437, col. 2.

magistrat fit savoir le même jour qu'il avait déjà entre les mains des soumissions pour la somme de soixante et dix millions. La section des Filles-Saint-Thomas, quoique très-dévouée à la royauté, fut celle qui se prononça avec le plus d'énergie pour la vente des biens ecclésiastiques. Elle déclara coupables ceux qui oseraient douter de la solidité du papier hypothéqué sur ces domaines.

L'Assemblée, forte de l'adhésion de la majorité des citoyens, décréta l'émission de quatre cent millions d'assignats de toute valeur, qui auraient cours comme l'argent. Au moyen de cette combinaison, le gouvernement attira à lui les créanciers de l'État, et fit face aux dépenses courantes. Libre dans sa marche et dans la faculté d'effectuer ses projets généraux, il abolit la gabelle, supprima les droits de circulation intérieure et ceux sur les fers, sur les cuirs et les savons. Pour preuve d'une équité parfaite, il ajouta une contribution additionnelle à la contribution foncière, afin de compenser la dîme, dont les cultivateurs avaient été affranchis. Enfin cette opération devint pour les auteurs de la révolution un coup audacieux qui les sauva de l'embaras des finances, de la dépendance des ministres et des intrigues de tous les partis.

Quoique Mirabeau se fût montré contraire au système du papier-monnaie, du moment qu'il vit que l'adoption en était inévitable, son génie en saisit toutes les conséquences, et il se hâta d'en faire l'application en demandant que le prix des charges

supprimées, soit dans les finances, soit dans la magistrature, fût remboursé en assignats destinés aux acquisitions de domaines nationaux. En payant les membres des Parlemens avec les biens du clergé, il rompit l'union entre les deux corps qui, de concert avec la noblesse, contrariaient le plus les opérations de l'Assemblée. Ainsi il intéressa au maintien de la révolution tous ceux qui furent détenteurs de ces billets : *Quiconque aura un assignat dans la poche, disait-il, deviendra nécessairement notre ami.*

En approfondissant les causes du délabrement des finances, que l'Assemblée nationale cherchait à restaurer, elle avait découvert une foule d'abus et de déprédations qui avaient contribué en grande partie à légitimer les murmures de la nation, et à pousser la France dans le violent état de crise où elle était plongée. Les anciens ministres considéraient toujours la France comme une mine inépuisable qu'ils pouvaient exploiter à leur gré. Mais alors on touchait au moment où ces abus ne seraient plus possibles, et les courtisans étaient destinés à expier non-seulement leurs propres fautes, mais encore celles de leurs ancêtres.

Depuis plusieurs années, les favoris, prévoyant que l'excès de leurs profusions finirait par amener une réforme, avaient converti leurs pensions en un capital soldé par le trésor. D'autres les firent inscrire comme argent effectif qu'ils avaient apporté dans les emprunts faits par l'État. Quelques-uns furent censés s'être engagés pour ces mêmes emprunts,

et, sans avoir versé leurs souscriptions, s'en firent payer les intérêts. Sous le nom de *livre rouge*¹, il existait un registre particulier renfermant l'état détaillé des sommes délivrées annuellement sur des *ordres ou bons*, donnés du propre mouvement des rois.

C'était donc ce livre qu'il fallait connaître pour bien apprécier une des causes principales de l'épaissement du Trésor. Les premières demandes qu'en fit le comité des finances ne furent point accueillies, ou du moins Necker et Montmorin donnèrent à ce sujet des explications si peu satisfaisantes, qu'elles redoublèrent le désir qu'on avait de se le procurer. Ce registre constatait en effet les déprédations commises sous Louis XV; et le roi, par respect pour la mémoire de son aïeul, répugnait à dévoiler tous les désordres du dernier règne. Camus écrivit à Necker pour l'assurer que l'intention du comité n'était pas de divulguer des détails dont la publicité pourrait causer du chagrin au roi. Sur des instances réitérées, Louis XVI céda, mais sous la condition expresse que les recherches ne remonteraient pas au delà de son règne². Ce trait de piété filiale lui fut nuisible. La comparaison eût été tout entière à son avantage; elle aurait démontré combien, depuis son avènement au trône, l'administration des finances s'était améliorée.

Necker ayant annoncé à quelles conditions le livre rouge avait été remis, les membres du comité eurent

¹ *Descript. du Livre Rouge. Voy. Moniteur du 8 avril 1790, p. 400.*

² *PAUDRONNE (Révol. de Paris), n° XXXIX, p. 61.*

la précaution de sceller d'une bande de papier les premiers feuillets qui avaient rapport au règne de Louis XV¹. Ils commencèrent la lecture par les articles du règne actuel; chacun d'eux était écrit de la main du contrôleur des finances et paraphé par le roi lui-même. Le premier, en date du 19 mai 1774, portait deux cent mille livres pour une distribution faite aux pauvres à l'occasion de la mort du feu roi, et le dernier énonçait la somme de sept mille cinq cents livres, payée en août 1789, pour un quartier de la pension de M^{me} la comtesse d'Ossun. Le total des dépenses secrètes pour les quinze années du règne de Louis XVI s'élevait à deux cent vingt-sept millions neuf cent quatre-vingt cinq mille cinq cent dix-sept livres, dont cent dix-sept millions avaient été absorbés par les affaires étrangères.

L'examen du livre rouge aurait dû être un nouveau motif d'affection pour le monarque : il ne s'y trouva rien qui pût faire douter de sa bonté ou de la pureté de ses mœurs. Toutes les fois qu'il était question de ses affaires ou de ses goûts personnels, il ajoutait au bas : *Il n'y a rien de pressé. Bon, à condition que cela n'entraînera pas à de nouveaux impôts*². Au reste, quoique le comité eût donné sa parole à Camus que le livre rouge n'aurait aucune publicité³, l'Assemblée viola toutes

¹ *Hist. de la Révol. de France*, par deux Amis de la Liberté, t. IV, p. 364.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. III, p. 91.

³ CONDORCET (*Mém. publiés sous le nom de*), t. II, p. 257.

les convenances en livrant à l'impression la liste des sommes ou pensions qui avaient été secrètement accordées. Cette révélation était d'autant plus indiscrete, qu'en servant d'aliment à une maligne curiosité, elle n'exposait pas les courtisans seuls à la haine du public : dans la situation des esprits, elle devait encore fournir matière à calomnier toutes les intentions du roi.

La partie qui fixa le plus l'attention du public fut les dons extraordinaires faits par le roi à ses frères. Sous le ministère seul de M. de Calonne, Monsieur avait touché treize millions huit cent vingt-quatre mille deux cent onze livres, et le comte d'Artois plus de quatorze millions et demi. Outre cette somme, ce dernier, pour solder ses dettes, avait reçu du même ministre sept millions cinq cent mille livres, et les dettes des princes à cette époque dépassaient encore quatorze millions !

Le chapitre des dons et gratifications, pensions, traitemens, et surtout celui des acquisitions et échanges, présentaient une suite de malversations aussi honteuses pour les ministres qui en étaient les complices que pour les courtisans qui en profitaient. Une seule famille dont je tairai le nom, puisqu'elle fut assez punie par les malheurs que son favoritisme lui attira, reçut un don de douze cent mille livres pour l'achat du comté de Fénestranges. La princesse Christine de Saxe, gouvernante des Pays-Bas, et sœur de Marie-Antoinette, touchait annuellement cinquante mille écus. La

comtesse Albani, femme du dernier des Stuart, recevait une pension de soixante mille livres. On accordait quatre cent mille livres au rhingrave de Salm; au prince des Deux-Ponts, neuf cent mille livres pour acquitter ses dettes; et au duc de Civrac, cent mille écus qui lui avaient été promis à la paix.

Sartine, après avoir exercé pendant seize années de hautes fonctions administratives ou ministérielles, s'était retiré avec quatre-vingt-neuf mille livres de pensions, et il venait encore d'obtenir une somme de deux cent mille livres à titre de secours. Le maréchal de Ségur, peu satisfait de quatre-vingt-dix-huit mille livres de traitement, demandait un duché héréditaire et des pensions reversibles à ses enfans. Au nombre de dix gentilshommes qu'il fit pensionner comme militaires, se trouvèrent quatre demoiselles de Ségur-Montazeau¹. Une chose digne de remarque, c'est que la comtesse de Lameth était portée pour soixante mille livres que la reine lui donna, disait-on, pour l'éducation de ses fils. Ceux-ci, qui jouaient un si grand rôle dans l'Assemblée et qu'on ne pouvait soupçonner d'être vendus à la cour, pénétrés d'un sentiment de convenance, se hâtèrent de restituer au Trésor la somme donnée à leur mère à titre de pension consolidée.

C'est sur ce livre, dont le souvenir atteste encore l'affreux gaspillage de l'ancienne administra-

¹ PAUDRONNE (*Révol. de Paris*), n° XL, p. 123.

tion et l'insatiable avidité des favoris et favorites de toutes les espèces, qu'était portée la dépense de trois cent mille livres qu'il en coûtait chaque année au gouvernement pour violer le secret des lettres. On y voyait aussi figurer des subsides onéreux et avilissans qui rendaient la France tributaire de la Suède et de la Hollande. Au milieu de tant de sommes énormes prodiguées en faveur de l'intrigue et de la corruption, on trouvait celle de *quarante-quatre livres quatre deniers* accordée à un brave sergent, qui par sa valeur avait contribué à la prise de Duderstadt.

Le public manifesta une indignation non moins vive lorsque *le livre des décisions*, aussi déprédateur que *le livre rouge*, lui montra pour huit cent soixante millions d'ordonnances au comptant. Ces ordonnances étaient acquittées par le Trésor royal, qui ne fournissait point à la chambre des comptes les détails de ses dépenses. Dans l'origine, cette forme avait été imaginée pour ne pas donner de la publicité à des objets qui par leur nature devaient rester secrets. Sa rapide simplicité la fit étendre à plusieurs dépenses publiques indispensables, et que le gouvernement ne pouvait pas craindre d'avouer; mais son irrégularité offrait beaucoup de facilités pour voiler les abus et les vices de l'administration ministérielle. Necker l'avait si bien senti que, lorsqu'il fut rappelé à la gestion de nos finances, il prit le sage parti de réduire ces ordonnances; et, en 1789, elles ne furent portées qu'à douze millions;

tandis que dans les années précédentes elles avaient souvent dépassé cent millions. Enfin, l'Assemblée nationale voulant apporter une grande réforme dans l'abus des pensions, en réduisit le maximum à trois mille livres. Dans cette circonstance, les descendants de l'illustre Montcalm, quoique éloignés de l'opulence, firent preuve d'un rare désintéressement, en diminuant d'eux-mêmes le taux de leur modique pension¹ qui avait été exemptée de la loi générale.

Cette publicité provoqua la mésintelligence entre le comité des pensions et le ministre des finances, et porta une grande atteinte à la popularité de Necker qui, le premier, dans son *compte rendu*, avait accoutumé le peuple à porter un regard curieux sur tous les détails de l'administration. Froissé par l'exemple qu'il avait donné, il comprit enfin les entraves inévitables qu'entraînait une aveugle prédilection pour les mesures démocratiques. Placé entre l'aristocratie qui le dénigrait et les zélateurs passionnés de la liberté, tous les partis le jugèrent avec une rigueur injuste, et travaillèrent à lui enlever cette faveur publique dont ses partisans commençaient à prendre ombrage. Dès lors le signal fut donné pour l'attaquer et le perdre. Mirabeau même se réunit à l'abbé Maury pour lui porter les premiers coups et le harceler jusqu'au moment de sa retraite.

¹ *Moniteur*, du 2 août 1790, p. 881, col. 2.

Necker, exposé au choc de deux factions entre lesquelles il voulait tenir un sage milieu, ne voyait de ressources que dans la formation de son bureau de trésorerie, qui devait l'affranchir d'une grande responsabilité. Il y avait mis pour condition essentielle que la plupart des commissaires seraient pris au sein de l'Assemblée. Cette proposition conciliante fut jugée d'une manière tout à fait opposée à son but. Le ministre, oubliant combien il est difficile d'écarter la défiance dans les premiers momens d'une révolution, ne songea point qu'il avait été décidé que les députés ne pourraient accepter du pouvoir exécutif aucunes fonctions, même en donnant leur démission. C'était donc encourir une improbation éclatante et méritée que de demander à l'Assemblée nationale d'aller contre des décrets qu'elle avait regardés comme indispensables pour assurer les principes de la constitution, lorsqu'elle en posait les bases.

Il restait encore au ministère, pour tâcher d'arrêter la marche trop précipitée de la révolution, un moyen, amené par les circonstances, et sorti, pour ainsi dire, des institutions nouvelles qu'on cherchait à perfectionner : les assemblées primaires étaient sur le point de se réunir pour élire les administrateurs de département et ceux de district, dont la composition devait puissamment influencer sur le choix des électeurs chargés de désigner les députés de la seconde législature. La nomination des présidens de ces assemblées ayant été confiée au

roi, Champion de Cicé et le ministre Saint-Priest se proposèrent de déléguer ces importantes fonctions à des hommes sages et modérés, qui exerceraient sur les électeurs une influence favorable au trône.

On approchait en effet du mois de mai, et les mandats des bailliages ne devant durer qu'une année, c'était pour beaucoup de députés le terme des pouvoirs qu'ils avaient reçus de leurs commettans. De toutes parts on se demandait si les bailliages ne devaient pas être convoqués pour faire choix de nouveaux députés, ou bien si les députés dont les mandats étaient illimités pouvaient prolonger les fonctions de leurs collègues? Telles étaient les questions importantes sur lesquelles la cour ne cessait de provoquer l'attention publique, dans la pensée qu'elle pourrait, avec des élémens plus monarchiques, composer une autre législature qui repousserait toutes les atteintes que la première avait portées à la royauté.

Les députés, informés de ce projet, sentirent la nécessité de détourner un coup qui aurait été funeste à la constitution dans un moment où elle était menacée par tant d'ennemis, et si mal servie par d'imprudens amis. En tentant de nouvelles élections, l'espoir des royalistes ardens était moins d'obtenir des choix favorables à leurs vues que de faire naître des divisions entre l'Assemblée et les départemens; au lieu de reproduire la motion de Cazalès devant le corps législatif, ils portèrent leurs adroites

insinuations¹ au sein même des assemblées primaires, auxquelles ils voulaient faire demander le renouvellement de l'Assemblée en invoquant la souveraineté du peuple.

Il suffit de dénoncer à la tribune ce projet capiteux pour le faire échouer. Chapelier, rapporteur du comité de constitution chargé de combattre ces manœuvres, dans la séance du 19 avril, établit qu'en effet toute souveraineté résidait essentiellement dans la nation, et qu'elle pouvait retirer, à volonté, les pouvoirs qu'elle avait délégués. « Mais ce principe, « ajouta-t-il, est sans application dans la circonstance présente, et, sous un prétexte spécieux, ce « serait détruire la constitution que de renouveler, « avant qu'elle soit finie, l'Assemblée chargée de la « rédiger. Tel est en effet l'espoir de ceux qui voudraient étouffer la liberté, et voir renaître la destruction des ordres, la prodigalité du revenu public, et les abus qui marchent à la suite du despotisme. » Tous les regards se dirigèrent aussitôt vers le côté droit et se fixèrent sur l'abbé Maury. *Envoyez ces gens-là au Châtelet, s'écria brusquement celui-ci, ou n'en parlez pas.*

Après une agitation extrême, accompagnée de cris et de gestes menaçans, Chapelier continue ainsi : « Nous avons commencé ce grand œuvre, « notre devoir est de le finir; que deviendrait la « constitution, si une autre Assemblée pouvait ap-

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 234.

« porter des changemens aux décrets de la première ?
« D'ailleurs, dit-il, aucun département n'est encore
« organisé pour former des élections. Les trois or-
« dres sont confondus, et les députés ne peuvent
« plus être les représentans d'un bailliage, mais bien
« les représentans d'une nation entière. Les commet-
« tans de ceux de nos collègues dont les pouvoirs
« semblent expirés, croyaient que l'année serait suf-
« fisante pour accomplir leur mission, mais la clause
« limitative du mandat doit céder à la clause impé-
« rative d'achever notre ouvrage. On dit que le mot
« *constitution* ne se trouve pas dans les pouvoirs ;
« mais puisqu'ils font mention de la réforme des
« abus, cette réforme ne peut se faire que par la
« constitution. Il y a plus : lorsque cette Assemblée
« fut attaquée par le despotisme, vous prêtâtes tous
« serment de ne vous séparer qu'après avoir achevé
« la constitution. Ce serment a été applaudi de
« toutes parts, et la nation, en l'approuvant, s'est
« liée à son exécution. Il serait donc contraire à nos
« nouveaux principes constitutifs que les députés,
« dont les mandats sont à termes, ne restassent pas
« dans cette Assemblée ; leur serment le leur com-
« mande, l'intérêt public l'exige. » Il finit par con-
« clure qu'il fallait considérer comme subsistans, jus-
« qu'à l'achèvement de la constitution, les pouvoirs
« limitatifs dont quelques membres étaient porteurs,
« et décréter en conséquence qu'aucun député ne
« se retirerait de l'Assemblée nationale sans avoir mis
« son suppléant en état de prendre sa place.

L'abbé Maury, placé au pied de la tribune, attendait avec impatience le moment où il lui serait permis d'y monter; dès que Chapelier en fut descendu, il s'y élance pour s'opposer au rapport de ce député, qu'il réfute en ces termes : « Le projet de décret
« qui vient de vous être présenté embrasse les plus
« grandes questions de droit public. Dans quel sens
« sommes-nous représentans de la nation? jusqu'où
« s'étendent nos pouvoirs et nos mandats? quelle
« différence y a-t-il entre une *Assemblée consti-*
« *tuante* et des législateurs? jusqu'à quel point s'é-
« tend l'exercice de nos pouvoirs sur la nation?
« Voilà les questions qu'il faut approfondir.

« La nation, convoquée par le roi dans les bail-
« liages, nous a donné nos pouvoirs. Nous n'étions
« députés que de notre bailliage; en arrivant ici,
« chacun de nous a pris un plus grand caractère; il
« est devenu le représentant de la nation par la
« réunion de tous les députés. Cette qualité n'a pas
« supprimé celle de représentant de bailliage, sans
« laquelle nous n'aurions rien été. Le décret qui a
« divisé la France en départemens a conservé les
« arrondissemens ou anciens bailliages, et il serait
« aussi facile qu'il l'a été un an auparavant de les
« convoquer pour nommer de nouveaux députés.
« La nation n'avait point chargé ses députés de
« faire une nouvelle constitution, mais seulement
« de se concerter avec le roi pour réformer les abus
« qui se trouvaient dans l'ancienne. Les applaudis-
« semens des tribunes et de la populace ne peuvent

« pas être considérés comme une adhésion légale à
 « une constitution encore inconnue, et encore moins
 « autoriser l'Assemblée des états-généraux à se dé-
 « clarer *Assemblée constituante*. Le serment du jeu
 « de paume, qu'on allègue toujours, n'a été prêté
 « que par une partie de l'Assemblée, et ceux mêmes
 « qui l'ont fait ne peuvent être déliés de celui qu'ils
 « avaient antérieurement contracté, d'être fidèles au
 « mandat qui les avait constitués députés. Or, je le
 « demande à tous ceux qui respectent la foi pu-
 « blique, celui qui a juré à ses commettans de re-
 « venir au terme de l'expiration de ses pouvoirs
 « peut-il rester ici malgré eux? peut-il être manda-
 « taire quand son mandat n'existe plus?

« Fixons maintenant nos regards sur la distinc-
 « tion qu'on nous répète sans cesse d'une *Assem-
 « blée constituante*, d'une *législature*, d'une *Con-
 « vention nationale*, mots nouveaux créés pour des
 « idées inconnues, mais dont l'acception ne peut
 « être équivoque. Qu'est-ce qu'une *Convention na-
 « tionale*? C'est une Assemblée représentant une
 « nation entière, qui, n'ayant pas de gouverne-
 « ment, veut s'en donner un. L'histoire n'en pré-
 « sente que deux exemples. L'un à la mort d'Élisa-
 « beth, lorsque Jacques I^{er}, roi d'Écosse, fut appelé
 « au trône d'Angleterre; alors les Écossais s'assem-
 « blèrent pour déterminer si l'Écosse serait unie à
 « l'Angleterre, ou si elle formerait un gouvernement
 « séparé. L'autre exemple est celui que donna le par-
 « lement anglais à la retraite du roi Jacques II; il

« se transforma en *Convention nationale* pour dis-
« poser de la couronne et changer la forme du gou-
« vernement. Ainsi, tant qu'un roi demeure sur le
« trône, point de *Convention nationale*. Il ne pour-
« rait y en avoir une que dans le cas où la nation
« entière se serait élevée contre le gouvernement et
« vous aurait munis de pouvoirs exprès et indépen-
« dans. Si vous les avez ces pouvoirs, il ne tient
« qu'à vous de déclarer le trône vacant et de boule-
« verser l'empire ¹. »

Ces dernières paroles excitèrent l'improbation de quelques chefs, indignés qu'on osât pénétrer leurs secrets desseins; ils ne songeaient pas encore à pousser la révolution jusqu'à cette extrémité, mais ils cherchaient à se ménager toute la latitude que nécessiteraient les circonstances. L'abbé Maury, sans paraître s'apercevoir du motif de cette sensation, tira parti du désaveu qu'annonçaient les murmures qui l'avaient interrompu, en ajoutant : « S'il
« est vrai, Messieurs, que votre pouvoir ait quel-
« ques bornes, vous n'êtes donc point *Convention*
« nationale. La Suède nous montre l'inconvénient
« de ces corps qui peuvent donner des lois à une
« nation entière. C'est ce sénat sanguinaire qu'il a
« fallu anéantir quand les Suédois ont voulu être
« libres....

« Or, voici ma profession de foi politique bien so-
« lennelle : Je pense que nous devons obéir fidèle-

¹ *Moniteur* du 20 avril 1790, p. 449, col. 2.

« ment à la constitution que vous avez décrétée :
« sans cette obéissance nous tomberions dans la plus
« horrible anarchie. Mais vous ne pouvez limiter les
« pouvoirs de vos successeurs. Ce n'est pas à nous
« de leur dire, comme Dieu dit aux flots de la mer :
« *Vous irez là, et vous n'irez pas plus loin.* Vous por-
« teriez atteinte aux droits de la nation : tout ce qui
« limiterait les pouvoirs de vos successeurs enchaî-
« nerait la liberté politique. Tout le monde aime la
« liberté, et il suffit d'être homme et Français pour
« la regarder comme le plus précieux des biens ;
« mais sans l'intégrité du pouvoir exécutif, il n'y a
« pas de liberté. La constitution est achevée, il ne
« vous reste donc qu'à déclarer que le roi possède la
« plénitude de l'autorité souveraine. Nous ne sommes
« ici que pour assurer au peuple français le droit
« d'influer sur sa législation ; pour établir que l'im-
« pôt sera consenti par le peuple ; ces grands chan-
« gemens sont opérés ; ainsi la constitution est faite ;
« et je m'oppose à tout décret qui limiterait les droits
« du peuple sur ses représentans. »

Jusqu'alors on n'avait répondu à l'abbé Maury que par des raisons plus spécieuses que solides. Les principes établis étaient pour lui, et donnaient à ses argumens une force dont il usait avec habileté. Son discours, parfaitement conçu, offrait à ses partisans un moyen infaillible pour renverser l'édifice constitutionnel, et préparait à leurs intrigues les meilleurs matériaux qu'ils eussent encore employés.

Les constitutionnels, battus avec leurs propres armes, plongés dans un morne silence, n'entrevoient qu'une éclatante défaite, et allaient se trouver confondus par les doctrines qu'ils avaient émises, lorsque Mirabeau, en considérant la question sous une autre face, en mettant de côté les principes pour n'envisager que les conséquences, en portant enfin le combat sur un terrain nouveau, rendit à son parti l'offensive qu'il avait momentanément perdue. Ce grand orateur se garda de discuter méthodiquement la question : lui-même avait condamné les maximes qu'il allait soutenir, et il éluda la difficulté de sa position par un de ces beaux mouvemens oratoires qui lui étaient si familiers.

« Je ne puis me défendre d'une indignation profonde, dit Mirabeau, lorsque j'entends de mal-
« veillans rhéteurs opposer sans cesse la nation à
« l'Assemblée nationale, et s'efforcer de susciter
« entre elles une sorte de rivalité, comme si ce n'é-
« tait pas par l'Assemblée nationale que la nation a
« connu, recouvré, reconquis ses droits ! comme si
« ce n'était pas par l'Assemblée nationale que les Fran-
« çais, jusqu'alors agrégation inconstituée de peuples
« désunis, sont véritablement devenus une nation !
« comme si, entourés des monumens de nos travaux,
« de nos dangers, de nos services, nous pouvions de-
« venir suspects au peuple, redoutables à ses libertés !
« comme si les regards des deux mondes attachés
« sur vous, le spectacle de votre gloire, la recon-

« naissance de tant de millions d'hommes, l'orgueil
« même d'une conscience généreuse qui aurait trop
« à rougir de se démentir, n'étaient pas une cau-
« tion suffisante de votre fidélité et de votre patrio-
« tisme.

« On demande, ajouta-t-il avec dignité, depuis
« quand les députés du peuple sont devenus *Con-*
« *vention nationale* ? Je réponds : Depuis le jour où,
« trouvant l'entrée du lieu de leur séance environné
« de baïonnettes, ils se sont réunis dans le premier
« lieu où ils ont pu jurer de mourir plutôt que d'a-
« bandonner les droits de la nation ; depuis le jour
« où l'on a voulu, par un acte de démence, les
« empêcher de remplir leur mission sacrée. Nos
« pouvoirs, quels qu'ils fussent, ce jour-là ont
« changé de nature ; ils ont acquis de l'extension ;
« nos efforts, nos travaux les ont assurés ; nos suc-
« cès les ont consacrés ; les adhésions tant de fois
« répétées de la nation les ont légitimés, les ont
« sanctifiés..... Vous vous rappelez le trait de ce
« grand homme de l'antiquité qui, pour sauver
« sa patrie d'une conspiration, avait été obligé d'agir
« contre les lois de son pays, avec cette rapidité que
« l'invincible force de la nécessité justifie. Un tribun
« captieux, croyant le mettre dans l'alternative dan-
« gereuse d'un parjure ou d'un aveu pénible, lui
« demanda s'il n'avait pas manqué à son serment ?
« Ce que je sais, dit Cicéron, c'est que j'ai sauvé la ré-
« publique. Eh bien ! Messieurs, ajouta Mirabeau,
« en dirigeant son geste et ses regards vers le côté

« gauche de l'Assemblée », je jure que vous avez
« sauvé la France ! »

Ces dernières paroles excitèrent dans cette partie de la salle un tressaillement de joie et d'unanimes acclamations. Elles firent d'autant plus d'honneur à Mirabeau, que ce fut à l'inspiration du moment qu'il dut une si éloquente improvisation¹. L'Assemblée, à une immense majorité, décréta que les assemblées primaires qui allaient se réunir pour la formation des corps administratifs ne s'occuperaient pas du choix des électeurs pour nommer de nouveaux députés, attendu que l'Assemblée existante avait déclaré qu'elle ne terminerait sa session qu'après avoir entièrement achevé la constitution.

Mais déjà l'esprit révolutionnaire s'était propagé au sein des assemblées primaires; la plupart se mirent en révolte contre l'autorité, et refusèrent de recevoir les commissaires du roi chargés de les constituer. Alors le désordre et le tumulte de ces assemblées en éloignèrent les citoyens les plus éclairés. La police, abandonnée à des hommes ardents, qui prenaient la passion pour du patriotisme et la licence pour la liberté, amena de si graves désordres qu'on doit regarder comme un prodige que la France ait pu conserver une forme de gouvernement au milieu d'une semblable anarchie.

Les violences qui éclatèrent au sein de ces assemblées furent la source de grands malheurs.

¹ *Moniteur* du 20 avril 1790, p. 430, col. 2.

² LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 147.

En attendant que j'expose le tableau des crimes que l'effervescence populaire engendra dans les départemens, je dois raconter la fin déplorable de M. Fitz-James de Sainte-Colombe, conseiller au Parlement de Dijon. Ce vénérable magistrat ayant réclamé la présidence de l'assemblée du canton de Viteaux que lui donnait son grand âge, on l'accusa de ne point aimer la révolution; cette accusation irrite les esprits, des invectives on passe aux menaces, et bientôt aux voies de fait. Ce vieillard s'échappe de l'assemblée, on le poursuit de rue en rue; sans respect pour ses cheveux blancs, sans pitié pour sa faiblesse, on l'accable d'outrages, on le perce de coups, et la fureur des assassins n'est pas même apaisée par sa mort¹.

Des élections formées sous de si tristes auspices ne pouvaient donner pour administrateurs que des hommes violens et dangereux; les partisans de l'ancien régime s'en consolaient par la pensée qu'après avoir échoué dans les espérances qu'ils avaient alternativement conçues, sur la dictature et sur l'armée, de pareils choix, en troublant l'ordre public, seraient un obstacle aux vues conciliantes du roi et des ministres qui, de bonne foi, travaillaient en commun à jeter les fondemens de la vraie monarchie constitutionnelle.

¹ *Moniteur* du 8 mai 1790, p. 515. *Rapp. de M. Huot de Goncourt.*

LIVRE DIXIÈME.

LA FÉDÉRATION.

Mirabeau et la cour. — Discussion sur le droit de guerre ou de paix. — Discours d'Alexandre Lameth et de Robespierre, — de Mirabeau. — Discours pour et contre la prérogative royale, — de MM. de Lévis, — d'Aiguillon, — Charles Lameth, — de Pétion, — de Saint-Fargeau, — de Robespierre, — de Maury, — de Barnave et de Mirabeau. — Fixation de la liste civile. — Mort de Franklin. — Premières fédérations. — Vainqueurs de la Bastille. — Portrait de Clootz, orateur du genre humain. — Suppression des titres. — Maury les défend. — Montmorency les repousse. — Abolition de la noblesse. — Opinion de Necker sur la noblesse. — Lafayette se démet du commandement. — Il s'oppose au retour du duc d'Orléans. — Ce prince quitte l'Angleterre. — Il publie l'exposé de sa conduite. — Champ-de-Mars. — Enthousiasme des Parisiens. — Les fédérés. — Ils sont présentés au roi. — Fédérés bretons. — Fédération. — Lafayette. — Talleyrand. — Magnificence de cette fête. — Les séditieux troublent la paix. — D'Aiguillon dénonce les émigrés.

Les ministres, trompés dans l'espoir d'exercer une influence salutaire sur les autorités des départemens, se trouvèrent plus que jamais sous l'ombrageuse dépendance de l'Assemblée nationale, qui, en leur refusant la participation à ses débats, croyait avoir le droit de les traduire à sa barre et de les traiter en accusés. Cette méfiance, exercée à l'égard des gens du pouvoir exécutif, excluait entre eux et les députés toute idée de confiance et de cordialité. Dans une telle position, les ministres

étaient dans l'impuissance de faire le bien, et, soit par des considérations personnelles ou par injonction de la cour, ils renvoyaient à l'Assemblée toutes les affaires importantes dont la responsabilité pouvait les compromettre.

Pour sortir du dédale où cette augmentation de travaux l'avait plongée, et afin d'imprimer aux affaires une marche constante, l'Assemblée donna à divers comités les attributions de chaque ministère. Le pouvoir exécutif, sans autorité, se trouva même privé de la délibération qui prépare les décisions et de la haute surveillance qui les dirige. Borné à des mesures d'exécution, étranger à l'action de toutes les parties administratives, il devait perdre bientôt sa considération parce qu'il était sans crédit.

Lorsque le trône est réduit à cette extrémité et que des hommes à grands talens, devenus les idoles du peuple, se montrent redoutables par l'excès de leur audace, pour prévenir les effets d'une ambition sans limites, il convient de leur céder une partie de l'autorité qu'ils convoitent, ou de les gagner par tous les genres de séduction. Tel avait été, dès le commencement, l'opinion de la reine à l'égard de Mirabeau; souvent elle avait dit : « Si l'on craint de se l'attacher, il faut du moins l'éloigner, en lui donnant l'ambassade de Constantinople ou celle des États-Unis. »

Ce grand factieux, qui, selon sa propre expres-

sion, n'était pas à *vendre*, mais à *louer*, fut alors circonvenu par le parti de la cour. En même temps, le prince Louis d'Aremberg, plus connu sous le nom du comte de La Marck, très-dévoué à la reine, et qui, comme elle, voyait mieux que les courtisans la grande faute qu'on avait faite de négliger les moyens d'influence et d'insinuations au sein de l'Assemblée, eut avec Mirabeau une conversation qui détermina chez lui un nouveau plan de conduite. L'entretien ne roula que sur la nécessité de prévenir les excès de la liberté, de bien convaincre la nation que le roi était entré avec franchise dans la révolution, et de faire cesser la défiance réciproque qui énervait toutes les mesures du gouvernement. Mirabeau, convaincu que tout bon Français devait se ranger du côté du trône, depuis qu'il s'était engagé à seconder les intentions généreuses de l'Assemblée¹, écrivit au roi (10 mai 1790) pour lui promettre de raffermir les débris du pouvoir qu'il avait ébranlé, en se déclarant toujours l'antagoniste du despotisme et de l'anarchie.

Peu de jours auparavant, il s'était montré animé des meilleurs sentimens en demandant la suppression des soixante districts de Paris, qu'il avait formés dans un moment de crise, et en cette occasion il dit à Robespierre ces paroles prophétiques : « Demander la permanence des districts, c'est « vouloir établir soixante sections souveraines dont

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. XII, p. 251, 252.

« l'action et la réaction détruiraient notre constitution. Ne prenons pas l'exaltation des principes pour le sublime des principes ¹. »

Pour se convaincre de l'étendue des secours que promettait Mirabeau, les ministres profitèrent d'une circonstance qu'il convient de raconter, puisqu'elle amena la solution d'une des plus importantes questions constitutionnelles qui, jusqu'à ce jour, eût été agitée, c'était de s'assurer si l'Assemblée accorderait au roi un droit essentiellement lié à son autorité : le droit de faire la guerre et la paix.

Des hostilités ayant été commises par le gouvernement espagnol sur des vaisseaux anglais, entrés dans la baie de Nootka, pour faire avec les sauvages du nord de l'Amérique le commerce des pelleteries, le cabinet britannique demanda réparation de cet outrage. Celui de Madrid refusa, n'appuyant son droit de propriété sur cette plage déserte que sur la bulle d'Alexandre VI, qui lui faisait don de tout ce qu'on découvrirait à l'ouest du méridien, pris à cent lieues des Açores. L'Angleterre était loin d'admettre que de telles investitures fissent partie du droit des nations. Alors les deux puissances équipent des flottes et se préparent à la guerre. Cette rupture soudaine fit craindre qu'elle n'eût été imaginée pour compromettre la France, qui, en proie aux convulsions intérieures d'une grande révolution, pouvait, par son traité d'alliance avec l'Espagne, se trouver

¹ LUCAS DE MONTIGNY (*Mém. sur Mirabeau*), t. VII, p. 229.

en guerre avec une nation puissante, ambitieuse, dominatrice des mers, et dont la constante politique a toujours été d'anéantir le commerce des autres nations, en leur ravissant leurs plus riches colonies.

En effet, l'Espagne pressait le ministère français de déclarer s'il tiendrait les stipulations contractées par le pacte de famille, ou si la cour de Madrid devait songer à former de nouveaux alliés. La réponse était embarrassante. D'après les idées nouvelles, le corps législatif ne pouvait se croire lié par un traité que l'esprit révolutionnaire considérait avoir été conclu plutôt dans l'intérêt d'une famille que dans celui des peuples.

Lorsque M. de Montmorin, ministre des relations étrangères, vint faire part à l'Assemblée des préparatifs de guerre de nos voisins, et des précautions que le roi croyait devoir prendre pour mettre en sûreté nos possessions lointaines, il assura que la France n'épargnerait rien pour prévenir la guerre, mais que ces précautions mêmes exigeaient que des secours extraordinaires fussent donnés à la marine¹, et qu'on ne devait pas hésiter à les consentir, afin d'apprendre à l'Europe que l'établissement de notre constitution était loin d'apporter obstacle au développement de nos forces et au maintien de nos droits. De nombreux orateurs s'inscrivirent pour ou contre le message, et la discussion fut renvoyée au lendemain.

Ce jour-là, le corps diplomatique se rendit au sein

¹ *Moniteur* du 15 mai 1790, p. 547, col. 3.

de l'Assemblée pour observer son attitude dans une circonstance qui devait lui inspirer le plus vif intérêt. Elle fut telle qu'il convenait aux représentans d'un grand peuple jaloux d'assurer son indépendance. « Jusqu'à ce moment, vous avez délibéré sur « la France et pour la France, s'écria Volney, aujourd'hui vous allez entrer dans le monde politique, vous allez délibérer pour l'univers et aux « yeux de l'univers. »

En envisageant le message sous ce haut point de vue, deux opinions se prononcèrent et furent soutenues avec la même chaleur et la même habileté. « Je ne crois pas, dit Alexandre Lameth, que l'Assemblée nationale puisse accorder la demande « du ministre des affaires étrangères. Le droit de « faire verser le sang, d'entraîner des milliers de « citoyens loin de leurs foyers, d'exposer les propriétés, ce terrible droit, pouvons-nous le dé- « léguer? » Barnave émit une opinion semblable, et tous deux furent d'avis qu'avant de répondre au message, il fallait décider la grande question du droit de guerre et de paix¹.

« S'il est un moment où il soit indispensable de « juger cette question, dit Robespierre, c'est à « celui où vous avez à délibérer sur l'exercice de « ce droit. Comment prendrez-vous des mesures, si « vous ne savez pas à quel titre vous pouvez les « ordonner? Pouvez-vous décider, même provisoi-

¹ *Moniteur* du 16 mai 1790, p. 550, col. 2 et 3.

« rement, que le droit de disposer du bonheur de
« l'empire appartient aux ministres ? Ignorez-vous
« que la guerre est un moyen de défendre le pouvoir
« arbitraire contre les nations ? C'est de la France
« que doit partir la liberté et le bonheur du monde.
« Ainsi, loin de vous engager dans une guerre dont
« vous ne connaissez pas les motifs, et dont vous
« ne pouvez prévoir les conséquences, attachez-vous
« à maintenir la paix, et, au lieu d'accorder des
« subsides, d'autoriser des armemens, faites une
« grande démarche, et montrez une grande loyauté
« en déclarant au monde entier que, suivant des
« principes bien différens de ceux qui ont fait les
« malheurs des peuples, la nation française, con-
« tente d'être libre, ne veut s'engager dans aucune
« guerre, et veut vivre avec toutes les nations dans
« cette fraternité que commande la nature. »

De toutes les questions qu'avait agitées l'Assemblée, aucune, plus que le droit de guerre et de paix, n'était importante ni mieux appropriée à la nature des talens de Mirabeau. Elle intéressait vivement la cour, et, en d'autres mains, elle eût servi de brandon pour allumer la discorde, ou du moins pour exciter toutes les défiances¹. Mirabeau, en homme d'État, voulut en faire un moyen de conciliation. Certain du danger de heurter la volonté nationale en n'enlevant pas au pouvoir exécutif le droit de pourvoir à la sûreté du royaume, il eut l'adresse,

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. XIII, p. 257-258.

pour bien développer ses principes monarchiques, de les faire précéder des plus habiles précautions oratoires, et c'est là ce qui donna à l'exorde de son discours une forme embarrassée.

Après avoir prié l'Assemblée de ne point préjuger son opinion d'après l'avis qu'il allait émettre, il fit observer qu'on éludait la demande du roi, et que cette manière d'agir était déraisonnable et inconséquente, parce que le message n'avait nullement trait à une déclaration de guerre. « Vous supposez, » dit-il, « que l'ordre donné par le roi de faire des armemens est illégal. Cependant il est certain que, dans toute société, le provisoire subsiste tant que le définitif n'est pas déterminé; or, le roi ayant le provisoire, a pu légalement ordonner des armemens. Le préalable nécessaire à nos délibérations apporterait des retards qui donneraient le prétexte de dire que nous avons arrêté les mesures prises pour assurer la tranquillité publique et la sûreté du commerce.... Quatorze vaisseaux, armés seulement parce que l'Angleterre armée, ne peuvent être pour vous un objet d'épouvante, et n'ont rien d'effrayant pour la constitution. La question se réduit donc à savoir, non si le roi a pu armer, car cela n'est pas douteux, mais si les fonds qu'il demande doivent être accordés¹. »

Reubell et le baron de Menou craignaient les conséquences de cette latitude donnée à l'autorité

¹ *Moniteur* du 16 mai 1790., p. 551, col. 1^{re}.

royale. Mais Chapelier, dont les opinions constitutionnelles n'étaient pas douteuses, prouva, ainsi que Mirabeau, l'inconvenance qu'il y aurait à ne pas s'occuper du message. « On s'écarte, dit-il, de la « véritable question, en se jetant dans des détails « qui lui sont étrangers. Le roi craint la guerre, il « désire la paix : deux grandes puissances arment ; « l'une des deux a toujours été notre rivale et notre « ennemie ; elle menace à la fois nos colonies et notre « industrie. Sans doute le droit de disposer de l'or « et du sang des hommes ne peut appartenir à un « seul, mais le droit de prendre des précautions « pour la défense de l'État appartient à l'exécuteur « suprême des volontés de la nation. » Plusieurs amendemens sont présentés, on les écarte tous, et, après une longue discussion, sur la motion du duc de Biron, l'Assemblée décrète que le président se rendra auprès du roi, pour le remercier des dispositions prises, et qu'ensuite elle agitera cette question constitutionnelle : *La nation souveraine doit-elle déléguer au roi l'exercice du droit de la paix et de la guerre ?* L'attitude imposante de l'Assemblée qui, en donnant son assentiment à une mesure propre à maintenir la dignité nationale, agissait, pour la première fois, avec des formes aussi parlementaires, produisit un grand effet sur tout le corps diplomatique.

La question était importante et nouvelle, puisqu'il s'agissait d'accorder au roi le libre exercice d'un droit formidable, ou de le fixer constitution-

nellement, d'après les principes éternels et invariables de la raison d'État et de l'intérêt des peuples. Les anciens auteurs en avaient à peine effleuré les difficultés : Grotius et Puffendorf écrivirent en jurisconsultes, et les progrès des lumières ont laissé leurs travaux à une grande distance du 18^e siècle. Depuis, plusieurs habiles publicistes ont traité le sujet avec plus de profondeur; mais la plupart, passionnés pour les doctrines républicaines, se sont déclarés contre l'autorité royale, avec une partialité qui décrédite leurs ouvrages. S'ils interrogent l'histoire, ils ferment les yeux sur les nombreux exemples qui accusent les républiques; et, lorsqu'ils font valoir les droits du peuple exercés par ses délégués, ils oublient toujours qu'une assemblée de représentans est encore plus exposée aux erreurs et aux orages des passions que le conseil d'un roi.

Chaque parti attendait avec anxiété l'issue de cette grande délibération. Les uns y attachaient leurs dernières espérances en faveur de la royauté; les autres, le salut de la constitution. La crise dans laquelle se trouvait alors la France rendait encore plus intéressante cette haute question. Au dedans, les partis s'agitaient; au dehors, les chefs des nations voisines regardaient avec effroi nos progrès dans l'art de s'affranchir du pouvoir absolu, et il était à craindre que ces princes, intéressés à étouffer la liberté dès sa naissance, ne prêtassent leur appui dans l'intérieur à ceux qui conspiraient contre elle. Cette guerre même n'avait-elle pas toutes les appa-

rences d'une ruse diplomatique, pour donner aux Bourbons, liés par un pacte de famille, les moyens de masquer des hostilités tendant à renverser la constitution française.

« Laisser au trône qu'on veut affaiblir une arme
« aussi formidable que le droit de guerre et de paix,
« ce serait s'enlever tout espoir de conserver la li-
« berté, disaient les partisans de la démocratie.
« Pourquoi confier à un roi constitutionnel, malgré
« lui, une faculté dont il pourrait abuser contre le
« peuple? Une déclaration de guerre est une volonté
« nationale; l'expression en appartient au corps lé-
« gislatif, puisque cet acte porte sur la nation dont il
« compromet les intérêts. Les partisans du pouvoir
« exécutif objectent la lenteur et le danger de la
« publicité des opérations d'une assemblée nom-
« breuse. Mais la célérité sera la même dans notre
« système. Il ne faut pas confondre la déclaration de
« guerre avec la direction des préparatifs et des opé-
« rations militaires, que tout le monde considère
« comme étant dans les attributions du monarque.
« Quant au secret que l'on allègue sans cesse comme
« indispensable en diplomatie, la nation le repousse;
« elle fuit le mystère parce qu'elle veut la justice,
« et la justice sera désormais son droit public; avec
« une loyauté toute française s'évanouiront ces
« lâches détours de la politique et ces graves pué-
« rilités qui constituent la prétendue science des
« hommes d'État. Plus morale que les rois, la nation
« française n'asservira personne; et si elle prend les

« armes, ce sera pour assurer son indépendance et
« conserver sa liberté. » Ainsi parlaient ceux qui défendaient les droits du pouvoir législatif sous un gouvernement démocratique.

Les amis du trône, jaloux de lui conserver sa plus importante prérogative opposaient à ces argumens présentés avec force et talent, que « dans un empire
« comme la France, il était nécessaire de déléguer
« au roi l'exercice du droit de paix et de guerre,
« pour défendre l'indépendance du territoire et protéger les colonies ; que les dangers qu'on redoutait
« pour la liberté étaient illusoires ; qu'il restait toujours à l'Assemblée un moyen d'élever un rempart
« contre l'ambition des princes : c'était le refus des
« subsides ; seul, il ferait tomber de la main du monarque ambitieux l'épée qu'il aurait imprudemment tirée¹. L'Angleterre n'est-elle pas jalouse à
« l'excès de sa liberté ? Et pourtant, elle a confié à
« ses rois ce pouvoir qui paraît si redoutable. On
« nous oppose le péril de confier la destinée de l'État
« aux passions, aux intérêts, et souvent au caprice
« des ministres ; mais les ministres sont responsables,
« et les représentans ne le sont pas ; et si les ministres
« ne sont pas incorruptibles, croit-on aussi que les
« majorités soient toujours exemptes de séduction ? »
Telle était l'expression de l'opinion publique sur la double manière d'envisager la question, lorsque l'Assemblée s'appréta à la discuter (16 mai 1790).

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 276.

Le duc de Lévis se faisait remarquer par beaucoup d'esprit et un caractère indépendant; initié dans les secrets de Monsieur, il cachait aussi une grande ambition sous des formes libérales et parlementaires. Appelé le premier à donner son avis, il distingua la guerre offensive de la guerre défensive, et considéra celle-ci comme la seule légitime, puisqu'elle avait pour but de protéger les intérêts nationaux. Selon lui, rien ne pouvait être décidé sans le consentement des législateurs. Il établit en principe, que là où commençait l'injustice finissait le pouvoir, et que, par conséquent, jamais la nation française n'entreprendrait rien contre la liberté d'aucun peuple, mais qu'elle repousserait, avec toute l'énergie d'une nation libre et puissante, les attaques de ses ennemis. En proclamant la renonciation aux conquêtes, l'orateur semblait inspiré par une crainte prophétique. Il voulait tourner le génie français vers les améliorations intérieures, et mettre l'empire de la pensée au-dessus de celui des armes. La question des alliances tenait trop au droit de paix pour l'en séparer; il donna à entendre qu'elles étaient plus nuisibles qu'utiles à la France, et que vingt-cinq millions d'âmes, dont trois millions étaient armés, n'avaient besoin d'aucun secours étranger pour accomplir leurs destinées.

« Vous avez reconnu, dit le duc d'Aiguillon, que
« tous les pouvoirs appartiennent à la nation, donc
« le droit de paix et de guerre lui est dévolu. Comme
« j'ai peu à ajouter à ce qu'a dit M. de Lévis, je me

« bornerai à représenter les inconvénients qu'il y
« aurait à déléguer au roi le pouvoir de la guerre;
« s'il était permis de citer une anecdote connue, je
« rappellerais que Louis XIV, s'apercevant qu'une
« des fenêtres de Trianon était placée de travers,
« se fâcha contre Louvois. Ce premier ministre dit
« alors à ses confidens : Le roi est occupé de trop pe-
« tites choses, il faut lui donner des occupations plus
« sérieuses. La guerre fut faite; le sang des Français
« coulait, et pourquoi? pour la fenêtre de Trianon.
« Le caprice du maître et l'intérêt du ministre déci-
« dèrent donc ainsi du sort des nations ¹? »

Charles Lameth soutint aussi que l'impossibilité de déléguer au roi le droit de paix et de guerre était une conséquence nécessaire des principes déjà décrétés. Selon lui, une manifestation hostile ressemblait au déploiement du drapeau rouge; et puisque les citoyens élus par le peuple déclaraient que, d'après sa volonté et pour la sûreté générale, la force publique allait être employée contre les ennemis de la paix, il en était de même de la déclaration de guerre qui appartenait de droit au corps législatif, c'est-à-dire à la nation. « Montesquieu, dont l'âme
« n'était pas aussi hardie que le génie était profond,
« n'a pas contesté que l'exercice du droit de faire la
« paix et la guerre devait appartenir au roi; mais
« en déplorant les malheurs du règne de Louis XIV,
« il a fait sentir qu'il reconnaissait le danger de ce

¹ *Moniteur* du 17 mai 1790, p. 556, col. 2. Ce fait est attesté par les *Mémoires du duc de Saint-Simon*, 1^{re} édition.

« droit. Il en coûte à des Français de rappeler des
« traits nuisibles à la gloire d'Henri IV; mais quand
« la France par un crime horrible perdit le meilleur
« des rois, ce monarque allait embraser l'Europe pour
« la possession de la princesse de Condé. » — « C'est une
« calomnie », lui cria d'une voix forte l'abbé Maury.

Pour réfuter le démenti qu'on venait de lui donner, Charles Lameth renvoya aux mémoires de Sully; puis il passa à l'exposé des motifs qui devaient rendre suspects les préparatifs de la guerre annoncée, et voulut la faire envisager comme une conspiration tramée par les puissances belligérantes. « Daignez réfléchir, daignez observer dans quelle circonstance et de quelle manière a été amené le différend entre l'Espagne et l'Angleterre. C'est une vieille querelle ranimée à dessein. Les préparatifs commencés sont une déclaration de guerre; notre discussion ne peut la prévenir. Ignorez-vous les intentions de l'Espagne? on sait qu'elle est épouvantée de notre constitution; on connaît les mesures qu'elle a prises pour empêcher l'introduction des écrits publiés en France. Une coalition s'est formée entre une puissance ennemie de notre révolution et une famille qui peut être mue par des considérations particulières. En voilà assez pour vous faire pressentir les motifs de cette guerre..... Si vous déclarez que le roi peut la faire, la constitution sera attaquée et peut-être détruite. Le royaume sera ensanglanté dans toutes ses parties. Si une armée se rassemble, les mécontents

« qu'a faits notre justice iront s'y réfugier. Les gens
« riches, car ce sont les riches qui composent le
« nombre des mécontents, ils s'étaient enrichis des
« abus, et vous avez tari la source odieuse de leur
« opulence; les gens riches, dis-je, emploieront tous
« leurs moyens pour répandre et alimenter le trou-
« ble et le désordre; mais ils ne seront pas vain-
« queurs, car s'ils ont de l'or, nous avons du fer, et
« nous saurons nous en servir¹. » A ces mots; les
applaudissemens retentirent dans les tribunes et ne
s'arrêtèrent qu'au moment où l'orateur termina en
donnant des éloges aux vertus de Louis XVI.

Pétion, en se prononçant pour les moyens vio-
lens et toujours en faveur des intérêts populaires,
était devenu un des chefs de la faction anarchique.
Ce député, remontant à l'origine de notre monar-
chie, montra les peuples ne prenant les armes que
lorsque les assemblées de la nation l'avaient décidé,
et ne les quittant qu'après la victoire. A la suite d'un
résumé rapide de notre histoire, il dit : « Les rois,
« dans un temps moins reculé, ne pouvaient jamais
« commencer la guerre sans l'avis des comtes et
« barons. Aux états-généraux, depuis 1356 jusqu'en
« 1614, les représentans de la nation délibérèrent
« sur la paix et sur la guerre. Les états-généraux
« disparurent; alors les rois, n'écoutant que leurs
« passions et le désir déréglé d'une vaine gloire, en-
« gagèrent le bonheur et la vie des peuples sans les

¹ *Moniteur* du 18 mai 1790, p. 538, col. 1^{re}.

« consulter; ils attaquèrent leurs voisins, ils trou-
« blèrent la paix de l'Europe entière, et répandirent
« à grands flots l'or et le sang des Français. Vous
« n'aurez donc rien fait pour la félicité publique
« si vous laissez dans les mains de vos chefs un pou-
« voir aussi funeste. »

Après avoir passé en revue les maux qu'en-
gendrèrent l'ambition de Louis XIV et la corrup-
tion de son successeur, il fit pressentir que la moralité
du caractère de Louis XVI offrait plus de garanties,
mais que l'ignorance et la perfidie des ministres
étant toujours les mêmes, on éprouverait sous son
règne les mêmes calamités si on laissait dans leurs
mains la faculté de provoquer la guerre; « vainqueurs
« des étrangers, ils en obtiendront de l'argent; avec
« cet argent, ajouta-t-il, ils séduiront l'armée; ils
« asserviront le peuple qui se prosternera devant un
« front victorieux. On dit qu'on pourra refuser les
« subsides, pourquoi ne pas prévenir le mal plutôt
« que de se réduire à en chercher le remède? Le
« pouvoir exécutif a-t-il le droit de risquer ainsi le
« sort des empires? Il n'a pas celui de faire la loi
« la plus simple, pourquoi lui laisserait-on celui de
« faire des traités dont les conséquences sont si im-
« portantes? » L'orateur termina son discours par un
projet de décret dont la substance était que le pou-
voir exécutif ne déclarerait la guerre qu'avec le con-
sentement du pouvoir législatif, qui également ad-
mettrait ou rejetterait les traités et les alliances qui
lui seraient proposés, et qu'un manifeste serait

adressé à toutes les cours, pour annoncer que la France renonçait aux conquêtes¹; qu'elle n'entreprendrait rien contre les droits et contre la liberté d'aucun peuple, mais qu'elle repousserait les attaques de ses ennemis avec toute l'énergie d'une grande nation.

La délégation au roi, du droit de paix et de guerre, n'alarma pas moins MM. de Beauharnais, Volney, Chabroud, Freteau. « Qui doit en disposer, » disaient-ils, si ce n'est ceux dont l'existence peut « être compromise par l'exercice de ce pouvoir dangereux? » Ils faisaient dériver de la même source le droit de faire des traités; leur maxime était qu'on devait charger le roi des négociations, mais qu'au corps législatif appartenait la ratification. Les plus modérés d'entre eux avouaient que des deux côtés il y avait des inconvénients; mais tous s'accordaient à dire que le plus dangereux était de livrer le sort des nations au caprice des princes.

Le Pelletier de Saint-Fargeau, ancien président à mortiers, se fit remarquer dans cette discussion; il parlait avec précision sur les matières les plus ingrates : ennemi de la cour, il fut porté par la noblesse aux états-généraux, et, quoique très-riche, il embrassa avec chaleur la cause populaire; selon sa maxime, il fallait se rendre à Coblenz ou aller aux Jacobins. Malgré sa grande prédilection pour le gouvernement anglais, il repoussa néanmoins l'exemple

¹ *Moniteur* du 18 mai 1790, p. 359, col. 1, 2 et 3.

des pouvoirs accordés par la Grande-Bretagne à ses rois, par la différence qui existe entre un État limité de tous côtés par la mer, suffisamment défendu par sa position même, et un royaume environné de voisins inquiets et jaloux, forcé d'entretenir de nombreuses armées qui, réunies sous un chef audacieux, pourraient être employées à opprimer la nation.

Les orateurs du côté gauche ne sortirent jamais des principes qu'ils avaient consacrés dans la déclaration des droits de l'homme : et ils les rendaient de plus en plus dangereux par une fausse application. Ainsi le plus atrabilaire, le plus obstiné d'entre eux, Robespierre, avança dans cette discussion qu'il était inexact de dire que le roi fût le représentant de la nation. Rabaissant la noble doctrine qui considère le roi comme le représentant unique de l'honneur du royaume, il soutint l'idée basse et matérielle qu'il n'en était que le *commis*, le *délégué*, pour exécuter les volontés nationales; lorsqu'on le rappela à l'ordre, il déclara n'avoir pas voulu manquer de respect à la majesté royale, qui n'était autre chose que la majesté nationale, et que par le mot *commis*, il avait cru donner une plus magnifique idée de la charge sublime d'exécuter la volonté générale¹.

Selon ses conclusions, la nation étant obligée de déléguer son droit de souveraineté, il fallait qu'elle

¹ *Moniteur* du 19 mai 1790, p. 563, col. 1^{re}.

le confiât à celui qui avait le moins d'intérêt à s'en servir. « Le corps législatif, dit-il, n'en abusera jamais ; mais le roi armé d'une puissante dictature peut le rendre formidable. Avidé d'augmenter et d'étendre ses prérogatives, il sera toujours tenté de déclarer la guerre, tandis que les représentans de la nation auront un intérêt direct et même personnel à l'empêcher. » Pour éviter ces inconvéniens, il proposa à l'Assemblée de baser son opinion sur celle de Pétion, avec lequel il était lié par une grande conformité de principes. L'erreur de tous ces esprits faux et turbulens prenait sa source dans l'habitude de se considérer comme étant la nation et de se croire plus vertueux que les princes doués des plus nobles sentimens. Ils supposaient le peuple sans passions, pour les donner aux rois et aux ministres, qu'ils représentaient toujours comme malintentionnés et avides d'opprimer.

Le danger de confier exclusivement à la nation le droit de guerre et de paix alarma vivement MM. de Serent, Custines, de Virieux, Clermont-Tonnerre, La Galissonnière, Cazalès et les ducs de Praslin et du Châtelet. Montlosier combattit avec véhémence les opinions de Charles Lameth et de Pétion ; Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, dans un discours remarquable, voulut concilier ce que chaque parti avait dit de plus sage. Tous ces députés soutinrent que le droit qu'on discutait, n'étant pas un acte législatif, ne pouvait appartenir

qu'au roi. A l'appui de leur opinion, ils citèrent l'exemple de la Suède et de la Pologne, dont les diètes, vendues à l'or des étrangers, abusèrent si souvent du droit de déclarer la guerre. D'autres orateurs, à l'exemple de M. de Lévis, parlèrent d'abord de la guerre offensive; celle-là, selon eux, devait être consentie par la nation; ils bornaient la prérogative royale à la guerre défensive. Beaucoup voulaient que le droit de conclure des traités, à l'exception de ceux de commerce, fût dévolu au roi, seul chargé de représenter la nation dans ses relations extérieures. Sans cela, disaient-ils, le roi n'est plus qu'un général d'armée, et l'unique prérogative qui reste encore au pouvoir exécutif va se trouver anéantie.

L'orateur qui, dans l'esprit monarchique, traita le mieux cette importante question, fut encore l'abbé Maury. En émettant le principe que le droit de faire la guerre et la paix était une des prérogatives inhérentes à la monarchie, il prononça un discours justement célèbre, et dont voici les parties principales : « Ne nous
« laissons pas tromper par des assertions contraires
« aux véritables doctrines; la nation nous a ordonné
« de faire reconnaître les droits constitutionnels du
« peuple français, mais jamais de rédiger une cons-
« titution arbitraire. Elle a chargé notre patriotisme
« de réformer, de concert avec notre excellent roi,
« les abus du gouvernement, mais non pas d'en éta-
« blir un nouveau qui n'ait aucune analogie avec
« l'ancien. Puisque vous avez reconnu au roi une

« puissance inhérente à sa couronne, vous avez déclaré que le pouvoir exécutif suprême réside dans ses mains; consacrez donc les conséquences de ce principe. Où serait cette suprématie, si le roi n'avait pas le droit de protéger, de défendre son peuple et d'attaquer tous ceux qui veulent porter atteinte à la propriété nationale? Le pouvoir exécutif serait anéanti s'il n'avait la puissance du glaive qui forme l'attribut essentiel de la monarchie. On a présenté des distinctions ingénieuses qui ne sont que des sophismes..... Le pouvoir exécutif n'est autre chose que la force publique appliquée à la loi : s'il s'applique aux lois pour assurer la tranquillité intérieure, il doit s'appliquer aux traités pour assurer nos droits au dehors. Si le roi est exécuteur suprême de la loi, ne s'ensuit-il pas qu'il doit ordonner au dehors et au dedans tout ce qui est nécessaire pour le bonheur du peuple? Le pourrait-il, si la force armée n'était pas soumise à son autorité?

« Vous avez décrété des assemblées permanentes qui seront réunies pendant quatre mois, mais vous n'avez pas décrété leur perpétuité. Or peut-il y avoir un seul jour de l'année où la sentinelle de l'État n'ait les yeux ouverts? Six semaines ont suffi pour la ligue d'Augsbourg, trois semaines pour celle de Cambray; vous ne devez pas vous dissimuler que la lenteur serait funeste. Mais

« vous avez encore un autre danger : vous êtes en-
« tourés de peuples qui vous cacheront tous leurs
« desseins, et qui connaîtront tous les vôtres; lors-
« que vous vous préparerez à la guerre avec l'inten-
« tion de l'éviter, vous ne l'éviterez pas par ces pré-
« paratifs, parce que votre intention sera connue.
« Vous n'aurez pas de secret, et tout sera secret
« autour de vous. Que pourrez-vous espérer de cet
« ordre de choses? qui voudra être votre ami, et
« exposer ses secrets à la publicité inséparable d'un
« corps délibérant? Le secret est l'âme des grandes
« questions politiques dans lesquelles il faut prendre
« en considération le caractère des rois, leurs ta-
« lens, leurs vertus, leurs vices, ceux de leurs mi-
« nistres, ceux des alliés et des ennemis. Si vous
« transformez cette tribune en tribunal de médi-
« sance et de calomnie, qui voudra s'unir à vous?
« Depuis les grandes bases posées par le cardinal de
« Richelieu, tout en Europe est en équilibre. Vous
« ne pouvez exister seuls, vous seriez bientôt dé-
« chirés par vos voisins..... Le vœu et l'intérêt na-
« tional sont donc pour que le roi ait le droit de
« déclarer la guerre. On vous a dit que les rois en
« abuseront; mais quelle république n'en a pas
« abusé? Voyez s'il suffit de jouir de la liberté pour
« respecter celle du peuple. Voyez si les États les
« plus libres ne sont pas les plus exposés aux dan-
« gers de la guerre. »

Après avoir vengé la mémoire d'Henri IV du re-
proche d'avoir voulu mettre l'Europe en feu pour

une passion insensée, il s'attacha à combattre les adversaires de son opinion par tous les genres de preuves, et avec adresse il tourna contre eux les armes dont ils s'étaient servis. L'érudition embellie de tous les charmes de l'éloquence justifia les applaudissemens unanimes que méritaient ses talens. Pétition, à l'appui de sa doctrine, avait fait de nombreuses citations historiques; Maury s'en empara pour les combattre et lui prouver combien il avait été mal avisé de se prévaloir de pareils exemples.

Le tableau hideux de la révolution de 1358, qui sous le rapport des excès populaires pouvait être comparée à celle dont Maury se déclarait l'adversaire, lui offrit des rapprochemens frappans de vérité. « C'est
« à regret, dit-il, que je me vois contraint, par la nécessité d'une juste défense, de fixer vos regards
« sur une époque désastreuse que tout bon Français
« voudrait pouvoir effacer de nos annales; je veux
« parler des états-généraux qui furent assemblés
« en 1356. Cette Assemblée nationale, ou plutôt
« cette grande conjuration, dirigée par Étienne Marcel, prévôt de Paris, entreprit d'interdire le dauphin, régent du royaume. Marcel, ce brigand
« populaire, trompa le peuple par les maximes les plus séditeuses; les nobles étaient égorgés, on
« incendiait les châteaux : c'était un crime d'être
« riche, et les propriétés les plus sacrées étaient
« confisquées ou méconnues. Les conjurés, voulant
« établir en France la *démocratie royale*, avaient
« usuré tous les pouvoirs du roi; enfin un signe

« public de révolte servait de honteux ornement à
« cette multitude de conjurés. Ces États si coupables
« contestèrent au roi le droit de décider de la
« guerre et de la paix; bientôt la nation, ren-
« trée dans son vrai caractère, repoussa et exter-
« mina, comme des ennemis publics, ces insensés
« qui avaient voulu substituer les principes de la
« démagogie à l'ancien gouvernement. Les nou-
« veaux États de 1359 reconnurent formellement
« le droit qui appartenait au roi de France de faire
« la guerre et la paix. Ce droit, ajouta Maury, est
« donc prouvé par toutes les maximes fondamen-
« tales du royaume : le roi cesserait d'être roi s'il
« lui était enlevé, ou du moins on conviendra
« qu'un pareil fantôme ne pourrait plus être roi
« des Français! »

Malgré l'éloquence de l'orateur et les efforts du parti dévoué aux intérêts du trône, la grande question du droit de paix et de guerre, débattue dans sept séances consécutives, aurait été décidée contre le roi à une immense majorité, si Mirabeau, se détachant tout à fait des révolutionnaires, n'eût déployé contre leur système tous les efforts de sa parole puissante. Pour éviter l'effet de leur inimitié, avec adresse il flatte Sieyes qui était alors leur chef. Ce député, quoique plein d'une ambition concentrée, n'avait point profité de la vogue qu'obtinrent ses écrits; déjà la peur le rendait circonspect : ne s'exprimant qu'avec des formes laconiques et tranchantes, il ne pouvait plaire à la multitude. Mais

ses amis; ses adeptes transmettaient avec emphase ses idées, ses systèmes, ses mots sentencieux, et le rendirent l'objet d'une espèce de culte. Lorsque sa réputation lui parut suffisamment établie, il se condamna au silence : on pouvait à peine lui arracher quelques paroles, leur rareté en faisait autant d'apophthegmes, et il devint ainsi l'oracle mystérieux des événemens futurs. Mirabeau, ayant besoin de lui, recourt à un artifice oratoire; il déplore l'insuffisance de ses moyens, et sachant la réputation dont jouissait Sieyes en fait de matières législatives, le qualifie de grand penseur; il célèbre l'étendue de ses lumières; la profondeur de son génie; et le prie de se prononcer sur une question qu'il considère comme un des plus importans ressorts de l'ordre social. Après l'avoir vainement supplié de s'expliquer sur cette lacune dans la constitution, il dénonce son silence comme une calamité publique¹. Le piège était adroit, ces éloges hyperboliques lui rendirent Sieyes favorable².

Mirabeau envisage ensuite la question sous un nouveau point de vue; il réfute les argumens des principaux orateurs du côté droit et du côté gauche qui semblaient avoir épuisé, avant lui, toutes les forces de la logique et les prestiges de l'éloquence. Il démontre le danger d'attribuer au seul corps législatif le droit de faire la guerre ou la paix, et, avec un art merveilleux, il prépare l'Assemblée à

¹ *Moniteur* du 21 mai 1790, p. 572, col. 2.

² BEAULIEU et FOISSET aîné, *Biograph. univers.*, art. *Mirabeau*.

adopter un moyen terme qui paraît devoir tout concilier : « Sommes-nous forcés, dit-il, de faire un « choix exclusif? ne peut-on pas, pour une fonction « du gouvernement qui tient de l'exécution et de la « délibération, faire concourir au même but, sans « les exclure l'un par l'autre, les deux pouvoirs qui « constituent la force nationale, et qui représentent « la sagesse? ne peut-on pas restreindre les abus de « l'ancienne royauté, sans paralyser la force publique? ne peut-on pas connaître le vœu naturel, sur « la guerre et sur la paix, par l'organe suprême « d'une assemblée représentative, sans transporter « parmi nous les inconvéniens que nous découvrons, dans cette portion du droit public des républiques anciennes et de quelques États de l'Europe? Si l'ambition des rois et la corruption des ministres sont à craindre, doit-on moins redouter ces mouvemens d'enthousiasme, si rapides et si puissans dans une grande assemblée, et qui peuvent souvent lui faire prendre le fier ressentiment d'une fausse dignité pour la voix de la sagesse et les conseils de l'expérience? Lisez l'histoire des républiques, et vous verrez que l'ambition les a toujours précipitées dans les guerres les plus injustes et les plus barbares! N'est-ce pas sous l'empire des passions que les assemblées politiques ont toujours décrété la guerre? et ne doit-on compter pour rien l'inconvénient de convoquer une assemblée lorsqu'il faudra agir, et surtout le danger de transporter les formes purement républicaines dans

« un gouvernement tout à la fois représentatif et
« monarchique ?

« Je vous prie surtout, Messieurs, de considérer
« ce danger par rapport à notre constitution. Pou-
« vons-nous espérer de la maintenir si nous compo-
« sons notre gouvernement de formes opposées entre
« elles ? Rome ne fut détruite que par le mélange
« des formes royales, démocratiques et aristocrati-
« ques. Quel sera, par rapport au roi, l'effet d'une
« loi qui concentre dans le corps législatif le droit
« de faire la paix ou la guerre ? Pour les rois faibles,
« la privation de l'autorité ne sera qu'une cause de
« découragement et d'inertie. Un roi, circonvenu
« par de perfides conseillers, se croira détrôné ; un
« roi juste pensera que le trône est environné d'é-
« cueils, et tous les ressorts de la force publique se
« relâcheront ; un roi ambitieux, mécontent du lot
« que la constitution lui donne, sera l'ennemi de
« cette même constitution, dont il doit être le ga-
« rant et le gardien.

« Il faut, dites-vous, restreindre l'usage de la force
« publique dans les mains du roi ; je le pense comme
« vous, nous ne différons que par les moyens : vous
« objectez que les préparatifs laissés à la disposition
« du roi pourront être dangereux ; sans doute ils le
« seront, si vous lui faites regretter la prérogative
« dont la constitution le dépouillerait, et dont la
« perte le rendrait inférieur aux autres rois. Vou-
« driez-vous faire concourir le corps législatif à ces
« préparatifs, par un comité pris dans l'Assemblée

« nationale? Par cela seul, nous confondrions tous
« les pouvoirs, en confondant l'action avec la vo-
« lonté, la direction avec la loi. Bientôt le pouvoir
« exécutif ne serait que l'agent d'un comité. Nous
« ne ferions pas seulement les lois, nous gouver-
« nerions; car quelles seraient les bornes de cette
« surveillance? C'est en vain que vous tenteriez de
« les assigner, elles seraient toujours violées. Prenez,
« garde encore de paralyser le pouvoir exécutif par
« ce concours de moyens? Lorsqu'il s'agit de l'exé-
« cution, ce qui doit être fait par plusieurs per-
« sonnes n'est jamais bien fait par aucune. Où se-
« rait d'ailleurs, dans un tel ordre de choses, cette
« responsabilité qui doit être l'égide de notre nou-
« velle constitution? Enfin, dit-on encore, n'a-t-on
« rien à appréhender d'un roi qui, couvrant les com-
« plots du despotisme sous l'apparence d'une guerre,
« nécessaire, rentrerait dans le royaume à la tête
« d'une armée victorieuse, non pour reprendre son
« poste de roi citoyen, mais pour conquérir celui des
« tyrans?

« Eh bien! qu'arrivera-t il? Je suppose qu'un roi
« constitutionnel, conquérant et guerrier, réunissant
« aux talens militaires les vices qui corrompent les
« hommes, et les qualités aimables qui les captivent,
« se trouvât à la tête d'une armée nationale qui n'au-
« rait pas assez de patriotisme et de vertu pour ré-
« sister à un tyran, et qu'un tel roi conduisit des
« Français contre des Français, aussi facilement que
« César, qui n'était pas né sur le trône, fit passer le

« Rubicon à des Gaulois. Je vous demande alors où
 « en seraient vos libertés? Une telle objection doit
 « suffire pour vous engager à ne pas donner aux mo-
 « narchies représentatives l'inconvénient des répu-
 « bliques; car c'est surtout dans les États populaires
 « que de tels succès sont à craindre. C'est parmi les
 « nations qui n'avaient point de rois que ces succès
 « ont fait des rois. C'est pour Carthage, c'est pour
 « Rome, que de tels citoyens, tels qu'Annibal et Cé-
 « sar, étaient dangereux. Tarisiez l'ambition; faites
 « qu'un roi n'ait rien à regretter que ce que la loi
 « ne saurait accorder; faites de cette grande magis-
 « trature ce qu'elle doit être, et n'appréhendez plus
 « qu'un roi rebelle, en jouant sa couronne, s'expose
 « à courir de la victoire à l'échafaud '.... »

— « Rappelez l'orateur à l'ordre, s'écrie d'Épréme-
 « nil, il oublie que la personne du roi a été déclarée
 « inviolable et sacrée. » Mirabeau, jetant sur son inter-
 rupteur un regard de dédain, ajouta : « Je ne répon-
 « drai point à l'inculpation qui m'est faite avec tant
 « de mauvaise foi; vous avez tous entendu ma sup-
 « position d'un roi despote, révolté, qui viendrait,
 « avec une armée de Français, conquérir la place de
 « tyran : or un roi dans ce cas n'est plus un roi. »
 De nombreux applaudissemens couronnèrent le suc-
 cès de cette repartie, et Mirabeau, triomphant, pro-
 fita de l'heureuse disposition de l'Assemblée pour
 lui faire approuver le but de sa longue harangue,

qui tendait à attribuer concurremment aux deux pouvoirs, que la constitution avait consacrés, le droit de faire la paix et la guerre.

Ce moyen conciliateur excita la vive improbation du parti populaire, et il réduisait trop les droits du monarque pour satisfaire les royalistes; Cazalès le combattit dans un long discours, que je n'hésiterais pas à faire connaître s'il ne suffisait d'avoir cité cet orateur pour être certain qu'en cette occasion, comme en tant d'autres, il fut admirable par la force de sa logique et l'expression de ses sentimens à la fois patriotiques et chevaleresques. Il invita tous les Français à la concorde et à l'union, en les engageant à déposer entre les mains du roi toutes les forces de la nation. « Déjà, dit-il, vous lui avez ôté l'administration intérieure et l'administration de la justice; si vos décrets lui ôtent encore le droit de faire la guerre et la paix, il faut révéler un grand secret au peuple; ce jour, il n'aura plus de roi¹. » Il voulait que ce droit appartînt exclusivement au monarque; que le comité de constitution, après en avoir fixé l'exercice, déterminât les formes les plus sévères, pour la responsabilité des ministres. « Si mon opinion est rejetée, ajouta-t-il, je réclamerai en faveur de celle de M. Mirabeau, en ce qu'elle s'éloigne le moins de mes principes. »

Les révolutionnaires, prévoyant l'influence qu'au-

¹ *Moniteur* du 22 mai 1790, p. 575, col. 3.

rait ce grand problème politique, s'il n'était pas résolu tout entier en faveur de la nation, remplissaient les tribunes, environnaient la salle, et s'informaient, avec anxiété, de la marche que suivait la discussion. Les frères Lameth et leurs amis, surpris et indignés du discours de Mirabeau, furent alarmés de l'impression qu'il produisait, et s'attachèrent uniquement à le combattre¹. Barnave seul en fut jugé digne. Le jeune orateur, flatté de la haute opinion qu'avaient de lui ses collègues, négligea de réfuter les orateurs du côté droit, trop décrédités parmi le peuple, et trop faibles au sein de l'Assemblée pour pouvoir lui disputer la victoire; il ne s'attacha qu'à combattre Mirabeau. Dans cette tâche difficile, et lorsque la discussion avait été pour ainsi dire épuisée, il ne dit rien qui n'eût été déjà dit, mais il s'exprima avec plus de talent que tous ceux qui l'avaient précédé. Il choisit ses argumens avec habileté, et les présenta d'une manière si propre à faire sensation, que l'Assemblée, électrisée, demanda à aller aux voix, et elle eût opiné en sa faveur, si Cazalès et Mirabeau, réunis pour la première fois, n'eussent obtenu que la décision de la question serait remise au lendemain.

Les imputations les plus odieuses ne furent pas épargnées à Mirabeau. Les révolutionnaires, dont il avait jusqu'alors embrassé avec transport les opinions hardies, et à leur tête les Lameth, l'accu-

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 27 et 28.

saient d'avoir vendu aux ministres son suffrage, sa gloire et la liberté du peuple. Le mot de *trahire* parvint à ses oreilles, et un morne silence l'accueillit lorsqu'il descendit de la tribune. De part et d'autre on se lançait l'offense et l'insulte, lorsque Mirabeau, excité par un mouvement de colère, dit à ceux qui l'outrageaient ainsi : « Je plaçais pour la liberté dans les prisons, lorsque vous conspiriez contre elle dans les antichambres. »

Cependant le parti royaliste, auquel Mirabeau prêtait son appui, ne connaissant point ses intentions, et ne voulant pas de moyen terme, s'unissait à ses ennemis pour l'abreuver d'outrages. Des pamphlets injurieux furent répandus sur son compte depuis le vestibule de la salle des séances jusque dans les faubourgs les plus reculés. Le lendemain, on cria dans les rues un nouveau libelle, commandé par les frères Lameth *, ayant pour titre : *La grande trahison du comte de Mirabeau*. Barnave, au contraire, était applaudi et porté en triomphe par le peuple. Cent mille citoyens remplissaient les Tuileries, les Feuillans, les Capucines, la place Vendôme et le Palais-Royal. La question de la paix et de la guerre, laissée au roi ou au corps législatif, semblait être décisive pour la constitution[†] ; jamais discussion politique n'avait inspiré au public un intérêt aussi vif. Dans les deux partis la crainte et

* Les pièces constatant ce fait sont déposées aux archives judiciaires du Palais de Justice.

† LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 313.

l'espérance entretenaient une fermentation dont la description la plus animée ne donnerait qu'une imparfaite image.

Le Démosthène français, dépopularisé parmi les siens, et sans espoir d'inspirer la moindre confiance aux royalistes, s'était préparé à réfuter Barnave sur tous les points. Pour persister à lutter seul dans un combat de cette importance, il fallait déployer une force prodigieuse de caractère, et se bien pénétrer qu'une défaite accablante serait le partage de l'orateur vaincu. Plein de cette idée, Mirabeau recueille toutes ses facultés, et son génie, enflammé par la grandeur de l'entreprise, lui procura une victoire aussi utile à ses intérêts que flatteuse pour son amour-propre. Le talent de la réplique était celui dans lequel il excellait, et il l'employa dans cette occasion avec un succès comparable aux plus beaux triomphes des grands orateurs de l'antiquité.

Mirabeau, comme tous les hommes violens, en prenant la parole éprouvait quelquefois de l'embarras ; ses premières pensées étaient confuses, ses paroles entrecoupées, et sa voix presque étouffée par des palpitations de cœur. Mais après quelques efforts pénibles, son esprit animé lui apportait en tribut le travail des années. Il faisait emploi de tout : un trait d'histoire, une citation, un mot entendu par hasard, lui fournissaient matière aux inspirations les plus heureuses. Dans l'improvisation, tout était pour lui découverte et éclats subits d'une imagi-

nation vive et brillante; s'il était contredit, il se contenait un moment pour redevenir plus pressant, plus clair; alors il s'exprimait par des images ou frappantes ou terribles; souvent même sa tête, effrayante de laideur, mais belle d'expression, ajoutait au prestige de son éloquence, et il subjuguait ses auditeurs au point de leur faire adopter tout ce que voulait imposer la force de son génie.

Les regards et l'attention étaient fixés sur sa personne, lorsque, prêt à entrer en lice, on lui remet le libelle qu'on venait d'imprimer contre lui : « J'en sais assez », dit-il en le parcourant; le bouillant orateur, méprisant les traits de la satire et les clameurs menaçantes de la multitude, prêt à monter à la tribune, déclara qu'il n'en descendrait que mort ou triomphant. En traversant la salle pour s'y rendre (22 mai), il passe devant Volney; celui-ci, avec une âme froide, avait l'esprit caustique, et, jouissant de la situation pénible où se trouvait son collègue, il lui dit d'un ton railleur : *Hier au Capitole, aujourd'hui à la roche Tarpéienne*¹. Ces paroles mordantes demeurèrent gravées dans l'âme de Mirabeau, et lui inspirèrent un exorde alors vivement applaudi, et depuis resté célèbre.

Dans son discours, semé de traits brillans, il mêla l'argumentation la plus profonde à l'adresse la plus déliée. Il couvrit également de ridicule les insultes dont il était l'objet et les hommages populaires

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. constit.*, par Alex.), t. II, p. 321.

décernés à ses antagonistes. « Et moi aussi, dit-il, se
« tournant du côté de Barnave, on voulait, il y a
« peu de jours, me porter en triomphe, et aujourd'hui,
« au moindre dissentiment entre les amis de
« la cause populaire, on crie de toutes parts dans
« la capitale à la séduction, à la corruption; on
« crie même dans les rues *la grande trahison du*
« *comte de Mirabeau* ! Je savais, avant cet exemple,
« qu'il y avait peu de distance du Capitole à la roche
« Tarpéienne, mais l'homme qui combat pour la
« raison, pour la patrie, ne se tient pas si aisément
« pour vaincu. » Puis, regardant fièrement les Lameth, il parut leur adresser ces paroles :

« Celui qui a la conscience d'avoir bien mérité
« de son pays, et surtout de lui être encore utile;
« celui que ne rassasie pas une vaine célébrité, et
« qui dédaigne les succès d'un jour pour la véritable
« gloire; celui qui veut dire la vérité, qui veut
« faire le bien public, indépendamment des mobiles
« mouvemens de l'opinion populaire; cet homme,
« dis-je, porte avec lui la récompense de ses services,
« le charme de ses peines et le prix de ses dangers;
« il ne doit attendre sa moisson, sa destinée, la seule
« qui l'intéresse, la destinée de son nom, que du
« temps, ce juge incorruptible qui fait justice à
« tous. Que ceux qui prophétisent depuis huit jours
« mon opinion sans la connaître, qui calomnient
« en ce moment mon discours sans l'avoir compris,
« m'accusent d'encenser des idoles impuissantes au
« moment où elles sont renversées, ou d'être le vil

« stipendié de ceux que je n'ai pas cessé de com-
« battre; qu'ils dénoncent comme un ennemi de la
« révolution celui qui, peut-être, n'y a pas été
« inutile, et qui, fût-elle étrangère à sa gloire,
« pourrait là seulement trouver sa sûreté; qu'ils
« livrent aux fureurs du peuple trompé celui qui,
« depuis vingt ans, combat toutes les oppressions, et
« qui parlait aux Français de liberté, de constitution,
« de résistance, lorsque ces vils calomniateurs su-
« çaient le lait des cours et vivaient de tous les pré-
« jugés dominans, que m'importe *? Les coups de
« bas en haut ne m'arrêteront pas dans ma carrière;
« je leur dirai : Répondez, si vous pouvez. »

Après cet imposant début, il entre en matière et annonce qu'il ne répondra qu'à Barnave, puisque cet orateur n'a répondu qu'à lui. « Expliquez-vous, » lui dit-il; touchant le droit de guerre et de paix, « vous avez donné à l'Assemblée seule le droit d'ex- »
« primer la volonté nationale; sur cela, je vous ar- »
« rête et vous rappelle à nos principes, qui partagent »
« l'expression de cette volonté entre l'Assemblée et »
« le roi. En ne l'attribuant qu'à l'Assemblée, vous »
« avez forfait à la constitution..... Vous ne répondez »
« pas, je continue. »

Barnave demeura exposé, pendant une longue réplique, à ces foudroyantes apostrophes. Mirabeau

* On a vu dans la discussion touchant le *livre rouge* que la comtesse de Lameth avait reçu de la cassette du roi une somme de soixante mille livres.

dans sa réponse le suit pas à pas; il réfute victorieusement toutes ses objections, et prouve que son adversaire n'a rien donné de plus à l'Assemblée que ce qu'il lui avait concédé lui-même, tandis qu'en n'accordant au roi qu'une simple notification, il l'avait privé de son concours nécessaire à l'expression de la volonté nationale..... « Si la constitution plaçait
« tout le pouvoir législatif dans le corps législatif,
« poursuit Mirabeau, j'aurais, en effet, dénaturé
« et confondu l'action des deux pouvoirs, en voulant
« les faire concourir ensemble. Mais ce n'est pas
« dans le corps législatif seul qu'est tout le pouvoir
« législatif; il y en a une portion que la constitution
« place dans la volonté du roi, dans le sanctionne-
« ment qu'il peut donner ou refuser à une loi. Lors-
« que ce concours existe dans toutes les autres, il
« doit exister aussi dans cet acte de souveraineté
« qui met deux nations dans le terrible état de
« guerre. Je ne disconviens point des inconvéniens
« qu'il peut résulter de ce système, tel est le sort
« de toutes les institutions humaines. Prétendez-
« vous qu'un gouvernement fait par des hommes,
« pour des hommes, soit exempt d'inconvéniens?
« Prétendez-vous, parce que la royauté a des dan-
« gers, nous faire renoncer à la royauté? Dites-le
« donc nettement, ce sera alors à nous à déter-
« miner si, parce que le feu peut brûler, nous pou-
« vons nous priver de la chaleur et de la lumière
« que nous empruntons de lui; tout peut se soute-
« nir, excepté l'inconséquence; dites-nous donc

« qu'il ne faut pas de roi, mais ne dites pas qu'il ne
« faut qu'un roi inutile¹. »

Il termina son discours en reprochant à son antagoniste ces coupables rivalités entre des hommes qui devraient vivre en vrais compagnons d'armes, et non pas se combattre en vils gladiateurs. Barnave avait énuméré les partisans de son opinion; il cita à son tour parmi ceux de sa doctrine les membres de la noblesse qui, foulant aux pieds les préjugés, passèrent au sein des communes, et par ce dévouement contribuèrent au succès de la révolution. « Vous mettrez aussi au rang de mes amis, ajouta-t-il, ces sages membres du tiers-état que la nation comptera longtemps encore, malgré les glapissements de l'envieuse médiocrité, au nombre de ses libérateurs. Parmi eux sont des hommes dont le nom désarme la calomnie, et dont les libellistes les plus effrénés n'ont pas essayé de ternir la réputation ni d'hommes ni de citoyens. Hommes vraiment vertueux, sans tache, sans intérêt et sans crainte, et qui s'honoreront jusqu'au tombeau de leurs amis et de leurs ennemis. »

Des applaudissemens unanimes couvrent le discours de Mirabeau. Jamais l'art de la parole et le talent d'entraîner une assemblée, en la dominant de toute la hauteur du génie et du patriotisme, n'avaient exercé à un si haut degré l'action puissante de la pensée. En vain Barnave et Lafayette veulent ré-

¹ *Moniteur* du 24 mai 1790, p. 584 et 585.

pondre, l'Assemblée, subjuguée, ravie, s'y oppose, et, en demandant à aller aux voix, leur épargne la mortification d'une défaite.

Cependant le droit du corps législatif à décider la guerre ne paraissait pas formellement énoncé dans le projet de Mirabeau. Chapelier, pour faire cesser les alarmes du parti populaire, releva quelques inexactitudes d'expressions échappées à l'auteur, et proposa divers amendemens auxquels Mirabeau souscrivit. Alexandre Lameth fut plus précis encore, il exigea cet article : « La guerre ne sera « décidée que par un décret du corps législatif. » Fréteau, voulant établir le concours du pouvoir exécutif, demanda et obtint l'addition de ces mots : *Sur la proposition formelle et nécessaire du roi.* Mirabeau et Demeuniers firent ajouter ceux-ci : *Et sanctionné par lui.* Avec ces modifications, le projet de décret qui d'abord avait soulevé Paris contre son auteur, grâce à son éloquence, fut adopté avec un véritable enthousiasme. Lafayette, après avoir voulu le combattre, l'approuva par une adhésion complète. Enfin les députés se séparèrent au bruit des applaudissemens des tribunes et des cris de joie de tous les spectateurs.

Quoique la royauté eût obtenu un demi-triomphe, le peuple était satisfait en songeant qu'elle ne pourrait plus exercer, dans ses relations extérieures, aucune attribution relative à la paix ou à la guerre sans le contrôle de l'Assemblée. Néanmoins les patriotes ardens ne partagèrent pas les transports

de la multitude; ils comprirent que la prérogative royale était encore immense, les Lameth surtout furent inquiets et jaloux de la manière éloquente avec laquelle Mirabeau l'avait défendue. Si les amis du roi eussent tout oublié en faveur d'un service aussi signalé, leur rapprochement avec un homme dont le talent prodigieux avait une si haute influence sur l'opinion publique aurait fait dévier la révolution de la route fatale où voulaient la pousser les anarchistes. Mais on trouvait que Mirabeau n'était pas assez docile, qu'il avait peu de ménagemens pour la cour; les relations avec lui étaient froides, réservées et même humiliantes. On qualifiait d'affront la nécessité de *l'acheter*, et on ne pouvait se résoudre à le gagner par cette affection et cette confiance qui séduisent les grandes âmes et ramènent les cœurs généreux.

En attendant, Mirabeau traitait avec mépris des hommes qui avaient, disait-il, l'absurdité de vouloir le rendre inutile en lui faisant perdre sa popularité qui était l'élément de ses succès. Démagogue par vengeance, révolutionnaire par ambition, royaliste par principe, il se promit de rester fidèle à la constitution et de combattre tour à tour les factieux et les courtisans. Alors sa tactique consista à se rapprocher ou à s'éloigner des opinions monarchiques toutes les fois qu'il était bien ou mal avec la cour.

Ses confidens intimes étaient le duc de Biron, le comte de La Marck et Talleyrand, qu'il appréciait comme jugeant toujours les choses avec autant

d'esprit que de profondeur. Il estimait le caractère sombre et penseur de Siyès, et cherchait à adoucir son humeur sauvage, mais il se moquait du franc et loyal Lafayette, dont le désintéressement semblait faire la censure de sa conduite, qui, au reste, fut si bien observée et si sagement balancée, que les historiens contemporains n'ont placé sa défection du parti populaire qu'au commencement de 1791, quoique depuis longtemps elle fût consommée¹.

Parmi les diverses lois qui se rattachaient à la prérogative et à la dignité royales, il en était encore une qui fixait particulièrement l'attention publique, c'est celle qui alloua au roi une somme annuelle de vingt-cinq millions pour sa liste civile, et à la reine un douaire de quatre millions (9 et 10 juin). Ces sommes furent votées sans examen et même par acclamation, tant l'Assemblée était pénétrée de respect pour le monarque. Ceux même dont les sentimens étaient opposés à ces libéralités y consentirent aussi dans l'espoir d'attacher par cette déférence le chef de l'État à la constitution nouvelle, et surtout par estime pour le gouvernement anglais qu'on cherchait à imiter, et dont le parlement, sur un pareil chapitre, ne se permet jamais la plus légère discussion. Néanmoins, les partisans du droit divin parurent scandalisés de cette heureuse innovation. Ils affectèrent de répandre qu'elle dénaturait

¹ Recueil des Pièces trouvées dans l'armoire de fer, n° III, p. 7 et 8. LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, *passim*.

l'essence de la monarchie française, « qu'alors le roi
« ne pourrait plus agir d'après sa volonté, mais seu-
« lement d'après celle du peuple, et que, riche, non
« de son propre bien, mais de celui de la nation,
« il ne tirerait plus son éclat que de la nation
« même. » Cet absurde raisonnement, loin de con-
damner la mesure, ne servait qu'à la rendre plus
légitime et plus sacrée aux yeux de tous les vrais
Français.

Nous avons vu combien le grand nombre d'ad-
ministrations particulières causait de désordres dans
Paris. Pour y mettre un terme, on manifestait de
toute part le vœu de voir créer pour cette capitale
une municipalité définitive. Les représentants de la
commune confièrent ce soin à un comité de vingt-
quatre membres, parmi lesquels étaient MM. Thu-
riot, Fouché, Condorcet, Mollien et de Sémonville¹.
Ce furent eux qui déterminèrent les fonctions du pou-
voir municipal, qui devait être composé d'un maire,
de seize administrateurs, de trente-deux conseillers,
de quatre-vingt-seize notables et d'un procureur
de la commune. Ce pouvoir municipal devait être
exercé sous la surveillance et l'inspection de l'admi-
nistration départementale, divisée en deux sections,
le *conseil* et le *directoire*.

La révolution se consolidait, et, quoique ses pre-
miers actes eussent causé de grands malheurs et
servi de prétexte à des crimes, les idées d'indépen-

¹ LABORDE (sur *l'hôtel de ville de Paris*, par Alex.). Livre des Cent-
et-Un Auteurs, t. XII, p. 345.

dance et de patrie fructifiaient au fond des cœurs et faisaient oublier les scènes sanglantes qui marquèrent l'aurore de la liberté. Le corps législatif, en délibérant avec dignité, donnait à ses débats parlementaires ce haut degré d'intérêt qui fixe les mœurs politiques d'une nation. Malheureusement il survenait chaque jour des événemens accidentels, des émeutes passagères, provoqués par la violence des partis, et qui, en troublant l'ordre et la paix, retardaient les progrès des Français dans la voie du nouveau système.

Une chose remarquable au milieu des désordres auxquels la France était alors livrée, c'est la conduite de l'Assemblée nationale, des municipalités et des corps administratifs, qui, loin de punir les perturbateurs et d'éveiller contre eux la vigilance de l'autorité militaire, semblaient favoriser la révolte et la désorganisation. Bien plus, les ministres excitaient aussi l'indiscipline des soldats, en permettant aux régimens d'assister aux clubs. Sous le ministère de M. de la Tour-du-Pin, il parut une circulaire pour les inviter et les encourager à se mêler aux fêtes et aux divertissemens civiques¹. C'est au sein de ces réunions qu'on tramait le renversement de l'autorité royale, et des institutions qui lui servaient d'appui.

A la faveur de l'esprit d'indépendance qui séduisait toutes les têtes, les ennemis du pouvoir con-

¹ *Moniteur* du 5 juin 1790, p. 637, col. 5.

çurent le projet de réunir entre elles les gardes nationales et les troupes de ligne, pour former des fédérations et se promettre de maintenir les droits de l'homme, de défendre la constitution, et de se prêter réciproquement les secours de la fraternité. Un pareil serment, prêté dans un royaume sans l'intervention du souverain, était moins un serment de sujets qu'un serment de conjurés.

Louis XVI, dont le sens droit ne se méprit jamais sur les conséquences de la révolution, ne tarda pas à être désabusé des faibles illusions, qu'il pouvait conserver : « Plus je médite l'histoire de mes aïeux, écrivait-il au duc de Polignac, plus je suis convaincu que nous sommes à la veille de la subversion la plus cruelle dans ses résultats : il était si facile d'opérer le bien, lorsque moi-même j'allais au-devant de tout ce que le peuple pouvait raisonnablement ambitionner; je n'ai du moins rien à me reprocher; j'ai tout fait pour éteindre les haines, prévenir les esprits et concilier les cœurs¹. » Un jour, causant avec le maire Bailly sur les fédérations qu'on préparait, il lui dit que sous le nom de monarchie constitutionnelle, on ne voulait que la confusion et le déplacement du pouvoir, et peut-être l'abolition de la royauté. « Je suis bien, par le vœu de la loi, roi des Français; mais quelle autorité m'en revient-il? suis-je le maître de commander à un capo-

¹ Lettre à M. le duc de Polignac, 18 mai 1790.

« ral ? chaque municipalité a sa garde nationale ;
« ai-je sur elle quelque empire ? Étranger à la direc-
« tion de la force publique, je le suis à tous les
« moyens de coaction ; je ne suis rien, je ne puis
« rien : je suis à la disposition de tous, et le jouet
« de tous. »

Les pactes d'amour et d'union entre les troupes de ligne et les gardes nationales furent aussi l'origine de fédérations particulières entre plusieurs départemens. Les gardes nationales des anciennes provinces de la Bretagne, de l'Anjou et du Maine, s'étaient déjà réunies à Pontivy pour se fédérer. Celles du Lyonnais et de la Franche-Comté firent de même ; partout les soldats citoyens juraient de combattre et de mourir pour la patrie, pour la constitution, et de demeurer toujours unis pour la défense d'une si belle cause.

La capitale renfermant la municipalité centrale, regardée comme la mère commune de tous les Français, ne cessait de recevoir des autres villes des témoignages d'amitié et des promesses de secours. Quantité de milices départementales s'étaient fait affilier à la milice parisienne avec la proposition de se fédérer entre elles. La commune de Paris conçut alors un projet qui constitua la force dont elle abusa depuis si cruellement ; c'était de former de ces fédérations particulières une seule fédération, en réunissant dans son sein les députés de toutes les forces nationales de France, pour confondre en un seul et même serment la multitude de sermens divers qui

tous avaient le même objet, celui de jurer, sur l'autel de la patrie, *fidélité à la constitution*.

Cette réunion rappelait les anciennes assemblées des champs de mars ou de mai, où la liberté avait autrefois jeté ses premières lueurs parmi les Français; il était beau, il était grand de faire, sous les yeux de l'Europe, une immense revue des forces qu'on pourrait opposer aux rois inquiets ou courroucés contre nos innovations. Frappé de l'effet que produirait ce spectacle imposant, Bailly se rendit à l'Assemblée pour lui faire part du projet qu'avait conçu le corps municipal (5 juin). « Un nouvel ordre de choses s'élève, dit-il, et va régénérer toutes les parties du royaume, comme toutes les branches de l'administration. La division des provinces n'existe plus, le nom de leurs peuples se confond en un seul, celui de Français : notre union fait notre force, il importe donc à la chose publique de la rendre plus générale et plus intime. Cette fédération doit être faite et jurée par des députés réunis dans une même ville; et si nous proposons l'enceinte de la capitale pour cette auguste cérémonie, c'est afin qu'elle soit formée sous la protection de la loi, en présence des législateurs qui en sont la source, et du meilleur des rois, dépositaire de la force publique. Dix mois, dit-il, sont à peine écoulés depuis le jour mémorable où, des murs de la Bastille conquise, s'éleva ce cri soudain : *Français ! nous sommes libres !* C'est le 14 juillet que nous avons conquis notre liberté, et

« c'est le 14 juillet que nous proposons à nos frères
« de se rendre dans nos murs pour jurer avec nous
« de la maintenir. » Ce projet de fédération générale fut accueilli avec transport, et on régla les détails de son exécution.

L'Assemblée était occupée des apprêts de cette grande fête (11 juin), lorsqu'elle reçut la nouvelle de la mort de Franklin, l'un des fondateurs de l'indépendance américaine. Alors Mirabeau paraît à la tribune, et raconte les honneurs que les États-Unis ont rendus à ce grand homme, qui, embrassant dans sa pensée le ciel et la terre, sut, d'après la belle expression latine de Turgot, dompter la *foudre* et les *tyrans*. « L'Europe, libre et éclairée, ajouta-t-il, doit du moins un témoignage de souvenir et de regret à l'un des plus heureux génies qui aient jamais servi la patrie et la liberté. » La Rochefoucauld et Lafayette rendent aussi hommage au philosophe qu'ils avaient chéri; sur-le-champ tous les députés se lèvent, et par acclamation se promettent de porter pendant trois jours le deuil de Franklin. Mais, tandis que l'Amérique perdait un homme de bien, fondateur de sa régénération, la France voyait s'élever dans son sein une foule de perturbateurs, qui aspiraient aussi à la régénérer. L'énorme différence entre le caractère des individus des deux nations marque aussi la différence qui existe entre la marche et les conséquences de la révolution des deux États.

Tous les départemens de la France répondirent

avec transport au vœu manifesté par la municipalité de Paris de faire une fête solennelle de la fédération des Français; chaque parti se proposait un but politique dans cette solennité : l'un voulait, par ce moyen, animer et soumettre à une même impulsion toutes les gardes nationales de France, dont les membres avaient été jusqu'alors épars et incohérens; l'autre croyait ainsi faire revivre ces anciennes assemblées des champs de mars et de mai, qui avaient été le berceau des libertés françaises; enfin les révolutionnaires voulaient faire passer sous les yeux de l'Europe la revue imposante des forces dont la France pourrait disposer contre les ennemis de son indépendance.

Tous les jours des adresses et des députations exprimaient à l'Assemblée l'ardente volonté de se fédérer. Une députation de Seine-et-Oise, venue pour le même objet, ayant dit qu'elle vouait à l'infamie les ennemis de la révolution, excita un si violent tumulte au sein du côté droit, que le président, Lepelletier de Saint-Fargeau, après avoir vainement tenté de ramener le calme, prit le parti de se couvrir¹. Cet expédient, tenté pour la première fois, eut le plus heureux succès, et, depuis cette époque, il est rare qu'on n'ait pas respecté ce signe imposant du danger des délibérations tumultueuses.

A cette époque, l'Assemblée accorda des honneurs particuliers à une multitude d'hommes qu'elle ap-

¹ *Moniteur* du 28 juin 1790, p. 730.

pela les premiers conquérans de la liberté; c'étaient les vainqueurs de la Bastille! Jamais les héros de la Grèce et de Rome ne furent traités avec plus de munificence. A la suite d'un rapport solennel, fait par Camus, on décréta, par acclamation, qu'ils seraient habillés et armés aux frais de l'État. On leur donna une décoration particulière, et le titre de *vainqueurs de la Bastille*, qu'il leur fut permis de prendre dans leurs actes; en outre, on leur accorda des gratifications pécuniaires, et l'honneur insigne de déposer leurs noms aux archives nationales pour être transmis à la postérité la plus reculée. Cependant, il faut l'avouer, à l'exception d'une centaine de gardes françaises, la plupart de ces prétendus héros n'étaient que d'audacieux bandits payés pour faire un coup de main. Hullin déclara que le nombre des imposteurs qui prétendaient avoir vaincu dans cette journée était si grand, qu'il y en avait assez pour prendre vingt Bastilles; mais ces niaiseries populaires avaient un but : elles enflammaient les factieux contre l'autorité légale.

L'approche du grand jour de la fédération excitait dans toutes les têtes une effervescence extrême; le zèle des différentes corporations, rivales de patriotisme, produisit des scènes singulières et dont la gravité de l'histoire ne peut déguiser le ridicule. Parmi les plus bizarres il en est une qu'il convient d'expliquer, en racontant le fait dans toute sa nudité. Le baron Clootz, né dans le duché de Clèves, mais établi en France depuis l'âge de onze ans, ayant

l'esprit gâté par la fausse philosophie, professait pour la révolution française un tel enthousiasme, qu'on crut dans les commencemens qu'il avait accepté des puissances étrangères la mission secrète d'avilir les idées libérales, en leur donnant une extension hors de toutes limites.

Depuis longtemps il existait à Paris une société d'hommes de diverses nations, réunis sous la forme d'une loge maçonnique; Clootz en était le directeur, mais après les changemens survenus dans l'État, il agrandit le cercle de son établissement, et substitua l'examen des affaires publiques à la célébration des mystères de la franc-maçonnerie. Ces étrangers, Anglais, Polonais, Prussiens, Suédois, Italiens, Espagnols et Américains, se regardant comme les représentans de tous les peuples de la terre, voulurent figurer dans la fête qui se préparait; pour en demander l'autorisation à l'Assemblée, et rendre la députation complète, ils s'adjoignirent quelques aventuriers; la plupart étaient des domestiques nègres ou mulâtres; et tous, revêtus de costumes pris à l'Opéra, figurèrent dans le cortège en qualité d'Africains, d'Arabes, de Chinois et de Péruviens¹.

L'Assemblée, persuadée que cette scène produirait de l'effet sur l'esprit de la multitude, conserva sa gravité dans une circonstance qui prêtait tant au ridicule²; elle écouta avec une attention soute-

¹ *Moniteur* du 21 juin 1790, p. 702, col. 1^{re}.

² LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 433.

nue le discours de l'enthousiaste Clootz dont je citerai l'exorde comme un modèle d'extravagance. « Le faisceau imposant de tous les drapeaux de l'empire français qui vont se déployer le 14 juillet dans le Champ de Mars, dans ces mêmes lieux où Julien foula aux pieds tous les préjugés, où Charlemagne s'environna de toutes les vertus ; cette solennité civique ne sera pas seulement la fête des Français, mais encore la fête du genre humain. La trompette qui sonne la résurrection du grand peuple a retenti aux quatre parties du monde, et les chants d'allégresse d'un chœur de vingt-cinq millions d'hommes libres ont réveillé les peuples ensevelis dans un long esclavage. » Ce langage, qui était celui des illuminés, dont Clootz était le sectaire zélé, excita l'enthousiasme des tribunes ; elles retentirent de trépignemens et de bravos : de bonne foi la multitude crut que l'univers entier s'associait aux travaux de l'Assemblée.

Le député de Fermont se lève, et dit : « Des citoyens de toutes les parties du monde viennent vous offrir le plus bel hommage que vous puissiez jamais recevoir pour prix de vos travaux ; leur demande doit être accueillie et leur discours imprimé : vous devez aussi leur accorder les honneurs de la séance. » Alors le président Menou, d'un ton sérieux, répondit aux membres de la députation : « L'Assemblée nationale vous permettra d'assister à la fédération de la France armée ; mais elle y met une condition, c'est qu'en retournant dans votre

« patrie, vous raconterez à vos concitoyens ce que
« vous avez vu ¹. »

— « J'approuve, reprit Alexandre de Lameth, les
« honneurs accordés à ces généreux étrangers; mais
« j'ai à vous soumettre une autre idée. Le jour où
« les députations de toutes les provinces se rassem-
« bleront pour jurer cette constitution qui promet
« à tous les Français la liberté et l'égalité, ne doit
« pas rappeler à quelques-unes d'elles des idées
« d'humiliation et de servitude! Ainsi les figures en-
« chaînées qui sont au bas de la statue de Louis XIV,
« à la place des Victoires, et qui représentent les
« quatre provinces conquises par ce monarque,
« doivent-elles frapper le regard des députés qui
« viendront jurer la constitution pour ces con-
« trées, dont la population magnanime est le plus
« ferme appui des droits de la nation? Ces monu-
« mens de l'orgueil sont incompatibles avec le
« règne de l'égalité. Élevez des statues aux princes
« qui ont bien mérité de leur patrie, consacrez-en
« une à la mémoire du restaurateur de la liberté;
« mais empressez-vous de détruire des emblèmes
« qui, en dégradant la dignité de l'homme, peuvent
« humilier des compatriotes dignes de notre amour,
« dignes de notre estime ². »

A cette motion en succédèrent d'autres qui firent
de cette séance une nouvelle nuit du 4 août. « Nous
« touchons au dernier jour des vanités humaines »,

¹ *Moniteur* du 21 juin 1790, p. 702, col. 2.

² *Moniteur* du 21 juin 1790, p. 702, col. 2.

« dit le député Lambel de Villefranche, je demande
« la suppression de tous les titres de duc, comte,
« vicomte, marquis, etc., et que la noblesse ne soit
« plus héréditaire. » Lafayette allait se lever pour
appuyer cette motion, lorsqu'il fut devancé par
Charles Lameth; celui-ci soutint que ces titres, en
établissant des distinctions puériles, blessaient l'é-
galité, et que ces vieux restes du régime féodal ne
pouvaient être conservés sans une absurde incon-
séquence. « La noblesse héréditaire, ajouta-t-il,
« choque la raison et blesse la véritable liberté; il
« n'est point d'émulation pour la vertu, si on atta-
« che au hasard de la naissance des prérogatives
« plus grandes que celles qu'on accordé communé-
« ment à des fonctions utiles ou à de belles actions. »

Les députés qui tenaient à leur titre, après avoir
gardé un morne silence, demandèrent l'ajourne-
ment, motivé sur un article du règlement qui dé-
fendait de présenter des lois constitutionnelles dans
une séance du soir. « Vous voulez donc, s'écria
« le marquis de Foucault, ravir au mérite son seul
« motif d'émulation! Quelle récompense réservez-
« vous aux grandes actions, aux services éclatans?
« Que ferez-vous, par exemple, pour un homme
« dont le nom peu connu mériterait d'être fait
« noble ou comte, pour avoir sauvé l'État? » — « On
« supprimera, fait noble ou comte, répondit La-
« fayette, et l'on dira : A telle époque, un tel a sauvé
« la patrie. »

Goupil de Préfeln présenta un projet de décret

qui embrassait ces diverses motions, en ajoutant la suppression du titre de monseigneur qu'il réservait aux seuls princes du sang. Lafayette, inconsolable d'avoir été dépassé en popularité par les Lameth, fit observer que dans un pays libre, il n'y avait, hors le roi, que des citoyens. « Je sais bien
« qu'il faut une haute considération à la magistra-
« ture héréditaire du roi; mais pourquoi donner le
« titre de princes à des hommes qui ne sont que de
« simples citoyens ? »

— « Ces questions, reprit M. de Noailles, dérivent
« de notre constitution; anéantissons ces vains titres,
« enfans de l'orgueil et de la vanité, ne connaissons
« que la distinction des vertus. Il serait ridicule de
« dire le duc Fox, le comte Washington, le marquis
« Franklin. Le nom seul de ces hommes est grand
« aux yeux du monde. Je demande, en outre, que
« désormais l'encens soit réservé pour la divinité.
« Veuillez aussi arrêter vos regards sur la classe avilie
« des domestiques en interdisant les livrées. » — « Je
« ne viens point, reprit Lepelletier de Saint-Fargeau,
« faire ici le sacrifice des titres dont je possède les
« terres; je ne les ai jamais portés. Je demande seu-
« lement que chacun reprenne son nom de famille,
« en conséquence je signe ma motion Michel Le-
« pelletier. »

L'abbé Maury se présente le premier pour combattre toutes ces motions, à l'exception de la der-

nière : tout à fait désintéressé dans l'objet de cette discussion, il se montra moins passionné que de coutume, et donna de la force à son raisonnement par l'appui des faits historiques. « On vous propose, « dit-il, de détruire les emblèmes de la servitude et « les inscriptions fastueuses, on en fait un crime à la « mémoire de Louis XIV, mais ce n'est pas lui qui a « ordonné ce monument; il doit son existence à l'adulation d'un de ses courtisans, le maréchal de La « Feuillade. Loin de le détruire, il faut le conserver, « pour montrer aux siècles futurs jusqu'où la flatterie « a osé se porter. Mais puisqu'on veut détruire tout « ce qui sent l'esclavage, les regards des patriotes ne « devraient-ils pas se porter sur la statue de Henri IV, « sur celle de Louis XIII, dont la plupart des inscriptions sont à la louange du cardinal de Richelieu? « Là aussi il y a des esclaves enchaînés, mais ce sont « des emblèmes qui représentent les vices*.

« Quoi qu'on en dise, Louis XIV a illustré la nation française, sans avoir eu dans le génie autant « de grandeur que dans le caractère; il n'en mérite « pas moins le nom de grand, puisqu'il a agrandi et « fait la gloire de son pays. On propose d'élever une « statue au restaurateur de la liberté? Eh bien ! « quand vous érigerez des monumens, vous ferez

* L'art de couler en bronze est dû aux artistes italiens ; ils imaginèrent de placer des cariatides sur le piédestal des statues. La plupart des monumens élevés aux Médicis, à Florence, ont des figures enchaînées; cependant ces princes ne furent ni despotes ni conquérans.

« voir la différence des siècles passés à celui où vous
 « vivez. Vous leur donnerez un but moral qui élè-
 « vera l'âme des rois ; mais il ne faut pas pour cela
 « dégrader aux yeux du peuple des rois ensevelis
 « dans la tombe , et porter ainsi de terribles atteintes
 « à la majesté royale ».

« Quant à la question du retour aux noms pro-
 « pres, elle est juste; nous voyons par les pensées d'un
 « profond moraliste (La Rochefoucauld) que déjà,
 « de son temps, on ne reconnaissait plus les hommes
 « au nom, ni les femmes au visage; mais pour ce
 « qui regarde la noblesse, la détruire, c'est détruire
 « la monarchie. *Sans noblesse, plus de monarchie,*
 « a dit Montesquieu. On prétend que la noblesse est
 « née en France de la féodalité; c'est une erreur
 « grossière : la noblesse existait bien avant les fiefs... »
 — « Lisez Mably », s'écrie le côté gauche. — « Lisez
 « plutôt les *Commentaires* de César, reprit Maury,
 « vous y verrez qu'avant la conquête des Gaules,
 « la noblesse héréditaire existait chez les Gaulois,
 « puisque vous y trouvez le nom des premiers chefs
 « célèbres par l'ancienneté de leur origine. Les Ro-
 « mains avaient aussi des ordres de chevalerie et
 « des sénateurs. S'ils n'eussent pas existé dans les
 « Gaules, les Romains les auraient établis, et certes
 « les Romains s'entendaient en liberté. Ce n'est
 « pas toujours au milieu de l'enthousiasme que l'on
 « prend les plus sages délibérations. Ne pourrait-

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 458.

« on pas dire à ceux qui poursuivent ces innova-
« tions avec tant d'acharnement ce qu'on disait à
« un philosophe orgueilleux : *Tu foules aux pieds*
« *le faste, mais c'est par un faste plus grand.*

« La livrée remonte au temps des armoiries et
« des croisades ; elle appartient aux seuls nobles, et
« le maire de Paris n'a pas même le droit de la faire
« porter. Au reste, croyez-vous que le bonheur des
« subalternes dépende de cette réforme ? » Voyant
qu'il n'était pas écouté, il en appelle de la délibé-
ration d'une nuit de vertige au calme du lende-
main. « Et moi, répond Barnave, je demande qu'elle
« soit jugée sans désenparer. » — « Il ne s'agit
« point, ajouta Lafayette, d'un nouvel article cons-
« titutionnel, il s'agit d'un décret réglementaire. »

Au milieu de ces propositions et des rumeurs
qu'elles excitent, le jeune Mathieu de Montmo-
rency, qui était absent, croit arriver trop tard ;
tout essoufflé, il s'approche de la tribune et attend
impatiemment que la foule qui l'assiège lui per-
mette de prendre la parole. Il y parvient enfin,
aussitôt il proteste de son ardeur à s'associer tou-
jours aux grands et éternels principes de l'égalité
des conditions. Mais craignant de trouver le champ
moissonné, il ajoute : « Pourrai-je encore faire des
« offrandes à la patrie après tant de généreux ci-
« toyens ? Je demande que dans ce jour de l'anéan-
« tissement des distinctions anti-sociales, l'Assem-
« blée n'épargne pas une des marques qui rappellent
« le système féodal et l'esprit chevaleresque. Que

« toutes les armes et armoiries soient abolies, et
« que tous les Français ne portent plus désormais
« que les mêmes enseignes, celles de la liberté¹. »
Ces paroles, sorties de la bouche d'un descendant
du premier baron de la chrétienté, excitèrent la
surprise de ceux qui n'étaient pas disposés à faire
de semblables sacrifices, et furent un triomphe com-
plet pour leurs adversaires, fiers de voir les privi-
lèges défendus par le fils d'un cordonnier, tandis
qu'ils étaient repoussés par un homme dont la no-
blesse allait de pair avec celle de nos rois.

M. d'Estourmel s'étant levé pour annoncer un
amendement, M. Digoine lui cria : « Un gentilhomme
« ne peut ici rien proposer. » — « Je connais mes
« devoirs, répondit gravement M. d'Estourmel, je
« demande que le roi des Français puisse toujours
« sceller avec ses trois fleurs de lis au champ d'azur. »
Les additions à la motion se multipliaient en raison
de la résistance qu'opposaient les privilégiés.... Ce-
pendant Fréteau voulait qu'on accordât un délai à
l'abolition des livrées, et de Virieu, qu'on respectât
les tombeaux et les églises pour éviter les profana-
tions et les sacrilèges. MM. Digoine, d'Egmont,
Grosbois, Montlosier, Faucigny, d'Ambly et Lan-
derberg de Vagenbourg, essayèrent en vain de pro-
tester contre l'abolition d'une institution qu'ils dé-
clarèrent essentiellement liée à la monarchie. Ils
invoquèrent en sa faveur les témoignages de l'his-

¹ *Moniteur* du 21 juin 1790, p. 703, col. 4^{re}.

toire et de la politique: « Si vous détruisez la considération attachée à de nobles services, dit M. de Faucigny, vous aurez toujours l'aristocratie des usuriers, des agioteurs et des banquiers. » Mais sa voix et celle de ses amis étaient trop faibles pour se faire entendre, et ils ne purent jamais empêcher une suppression que tous les partisans du nouveau système avaient arrêtée et regardaient comme indispensable à son affermisement.

Malgré une violente opposition, l'Assemblée, aux grands applaudissemens des tribunes, rendit le décret (19 juin) rédigé par Chapelier, dans lequel la noblesse héréditaire était abolie, avec défense de se faire appeler prince, duc, marquis, comte, vicomte, vidame, baron, chevalier, messire, écuyer et autres titres semblables. On ordonnait à tous les citoyens français de ne prendre que leurs vrais noms de famille. Les livrées, les armoiries étaient défendues, et l'encens brûlé aux églises ne devait plus être offert à personne. On proscrivit aussi les titres de monseigneur, d'excellence, d'altesse, d'éminence et de grandeur.

Vers les onze heures du soir, au moment où on allait lever la séance, une députation de citoyens de Paris fut introduite dans la salle, portant une table de bronze surmontée par une couronne de feuilles de chêne sur laquelle était gravé le serment prêté par les députés des communes au Jeu de Paume de Versailles. Un des membres de la députation annonça que le lendemain

(20 juin), jour de l'anniversaire de ce serment, la table de bronze serait portée religieusement et placée dans le lieu consacré par cet acte mémorable. Cette offrande est accueillie avec transport, et la salle retentit des mêmes acclamations qui signalèrent la fameuse nuit du 4 août.

Necker, qu'on accusait de républicanisme, envoyait les graves conséquences de pareilles réformes, et il les combattit comme devant introduire un système incompatible avec les principes constitutifs du gouvernement monarchique. Il savait que la noblesse héréditaire, délustrée par sa vétusté, accordait la jouissance exclusive d'un privilège concédé à perpétuité au détriment des autres citoyens. Mais prévoyant qu'une grande régénération assignerait un jour des titres nouveaux à la classe qui se serait distinguée, il voulait avec elle constituer une noblesse nouvelle, transmise, non dans une progression ascendante, mais dans une progression descendante, et pouvant s'accroître, décroître, s'éteindre ou se relever en raison du mérite personnel des héritiers.

C'était là une institution grande, à la fois favorable au génie dont elle serait la récompense, et utile au trône dont elle eût été l'appui. Plein de cette belle idée, qui n'était que la reproduction du plan qu'avait conçu le dauphin, duc de Bourgogne *, il espérait que beaucoup de députés s'associeraient à ses

* *Voy. Introd.*, t. 1^{er}, p. 199.

tués. L'Assemblée même avait nommé des commissaires pour revenir sur un décret dont elle commençait à prévoir les suites dangereuses¹. Mais il n'était plus temps, l'immense population parisienne, ravie d'un système de nivellement complet, se prononça en faveur de l'égalité absolue². Les commissaires, rendus craintifs par l'énergique expression de la volonté populaire, laissèrent tomber leurs travaux dans l'oubli et n'en rendirent aucun compte.

Le roi, trop faible et trop découragé pour oser appuyer le projet de Necker, sanctionna sans délai, sans aucune observation préalable, un décret si contraire aux intérêts de la couronne et si fort opposé à ses propres opinions³. On ne peut expliquer le motif d'une telle résolution qu'en l'attribuant tout entière à la politique adoptée par les hommes admis dans son conseil privé, qui voulaient que le roi n'apportât aucune résistance aux déterminations les plus contraires à son autorité, afin de constater publiquement l'état de contrainte où il était placé. Au reste, l'abolition de la noblesse produisit en France un enthousiasme universel, et l'on peut considérer cette mesure comme une de celles qui favorisèrent le plus les progrès de la révolution³.

¹ NECKER (*Mém. de*), t. II, p. 61.

² Le député Anthoine, de Metz, à ce sujet adressa à Necker une brochure avec cette épigraphe : « *Eh quoi ! d'un philosophe est-ce là le langage ?* »

³ NECKER (*Mém. de*), t. II, p. 61.

³ MONTLOSIER (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 412.

Quoique l'anéantissement des distinctions nobiliaires fût la suite nécessaire de la déclaration des droits de l'homme, la force de l'habitude et l'empire des préjugés vaniteux qui, en France, se glissent dans toutes les conditions*, firent que beaucoup de fonctionnaires, et même des députés réputés patriotes, eurent une grande répugnance à quitter les titres de noblesse qu'ils avaient usurpés. Et tandis que Mirabeau et Montmorency reprenaient les noms de Riquetti et de Bouchard, Barrère, Pétion, Brissot renonçaient avec peine aux sobriquets de Vieusac, de Villeneuve, de Varville. Dubois avait ajouté à son nom celui de Crancé, et prenait avec complaisance le titre banal d'écuyer. Nous avons vu que Robespierre s'était fait une généalogie, et plusieurs mémoires attestent que Danton, lui-même, a souvent séparé par une apostrophe la lettre initiale de son nom. Pour comble de misères humaines, nous verrons beaucoup de fougueux démagogues, irrités par une ambition trompée, se montrer furieux contre les distinctions qu'ils avaient ambitionnées. Les misérables, ivres d'orgueil, se firent républicains et se lavèrent dans le sang pour effacer leurs ridicules; mais la tourmente passée et restés au pouvoir, la plupart s'adjugèrent les titres qui motivèrent la proscription de leurs victimes.

Ces actes de franche et de parfaite égalité excitaient un enthousiasme prodigieux, au moment où

* Les écrivains philosophes du 18^e siècle furent les premiers à rougir du nom de leur père.

tous les citoyens du royaume allaient se liguier et jurer sur l'autel de la patrie le maintien de la future constitution, basée sur des principes de fraternité. Ce sentiment était alors si naturel, qu'il inspira même de la jalousie au sujet des récompenses extraordinaires accordées aux prétendus vainqueurs de la Bastille. « Qu'auraient-ils fait sans nous, disaient les Parisiens? est-ce le feu de leurs canons et la terreur de leurs piques qui arrêterent les soldats prêts à fondre sur nous? pourquoi donc ces armes d'honneur, ces couronnes murales placées sur leur poitrine, ces places réservées pour eux au champ de la fédération, et ce titre exclusif de *vainqueurs de la Bastille*, qui appartient à tous les Parisiens? »

En moins de deux jours, la capitale fut partagée en deux factions; déjà les faubourgs étaient prêts à se soulever, lorsque ceux qui étaient en butte à ces clameurs jalouses, au nombre de neuf cents, se réunirent dans l'église des Quinze-Vingts. Bailly s'y rendit et leur demanda si, après avoir mérité des récompenses, ils n'étaient pas disposés à les sacrifier au bien de la patrie? Ces hommes qui avaient des raisons pour obéir aveuglément au pouvoir municipal, se soumirent à ce qu'on exigea d'eux. « Nous consentons, s'écria l'un des chefs, à tout ce que vous voudrez. » En disant ces mots, il arracha le signe dont on l'avait décoré. Ses camarades s'empresrent de l'imiter et de déposer entre les mains du maire les armes et les décorations qu'ils ont reçues. L'Assemblée agréa leur sacrifice et témoigna

combien elle était sensible à une soumission qui avait toutes les apparences d'un noble désintéressement, et qui néanmoins conduisit plusieurs d'entre eux à se mettre aux gages de la police¹.

Un nouveau trait de patriotisme, mais plus réel et plus pur, vint encore signaler l'amour que chacun portait alors à la chose publique. Durant la délibération qui devait consacrer la solennité du 14 juillet, on fut arrêté un instant par le danger de donner à un seul homme le commandement en chef de toutes les gardes nationales de France réunies. Les graves conséquences d'une autorité si formidable étaient un sujet de craintes, lorsque Lafayette, pour les faire cesser, fit adopter comme principe constitutionnel que, dans toute confédération, aucun chef n'exercerait le commandement de gardes nationales de plus d'un département. On applaudit à la sagesse qui inspirait au commandant de Paris une mesure conservatrice des libertés qu'on venait de conquérir.

Le mouvement universel que l'alliance solennelle de tous les peuples du royaume allait imprimer à la France, en excitant l'enthousiasme des patriotes, était un grand sujet d'alarmes pour le parti contraire. Il voyait dans ces immenses rassemblements une ligue formidable contre les ennemis de la révolution. Ceux-ci, tremblans dans leurs foyers, attendaient avec effroi le jour marqué pour les mas-

¹ MARRAST et DUPONT (*Fastes de la Révol. franç.*), p. 180, col. 1^{re}.

sacres, d'autres s'occupaient de projets d'évasion; le plus grand nombre, afin de se soustraire au sort qu'il appréhendait, se hâtait de prêter le serment fédératif. Mais ceux qui depuis longtemps s'étaient à profiter de la marche des événemens, crurent voir dans la réunion d'un si grand nombre d'individus jetés en foule dans la capitale, différent de caractère, d'habitudes, et même d'opinions, tous les élémens d'une guerre civile, dont l'affreuse commotion dégoûterait les partisans des idées nouvelles, et ramènerait la France à son ancien régime. Dans ce dessein, ils s'apprétaient à troubler l'harmonie et l'expansion fraternelle qui, à cette époque, agissait si vivement sur le cœur des Français.

Bientôt le bruit répandu dans la capitale de la prochaine arrivée du duc d'Orléans vint encore provoquer de sourdes agitations. Une croyance, généralement établie, faisait passer ce prince pour un autre Catilina prêt à se baigner dans le sang de la noblesse, et de tous ceux qui oseraient mettre obstacle à son ambition. On frémissait en songeant qu'une populace, insurgée à la voix de ses familiers, s'était portée en foule contre le Châtelet pour intimider les juges chargés d'instruire la procédure contre les événemens des 5 et 6 octobre¹. En même temps on répandit le bruit que le duc d'Orléans fondait de grandes espérances sur le concours de la fédération, et qu'au lieu de s'occuper en An-

¹ SENART (*Mém. de*), p. 20.

gleterre de négociations favorables à la France, il s'était enfoncé dans les voies ténébreuses de l'intrigue pour faire rejeter par le parlement le bill d'exportation des blés que sollicitait Louis XVI.

Cependant, il est certain que la conduite de ce prince, durant sa mission, fut digne d'éloges; elle arracha même des aveux favorables à ceux qui se sont attachés à flétrir toutes les époques de sa vie¹. En lisant sa correspondance officielle, on acquiert la certitude que, dans ses négociations, il s'occupa de rendre à la France l'abondance et la prospérité de son commerce². Toutefois ses rapports avec les ministres anglais n'amènèrent aucuns résultats; leurs intérêts nationaux étaient trop liés à ceux de la maison d'Autriche pour consentir à lui faire perdre la Belgique. D'un autre côté, Montmorin, après avoir longtemps éludé d'envoyer au duc d'Orléans de pleins pouvoirs pour traiter, et même le titre d'ambassadeur qu'on refusait de lui donner, força le duc d'annoncer qu'il rentrerait au sein de l'Assemblée nationale, si on ne voulait pas lui accorder un plus haut degré de confiance.

La réponse ambiguë du ministre ne permit plus au prince de se dissimuler que son séjour en Angleterre était moins une mission qu'un exil. Impatient d'en sortir, il profita des approches de la fédéra-

¹ MONTJOUX (*Hist. de Louis-Phil.-Joseph d'Orléans*, par), t. II, p. 331 et 332.

² Lettre de d'Orléans à M. de Liancourt, 17 nov. 1789. — *Id.* au même et à M. de Biron, 6 mars. — *Id.* aux mêmes, 3 avril.

tion pour motiver son retour. En même temps Louis XVI, à la prière de M^{me} la duchesse d'Orléans, l'autorisa à rentrer en France. Mais il accompagna sa permission de cette phrase sévère et tout à fait déplacée après une réconciliation : « Vous apprendrez
« de votre roi comment il faut être Français, et
« comment on est digne d'être du sang des Bour-
« bons ¹. »

Au moment de quitter Londres, M. de Boinville, aide de camp de Lafayette, vint trouver le duc d'Orléans pour le détourner de son dessein, en lui assurant que les mêmes raisons qui avaient motivé son éloignement subsistaient encore. Alors le prince chargea ses amis d'obtenir le consentement de l'Assemblée; dans ce dessein, M. de Latouche, député de Montargis, lut à la tribune une lettre où le duc annonçait que, sa mission terminée, il avait écrit au roi (25 juin 1790) pour lui faire part de sa prochaine arrivée. « C'est M. de Lafayette, écrivait-il, « qui me fit entendre que mon absence ramènerait « la tranquillité; j'ai condescendu à son désir, et « cependant la tranquillité n'a pas été rétablie; il « est temps qu'on dise pourquoi mon nom pourrait « servir aux mouvemens populaires; il est temps « qu'on ne présente plus le fantôme sans donner « des preuves de la réalité. En attendant, je déclare « que, depuis le 25 de ce mois, mon séjour en « Angleterre n'est plus utile aux intérêts de la na-

¹ *Correspondance polit. et confid. de Louis XVI. Lettre à M. le duc d'Orléans (juin 1790).*

« tion et au service du roi. » Il ajoutait que l'anniversaire du 14 juillet lui prescrivait impérieusement son retour, et, qu'à moins d'une décision contraire de la part de l'Assemblée, il persisterait dans sa résolution¹.

Lafayette répondit d'un air embarrassé, et chercha à pallier sa conduite souveraine envers le duc d'Orléans². « Si, sous un régime arbitraire et tyrannique, le soupçon suffisait pour éloigner un citoyen de ses foyers, lui répondit Biron, le régime nouveau ne permet plus de tels abus. Depuis huit mois les accusateurs du duc d'Orléans n'ont osé se montrer; depuis huit mois aucun fait à sa charge n'a confirmé leurs vagues accusations. Pourquoi l'empêcher de venir se justifier, lorsqu'il désire prendre part à la joie publique dans la grande journée qui se prépare? » Le marquis de Ferrières, l'un des hommes les plus sages de l'Assemblée, et dont le royalisme était très-prononcé, prit aussi la défense du prince qu'il avait attaqué en d'autres occasions.

L'Assemblée, pour rester étrangère à des débats personnels entre Lafayette et les amis du duc, prononça qu'il n'y avait pas lieu à délibérer, ce qui laissait à ce dernier la faculté de rentrer en France. Toutefois le prince resta encore quelques jours à

¹ *Correspondance de Louis-Phil.-Joseph d'Orléans avec le roi, la reine et Montmorin*, p. 160 à 164.

² FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 83. — PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° 1V, LII. p. 747.

Londres, afin de laisser au roi et à ses ministres le temps de lui envoyer de nouveaux ordres ; mais, voyant qu'on usait toujours à son égard de subterfuges et de dissimulation, il quitta l'Angleterre. Le 11 juillet, il parut à la tribune. Après avoir annoncé qu'il adhérerait au serment que tous les députés avaient prêté en son absence à la constitution, il ajouta : « Le jour approche où la France va se réunir solennellement, et où toutes les voix ne feront entendre que des cris d'amour pour la patrie et pour le roi ; pour le roi, si digne, par ses vertus, de régner sur un peuple libre, et d'attacher son nom à la plus grande comme à la plus heureuse époque de la monarchie¹. » Son retour avait été précédé d'une apologie publiée sous le titre d'*Exposé de la conduite du duc d'Orléans durant la révolution de France*.

Dans cet écrit, attribué à Sieyès, on parlait du roi avec respect et des Parisiens avec admiration. Tout donne à penser que si, à cette époque, la cour eût voulu sincèrement se réconcilier avec ce prince, celui-ci, flatté d'être rentré dans les bonnes grâces du roi, aurait prêté secours à la cause constitutionnelle, en se séparant pour toujours des fauteurs de l'anarchie. Au reste, sa présence fit moins d'effet que n'en avait produit la nouvelle de son arrivée ; elle se confondit au milieu de cette foule d'événemens qui se succédaient avec rapidité, et qui, à leur tour, allaient aussi être absorbés par l'enthousiasme qu'inspirait la *fédération*.

¹ *Moniteur* du 12 juill. 1790, p. 749, col. 1^{re}.

La nation s'armait d'une grande puissance, en réunissant au pouvoir civil et judiciaire l'autorité que devait lui donner, sur l'esprit des soldats, l'exécution du pacte fédératif; c'était au commencement du mois de juin que l'on avait fixé la fête au 14 juillet. Dans ce court intervalle, il fallait rassembler tous les hommes du royaume en état de porter les armes, et surtout trouver dans Paris un emplacement convenable pour cette imposante cérémonie. Le vaste terrain du Champ de Mars paraissait réunir tous les avantages; on résolut d'entourer cet espace d'un long amphithéâtre, en amoncelant de la terre sur les deux parties latérales. Pour l'exécution des travaux et les décorations que l'emplacement pourrait comporter, on sollicita le secours et les talens des artistes; tous répondirent à cet appel, et se pénétrèrent du zèle et du dévouement dont presque tous les citoyens étaient alors animés. Douze mille ouvriers, placés sous leur direction, se livrèrent à ces immenses constructions.

Les illusions et les espérances que firent naître les préparatifs de cette fête formaient un contraste singulier avec les scènes de désordres et de cruautés qui se passaient sur toute l'étendue de la France; les bons sentimens surent si bien y dominer, qu'on parvint à faire un jour heureux du terrible anniversaire de la prise de la Bastille¹. L'Assemblée, attachée aux principes abstraits de la liberté, n'avait encore

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. I^{er}, p. 358.

rien fait pour frapper le peuple et parler à son imagination; mais, dans ce jour, il lui importait de relever, par une solennité d'un genre nouveau, l'éclat pompeux qu'elle voulait imprimer à l'œuvre de notre régénération.

Quoique déjà on commençât à abuser des formules sacrées, quel effet devait produire l'appareil d'un serment prononcé à la face du ciel, par le roi, par les députés, par plus de cent mille hommes sous les armes, en présence de quatre cent mille spectateurs! L'attente de cette réunion solennelle tenait tous les esprits en mouvement. Les travaux du pont Louis XVI que la révolution avait fait suspendre, furent repris, et l'on décida qu'il serait ouvert le jour même de la fête.

Pendant les douze mille ouvriers ne pouvaient achever, à l'époque prescrite, les vastes constructions qu'on avait ordonnées. Bailly en donna avis aux Parisiens, et les invita à venir, eux-mêmes, prendre part aux travaux; ce simple appel fit éclater une ardeur, une émulation qui caractérisaient et la vivacité de la nation française et sa passion pour la nouveauté. Les citoyens se chargèrent de l'ouvrage. Pendant près de vingt jours, le Champ de Mars fut rempli de bourgeois zélés qui, occupés de soins plus délicats, ou voués à des fonctions graves et austères, se livraient pour la première fois à un travail pénible.

Les instrumens ne pouvant plus suffire à la multitude toujours croissante de ces ouvriers volon-

taires, les villages voisins fournirent des pelles, des brouettes et des chariots; ils envoyèrent jusqu'à leur drapeau, autour duquel se ralliaient les principaux habitans ayant en tête leur maire et leur curé¹. Les corporations de Paris, les invalides, les élèves des académies, des écoles, et jusqu'aux communautés religieuses des deux sexes, donnèrent aussi des travailleurs. Les femmes, même les plus distinguées, se livrèrent à ces travaux patriotiques avec un enthousiasme inexprimable. Enfin des essaims de jeunes filles, portant des bannières distinctives, ornèrent de leurs mains l'autel de la patrie; parmi elles étaient des vierges timides, que des parens, aveuglés par leur enthousiasme, ne craignaient pas de laisser confondues avec ces créatures qui dans l'ombre de la nuit trafiquent de leurs charmes.

Le maire de Paris, le commandant général, vinrent encourager les travailleurs. Le roi, qui toujours s'associait aux intentions de son peuple lorsqu'elles pouvaient amener la concorde et la paix, voulut aussi jouir de la vue de ce spectacle; il parcourut ce vaste atelier, au milieu des accens de la joie, des témoignages de la reconnaissance, des bénédictions et des vœux de l'immense famille qui le remplissait. Une musique militaire annonça les Suisses : ces anciens amis, ces vieux alliés de la France, venaient partager les joyeux travaux d'une population qui, depuis, apprécia mal la rigide vertu

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 90-91.

de ces nobles enfans de la liberté. Enfin, prêtres, bourgeois, vieillards, moines, soldats, femmes, filles et enfans, tous à l'envi arrosaient de leur sueur le Champ de Mars. Les mères disaient à leurs enfans : « Tu raconteras un jour aux tiens que tes « mains contribuèrent à construire le cirque de la « fédération. »

Après les malheurs, les orages et les crimes qui accompagnèrent nos bouleversemens politiques, il est doux d'offrir le consolant tableau d'une parfaite harmonie au milieu d'un immense rassemblement populaire. Là les chants, les cris de joie, le son des tambours, des instrumens militaires se mêlent à la voix des travailleurs qui s'encouragent et s'appellent; des cafés ambulans, des boutiques portatives, et la bigarrure des vêtemens d'une multitude immense, de tout âge, de tout sexe et de toutes conditions, offrent à l'œil étonné une scène pleine de vie, et augmentent la variété de ce spectacle curieux; le ciel même semble l'embellir par une constante sérénité. Parmi tant d'individus, de mœurs et d'habitudes si différentes, il ne s'élève pas le moindre tumulte, ni même l'apparence d'une querelle; toutefois quelques-uns accompagnent leurs travaux de propos féroces, qui semblent pronostiquer le meurtre et les persécutions. Là se chantait avec fureur l'affreux refrain de *Ça ira, les aristocrates à la lanterne* ! Ces paroles, homicides et grossières, at-

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. 1^{er}, p. 361.

testaient que la populace conservait encore un souvenir joyeux de ses crimes. Un jour des bouchers entrèrent au Champ de Mars, en portant sur leur bannière cette inscription : *Tremblez, aristocrates ! voilà les bouchers*¹. Ce trait peint les mœurs d'une époque où le caractère français fut trop souvent altéré par des actes de barbarie.

De toutes les parties du royaume accouraient une foule de guerriers citoyens pour jurer au nom de leurs compatriotes le pacte universel de la régénération française. Le choix de ces fédérés était excellent ; obligés de faire eux-mêmes les frais du voyage, on avait dû choisir des jeunes gens d'une existence aisée, amis de la révolution, mais non de l'anarchie, et qui n'avaient pas encore répudié le respect et l'amour dus au roi. Logés chez les habitans de Paris, ils furent reçus avec cette bienveillance qu'on trouve dans la maison d'un frère ou d'un ami. Parmi ces nombreux députés, on distinguait les dociles et belliqueux enfans du Jura, nouvellement affranchis, ils se montraient reconnaissans pour la liberté que le bon Louis XVI leur avait donnée. Les fortunés habitans de la Provence étaient fiers d'avoir choisi pour député le fameux Mirabeau. Les Vivarois rappelaient avec orgueil que leurs aïeux furent les derniers Gaulois qui subirent le joug des Romains. Ceux de l'Auvergne tiraient vanité d'avoir Lafayette pour compatriote. Les sages et intrépides Dauphinois, ayant

¹ DULAURE (*Esquisse des princip. événem. de la Révol. fr.*), t. 1^{er}, p. 351.

les premiers donnèrent l'élan de la révolution, fraternisaient avec les représentans des peuples indociles de l'Armorique qui, à la même époque, brisèrent les derniers vestiges de la féodalité. On contemplait surtout, avec un vif intérêt, les fidèles Béarnais, dont le costume ajoutait à leur air martial; en passant dans la rue de la Ferronnerie, ils versèrent des larmes au lieu même où Henri IV avait été assassiné.

Les députés de tous les départemens furent présentés au roi et à la reine, qui les accueillirent avec affabilité; chacun d'eux aimait à répéter les paroles bienveillantes qu'on leur avait adressées. Le commandant des gardes nationales de Tours remit au roi un anneau donné par Henri IV aux Tourangeaux pour reconnaître leur fidélité; le roi l'accepta, et promit de le porter le jour de la fédération¹. Le chef de la députation bretonne, nommé Lutaut de Thievaut, en mettant un genou en terre, et présentant son épée à Louis XVI, lui dit : « Sire, je vous remets l'épée fidèle des braves Bretons; elle ne se teindra que du sang de vos ennemis. » Le roi le relève, l'embrasse et lui dit : « Rendez de ma part à tous vos frères cet embrassement. » En lui remettant son épée, il ajouta : « Où pourrait-elle être mieux qu'entre les mains de mes chers Bretons? je n'ai jamais douté de leur fidélité : assurez-les que je suis le père de tous les Français. » Un attendrissement mutuel marqua cette scène tou-

¹ PAUDHOMME (*Révol. de Paris*), t. V, n° LIII, p. 2.

chante. « Sire, reprit aussitôt le chef des Bretons, « tous les Français, si j'en juge par nos cœurs, vous « aiment et vous chérissent parce que vous êtes un « *roi citoyen* ¹. » Ces faits caractérisent bien l'esprit du temps et prouvent que le système constitutionnel n'avait point étouffé l'esprit monarchique.

Dès que l'aurore permit d'entrevoir les premiers rayons qui devaient éclairer la journée du 14 juillet, le peuple de Paris se porta en foule vers le cirque, dont la pompe exalte les esprits. Cependant le ciel en se couvrant de nuages aurait paru réprouver ce jour et les souvenirs qu'il rappelait, si les Parisiens et leurs innombrables hôtes n'avaient eu un fonds d'allégresse qui se jouait des fâcheux présages. Tout est en mouvement : hommes, femmes et enfans viennent se placer sur les glacis circulaires que leurs mains ont formés, et bordés de trente rangs de banquettes de gazons, disposés graduellement. L'imagination se reporte avec enchantement vers l'auguste antiquité, et elle croit se trouver au milieu d'un de ces magnifiques amphithéâtres où venait s'asseoir le *peuple-roi*.

Bientôt le cortège sort des Tuileries avec un appareil imposant, et suit la rive droite de la Seine. Quarante mille hommes armés et tous les corps civils et militaires défilent avec le roi dans un ordre parfait, au bruit des salves d'artillerie; mille cris d'allégresse saluent le monarque et lui font verser

¹ *Moniteur* du 14 juill. 1790, p. 782, col. 2.

des larmes d'attendrissement. Ces acclamations partaient du fond de l'âme, c'étaient celles de la France, dont les fédérés de province exprimaient les sentimens. Un bataillon de jeunes enfans, armés comme leurs pères, ouvrait le cortège. Des corps de vétérans marchaient derrière eux. Image expressive qui donnait à cette fête l'adhésion de tous les âges, et rappelait à la patrie qu'elle avait pour elle l'honorable souvenir du passé et les espérances de l'avenir.

L'Assemblée et les corps civils de Paris marchaient au milieu de la grande députation des quatre-vingt-trois départemens. Chaque département, chaque corporation avait sa bannière distinctive. Sur celle des imprimeurs on lisait : *Imprimerie! premier drapeau de la liberté*¹. Ces bannières se mêlaient aux soixante drapeaux des districts de Paris. Venaient ensuite les députés de tous les corps, de toutes les armes, au milieu d'un brillant état-major, où se trouvaient quantité de lieutenans généraux et plusieurs maréchaux de France².

Les avenues qui conduisent au Champ de Mars étaient couvertes de peuple qui battait des mains et chantait des airs patriotiques. Le quai de Chaillot et les hauteurs de Passy présentaient de vastes terrasses remplies de femmes vêtues avec élégance et de couleurs variées. Lafayette, monté sur un superbe cheval blanc, donnait ses ordres, et semblait être le

¹ MERCIER (*Nouveau Tableau de Paris*, par), t. III, p. 83.

² *Procès-verbal de la Confédération des Français*, le 14 jnill. 1790, p. 7.

héros de la fête. La sueur coulait sur son visage, lorsqu'un inconnu sort de la foule et tenant en main un verre de vin, lui dit : *Vous avez chaud, mon général, buvez un coup*¹. Lafayette prend le verre et boit d'un seul trait. La multitude applaudit à cet acte de confiance du général, et lui avec son sourire habituel et son regard bienveillant, semble dire au peuple : « Je n'aurai ni soupçon ni inquiétude tant que je serai au milieu de vous. »

Le cortège, arrivé en face du Champ de Mars, passa la rivière sur un pont de bateaux². Jamais tableau plus merveilleux ne s'offrit aux yeux des Parisiens. Un cirque d'une lieue de circonférence était couronné par plus de trois cent mille spectateurs rassemblés depuis six heures du matin. Un arc de triomphe, percé de trois portiques, orné de trophées, et surchargé d'inscriptions analogues à la fête, ouvre un triple passage à l'immense cortège. Au centre est l'autel de la patrie, construit d'une forme antique et simple. On y monte par quatre péristyles ; aux coins sont des socles sur lesquels sont placés de grands trépieds portant des cassolettes, où brûle un encens dont le parfum monte jusqu'au ciel ; devant l'École militaire s'élève un trône magnifiquement décoré ; Louis XVI vient s'y placer, suivi des électeurs, des députés et des membres de la municipalité de Paris³. Il avait à

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 93.

² A la même place qu'occupe aujourd'hui le pont d'Iéna.

³ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 465-464.

sa droite M. de Bonnay, président de l'Assemblée; à sa gauche les secrétaires. On voyait quelques officiers de sa maison debout sur les premiers degrés du trône. Pour ce jour-là seulement, le roi avait le titre de chef suprême et absolu des gardes nationales de France. Lafayette était son lieutenant: en cette qualité, il commandait seul au cirque, et on peut dire que là était concentrée la force entière du royaume.

La reine était au grand balcon de l'Ecole, entourée d'un petit nombre de dames et de gentilshommes: deux cents prêtres, vêtus d'aubes blanches, et décorés de ceintures tricolores, couvrent les marches de l'autel; au milieu d'eux est Maurice de Talleyrand, nommé par le roi pour officier dans cette cérémonie. Ce prélat, revêtu de ses habits pontificaux¹, était assisté de l'abbé Louis, son clerc de chapelle, et de soixante aumôniers de la garde parisienne. Leur costume, à la fois national et religieux, retraçait au peuple parisien l'image des prêtres et des lévites qui, dans la pompe des fêtes anciennes, ajoutaient un si grand éclat à la majesté du peuple de Dieu. Sans doute le sacré était ici mêlé au profane, mais cette alliance informe n'attestait pas moins que les fêtes nationales ne sont réellement imposantes que lorsqu'elles empruntent à la religion la majesté de son secours.

Douze cents artistes, qu'accompagnait un orchestre nombreux, faisaient retentir l'air d'une ad-

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 94 et suiv. — *Journées mémorables de la Révolution*, t. IV, p. 48.

mirable mélodie; ils exécutèrent un *hiérodrame*. C'était un espèce de chant dialogué en forme de chœur; toutes les paroles tirées de l'Écriture, étant rapprochées et liées entre elles, formaient le sujet de la prise de la Bastille. Le style oriental des livres saints, accompagné d'une musique harmonieuse, peignait d'abord la tristesse, le trouble et les alarmes des Parisiens dans les deux premiers jours du combat. Une grosse cloche faisait partie des instrumens de musique, et ses sons lugubres rappelaient ceux du tocsin qui, dans ces jours d'anxiété, jetèrent l'effroi dans Paris; ensuite des sons joyeux exprimaient l'allégresse à la suite de la victoire.

Cependant le ciel continuait à se couvrir d'épais nuages; poussés par les vents du nord, ils produisaient par intervalle des averses effroyables, et tout le cirque n'offrit plus qu'une immense voûte de parapluies aux couleurs rouges et vertes. Ce contre-temps troubla la marche des corps civils et militaires qui défilaient encore; il porta la confusion parmi les législateurs, et dispersa momentanément les prêtres, les officiers municipaux et les députés fédérés; plus de cent mille femmes vêtues d'étoffes légères, exposées à l'inclémence des élémens, sont bientôt pénétrées par la pluie; mais elles rient de ce contre-temps avec les fédérés et les militaires rangés autour de cette vaste enceinte.

La messe achevée, le pontife bénit l'oriflamme, nouveau drapeau destiné à la troupe de ligne, et les quatre-vingt-trois bannières des départemens qui,

durant le sacrifice, avaient formé un quadruple cordon circulaire autour de l'autel de la patrie. Tous les yeux se fixent sur Lafayette; il doit le premier prononcer le serment. Ce général, après avoir traversé l'espace qui le sépare de l'autel, tenant son épée appuyée sur le trépied d'où s'élève une flamme vive et pure, prononce le serment d'être à jamais fidèle à la nation, à la loi et au roi. L'enthousiasme de la liberté saisit tous les guerriers; ils accourent en foule autour des ministres de la religion, ils jurent sur l'Évangile et sur leurs glaives d'obéir aux nouvelles lois et de les faire respecter. De l'autel ils volent vers le trône et entourent le monarque; le choc de leurs armes, leur attitude, leurs gestes et leurs cris lui expriment leur dévouement et leur joie.

On s'attendait alors à voir Louis XVI descendre de son trône et monter à l'autel pour y prêter à haute voix le serment. Mais le mauvais temps s'y opposa, en sorte que le roi, et même le président de l'Assemblée le prononcèrent sans quitter leur place¹. La multitude fut affligée de cette circonstance; sa superstition, excitée par de frivoles présages, commençait à lui faire croire que le ciel repoussait son encens et ses vœux, et prenait parti pour l'aristocratie. Ce fut avec un sentiment mêlé de crainte et d'allégresse qu'elle entendit le mo-

¹ DULAURE (*Esquisse des principaux événem. de la Rév. franç.*), t. I^{er}, p. 374. — GIBARDIN (*Mém. de Stanisl.*), t. III, p. 94 et 95.

marque, vrai fondateur de sa liberté, dire d'une voix attendrie : « Moi, roi des Français, je jure d'employer tout le pouvoir qui m'est délégué par la loi constitutionnelle de l'État à maintenir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par moi. »

Pendant qu'il prononçait ces paroles, le ciel s'éclaircit; le soleil, qui semblait avoir abandonné la terre, dissipe, par un hasard heureux, les nuages dont il était entouré, ses rayons lumineux se répandent sur le front du roi, sur l'armée, sur la foule réunie, et, jaillissant sur les objets imprégnés par la pluie, inondent le cirque d'un déluge de lumière et de feux. Cet incident naturel est regardé comme un prodige; le peuple en conçoit aussitôt le plus favorable augure; de la tristesse il passe au comble de la gaieté; il croit entendre la voix de Dieu qui applaudit à ses transports, et dans son ravissement il s'empresse d'y répondre par l'expression de sa reconnaissance.

La reine, émue par cette impulsion, saisit dans ses bras l'auguste enfant, héritier du trône, et du haut du balcon où elle est placée, le montre à la nation assemblée¹. A ce noble mouvement, des cris de joie et d'amour se dirigent vers la mère et l'enfant. La haine qu'on avait contre elle est oubliée, tous les Français semblent unis et heureux du bonheur commun. Toutes les mains sont levées, des milliers

¹ *Moniteur* du 16 juill. 1790, p. 808, col. 1^{re}.

de sermens se prononcent, se répètent et se propagent plusieurs fois d'un bout du cirque à l'autre. Les soldats agitent leurs armes, au haut desquelles ils placent leurs chapeaux ou leurs casques confondus avec une forêt d'étendards que le vent fait flotter sur leurs têtes. Ces transports universels, unis au son de mille instrumens guerriers, au bruit majestueux de cent pièces de canon, se font entendre dans les quartiers les plus reculés de Paris, et retentissent jusqu'au fond des provinces, car le même jour et à la même heure ils étaient répétés dans toutes les communes de France par vingt-six millions d'habitans; les noms des vingt peuples divers, dont l'agrégation formait l'Empire français, se confondent en un seul, *celui de Français*; on ne connaissait plus qu'un titre, *celui de citoyen*; qu'un sentiment, *celui de liberté*.

Le même cortège ramena le roi au bruit des mêmes acclamations qui l'avaient accompagné. Par un heureux changement opéré dans les cœurs, il était devenu l'objet véritable de l'enthousiasme. Les fédérés et les soldats avaient inculqué dans l'opinion publique les sentimens dont ils étaient animés. On n'entendait plus retentir que le cri de *vive le roi!* Et quoique Lafayette n'aimât que la royauté humble et soumise, il se rangea de bonne grâce autour du trône que cette cérémonie avait paru raffermir. Les fédérés se rendirent ensuite au château royal de la Muette, voisin du Champ de Mars, où un immense banquet, dressé dans les allées du parc, les attendait. Lafayette présida ce festin; il y reçut, comme

au Champ de Mars, les hommages et les témoignages d'idolâtrie qu'on prodiguait à Necker un an auparavant. Aux approches de la nuit, de brillantes illuminations répandirent l'éclat d'un nouveau jour. L'opulence ne voulut point troubler cette fête par le bruit des voitures, leur mouvement fut suspendu. Tout le monde voulait se faire peuple, et se trouvait heureux de l'être.

Les réjouissances publiques durèrent plusieurs jours. On disposa d'une manière ingénieuse celles qui eurent lieu sur l'emplacement de la Bastille. Cette forteresse démolie était remplacée par quatre-vingt-trois arbres plantés sur les ruines de ses fondemens; ils représentaient chacun des départemens composant la France entière. Des touffes de verdure et de fleurs suspendues en guirlandes liaient les arbres les uns aux autres; au milieu s'élevait un mât de soixante pieds, portant un drapeau sur lequel on lisait : *Liberté*. Un vieux souterrain, qui jadis avait retenti de gémissemens, de cris de douleurs, fut transformé en salle de bal sur laquelle on ne lisait plus, comme autrefois, l'affreuse inscription de l'Enfer du Dante, mais bien : *Ici l'on danse* ¹.

Un spectacle ravissant fut celui que présenta la fête nocturne et champêtre des Champs-Élysées. Tous les arbres éblouissans de lumière étaient réunis les uns aux autres par des lampions de couleur et do-

¹ PRAUDHOMME (*Révol. de Paris*), t. V, n° LIII, p. 58.

minés par des pyramides de feu. Un obélisque très-élevé, illuminé dans toute sa hauteur et entouré d'un orchestre nombreux, occupait le rond-point; des jeux d'exercice et des buffets, chargés de rafraîchissemens, étaient répandus sur ce vaste terrain. L'armée de la capitale et celle des provinces, confondues avec la population parisienne, y dansèrent toute la nuit, et formèrent le bal le plus nombreux qui se fût jamais donné. La gaieté, l'affabilité qui ne cessèrent de régner au milieu de cette affluence prodigieuse, caractérisèrent cette fête et l'auraient rendue digne de la nation française, si les méchans de leur souffle impur n'en avaient bientôt après terni tout l'éclat. Dans ce grand jour, le roi et le peuple furent de bonne foi, leurs sermens étaient sincères, mais les viles passions des factieux, placés entre le trône et la nation, ayant tout à craindre de cette touchante réconciliation, semèrent la discorde pour faire violer les sermens; voilà comment le parjure va devenir un des plus fréquens attributs de la mobilité révolutionnaire.

En effet, le lendemain de la fédération, les folliculaires, provocateurs de l'anarchie, cherchèrent à empoisonner la joie publique par des réflexions méchantes et séditeuses. On fit un crime au roi de n'être pas monté à l'autel de la patrie lorsqu'il prêta le serment; on lui reprocha d'avoir occupé un siège placé sur une élévation qui dominait celui du président de l'assemblée. Selon les perturbateurs, cette faible distinction était un délit envers la majesté

nationale, et ils ne manquèrent pas de la citer au peuple comme une insulte faite à ses représentans: *Que pouvons-nous faire, disaient-ils, avec une nation qui ne sait que crier vive le roi!* Camille Desmoulins ne vit dans cette fête que l'insolence du trône et du pouvoir exécutif; pour faire d'odieuses allusions contre le roi et Lafayette, il rappelait dans son journal le triomphe de Paul-Émile, et félicitait les Romains d'avoir vu enchaîné, « à la suite de ce consul, le roi de Macédoine, ayant liées « derrière le dos ces mains qui avaient signé tant « de lettres de cachet. »

Il faut avouer néanmoins que cette exaspération puisait ses motifs dans des faits capables d'irriter un peuple franc et ombrageux. A cette époque, il régnait entre toutes les cours de l'Europe un accord parfait. Le but de leurs négociations, de leurs mesures et de leurs préparatifs, étaient hostiles à la Pologne, mais n'étaient qu'éventuels à l'égard de la France. M. de Montmorin le savait; aussi, dans sa sécurité, affirmait-il qu'aucun soldat ennemi n'entrerait en France; cependant les mouvemens de troupes et les approvisionnemens, formés par les puissances étrangères, ne continuaient pas moins à exciter les alarmes; et lorsque leur attitude menaçante faisait craindre d'imminentes agressions, le ministère attribuait ces dispositions uniquement au prince de Condé, aux princes d'Allemagne mécontents, et au besoin que l'empereur avait de ses troupes pour contenir le Brabant. Sous ce prétexte, il

permettait à l'empereur de faire passer sur notre territoire les régimens qu'il dirigeait sur la Belgique, et de là menacer la France au nord, pendant que d'autres corps allaient se former sur les points où nos frontières sont le plus accessibles.

En cette occasion, ce ne furent ni les jacobins ni le parti attaché au duc d'Orléans qui vinrent jeter l'alarme et accuser la cour : ce fut le duc d'Aiguillon, l'homme le plus attaché au vrai gouvernement représentatif, et qui à ce titre était exposé à de noires calomnies. Après avoir acquis la conviction qu'à l'instigation des émigrés une ligue formidable de tous les potentats du continent se tramait contre la France, un véritable esprit national l'enflamme, et il demande (28 juillet 1790) que les ministres des affaires étrangères et de la guerre soient censurés et déclarés responsables de tous les ordres qu'ils avaient donnés d'une manière imprudente ou perfide. « Dans ces momens critiques, ajouta-t-il, il faut que la nation française déploie toute son énergie; ordonnons des armemens dans nos ports et sur nos frontières, et qu'un comité soit institué pour nous donner de plus amples renseignements sur notre situation avec les puissances étrangères¹. » D'Aiguillon avait à peine cessé de parler que Mirabeau, indigné contre ceux qui mettaient tout en œuvre pour empêcher l'union des Français et renverser l'édifice imposant qu'il voulait élever

¹ *Moniteur* du 30 juill. 1790, p. 868, col. 3.

de concert avec un roi constitutionnel, dénonça un écrit intitulé : *Manifeste du prince de Condé*. Cet écrit était alarmant ; Barnave demanda si le comité des recherches en avait connaissance, et les éclaircissemens donnés à ce sujet parurent motiver la haine du peuple contre les ennemis de sa liberté. C'est dans cette discussion qu'en parlant des princes, Barnave employa pour la première fois le nom de Capet au lieu de celui de Bourbon, et que Mirabeau se servit de l'expression de Bourbon *dît Condé*, en ajoutant que, d'après l'abolition des titres, *Condé n'était plus qu'un nom de guerre*. A la suite de longs débats, on refusa à l'empereur le passage de ses troupes sur notre territoire, et tous les biens de la maison *Bourbon-Condé* furent séquestrés.

LIVRE ONZIÈME.

LA GUERRE CIVILE.

Malouet accuse Camille Desmoulins. — Intrigues du fanatisme. — Deuxième protestation du côté droit. — Nouveau portrait de Calonne. — Troubles de Lyon. — Complot de Bonne-Savardin. — Insurrection à Marseille. — Émeute à Valence. — A Lille. — A Perpignan. — Guerres religieuse et politique à Montauban et à Nîmes. — Motifs qui les suscitérent. — Mission de Froment. — Fédération du Vivarois. — Camp de Jalès. — Il est dissous. — Nouveau portrait de d'Entraigues. — Château de Bannes. — Révolte des Avignonnais. — Meurtre des marquis d'Aulan, de Rochegude et de l'abbé Auffroi, etc. — Rovère et Duprat sollicitent la réunion du Comtat à la France. — Conduite de Bonche, député d'Aix. — Intrigues de Mainvielle, Tournai et Agricola Moureau. — Mirabeau veut le licenciement de l'armée. — Révolte de Nancy. — Portrait de Bouillé. — Joie des royalistes. — Douleur des jacobins. — Haine contre les ministres. — Honneurs rendus au dévouement du jeune Desilles.

Peu de jours après la fédération, lorsqu'un grand acte d'union venait d'être conclu entre le monarque et son peuple, les clubs reprirent le cours de leurs motions sanguinaires. De nouveaux attroupemens se formèrent aux Tuileries et au Palais-Royal. On voulait le renvoi des ministres, leur détention, et on finissait toujours par demander leur tête. La reine et sa famille furent inscrites sur des listes de proscription. Malouet, dont le noble caractère lui avait fait adopter la dangereuse mission de combattre l'anarchie, redoubla de courage dans une circon-

stance où les factieux cherchaient par des écrits infâmes à mettre en mouvement la population parisienne. Indigné de l'impunité de ces attentats, il monte à la tribune dans une séance du soir (31 juillet); mais les chefs du parti dont il venait dévoiler les trames, refusèrent de l'entendre. Sa constance inébranlable l'emporta sur leurs clameurs, et il obtint enfin la parole.

« Vous demandez l'ordre du jour, dit avec dignité
« cet excellent citoyen, eh bien ! l'ordre du jour le plus
« pressant, c'est de prévenir de grands crimes; c'est
« d'en connaître les causes et les auteurs. Sans doute
« vous frémiriez si vous aviez la certitude qu'en
« cet instant plusieurs scélérats travaillent à faire
« emprisonner le roi et la reine¹, au moment même
« où tous les deux viennent de recevoir dans une
« fête mémorable, de toutes les parties de l'empire,
« des témoignages d'estime et d'amour¹. Messieurs,
« c'est sous vos yeux, c'est à votre porte que ces
« projets atroces se développent, que des instrumens
« sanguinaires se distribuent, qu'on appelle le peuple
« aux armes, qu'on l'excite à tous les forfaits : c'est
« le renversement des lois que je viens dénoncer,
« c'est la liberté qui périt, et la constitution avec
« elle, si de tels attentats restent impunis. Voici le
« libelle que je vous dénonce, il est signé Marat... »
A ces mots, des éclats de rire partent du côté gauche de l'Assemblée; car le délire de ce scélérat était

¹ *Moniteur* du 2 août 1790, p. 883, col. 1 et 2.

tel que la majorité des députés ne voulait jamais croire au danger de sa criminelle exaltation. Les insensés ! ils se bornaient alors à qualifier de fou celui qu'une affreuse corruption les força bientôt après à regarder comme un dieu.

Malouet s'éleva aussi avec véhémence contre les écrits perfides dans lesquels Camille Desmoulins s'efforçait d'égarer le peuple, et se jouait de sa crédulité pour l'exciter à s'insurger et à renverser la constitution. L'orateur voulait qu'on enjoignît au Châtelet de poursuivre les auteurs de ces libelles dont l'audace était intolérable. Son projet fut adopté ; mais, pendant que l'Assemblée délibérait sur cette affaire, les jacobins, unis aux cordeliers, loin d'être intimidés des accusations lancées contre eux, firent célébrer un service solennel à la mémoire des patriotes morts à la prise de la Bastille. Marat, Camille Desmoulins, Carra, Gorsas, Brissot, Garat le jeune, Loustalot et autres journalistes populaires obtinrent les honneurs de la fête ; ils bravèrent le corps législatif en se moquant de sa censure. L'atroce Marat osa même lui envoyer un plan de législation criminelle¹, et l'on permit à Camille de venir à la barre se plaindre de son dénonciateur.

Ce jeune énergumène, après avoir signalé les services que lui avait rendus son ami Robespierre, récusait le Châtelet, sous prétexte que, depuis plus de six mois, il dénonçait ce tribunal comme cou-

¹ *Moniteur* du 4 août 1790, p. 889, col. 5.

pable de lèse-nation. Malouet, indigné d'un pareil excès d'audace, se récrie sur l'indulgence de l'Assemblée.... « Si de tels hommes trouvent ici des défenseurs, ajouta-t-il, que ces défenseurs se lèvent; je les dénonce eux-mêmes.... Puisque Camille veut que je lise son journal, je vais le lire, osera-t-il le justifier? » — « Oui, *je l'ose*¹ », cria Camille du haut des tribunes où il avait été se placer en quittant la barre. Ce manque de convenance souleva l'Assemblée, et força le président d'ordonner l'arrestation de Camille Desmoulins; mais Robespierre, après l'avoir excusé, annonça qu'il s'était évadé, et cette affaire n'eut pour lui d'autre suite que d'accroître sa popularité.

Pétion, qui par esprit de parti employait tous ses efforts pour gagner la faveur populaire, combattit Malouet. « Il ne faut pas se persuader, dit-il, qu'une révolution soit un état de calme; il est louable dans l'insurrection générale d'un grand peuple de favoriser son enthousiasme, et vous feriez aujourd'hui poursuivre comme criminels ces mêmes individus à qui vous devez le salut de la France? Vous ne pouvez, d'ailleurs, faire exécuter le décret qu'après avoir défini le crime de lèse-nation. » Sur la motion de Camus, on décida que tous les écrits qui avaient paru jusqu'à ce jour sur les affaires publiques, sauf celui de Marat, ne seraient pas poursuivis en justice. Peu de jours après, Marat pu-

¹ *Moniteur* du 4 août 1790, p. 889, col. 3.

blia un nouveau libelle, où il exhortait le peuple à dresser huit cents potences dans le jardin des Tuileries *. Le député d'André venait d'obtenir qu'on sévît contre ce forcené; mais Chapelier ayant fait observer qu'il fallait instituer le jury avant de faire des lois sur les crimes de la presse, autorisa par là toute espèce d'écrits. Alors une foule d'hommes sans mission s'érigèrent en législateurs du monde; les jacobins et les cordeliers redoublèrent d'audace pour corrompre le peuple et l'abreuver de leurs affreux poisons. Quoique ces factieux fussent loin de former la majorité de la nation, ils avaient un ascendant prodigieux, tant par la force de la populace qui les soutenait, que par l'aveuglement de la classe moyenne, qui se laissait entraîner par les flots soulevés contre la noblesse et le clergé.

Au milieu des excès d'une liberté dégénérée en anarchie, la vieille aristocratie comptait, avec trop de légèreté, sur les témoignages d'attachement que les fédérés donnèrent au roi. Quelques marques de respect pour la royauté lui firent croire que la contre-révolution était faite; elle ne comprit point que ces témoignages flatteurs étaient pour la personne de Louis XVI, et ne s'adressaient point à l'ancien ordre de choses; que tous les Français, en voulant un roi, le voulaient constitutionnel. Cette faction, ne pouvant triompher de la force de l'opinion publique qui commençait à se former, et de la pente invincible qui emportait tous les esprits vers la liberté,

* Allusion aux huit cents députés.

organisa un système de résistance propre à entraver l'achèvement de la constitution. Dans l'espoir de voir surgir, de cette quantité d'événemens qui se succédaient chaque jour, quelque chance heureuse dont elle pût profiter pour rétablir sa domination, elle excitait le désordre et cherchait à fatiguer par une opposition constante une nation vive et légère.

Mais comment ces ennemis du gouvernement représentatif espéraient-ils réussir? Croyaient-ils s'attacher la majorité des Français en soulevant contre la patrie les puissances étrangères, en armant les citoyens les uns contre les autres? bien plus, et c'est chose horrible à dire, ils cherchaient à exciter les opinions politiques en ravivant le fanatisme des opinions religieuses! Voilà comment une opposition irritante et de continuelles conjurations forcèrent l'autorité constitutionnelle à fermer les yeux sur les crimes d'une multitude séduite, pour ne s'occuper que des moyens de faire tourner au profit de la régénération publique les manœuvres coupables de ceux qui cherchaient à la renverser. De là la fureur des partis, et cette violence naturelle à une populace aveugle et sans frein, qui, déchaînée contre l'aristocratie, plongea la France dans une dissolution voisine de sa ruine.

Ce fatal esprit de dissension était également excité par quelques-uns des députés les plus ardens du côté droit; ceux-ci, en relation avec les ennemis du système nouveau, s'occupaient d'un plan de contre-révolution, qu'on peut appeler *la machine*

*la plus vaste qui ait jamais existé*¹. La cour, les nobles, les prêtres, les capitalistes et les anciens parlementaires employaient tous leurs efforts pour le faire réussir; partout ils assuraient que la constitution ne pourrait subsister, qu'elle était impraticable; que le roi reprendrait bientôt la plénitude de son autorité; que les princes émigrés rentreraient en France à la tête d'une puissante armée, grossie des nombreux mécontents de l'intérieur. Selon eux, on devait dissoudre l'Assemblée nationale; et livrer les factieux à la rigueur des lois. Sans cesse on rappelait aux nobles leur dévouement à la monarchie et au roi. Les évêques invitaient les curés et les religieux à imiter le zèle des premiers chrétiens pour le maintien de la religion et des droits sacrés de l'Église. Ils traitaient les décrets d'entreprises audacieuses, impies, dirigées contre Dieu même. Les journaux de chaque parti entretenaient les dissensions, rallumaient les haines, alimentaient les fureurs. On vit s'élever mille réclamations individuelles contre la réunion des ordres et l'abolition de la noblesse. Durosoy et Royou consignaient ces protestations dans leurs feuilles, dont la virulence provoquait souvent celle des journaux jacobins.

Mais la démarche la plus contraire à tout esprit de conciliation fut celle des députés associés à cette résistance : rassemblés dans l'église des Capucins-Saint-Honoré pour combiner un plan d'at-

¹ LOUIS XVIII (*Relation d'un voyage à Coblenz*, en juin 1791), p. 111, 112 et 113.

taque contre les patriotes du côté gauche, ils signèrent un écrit renfermant une censure amère de tout ce qui avait été fait, et que Montlosier proposa imprudemment de porter à la sanction du roi¹. A ce sujet, l'abbé Maury osa dire que si le roi avait la pusillanimité de repousser cette protestation, on la ferait imprimer, pour apprendre au peuple qu'il était gouverné par un prince faible qui ne protégeait point le culte de ses pères. Le public, indigné, s'ameuta contre ces dangereux amis de la royauté; et le roi, instruit de leurs projets et des mouvemens qu'ils avaient excités, leur défendit durant plusieurs jours l'entrée de ses appartemens.

On vit aussi se renouveler les antiques merveilles, des siècles d'ignorance et de toutes les erreurs humaines. Des prophètes parurent; une espèce de sibylle, nommé Catherine Théot, qu'on appelait Théos pour donner à son nom une signification religieuse², annonça de grandes révolutions dans le monde physique et moral; selon ses calculs, vers la fin de l'année, un astre sinistre devait obscurcir le soleil; on osa proposer à l'Assemblée de consulter cette sibylle, à laquelle le député D. Gerles payait le tribut de sa crédulité. Ainsi, dans Paris même, on cherchait à réveiller tous les maux qu'engendra la superstition. Exercices pieux, invocations

¹ *Hist. de la Révol. de France*, par deux Amis de la Liberté, t. V, p. 23.

² *Moniteur* du 17 juin 1794 (29 prairial an II), p. 1095, 1096 et 1097, renfermant le rapport de Vadier.

redoublées à la sainte Vierge, sermons exaltés, processions, pèlerinages, amulettes, neuvaines, circulaires et lettres anonymes, rien n'était épargné pour persuader que la religion était en danger, et donner, au nom du ciel, un libre cours à toutes les fureurs du fanatisme.

Tandis que la capitale était livrée au mouvement qu'entraîne l'exaltation politique et religieuse, les provinces aussi, quelque temps avant, ou peu de jours après la solennité de la fédération, furent en proie aux plus violens désordres. Je vais rassembler ici plusieurs événemens de ce genre, pour être à l'avenir moins distrait dans l'examen des travaux de l'Assemblée nationale, et surtout afin de marquer le contraste frappant entre quelques jours de joie et de concorde, et les sanglantes tragédies qui, après avoir affligé nos plus belles villes, firent de cette même année une longue époque de deuil et de calamités.

Le signal donné par le clergé et les nobles restés en France fut entendu au delà des Alpes. Dès le principe de l'émigration, ils envoyèrent à Turin le marquis Bégon de la Rouzière, député de la sénéchaussée de Riom¹; à l'arrivée de cet agent, les émigrés, réunis dans la capitale du Piémont où se trouvaient alors les princes français, impatiens de profiter de nos discordes, hâtèrent leurs préparatifs, et transmirent à leurs affidés, dans l'intérieur et jus-

¹ FROMENT (*Plaidoyer de*) contre S. A. R. Monsieur (comte d'Artois), p. 24. — MÉHÉE DE LATOUCHE (*Alliance des jacobins*, etc.), p. 160.

qu'au sein de l'Assemblée, les instructions nécessaires pour concerter leurs projets ¹. Calonne, par la hardiesse de son caractère, l'étendue de ses moyens, et son infatigable activité d'esprit et de corps, était devenu le conseiller intime du comte d'Artois. Après avoir visité tous les États, s'être entretenu avec tous les souverains, il s'était procuré des ressources d'argent à Londres, à Gênes et à Venise. Cet ancien ministre, ne pouvant renoncer à l'espérance d'entraîner le roi de Sardaigne dans la ligue, et de faire entrer ses troupes dans la Provence et le Dauphiné, sentit combien il importait d'avoir une ville riche et peuplée pour former une seconde capitale propre à remplacer Paris, que l'esprit révolutionnaire avait totalement envahi. Dans ce dessein, lui et le comte d'Artois jetèrent les yeux sur Lyon. Dès le commencement de la révolution une grande divergence d'opinion s'était élevée parmi les habitants de cette ville. Les fabricans craignaient que les excès de la liberté n'amenassent la suppression du luxe qui soutenait leur industrie, et les ouvriers, quoique portés à l'indépendance, n'en conservaient pas moins leurs mœurs et leur esprit religieux. Les agens royalistes mirent leurs soins à entretenir ces dispositions.

Toutefois la majorité de la garde nationale de Lyon professait les principes constitutionnels ; mais elle était sans cesse contrariée dans ses opinions

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 202.

par la municipalité, et surtout par huit cents jeunes gens des meilleures familles. Ceux-ci, instruits au maniement des armes par des officiers suisses et piémontais, affectaient vouloir faire bande à part avec leurs compatriotes. Les gardes nationaux, mécontents, envoyèrent une députation au magistrat qui remplissait les fonctions de maire, pour le prier de ne plus leur faire faire le service conjointement avec des hommes dont les opinions ne sympathisaient point avec les leurs; il le leur promit. Cependant bientôt après il se virent relever au poste de l'Arsenal par ces mêmes jeunes gens qui leur faisaient ombrage. Sur le refus de les reconnaître, ceux-ci chargent leurs armes, et, soit par trop de promptitude, ou soit qu'on voulût les attaquer, ils firent feu sur le peuple, qui dès lors devint furieux et se livra aux plus violents excès.

Le régiment suisse d'Ambert veut rétablir l'ordre; mais la multitude, dans sa colère, n'écoute rien et tire sur les Suisses (7 février). Le sang coule; les soldats, irrités, demandent à riposter. « Point de vengeance », s'écrient les officiers; et ces braves militaires endurent sans murmurer les outrages de la foule ameutée. Bientôt après, par ordre de l'Assemblée nationale, les consuls et les échevins de Lyon furent changés, et la paix reparut dans une ville dont la prospérité dépendait de ce bienfait.

Les princes et les émigrés, réfugiés à Turin, ne furent point abattus par cet échec, cherchant à combattre la révolution avec les mêmes armes dont elle

se servait, ils provoquaient partout des mouvemens séditieux, et méditaient chaque jour de nouvelles conspirations. Le comte de Saint-Priest, ministre de l'intérieur, était secrètement associé à leurs projets. Ennemi déclaré du système établi, il avait de la fermeté et des connaissances ; mais sans examiner les temps, les lieux et l'influence de l'opinion publique, il donnait son assentiment aux entreprises les plus mal combinées. Cependant, pour éviter de se compromettre, il n'agissait que par des intermédiaires dont il connaissait la discrétion.

M. de Maillebois était un des principaux agens auxquels la cour et les émigrés accordaient le plus de confiance. Ce grand seigneur, en relation avec ces derniers, fit partir pour le Piémont M. de Bonne-Savardin, né sujet du roi de Sardaigne, pour proposer aux princes de les faire rentrer en France au moyen d'un plan dont voici les bases principales : « Obtenir du roi de Sardaigne vingt-cinq mille hommes de troupes et une avance de six millions ; engager l'Espagne, l'Autriche et quelques électeurs d'Allemagne à appuyer ce plan de toutes leurs forces et de tout leur crédit. » Cette coalition, après avoir publié un manifeste basé sur la déclaration du 23 juin, et qu'elle supposait avoir été rédigé dans le cabinet du comte d'Artois, par Mounier et Lally-Tolendal, devait agir en trois corps, l'un sur Lyon, l'autre en Lorraine, et le troisième en Flandre. Par ce moyen, on espérait bloquer Paris et amener ainsi la nation à se soumettre.

La cour de Sardaigne n'était nullement décidée à livrer aux hasards des événemens vingt-cinq mille hommes et six millions. Toutefois les émigrés, ne voulant pas renoncer à leur plan, renvoyèrent M. de Bonne à Paris, avec mission expresse de recommander aux chefs du parti royaliste de préparer l'insurrection dans plusieurs provinces; qu'alors les puissances étrangères agiraient. En attendant, ils indiquaient comme moyen de succès de faire nommer M. de Maillebois commandant de la garde nationale de Paris, ou plutôt ministre de la guerre. On recommandait aussi d'éloigner M. de Montmorin, qui se rapprochait du parti constitutionnel, et de tout employer pour faire perdre à M. de Liancourt la confiance du roi.

M. de Bonne-Savardin, prêt à retourner en Piémont, pria le secrétaire de M. de Maillebois de lui transcrire un mémoire contenant les instructions de ce seigneur, dont il ne pouvait déchiffrer l'écriture. Le secrétaire, effrayé du contenu de ces instructions, ne remit à M. de Bonne la copie qu'il venait de faire qu'à condition qu'il la transcrirait lui-même en sa présence, pour la lui rendre aussitôt. Certain qu'on tramait une conspiration, il en conçut un tel effroi qu'il n'hésita pas à quitter M. de Maillebois.

Un si brusque départ consterna ce dernier. Prévoyant qu'il ne tarderait pas à être dénoncé, il partit aussitôt pour la Hollande. Pendant ce temps, un individu, confident du secrétaire, alla tout révéler

au comité des recherches, qui, ayant mandé auprès de lui le secrétaire de M. de Maillebois, recueillit ses aveux. Toutefois l'accusation était encore vague, et la fuite de M. de Maillebois n'établissait pas la preuve certaine de l'existence d'un complot; alors le comité des recherches fit suivre les traces de M. de Bonne. Celui-ci, après avoir rejoint M. de Maillebois, revint à Paris; mais voulant retourner en Piémont, il fut arrêté au moment où il allait franchir la frontière¹. Après quelques jours de détention à Pierre-en-Scise, Bonne-Savardin fut transféré à Paris. Le dépouillement de ses papiers prouva qu'il était l'agent des princes réfugiés à Turin, et que M. de Saint-Priest dirigeait évidemment une conspiration.

Ce complot causa une irritation d'autant plus grande qu'il paraissait coïncider avec la protestation des députés du côté droit et le refus que faisaient chaque jour les autorités civiles et militaires des villes du Midi d'adhérer franchement aux principes de la révolution. Dès que la population parisienne en eut connaissance, elle acquit la conviction que le mouvement combiné des ennemis du nouveau système renfermait deux foyers principaux, l'un à Turin, l'autre au sein de l'Assemblée nationale. Dans son inquiétude, ses soupçons se dirigèrent contre les ministres. On ne croyait plus au patriotisme de l'évêque de Bordeaux ni à celui de M. de la Tour-du-

¹ *Moniteur* du 12 mai 1790, p. 534, col. 1 et 2.

Pin, et M. de Saint-Priest, qui déjà avait reçu des témoignages non équivoques de la défiance qu'il inspirait, devint l'objet particulier de la haine publique.

Alors l'absolutisme, décidé à en venir aux mains, choisit les provinces méridionales pour le théâtre des longues et sanglantes querelles qu'il allait provoquer. Dans ces contrées, où la chaleur de l'imagination est allumée par celle du climat, le peuple était à la discrétion des enthousiastes qui savaient l'enflammer d'un délire sacré, soit en lui parlant religion, soit en lui prêchant la liberté, et du choc des opinions opposées naissaient au sein de ces provinces les insurrections les plus coupables et les faits les plus inouïs.

L'esprit de la garde nationale de Marseille était vivement agité depuis l'insulte qu'elle avait reçue du colonel de Royal-Vaisseau. Le roi avait puni cette injure ; mais les réparations ordonnées par ce sage monarque ne s'effectuaient que lentement et d'une manière incomplète. Les choses en étaient à ce point, lorsqu'on répandit le bruit que plusieurs dépêches, venant du Piémont, avaient été adressées à tous les commandans de France par le comte d'Artois. En même temps des navires, qui entraient dans le port, annoncèrent qu'en Savoie et dans le comté de Nice les ennemis de la révolution se proposaient une invasion en France¹. Cette nouvelle redoubla

¹ *Moniteur* du 13 mai 1790, p. 539, col. 3. Rapport de M. de Castellane, député de Provence.

les alarmes, et sur-le-champ les patriotes résolurent de prévenir, par un coup de vigueur, les complots tramés contre leur liberté.

Le 30 avril, des gardes nationaux, au nombre de soixante seulement, s'emparent du fort de Notre-Dame-de-la-Garde au nom de la nation ; après avoir arboré un drapeau portant cette devise : *Liberté ou la mort!* ils désarment la garnison, font prisonniers le commandant et les officiers, et offrent aux soldats du régiment de Vexin de se mettre à la solde de la ville. En même temps la jeunesse marseillaise prend possession des autres forts, où elle trouve des fusils pour s'armer. Le chevalier de Beausset, aide-major du fort Saint-Jean, veut faire des préparatifs de défense, mais il est arrêté par les siens et livré à la multitude qui le massacre ¹ comme l'avait été le courageux Delaunay, dont il voulut suivre l'exemple. Chose affreuse ! dans cette cruelle émeute, les assassins comptaient parmi leurs chefs un abbé de Beausset, parent du malheureux officier de ce nom, et qui fut un des plus fougueux démagogues de la Provence ².

Peu de jours après l'insurrection des Marseillais (3 mai), un attroupement séditieux obtint à Toulon la liberté de quelques matelots détenus pour insubordination, et s'empara des armes renfermées dans

¹ *Moniteur* du 13 mai 1790, p. 539, col. 2.

² BEAULIEU (*Essai hist. sur les Causes de la Révol. franç.*), t. II, p. 323.

l'hôtel de la Marine, après avoir menacé le commandant et blessé l'officier qui l'accompagnait. Il y avait peu de villes où on ne cherchât à jeter la discorde dans les régimens ; le but était de les armer les uns contre les autres, et de les exposer à la haine des gardes nationales, en faisant accroire à celles-ci qu'elles étaient les troupes de la nation, et que les autres n'étaient que les soldats du roi.

A la même époque (10 mai 1790), la place de Valence offrit aussi un exemple du terrible ressentiment de la populace mutinée. Des artilleurs vinrent annoncer à la municipalité que M. Gilbert des Voisins, commandant de la citadelle, leur avait donné l'ordre de diriger leurs pièces contre la ville. Lorsque ces soldats eurent fait passer dans le cœur des habitans la haine dont ils étaient animés contre leur chef, ils se réunirent dans l'église Saint-Jean, et, d'un commun accord, ils demandèrent sa destitution. La municipalité, pour prévenir l'effet d'une telle effervescence, se rendit chez M. des Voisins, et lui représenta que sa conduite était peu conforme aux décrets de l'Assemblée nationale. Il répondit qu'en sa qualité de militaire, il obéissait aux ordres du ministre, et que les événemens de Marseille l'autorisaient à se tenir sur ses gardes. Une foule de citoyens, entrés avec les officiers municipaux, exigea que le commandant se rendît à l'église Saint-Jean ; il y consentit. En le voyant, la multitude irritée s'écria : « C'est un monstre, il faut

« qu'il périsse ! » En vain la garde nationale et les officiers municipaux repoussent les assassins, plusieurs coups atteignent M. Gilbert des Voisins, et, à quelques pas de la prison où on le conduisait, il succombe à ses blessures.

En visitant les papiers de cet officier, on y trouva la lettre d'un émigré, placé auprès des princes réfugiés à Turin, qui lui demandait un état détaillé de la situation du pays qu'il habitait; s'il avait des armes à sa disposition, et si l'on pouvait compter sur les troupes qu'il commandait, ajoutant que la marche des événemens donnait à ces renseignemens une haute importance. Cette lettre renfermait des détails qui ne permettaient guère de douter de leur authenticité; mais l'original n'ayant pas été envoyé à l'Assemblée, les royalistes alléguèrent qu'elle avait été supposée dans le dessein de justifier un crime, et ils obtinrent que les assassins de M. des Voisins seraient poursuivis. Cependant la lettre originale, transmise au comité des recherches avec la minute d'une proclamation adressée à la garnison de Valence², ne prouva que trop les relations de ce militaire avec les émigrés, pour opposer une résistance ouverte aux volontés nationales.

Un événement, survenu à Lille, mit à découvert le plan arrêté pour la désorganisation de l'armée; les quatre régimens, formant la garnison de cette ville,

¹ *Moniteur* du 19 mai 1790, p. 562, col. 2. — PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), t. IV, n° XLV, p. 379.

² *Hist. des Causes secrètes de la Révolution fr.*, 1^{re} part., p. 135.

vivaient dans une parfaite intelligence, lorsqu'on persuada aux soldats du régiment de la Couronne que la mort d'un des leurs, tué en duel par un chasseur de Normandie, était un assassinat dont ils devaient tirer vengeance. Les deux autres régimens se divisent; l'un prend parti pour celui de la Couronne, et l'autre pour les chasseurs; ils se donnent rendez-vous, et veulent vider leur querelle les armes à la main. L'intervention du marquis de Livarot parut amener la réconciliation; pour la rendre plus durable, ce gouverneur se rendit à Lille, où il fut parfaitement reçu par trois régimens; mais les soldats de Royal-Vaisseau, échauffés par les boissons que des perturbateurs leur distribuaient, firent entendre des propos séditieux. Ceux de la Couronne imitent cet exemple (8 avril 1790); ils forcent la garde et font feu sur les deux autres régimens, qui, assaillis, s'enferment dans la citadelle, où ils se disposent à soutenir un combat sanglant.

M. de Livarot se présente pour les apaiser; mais les soldats, à l'instigation de quelques agens de discorde, l'accusent d'avoir fait tirer sur eux, et, tournant contre lui leurs baïonnettes, le retiennent prisonnier. Bientôt des négociations s'entament; les régimens, désolés de s'être battus contre leurs camarades, reconnaissent qu'ils ont été induits en erreur par des traîtres, et déclarent qu'ayant juré fidélité à la nation, à la loi et au roi, ils défendront leurs sermens jusqu'au dernier soupir. Quant au marquis de Livarot, l'Assemblée lui enjoignit de

venir rendre compte de sa conduite. Après une enquête rigoureuse, elle l'absout; mais le roi, mieux informé, donna à ce vénérable militaire les éloges que méritaient une prudence et un zèle aussi injustement méconnus¹.

Une union fraternelle, quoique contraire à la discipline, régnait entre le régiment de Touraine et les habitans de Perpignan, lorsque le vicomte de Mirabeau quitta tout à coup l'Assemblée pour aller rejoindre ce régiment dont il était le colonel. En arrivant, il donna l'ordre de prendre les armes pour prêter serment. Après divers incidens qui retardèrent cette cérémonie jusqu'au lendemain, des soldats se présentèrent chez le vicomte de Mirabeau pour lui demander s'il était vrai qu'il voulût faire rentrer les officiers expulsés en son absence. On fit sentir à ces soldats combien leur démarche était inconvenante, et ils se retirèrent.

Mais le reste du régiment, mécontent de ses députés, appelle le colonel à grands cris, et prononce contre lui les imprécations les plus grossières. Mirabeau descend aussitôt, accompagné de quelques officiers. Malgré l'ordre trois fois répété de rentrer dans leurs quartiers, les soldats s'y refusent, et, à défaut de leurs armes, ils ramassent des pierres; Mirabeau, dont le caractère bouillant n'était pas accoutumé à de pareilles épreuves, tire son épée; les officiers, dont il est accompagné, l'imitent; les

¹ *Moniteur* du 20 juin 1790, p. 697, col 1 et 2 (Lettre du ministre la Tour-du-Pin).

mutins se dispersent, en criant *aux armes!* ils y courent en effet, et le désordre est à son comble.

Le vicomte de Mirabeau, dans l'impossibilité de ramener ses soldats à l'obéissance, cède à l'invitation que lui font les autorités civiles de quitter la ville; mais, en partant, il fait à son régiment l'affront le plus sensible : il enlève les cravates des drapeaux, persuadé qu'avec ce dépôt précieux il rallierait à lui les soldats de Touraine qui lui restaient encore fidèles. Cependant les grenadiers, à la vue de leurs drapeaux dépouillés, éclatent en fureur; ils déchirent leurs vêtements, et versent des larmes de rage. Un nommé Thurel, enfant du régiment, et alors le plus vieux grenadier de France*, montrait au peuple son triple médaillon, et redemandait à grands cris les enseignes qu'il avait suivies pendant quatre-vingts ans, sous trois rois victorieux¹.

On s'assura du maire d'Aguilar, chez qui les drapeaux avaient été déposés. En même temps des courriers partent sur tous les points, et le ravisseur est arrêté à Castelnaudary. Il rendit les cravates et réclama l'inviolabilité attachée à son caractère de député. L'Assemblée, instruite de cette affaire et de celle du comte de Toulouse-Lautrec, accusé d'avoir voulu empêcher la fédération des gardes

* Thurel, né en 1699, avait quatre-vingt-onze ans, et suivait encore à pied les marches du régiment. Il mourut aux Invalides, peu de temps après avoir reçu de Napoléon la croix de la Légion-d'Honneur, lors de la fondation de cet ordre.

¹ *Moniteur* du 28 juin 1790, p. 731, col. 2. Rapport de M. Siau, député de la garde nationale de Perpignan.

nationales de Toulouse ; de Moissac et de Montauban, déclara, à la suite d'un ample examen, qu'il n'y avait pas lieu à inculpation contre ces deux députés. Mais des événemens postérieurs prouvèrent qu'un plan de contre-révolution existait dans tout le Languedoc, et que le vicomte de Mirabeau espérait, à l'aide de son régiment, s'emparer de Perpignan pour donner à son parti des communications faciles avec l'Espagne¹, qui se préparait à renouveler le rôle qu'elle joua durant la Ligue. Cette conjuration découverte, le vicomte de Mirabeau émigra et porta dans l'étranger un nom que la réputation de son frère aîné aurait rendu suspect, si, avec une tête ardente et un cœur courageux, il n'eût toujours montré la vocation la plus déterminée pour la vieille aristocratie.

Le parti ennemi de la révolution, persuadé qu'il fallait combattre une passion vive par une passion plus forte, comprit que l'ardeur du zèle religieux était seule capable de l'emporter sur l'amour de la liberté, et prit la résolution de soulever les citoyens contre les décisions de l'Assemblée, en évoquant le fanatisme. Les provinces méridionales, où deux sectes rivales étaient en présence, furent choisies comme le théâtre le plus favorable à l'exécution de ce plan. Le clergé, en relation avec les émigrés, trouvait dans ces contrées des esprits dociles à ses insinuations. L'influence qu'il exerçait

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 338.

sur la classe la moins éclairée, en réveillant l'animosité qu'un siècle avait à peine affaiblie, jeta, dans cette partie de la France, des brandons de discorde qui allumèrent la guerre civile.

Une haine concentrée régnait entre les catholiques et les protestans ; la diversité des opinions politiques vint encore ajouter au ressentiment qu'excitait autrefois la différence des opinions religieuses. Dès l'aurore de la révolution, les protestans du Midi s'étaient montrés plus jaloux de se venger sur les Bourbons des injustes rigueurs de Louis XIV, que reconnaissans envers Louis XVI, qui, par un édit antérieur de deux ans à la convocation des états-généraux, leur avait rendu l'état civil. Si quelques-uns furent touchés de ce bienfait, il n'en est pas moins certain que le plus grand nombre avait voué à la branche régnante une haine irréconciliable. Aussi, presque tous se passionnèrent pour les réformes nouvelles¹, conséquences naturelles des doctrines de Zwingle et de Calvin, qui tendent plus vers les principes républicains que celles de Luther, dont la plupart des sectaires, en Allemagne, sont les sujets soumis de princes catholiques.

La vente des biens du clergé, la suppression des vœux et des ordres monastiques, et surtout le refus de l'Assemblée nationale de déclarer la religion catholique la religion dominante, était pour eux un sujet de triomphe qui irritait au plus haut point

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. 1^{er}, p. 291.

la ferveur des catholiques du Midi : à Nismes, à Uzès, à Montauban, à Toulouse, ils étaient dans une inquiétude extrême, et prêts à se porter aux plus violens excès. Les habitans de ces villes, excités par les prêtres et par les agens secrets de l'émigration, tenaient des assemblées publiques ou privées, dans le but de demander la révocation des décrets dont ils étaient vivement blessés. Les chefs de ces réunions s'applaudissaient d'être secondés par une portion nombreuse des ouvriers et artisans. Les confréries, créées dans des temps où l'ignorance portait à la superstition, au milieu des prières publiques, marchaient pieds nus, poussaient de profonds gémissemens. Enfin plusieurs compagnies de la garde nationale substituèrent la croix blanche à la cocarde tricolore; alors les unes catholiques, les autres protestantes, se défièrent chaque jour par des propos menaçans.

A Toulouse, on approchait de l'époque où devait se faire la procession annuelle en mémoire du massacre des Albigeois. Il parut à ce sujet une espèce de mandement publié dans l'intention manifeste de pousser le peuple aux excès du fanatisme. Cet écrit, autorisé par le vicaire général du diocèse, fut recommandé par les curés aux prônes de toutes les paroisses¹. Bientôt après (18 avril) le rassemblement des congrégations amena des voies de fait et toutes les violences de la discorde. Le trouble et l'alarme

¹ *Moniteur* du 6 mai 1790, p. 508, col. 2. Rapport du député Huot de Goncourt.

se répandent dans la ville, et elle aurait été inondée de sang, si la fermeté de la municipalité, en dissolvant ces assemblées séditieuses, n'en eût défendu le retour sous des peines sévères.

Les fonctionnaires étaient en général favorables au catholicisme romain, et par conséquent dévoués à la royauté absolue; mais pour comprimer la volonté publique, il fallait savoir en faveur de quel côté se montreraient les troupes de ligne répandues dans le Midi. Les soldats, malgré l'opposition secrète ou déclarée de la plupart de leurs officiers, aimaient la révolution : aussi firent-ils promptement triompher, sans combats sérieux, les patriotes et les protestans de Toulouse, de Castres, de Pau, de Perpignan et de Montpellier. Néanmoins les catholiques de Montauban et de Nismes firent une résistance plus opiniâtre, dont les graves conséquences méritent d'être racontées.

Dans un esprit de prévoyance, la municipalité de la première de ces villes s'était opposée au désir manifesté par la garde nationale de se fédérer avec le régiment de Languedoc; ensuite l'évêque, ayant ordonné des prières publiques, et lancé un mandement qui exalta toutes les têtes¹, le peuple, à la suite d'une réunion tumultueuse, demanda que la religion catholique fût la seule reconnue dans l'État. Sur ces entrefaites des commissaires du gouvernement ayant voulu procéder pendant les Rogations à l'inventaire

¹ *Moniteur* du 19 mai 1790, p. 560, col. 2.

des biens appartenant aux ordres supprimés (10 mai 1790), six cents femmes armées de piques et d'épées s'y opposèrent. Des compagnies bourgeoises, formées et soutenues par les gentilshommes du pays, favorisaient cette émeute.

Les protestans alarmés s'emparent de l'hôtel de ville, et cherchent à disputer au peuple la possession de l'arsenal. Bientôt une multitude armée les assiège et les attaque. Après avoir été vaincus et désarmés, cinquante-cinq d'entre eux qui avaient pris une part active à ces événemens, pour la plupart teints du sang de leurs blessures, furent conduits sur la place d'armes. On leur fit faire amende honorable en les forçant à crier : *Vive le roi ! à bas la cocarde nationale !*

Pendant plusieurs jours Montauban devint le foyer d'une véritable contre-révolution. On parlait même d'égorger les principaux patriotes pour venger, disait-on, la mort du marquis de Favras¹. Mais la garde nationale de Bordeaux, impatiente de secourir ses frères de Montauban, vole à leur secours. La municipalité de cette ville veut faire un appel aux villes voisines, et cherche à soulever les campagnes; les Toulousains, au lieu de souscrire à cette proposition, menacent de se réunir aux Bordelais qui s'avançaient; quatre cents soldats du régiment de Languedoc, sur lesquels comptaient les royalistes de Montauban en arrivant à Moissac, aban-

¹ *Moniteur* du 24 juill. 1790, p. 843. Rapport de M. Vieillard, sur l'affaire de Montauban.

donnèrent leur colonel pour aller joindre le régiment de Champagne qui faisait partie de l'armée bordelaise.

Cette dissension allait amener une sanglante collision, lorsque l'armée patriotique, arrêtée à Moissac pour attendre les ordres du corps législatif, reçut le général Mathieu Dumas en qualité de commissaire du roi. Ce prudent négociateur prévint la guerre civile¹; par sa sagesse et ses adroits ménagemens, il obtint la liberté des protestans prisonniers et rendit le calme à la ville de Montauban, qui n'eut qu'à rendre grâce à la modération de l'Assemblée nationale.

Les événemens de Nismes eurent un dénouement moins heureux. Lors de la convocation des états-généraux, la tranquillité de cette ville n'avait pas été troublée; parmi les gens éclairés, les opinions opposées s'étaient conciliées; les cahiers de la province avaient été rédigés en commun, et on ne s'était occupé des cultes que pour en assurer la liberté. Les religionnaires étaient alors si peu suspects, que plusieurs d'entre eux furent nommés députés². Aussi les catholiques reçurent-ils sans aigreur le décret qui leur associait les protestans dans les fonctions publiques. Mais ceux-ci, au lieu de profiter de cet avantage avec calme et reconnaissance, eurent à peine franchi la barrière qui jus-

¹ MATHIEU DUMAS (*Souvenirs du général comte*), t. I^{er}, p. 468 e suiv.

² *Moniteur* du 21 fév. 1791, p. 211, col. 1^{re}. ALQUIER, Rapport sur les aff. de Nismes.

qu'alors les avait éloignés des administrations, qu'ils manifestèrent l'ambition de les envahir toutes, et de se dédommager ainsi des exclusions qu'ils avaient si longtemps endurées.

Lorsqu'on forma la garde nationale, quoique les catholiques fussent d'un tiers plus nombreux que les protestans, ils s'y trouvèrent en minorité. Ces derniers pouvant disposer de la majorité des suffrages, obtinrent les principaux grades d'officiers. Cette domination insolite d'un parti naguère si soumis irrita les catholiques, accrut les sentimens jaloux qu'on ne cessait de leur inculquer, et leur inspira le désir de s'opposer à une influence qui pourrait leur devenir fatale. Ils formèrent plusieurs compagnies de gardes nationales catholiques, où ils incorporèrent beaucoup de pauvres cultivateurs qui, par esprit religieux, se déclaraient contraires à la révolution.

A l'approche de la convocation des assemblées électorales chargées d'élire les autorités municipales, chaque parti forma ses conciliabules. Celui des protestans était dirigé par des hommes exaltés qui rappelaient avec orgueil qu'autrefois leurs pères résistèrent à Louis XIV. Ils avaient pour chefs la famille Rabaud, qui trouva dans Lafayette un zélé protecteur. Les chefs de l'autre parti étaient puissans, mais n'osant se montrer, ils avaient délégué leurs pouvoirs à l'abbé Lapierre¹ et à la famille

¹ LAUZE DE PERRET (*Éclaircissemens hist. sur les affaires de Nismes*), t. 1^{er}, ch. 14, p. 178.

Froment, honorée par une immémoriale bourgeoisie, et qui, depuis les guerres de la religion, suivait par tradition et avec ferveur toutes les croyances de la foi catholique. L'aîné de cette famille, homme entreprenant, s'était rendu auprès des émigrés réfugiés en Piémont, pour leur présenter l'esprit des habitants du Midi comme très-propice au succès de la contre-révolution. On goûta ses projets, et des mandats l'investirent d'une confiance illimitée. De retour en Languedoc (février 1790), il parcourt les villes et les campagnes, et met leurs principaux habitants en relation avec les membres de la noblesse des États, et avec ceux dont les charges avaient été supprimées. Son but était de se rendre maître des prochaines élections pour préparer l'exécution du plan arrêté à Turin. A la tête de ce complot figuraient aussi des prêtres qui avaient une influence marquée sur les nombreuses congrégations de la ville. De part et d'autre on s'engageait par serment à ne donner sa voix qu'à des hommes de son parti¹.

Ce fut sous les auspices de Froment qu'un grand nombre de catholiques se réunirent, selon les formes consacrées par les lois nouvelles; afin de donner à l'élection des autorités municipales un résultat favorable à leurs vues, ils firent réunir à la commune de Nismes cinq villages de la banlieue, dont l'opinion était tout à fait conforme à la leur. Par ce

¹ FROMENT (*Plaid. de*) contre S. A. R. Monsieur (comte d'Artois), p. 30.

moyen, M. de Marguerites fut élu maire. C'était un homme respectable, d'un caractère doux, bienveillant et fait pour tout concilier, si, malgré le patriotisme qu'il fit éclater dans la fameuse nuit du 4 août, les protestans avaient pu oublier qu'en sa qualité de député à l'Assemblée nationale, il avait refusé avec la majorité de la noblesse de se réunir au tiers-état.

Dans la cérémonie de son installation, les nouvelles compagnies, malgré la défense du commandant, à défaut d'armes, parurent avec des fourches. Cette attitude hostile excite une grande rumeur, des rixes surviennent, l'alarme se répand dans la ville, les protestans sont insultés, un d'entre eux même est frappé d'un coup de couteau; ces violences, quoique connues de la municipalité, furent faiblement réprimées. On pourrait aussi reprocher à cette autorité d'avoir exigé de la milice citoyenne un serment particulier au conseil de la commune. Les protestans regardèrent cette mesure comme un abus de pouvoir, et s'en plaignirent dans une pétition qu'ils adressèrent à la garde nationale. Mais, pressés par le court délai fixé pour le serment, ils ne cessèrent en le prêtant de crier : *Vive la nation! vive la loi! vive le roi!* Les catholiques attroupés ne répondaient qu'à ce dernier cri, et couvraient les autres par des menaces violentes ou de grossières injures.

Quoiqu'à cette époque la révolution, sous le rapport religieux, n'eût encore rien hasardé qui, de-

puis, n'ait été consacré par nos lois, la municipalité de Nismes, de concert avec celle d'Uzès, prit au nom des catholiques une délibération tout à fait contraire aux principes de la nouvelle constitution (20 avril 1790). Dans cet écrit que ces deux municipalités adressèrent à l'Assemblée nationale et au roi, elles renouvelèrent leurs diatribes contre la philosophie, qu'elles qualifièrent d'absurde, d'impie et de persécutrice; ces autorités s'élevèrent aussi contre les pactes fédératifs qu'elles considéraient comme un armement et une déclaration de guerre envers les autres citoyens. Elles demandaient que la religion catholique et romaine fût déclarée, par un serment solennel, la religion de l'État, et qu'on n'innovât en rien dans la hiérarchie ecclésiastique, sans le concours d'un concile. Elles voulaient enfin que le roi revisât tous les décrets qu'il avait sanctionnés depuis le 19 septembre dernier. Les villes d'Alais, d'Alby, de Lautrec, par l'impulsion des sociétés royalistes de Nismes et d'Uzès, rendirent de semblables arrêtés, conformément aux instructions que Froment recevait de Turin¹.

Ces déclarations produisirent sur l'esprit des catholiques effervescens une exaltation si grande, que plusieurs d'entre eux, ne gardant plus de mesures, prirent la cocarde blanche, en criant à *bas la nation! vive le roi! vive la croix* (2 mai)! Beaucoup de personnes arborèrent ce signe de résistance

¹ FROMENT (*Plaid. de*) contre S. A. R. Monsieur (comte d'Artois), p. 38.

à la révolution; on voulut le faire prendre aux soldats du régiment de Guienne, mais ils répondirent qu'ils ne connaissaient que la cocarde adoptée par le roi et portée par la nation. Alors tout s'émeut et s'agite; on en vient aux mains : le maire se rend au lieu même du combat; il harangue les séditieux et les conjure de rentrer dans l'ordre, au nom du roi et de la paix. Loin de l'écouter; la discorde continue, et, jusqu'à la fin du jour, on ne cesse de crier *vive la croix!*

Le lendemain, M. Bonne de Lesdiguières, lieutenant-colonel du régiment de Guienne, pour écarter les maux qu'il prévoyait, annonça à M. de Marguerites que, s'il ne faisait pas publier la loi martiale, il ne pouvait plus retenir l'indignation de ses soldats. Il exigea que la municipalité se fit escorter par des compagnies patriotes et non par celles de *la croix*. Le maire profita de ce conseil à la fois ferme et prudent; il fit proclamer la loi martiale, arborer le drapeau rouge, et déclara que la modération étant arrivée à son terme, il allait déployer une excessive rigueur. Le peuple, qui n'était mu que par des agitateurs, rentre dans l'ordre à la voix de son premier magistrat; les partis déchainés s'apaisent, et ce jour de tristesse finit par tous les témoignages d'une joyeuse réconciliation. On n'entendait plus que les cris de *vive la nation, la loi et le roi!*

M. de Marguerites n'avait obtenu de l'Assemblée nationale qu'un congé très-limité et depuis longtemps expiré. La prolongation qu'il avait demandée

lui ayant été refusée, il n'en demeura pas moins au milieu de ses administrés. On conçut alors des soupçons sur les motifs de sa résidence. Mandé à la barre, sa sagesse, sa modération, et surtout la gravité des circonstances, le justifèrent de cette infraction à ses devoirs. Pendant ce temps, les agitateurs profitaient de son absence pour faire renaître à Nismes les scènes de désordre. Chaque jour voyait éclater des rixes nouvelles ; les légionnaires catholiques, secondés par une populace inquiète et turbulente, ne craignent pas d'insulter les troupes de ligne, sous le prétexte qu'elles favorisaient les protestans. Ceux-ci, à leur tour accusent les prêtres et les aristocrates d'exciter la guerre civile, et ils dénoncent à l'Assemblée nationale les délibérations que les sociétés royales de Nismes et d'Uzès venaient de publier contre ses décrets. Tous ces événemens arrivèrent au moment où les députés de la minorité protestaient aussi contre la vente des biens du clergé.

Cette simultanéité dans la résistance ne pouvait échapper à l'Assemblée. Rabaud Saint-Étienne fut consulté ; quoique très-ardent, il était encore le plus sage de tous les membres de sa famille : pénétré des bienfaits de la tolérance, il connaissait son pays, et, prévoyant les horreurs de la guerre civile, il crut la prévenir en instruisant le comité des recherches de toutes les trames que les contre-révolutionnaires ne cessaient d'ourdir dans le Midi. Mais, religieux zélé, il fut trop sévère contre les municipalités de Nismes et d'Uzès, qui, en demandant

que l'État adoptât la religion de la majorité des Français, exprimaient une opinion juste et sensée. Ce fut sous l'influence de Rabaud Saint-Étienne que le vicomte de Macaye, député du bailliage de Labour, à la suite d'un rapport circonstancié¹, demanda que les signataires de ces délibérations fussent déclarés ennemis du bien public et privés des droits de citoyens jusqu'à ce qu'ils eussent rétracté leurs principes, qu'il qualifia d'incendiaires et d'anti-patriotiques. Des commissaires furent désignés (15 juin 1790) pour aller faire exécuter les ordres de l'Assemblée.

Mais dans la contrée qu'on cherchait à pacifier, l'exaspération, excitée par des agens provocateurs, était arrivée au point que tous les malheurs étaient à peu près consommés lorsqu'on prenait des mesures pour les prévenir. Tandis qu'on délibérait à Paris, les protestans des Cévennes écrivirent aux autorités municipales de Nismes qu'ils étaient au nombre de trente mille, endurcis aux fatigues, disposés à porter secours aux opprimés, et qu'il serait imprudent de les mécontenter. Et comme, dans les guerres de religion, cette population a toujours été la milice docile des protestans fanatiques, les municipaux répondirent que la ville de Nismes était tranquille; puis ils ajoutèrent, avec affectation, qu'ils comptaient aussi sur les habitans des bords du Rhône, voulant par là faire entendre que les

¹ *Moniteur* du 17 juin 1790. Séance du 15, p. 608, col. 1, 2 et 3.

populations catholiques viendraient à leur secours pour réprimer, s'il le fallait, celles des Cévennes.

Sur ces entrefaites (fin de mai), le chevalier de Guer et M. de Tessonnet, aide de camp du prince de Condé, prévinrent Froment qu'ils étaient à Montpellier pour appuyer, de la part des princes, ses demandes auprès de M. de Bouzol. Froment se joignit à eux, et c'est à leur sollicitation que ce commandant de la province promit de faire distribuer aux compagnies catholiques, qui étaient sans armes, celles qui se trouvaient en dépôt dans la citadelle de Nismes. Mais les officiers municipaux, qui n'étaient point affiliés aux trames des émigrés¹, par mesure de prudence, renvoyèrent cet armement après l'élection des membres du département et du district.

Le plan qu'avait formé Froment reposait tout entier sur l'influence que son parti devait acquérir dans les prochaines élections. Il concevait toute la puissance de l'esprit constitutionnel, et ce fut pour l'affaiblir qu'il se décida, sans avoir obtenu l'armement des compagnies catholiques, à tenter un soulèvement, dans l'espoir d'éloigner par la terreur les nombreux protestans qui donnaient la majorité aux amis de la constitution. En organisant ces compagnies, Froment s'était fait mettre à la tête de l'une d'elles, toute composée de pauvres ouvriers que le besoin et l'esprit religieux faisaient mouvoir à son gré. L'ardeur de cette com-

¹ FROMENT (*Plaid. de*) contre S. A. R. Monsieur (comte d'Artois), p. 51.

pagnie l'avait investi d'une certaine suprématie; de manière qu'avec son titre de capitaine il était réellement le chef de toutes les autres, commandées par ses parens ou ses amis. Pendant que Froment cherchait à réunir des hommes dévoués pour faire de Nismes un foyer d'insurrection, son frère, également capitaine de la garde nationale, fit en secret fortifier sa maison, située derrière les remparts de la ville et adossée à une tour qui communiquait à celles d'un vieux château voisin, dont les débris et la position élevée pouvaient servir de moyens de défense¹. En même temps, Froment l'ainé s'entendait avec tous les signataires des déclarations royalistes, pour en rédiger une nouvelle encore plus violente que les premières.

Le 13 juin 1790, le corps électoral, réuni pour la nomination des assemblées départementales, décida dans sa sagesse que ni les compagnies catholiques ni les soldats de Guienne ne feraient le service. Les dragons de la garde nationale, presque tous riches propriétaires, en furent seuls chargés. Un légionnaire catholique, les ayant insultés, fut arrêté; aussitôt les deux partis courent aux armes; le tumulte et le danger s'accroissent à chaque instant; les commissaires du roi font publier la loi martiale; le régiment de Guienne, qui devait protéger les patriotes, n'ayant pas été commandé, ceux-ci sont battus et repoussés. Le fer et le feu brillent de toute part,

¹ LAURE DE PERET (*Éclaircissemens sur les affaires de Nismes*), t. 1^{er}, ch. v, p. 24.

et les deux partis s'égorgeaient impitoyablement. Une compagnie protestante força les officiers municipaux à promener avec elle le drapeau rouge. Les royalistes surviennent, fondent sur cette compagnie, s'emparent du drapeau et courent l'arborer au haut de la tour de Froment. Nîmes alors présenta un affreux spectacle : des hommes armés parcouraient la ville, s'embusquaient au coin des rues, et faisaient feu sur ceux qui passaient; on s'attaquait à coups de sabre et à coups de fourche; des deux côtés la fureur était extrême, plusieurs citoyens périrent lâchement assassinés. Mais tout ce que purent obtenir la séduction et la passion du fanatisme, se borna à mettre en mouvement trois ou quatre compagnies catholiques sur les dix-neuf qui avaient été organisées¹, et qui étaient commandées par les Froment et leurs amis.

Aux premiers coups de fusil tirés, les chefs royalistes demandèrent en toute hâte des secours à M. de Bouzol². Les dépêches adressées à ce commandant, ayant été interceptées, ne laissèrent plus douter qu'il existait un plan de conspiration contre les patriotes. Les protestans, persuadés qu'on voulait les égorger, écrivirent à leurs coreligionnaires des Cévennes de voler à leur secours; le lendemain matin, huit à dix mille paysans, à l'air farouche, descendent de leurs montagnes; armés de faux et de

¹ LAUZE DE PERET (*Eclaircissemens sur les affaires de Nîmes*), t. 1^{er}, ch. v, p. 29.

² FROMENT (*Plaidoyer de*) contre S. A. R. Monsieur (comte d'Artois), p. 63. — PONTÉCOULANT (*Révol. de Nîmes et d'Uzès*), p. 117-119.

fourches, ils font pressentir toutes les horreurs d'une guerre civile.

Leurs frères de Nîmes se joignent à eux ; ils s'em brassent et brûlent de se venger. Maîtres absolus de la ville, ils parcourent les rues et livrent au pillage les maisons des catholiques les plus influens. Un coup de fusil partidu clocher des Capucins leur sert de prétexte pour envahir les portes du couvent ; ils parcourent les cloîtres, pénètrent dans les cellules, envahissent l'église. Pendant qu'on accusait les pauvres cénobites d'avoir fait usage d'armes meurtrières, les infortunés levaient les mains au ciel pour demander le retour de la paix. Cinq d'entre eux et trois laïques qu'on trouva dans l'église furent impitoyablement massacrés. Après avoir ensanglanté l'autel, on sâbra un crucifix, on pillâ les vases sacrés. Dans l'intérieur de la maison, tout fut saccagé¹. La plupart des autres communautés auraient éprouvé le même sort, si la fuite des religieux ne les eût soustraits à la fureur des assassins.

Les catholiques réfugiés dans la tour Froment, au nombre de cent vingt seulement, ne tardèrent pas à être assiégés ; tous étaient des hommes braves et déterminés ; ils firent bonne contenance, et soutinrent longtemps le feu de leurs ennemis. Mais la multitude des assaillans, qui croissait à chaque instant, ayant été renforcée par des soldats du régiment de Guienne, suivis de deux pièces d'artil-

¹ ALQUIER (*Rapp. sur les aff. de Nîmes*), p. 60-61.

lerie commandées par le capitaine Aubry *, ils furent forcés de capituler †. Au mépris de la foi des traités, plusieurs catholiques périrent après avoir posé les armes.

Froment l'aîné, promoteur de tant de maux, échappa au massacre, et se rendit à Turin pour aller raconter aux émigrés les tristes conséquences d'un zèle dont la coupable ardeur ne servit qu'à compromettre et à ruiner inutilement un grand nombre de citoyens paisibles. Son malheureux frère, après avoir été blessé et pris, fut précipité du haut des remparts sur les baïonnettes des assiégeans ‡. Durant trois jours (13, 14 et 15 juin), les rues de Nismes furent jonchées de cadavres. Le bruit effrayant de la mousqueterie portait l'alarme non-seulement au milieu des familles tremblantes, mais encore au fond des âmes les plus afferemies, qui ne pouvaient prévoir quelle digue serait assez forte pour arrêter la terrible impétuosité du fanatisme religieux, réuni au fanatisme politique.

Enfin un corps nombreux de la garde nationale de Montpellier accourut pour préserver Nismes de sa ruine entière. Ces vrais patriotes, amenés par le désir de calmer les deux partis, furent consternés en apprenant la dévastation des maisons et le mas-

* Ce même Aubry fut ensuite député à la Convention par le département du Gard; dans sa compagnie se trouvait le jeune Napoléon Buonaparte, en garnison à Nismes.

† ALQUIER (*Rapp. sur les aff. de Nismes*), p. 64.

‡ FROMENT (*Pl. de*) contre S. A. R. Monsieur (comte d'Artois), p. 61.—
LAUZE DE PERET (*Eclairc. sur les aff. de Nismes*), t. 1^{er}, ch. v, p. 47.

sacre des citoyens. Ils furent surtout indignés contre les troupes de ligne qui, au lieu d'oublier les outrages et de s'interposer entre les combattans, avaient porté des mains homicides sur les vaincus qu'elles auraient dû défendre et protéger. Ils eurent la noble fermeté de déclarer qu'ils étaient venus pour imposer la paix aux passions agitées, et qu'ils regarderaient comme traîtres et ennemis tous ceux qui oseraient se livrer à de nouveaux crimes.

L'ordre étant rétabli, on enleva cent trente-quatre cadavres gisant dans les rues ; le nombre des blessés s'élevait à huit cents. Bientôt le calme succéda à l'agitation, et la légion de Montpellier se retira après s'être alliée à celle de Nismes par une fédération. Quoique trois ou quatre compagnies catholiques seulement eussent servi d'instrumens aux agitateurs, on en supprima dix-neuf où les soldats de ce culte étaient en nombre dominant. Après un tel dénouement, les élections du Gard, que les événemens avaient suspendues, devaient se terminer au gré des protestans. Ceux-ci se partagèrent avec les patriotes les plus exaltés la majeure partie des charges administratives. Ce fut donc pour obtenir des élections un résultat favorable à leurs vues, que plusieurs ambitieux, également poussés par des passions déplorables, attirèrent sur leur malheureuse patrie les scènes sanglantes qui plongèrent tant de bons citoyens dans le deuil et la consternation.

M. de Marguerites, maire de Nismes, demanda à l'Assemblée nationale la punition des coupables.

On lui répondit par l'*ordre du jour*. « L'ordre du
« jour, dit ce vertueux magistrat, y en a-t-il de plus
« important que celui d'épargner à ma patrie de
« nouvelles calamités? » Cette noble indignation pro-
duisit son effet. On décréta (1^{er} novembre 1790)
que le rapport serait fait incessamment; mais la
longueur de l'instruction ne permit de le publier
que quatre mois après, au milieu des débats ora-
geux dans lesquels Rabaud Saint-Etienne et Barnave
montrèrent en faveur de leurs coreligionnaires une
partialité contraire à la morale publique. « Ah!
« s'écria Cazalès, en soustrayant à la justice les hom-
« mes sanguinaires, vous les multipliez sur la sur-
« face de la France, vous les encouragez à de nou-
« veaux crimes, et bientôt notre patrie sera inondée
« de larmes et de sang! » Le député Alquier, dans
un rapport à la fois prudent et véridique, ne dissi-
mula point les attentats du parti vainqueur, mais
il démontra que toute la population étant plus ou
moins coupable, l'information répandrait parmi
elle l'inquiétude et l'effroi. « La justice pourra-t-elle,
« dit-il, prononcer avec équité lorsqu'elle n'aura,
« pour asseoir ses jugemens, que le témoignage des
« bourreaux ou des victimes? D'ailleurs, tous ces
« malheurs n'ont-ils pas été provoqués par les doc-
« trines de ceux qui refusaient de se mêler à la
« grande famille, et qui, voulant régler pour eux
« seuls les destins de la France, excitaient la dis-

¹ ALQUIER (*Rapport d'*) sur les affaires de Nismes. — *Moniteur* du
24 avril 1791, p. 211, col. 2.

« corde, dans l'espoir de faire confondre le gouverne-
« ment représentatif avec l'anarchie? et c'est sur eux
« alors que retombera toute la sévérité des lois. » Ainsi
l'un des grands malheurs de la guerre civile est d'em-
pêcher la justice de distinguer les vrais coupables.

Après avoir vainement tenté de faire servir la religion à leurs desseins, les partisans de la vieille monarchie conçurent l'espoir de faire triompher leurs projets, s'ils parvenaient à les ourdir dans des contrées où il n'y eût point de protestans. Persuadés qu'il ne fallait qu'un noyau d'insurrection pour allumer un incendie qui, en consumant l'œuvre constitutionnel, assurerait le retour de l'ancien régime, les vieux royalistes profitèrent de la terreur qu'avait répandue dans les pays voisins le massacre des catholiques, pour réunir autour d'eux une foule de fugitifs ou de mécontents. A la faveur des lois nouvelles, dont le libéralisme facilitait leurs complots, ils pensèrent que la fédération, après leur avoir causé tant d'inquiétudes et tant d'alarmes, pouvait servir d'instrument à la contre-révolution. La plupart d'entre eux, sous le nom de fédérés, furent autant de missionnaires répandus dans les provinces, pour les rallier à leur cause et lever une armée vouée au rétablissement de la noblesse, des Parlemens et du clergé. Le fameux d'Entraigues, par ses relations avec le Vivarois, passe généralement pour avoir été l'auteur de ce stratagème nouveau. Dégoûté de la révolution qu'il avait cru conduire, il émigra; de-

venu l'agent des princes, il employait toute sorte d'intrigues pour combattre et détruire cette même révolution qu'il avait évoquée par les écrits les plus séditeux.

Les gardes nationaux des départemens de la Lozère et de l'Ardèche avaient donné des preuves d'un sage patriotisme. Sous le prétexte de cimenter l'union générale, on les sollicita de former un camp fédératif pour y prêter le serment civique de la grande fédération. Ceux du district de l'Argentières, réunis au château de Bannes, à l'instigation de plusieurs agens de l'aristocratie, dont les véritables intentions n'étaient pas connues, convoquèrent dans la plaine de Jalès tous les fédérés des deux départemens. Le marquis du Roure avait été choisi pour chef; mais, par une prévision que lui suggéra une prudente sagesse, il refusa le commandement et fut remplacé par M. de la Bastide. Les autres grades d'officiers supérieurs furent presque tous donnés à des chevaliers de Saint-Louis ou à des nobles.

Plus de vingt mille hommes, ayant avec eux cent soixante-dix bannières, se trouvèrent à cette réunion. A la suite d'une messe solennelle, le serment fédératif fut prêté par le général et l'état-major, en présence des principaux fonctionnaires du pays. Les troupes, après l'avoir répété aux acclamations de *vive la nation, la loi et le roi!* se retirèrent dans la croyance de n'avoir été réunies que dans des vues patriotiques; mais les chefs qui les avaient convoquées se rendirent au château de l'ancienne com-

manderie de Jalès, et s'étant érigés en comité, ils prirent des décisions qui étaient la violation manifeste du serment qu'ils venaient de prononcer ¹.

Par arrêté du 18 août, ils réintégrèrent dans leurs droits civils les habitans de Nismes qui en avaient été privés pour avoir signé les protestations anti-constitutionnelles; puis ils déclarèrent que le comité du camp de Jalès resterait en permanence, qu'il recevrait des pétitions, et serait le point central de toutes les gardes nationales fédérées. Enfin les auteurs de cette délibération hardie osèrent s'emparer d'un des premiers attributs de la souveraineté, en ordonnant que les frais de dépenses seraient répartis entre tout le département.

Ce complot, le plus audacieux qui encore eût été tramé contre la nouvelle constitution, échoua dès que les gardes nationaux connurent le véritable motif de leur convocation, et valut à ses auteurs l'ini-mitié des Vivarois, sur le point d'être victimes de cette folle témérité. Dès que le directoire du département de l'Ardeche entrevit le but de ces rassemblemens, il s'empressa d'éclairer les citoyens et de les prévenir que, sous le prétexte de se fédérer, les ennemis de leur repos voulaient en faire les serviles instrumens d'une conjuration insensée; qu'ins-truit de toutes ces menées, il défendait aux membres du comité, formé à Jalès, de donner aucune suite à leurs fonctions, et aux gardes nationaux de se réu-

¹ *Moniteur* du 8 sept. 1790, p. 1037, col. 2 et 3, contenant le rap-port de Brulart de Sillery, au nom du comité des recherches.

nir en corps d'armée, sous peine d'être poursuivis comme perturbateurs.

Dans ces luttes fréquentes, les privilégiés avaient l'avantage des richesses, d'un reste de crédit, d'une longue habitude de l'intrigue, et la facilité d'étendre leurs ressources au dehors comme au dedans, enfin cette espèce de supériorité propre à celui qui attaque, et dont les desseins sont cachés. Mais le peuple restait toujours vainqueur, parce qu'il offrait une masse de résistance, contre laquelle tout se brisait, sans compter sa brusque énergie qui déconcertait les complots, et la majorité de l'Assemblée nationale qui renversait tout par un décret.

Ainsi, dans leurs craintes comme dans leurs espérances, les partisans de l'ancien régime, obstinés à faire triompher leurs opinions, ne cessèrent d'être les jouets de vaines illusions; ils ne connurent jamais ni leur véritable position ni celle de leurs adversaires. Leurs tentatives, toujours infructueuses, mais toujours renaissantes pour étouffer la révolution dans son berceau, ne servirent qu'à nourrir dans le cœur des Français une plus forte haine contre la vieille aristocratie, surtout du moment qu'on découvrit qu'elle voulait combattre par trahison en se cachant sous le masque de la liberté.

Tandis qu'un parti se consumait en vains efforts pour renverser les nouvelles institutions, les révolutionnaires, à leur tour, mettaient tout en œuvre pour les propager dans un sens absolu. Vainqueurs à Nîmes et à Jalès, ils obtenaient des succès faciles dans une

contrée voisine qui, par sa position, ses mœurs et la nature pacifique de son gouvernement, semblait devoir rester étrangère à nos convulsions politiques, puisque rien n'annonçait encore que l'esprit de ses habitans fût assez mûr pour leur faire acheter la gloire d'être associés à une grande nation au prix des plus généreux sacrifices.

Le comtat Venaissin dépendait autrefois du comté de Provence, et faisait ainsi partie de nos provinces méridionales; il avait été cédé au pape par la princesse Jeanne qui, au moyen de cette cession, crut satisfaire aux scrupules religieux dont son enfance fut obsédée. Devenue majeure, elle protesta contre cette aliénation illégale, puisque ce domaine était substitué, et que le serment et l'édit du roi Robert (1334) assuraient aux Provençaux que jamais leur pays ne serait démembré. La cour de Rome était fière et jalouse de conserver une propriété qui, quoique éventuelle, lui donnait une espèce d'inspection sur la France. Louis XIV, après s'être emparé deux fois du comtat, l'avait restitué au pape, et Louis XV suivit son exemple, après l'avoir gardé pendant quatre ans. Cette province, riche et fertile, jouissait d'une paix et d'un bonheur garantis par de nombreux privilèges; elle se gouvernait à la manière des républiques italiennes du moyen âge; le pape en était moins le souverain que le protecteur, et faisait exercer sa pacifique autorité par un vice-légat. Cette forme de gouvernement était très-favorable aux nobles du com-

tat; outre leurs privilèges comme sujets romains, ils étaient particulièrement admis à jouir des faveurs, grâces et pensions qu'ils obtenaient en se vouant au service du roi de France, et ils avaient une ample part à ses libéralités sans être assujettis aux charges de la nation; aussi peut-on dire qu'il n'existait nulle part aucune association d'hommes plus libre, plus heureuse, et moins chargée d'impôts.

Dès l'origine de la révolution, des germes d'insurrection commencèrent à se manifester, et les dénominations d'aristocrate et de patriote devinrent, comme en France, un sujet de discorde. Les Avignonnais demandèrent aussi la convocation des états-généraux et l'adoption des lois françaises, que des brefs, lancés par le Vatican, venaient d'anathématiser. Carpentras, quoique plus dévouée au souverain pontife que les autres villes du comtat, n'en déclara pas moins à Pie VI qu'elle ne reconnaîtrait sa souveraineté qu'à cette condition, et que le moindre retard dans sa réponse serait pour ses habitants le signal de leur indépendance.

A Avignon, les corporations s'élevèrent hautement contre les abus de l'administration¹, et sollicitèrent l'organisation d'une garde nationale. Le vice-légat et le viguier d'Avignon, pressés par les instances publiques, tolérèrent ce qu'ils ne pouvaient empêcher; mais instruits que deux citoyens s'étaient chargés de la rédaction des mémoires de plusieurs

¹ Lettre pastorale du pape Pie VI à toutes les cours (*Moniteur* du 24 août 1790, p. 973, col. 2.

corporations, ils crurent devoir sévir contre eux. Cet acte d'autorité irrita le peuple au point qu'il rendit à la liberté l'un des deux publicistes que le légat avait fait arrêter.

Ce succès enhardit les nombreux partisans du régime français; ils s'assemblent en districts et nomment une municipalité, comme si la ville était déjà soumise aux décrets de l'Assemblée nationale. De pareilles innovations blessaient les intérêts de la noblesse et du clergé; et là, comme en France, ces deux ordres s'opposaient au système nouveau. Leur résistance excitait parmi le peuple une fermentation d'autant plus dangereuse, que le Comtat étant un pays d'asile, renfermait une foule de déserteurs, de contrebandiers, de vagabonds et de banqueroutiers : cette tourbe, immorale et sans frein, était naturellement portée à l'insurrection; dans l'espoir de faire fortune, elle provoquait tous les désordres qu'amène la guerre civile.

L'esprit vif et malin des habitans du Midi les porte souvent à irriter leurs adversaires par des allusions piquantes et quelquefois cruelles; ainsi la population avignonnaise, si prompte à s'émouvoir, loin d'être contenue par des mesures prudentes, se trouva un jour provoquée à son réveil par la vue du manequin d'un officier municipal, pendu à une enseigne avec un écriteau portant condamnation des nouveaux fonctionnaires et de beaucoup d'autres patriotes. A l'aspect de cette insultante effigie, il fut aisé de faire accroire aux esprits incandescens qu'un

complot allait éclater contre eux; alors tout s'émeut, tout s'agite, et les Avignonnais, excités par leurs voisins, les fougueux Provençaux, se hâtent de proclamer leur liberté; en demandant la réunion du Comtat à la France.

Le 10 juin 1790, le tocsin sonne, et les partis, depuis longtemps en présence, en viennent aux mains. Parmi les sept compagnies de la garde nationale, quatre étaient pour l'ancien régime; la victoire un instant leur sourit, et dès le commencement de l'action elles s'emparèrent de quelques canons, et des officiers municipaux qu'elles tinrent enfermés dans la maison commune. Ils allaient être égorgés, lorsque le marquis de Raousset intervint en leur faveur¹. Le succès des papistes fut de peu de durée; le vice-légat Casoni n'avait qu'un faible appui pour faire respecter son autorité; ses gardes, peu habitués au maniement des armes, cédèrent devant une foule immense, animée par l'espoir d'un nouvel avenir, et qui, dans son impétuosité, s'empara de l'arsenal et d'un vieux château appelé *le Palais*^{*}.

Jusqu'à neuf heures du soir, les habitans, divisés par la différence d'opinions, se battirent dans les rues; les cris des blessés et d'une populace irritée retentissaient dans tous les quartiers de la ville. Mais l'issue du combat n'étant plus douteuse, les défenseurs du gouvernement papal, enfermés dans

¹ *Moniteur* du 21 juin 1790, p. 701, col. 1 et 2.

^{*} Antiqua demeure des papes pendant leur séjour à Avignon. Le vice-légat y faisait sa résidence.

la maison commune où ils s'étaient fortifiés, se virent obligés de capituler. MM. Peytavin et La Palun, officiers supérieurs de la garde nationale, intervinrent comme médiateurs et obtinrent que les assiégés se retireraient en paix, sous la condition qu'ils rendraient leurs armes et feraient enlever les canons qu'ils avaient tournés contre le peuple.

Trois mille citoyens avec leur famille abandonnèrent la ville, et malgré la convention, la paix ne fut que simulée. Bientôt les prisons se remplirent et les assassinats commencèrent. Un désir effréné de vengeance animait les vainqueurs; ils en voulaient aux capitaines des compagnies qui leur avaient été contraires, et surtout aux marquis d'Aulan et de Rochegude. Ce dernier fut découvert caché dans une cave. On trouva chez lui des armes, mais on ajouta qu'il avait fait préparer une chemise souffrée; de là on induisit que les partisans du pape ayant le projet de rétablir l'inquisition, la chemise souffrée était destinée pour un *auto-da-fé*, dont le nouveau maire serait la victime. Cette idée, quoique absurde, enflamma de fureur la populace; elle conduisit M. de Rochegude à la potence, en accompagnant son supplice d'affreux traitemens. MM. d'Aulan, Aubert, et l'abbé Auffroi, furent également pendus. Vingt-quatre habitans d'Avignon, qu'on avait arrêtés, allaient éprouver le même sort, lorsque la garde nationale d'Orange vint à leur secours; le maire en était le chef, et il déclara qu'il ne souffrirait jamais des exécutions sans jugement.

Les armes du pape abattues, on y substitua celles du roi de France. Pour légitimer ces changemens, les Avignonnais décidèrent qu'il fallait demander, par les voies légales, la réunion à la France d'une contrée qui formait un enclave bizarre au sein d'un grand royaume. Deux d'entre eux, nommés Rovère et Duprat, le premier prenant la qualité de marquis, officier dans les troupes papales, et l'autre imprimeur, se rendirent à Paris, et sollicitèrent pour leurs concitoyens l'honneur de devenir Français. Ils furent introduits à la barre de l'Assemblée nationale par Bouche, député d'Aix¹; Camus, et tous les vieux jansénistes, encore pleins de ressentimens contre la cour de Rome, s'agitèrent pour faire accueillir la demande de Rovère et de Duprat. Après avoir parcouru rapidement l'histoire d'Avignon, ils déclarèrent que son petit territoire, en interceptant les communications, donnait, par sa localité, une retraite à tous les voleurs et contrebandiers, qu'il était le foyer de la malveillance, des préjugés, de la superstition, et qu'il convenait d'accéder au vœu du peuple avignonnais.

L'Assemblée ne voulut rien préjuger sur cette demande importante; à la suite de violens débats entre Camus et l'abbé Maury, elle se borna à nommer une commission pour statuer avec maturité sur les affaires du Comtat. Cette lenteur irrita tous les partisans de la réunion. Pour arriver plus promptement

¹ *Moniteur* du 28 juin 1790. Séance du 26, p. 730, col. 2.

ment à leur but, ils établirent à Avignon une société de prétendus *Amis de la Constitution*. Les frères Mainvielle, Tournal, et Agricol Moureau, avocat, tous auteurs du soulèvement, en furent les fondateurs ; selon l'usage, ils se firent affilier au club des jacobins, et par correspondance se lièrent d'une manière intime avec Robespierre. C'est à cette fatale circonstance que le département de Vaucluse doit attribuer tous les malheurs qui par la suite affligèrent ses paisibles habitants.

L'esprit de démocratie et d'indépendance absolue, en s'introduisant dans toutes les classes de la société, devait aussi s'emparer de l'armée. Mais quoique la plupart des militaires fussent portés pour la révolution, un grand nombre d'entre eux, par respect pour la discipline, se conformaient aux vues de leurs officiers supérieurs. Cette obéissance passive arrêtait les desseins des novateurs ; sous prétexte que les ennemis de l'ordre nouveau pouvaient en profiter pour gagner l'armée, et la rendre, comme autrefois, toute dévouée à la royauté, ils résolurent de miner les fondemens d'une soumission qui, quoique absolue et arbitraire, est plus favorable que nuisible aux vraies libertés publiques.

Cette pensée une fois conçue, l'exécution en devint très-facile : il suffisait d'affranchir les troupes du frein de la subordination, en leur présentant la discipline militaire comme un état d'esclavage incompatible avec la qualité de citoyen. Ces idées produisirent une impression d'autant plus

vive, que la même diversité de passions et d'intérêts, qui régnait entre les roturiers et les nobles, existait dans l'armée entre les soldats et les officiers. Ceux-ci, presque tous privilégiés, professaient hautement les principes les plus opposés à la révolution. Les soldats, au contraire, sortis de cette classe devenue si prépondérante qu'elle s'appelait avec orgueil le *tiers-état*, demandaient qu'on établît une égalité de droits et qu'on écoutât leurs réclamations.

Déjà on avait fait un grand pas en donnant aux régimens la cocarde tricolore; bientôt on alla plus loin. Le comité militaire de l'Assemblée nationale, estimant que la séduction des troupes de ligne serait pour la liberté une forte garantie contre le despotisme, encouragea les régimens à la fréquentation des clubs¹, et les ministres du roi furent forcés d'y consentir. Là, les soldats apprirent que, libres de s'affranchir de la sévérité de la discipline, ils trouveraient leur avancement et une meilleure condition en adoptant les principes nouveaux.

Il y avait à Paris un comité d'insurrection militaire auquel des députés factieux semblaient avoir donné un caractère de légalité en approuvant son organisation. Ce comité, présidé par Dubois-Crancé, correspondait dans les régimens avec ses affiliés, pour embrasser la défense des soldats. Toutes les fois que ceux-ci manquaient à leurs devoirs, au lieu d'être punis, ils entendaient les organes de la loi s'écrier

¹ JOMINI (*Hist. des guerres de la Révol. franç.*), Introd. , t. I^{er}, p. 249.

que les militaires usaient des droits de l'homme en résistant à l'oppression qui les tenait sous une dépendance tyrannique. « Soyez comptés parmi les « patriotes, leur disaient des agens provocateurs. « On a formé une masse d'épargnes du fruit de vos « sueurs; cet argent est à vous, demandez-le. » Encouragés par ces provocations dangereuses, les soldats ne tardèrent pas à reprocher à leurs officiers de s'approprier, par des marchés frauduleux, une partie de leur faible solde, de ne rendre aucun compte des *masses*, et de chasser avec des congés infamans les soldats patriotes; car c'est ainsi qu'on appelait les plus turbulens et les plus insubordonnés.

Ces exhortations perfides firent une impression si vive sur l'esprit des militaires, qu'ils ne connurent plus de bornes. Le désordre devint tel que les sous-officiers eux-mêmes se soulevaient contre leurs supérieurs¹. Chaque régiment avait son club, formé sur le modèle de ceux de Paris. Les soldats, fiers de la protection des jacobins, y censuraient l'administration de leur corps et dénonçaient leurs officiers. Depuis plus de six mois, les colonnes du *Moniteur* ne cessaient d'être remplies de pareils actes, tristes précurseurs d'un nouveau mode d'insurrection.

Dans une circonstance aussi alarmante, Mirabeau osa proposer un expédient dont la hardiesse effraya

¹ ROCHAMBEAU (*Mém. du maréchal de*), t. 1^{er}, p. 568.

jouissait de privilèges faits pour exciter la jalousie de tous les autres corps; il était en tête de l'armée, et les officiers s'y trouvaient en nombre bien supérieur aux besoins du service. On n'y recevait guère que des jeunes gens d'une haute naissance ou d'une grande fortune. Aussi la constitution n'inspirait à ces officiers que du mépris, et ils ne dissimulaient point qu'ils n'avaient nulle confiance dans le gouvernement, et qu'ils saisiraient la première occasion pour émigrer¹. Quelques soldats vétérans, vieillis dans l'habitude du devoir, partageaient cette opinion; mais elle révolta tous les autres, épris de la révolution. A force de fréquenter les clubs, ces derniers, excités par des instigateurs venus de Paris, conçurent de la haine et de la méfiance contre leurs officiers, surtout contre le lieutenant-colonel de La Laurentie, homme d'un caractère sévère, et qui s'était opposé à ce que ses soldats se fédérassent avec les gardes nationales de la Meurthe. De là des méfiances et une aigreur réciproque; de là punition d'une part, résistance de l'autre, et des deux côtés une suite de fautes qui portèrent enfin le désordre à son dernier période.

Le régiment du Roi, entraîné par l'exemple, proposa une espèce de fédération à ceux de la garnison. Le plus prompt à leur répondre fut le régiment suisse de Château-Vieux, quoique tous les autres de cette nation fussent des modèles de disci-

¹ Note communiquée par M. T. de L., colonel à cette époque.

plaine et d'obéissance. Après la célébration de cette fête, des troubles éclatèrent, et jusqu'au 9 août devinrent de plus en plus violents. Ce jour-là, pendant que le régiment du Roi était en bataille, des soldats sortirent des rangs et demandèrent l'examen des registres de comptabilité et la vérification de la caisse du régiment ¹. A la suite de longs pourparlers, les officiers consentirent à payer une somme de cent soixante-dix mille francs. Le lendemain, le régiment de Château-Vieux, entraîné par cet exemple, demanda la reddition des comptes. Le colonel de Salis, pour toute satisfaction, fit passer aux courroies deux soldats des plus mutins. Aussitôt le régiment du Roi et celui de Mestre de Camp cavalerie délivrèrent ces Suisses qu'on avait châtiés, et après les avoir revêtus de l'uniforme national, ils les promenèrent en triomphe, et leur quartier devint pour eux un lieu d'asile ². On exigea même des officiers de Château-Vieux deux cents louis qui furent donnés aux soldats réhabilités, pour les dédommager de leur dégradation.

Le marquis de Bouillé, gouverneur de la Lorraine, était un vieux militaire, royaliste par naissance et par principe, plein de courage et de droiture; il était parvenu à maintenir la discipline dans son armée, en empêchant qu'on ne la séduisît sous le prétexte de vouloir fraterniser avec elle : aussi les soldats, pleins de confiance en lui, n'étaient pas encore at-

¹ *Moniteur* du 1^{er} sept. 1790, p. 1009, col. 1^{re}.

² Procès-verbal tiré des registres de la municipalité de Nancy.

teints de l'esprit d'insubordination qui partout ailleurs animait les troupes contre leurs officiers. La cour comptait sur lui. Mais Bouillé, malgré son penchant vers l'aristocratie, n'en partageait pas le fol aveuglement; sa connaissance du monde le disposait à adopter les innovations utiles; comme tous les bons Français, il les eût vivement approuvés, si, en réformant les abus, on eût voulu s'astreindre à l'empire des lois. A la vérité, Bouillé avait refusé de prêter le serment civique; mais le roi et la reine, prévoyant l'utilité de ses services, lui firent surmonter sa répugnance, et il s'y soumit; puis il se rapprocha de Lafayette son parent, son ami, et dès lors il cessa d'exciter les ombrages du parti constitutionnel, toutefois sans gagner les Lameth, bien plus méfians que Lafayette.

Bouillé, alarmé des désordres de la garnison de Nancy, écrivit à M. de la Tour-du-Pin, et les lui peignit sous des couleurs sombres, mais fidèles. Le ministre réussit cette fois à faire partager ses craintes à l'Assemblée nationale. Excitée par l'influente opinion de Mirabeau, elle sentit la nécessité de réprimer l'anarchie, et donna à M. de Bouillé une autorité encore plus étendue. Les régimens de Nancy furent déconcertés en se voyant désavoués par une Assemblée dont ils croyaient avoir suivi les principes, et quelques jours après, leur mécontentement concentré éclata. Les soldats de Château-Vieux, à l'imitation du régiment du Roi, forcèrent les officiers de leur délivrer une somme de vingt-sept mille francs,

qui fut avancée par un généreux citoyen, M. de Vaubecourt¹. L'Assemblée, instruite de cette nouvelle révolte, prit des mesures sévères; elle ordonna de faire arrêter et punir tout militaire qui, manquant à la discipline, exciterait à l'insubordination; on autorisa M. de Bouillé à casser et à licencier les régimens placés sous ses ordres, s'ils tentaient d'opposer la moindre résistance au châtiment des coupables.

La garnison de Nancy commençait à être effrayée de ses propres excès; une morne stupeur succéda à sa violente agitation. Le régiment du Roi rendit la caisse qu'il avait enlevée, et elle fut trouvée intacte, de l'aveu même des officiers. Les Suisses témoignèrent leur repentir, et Mestre de Camp fit aussi sa soumission. Enfin une députation composée de soldats partit pour Paris avec l'intention de solliciter l'oubli du passé. Dès leur arrivée, le ministre les fit arrêter; mais la garde nationale parisienne obtint leur liberté, après qu'ils eurent signé un acte de soumission pour implorer, au nom de leur régiment, l'indulgence de l'Assemblée nationale². Le ministre, touché de leur repentir, ordonna qu'un officier général se rendrait à Nancy pour faire droit, s'il y avait lieu, aux réclamations des soldats.

M. de Bouillé chargea M. de Malseigne d'aller recueillir les réclamations des régimens, et s'assurer

¹ Procès-verbal tiré des registres de la municipalité de Nancy.

² PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), t. V, n° LVIII, p. 268, et n° LX, p. 386.

de leur obéissance. Dans cette mission, il fallait unir la fermeté à des formes conciliantes, et ce général était un ancien militaire juste, à la vérité, mais rigide, et peu fait pour bien remplir une mission si délicate; ses traits et sa taille colossale inspiraient plutôt la crainte que la confiance¹. Lorsqu'il eut fait proclamer les ordres de l'Assemblée nationale, harangué le peuple et les soldats, il se rendit au quartier des Suisses, et après avoir écouté de nombreuses réclamations, il fut convenu qu'on enverrait un mémoire au comité militaire.

Tout paraissait se pacifier, lorsque le lendemain une fermentation extrême se manifesta dans ce même régiment contre M. de Malseigne. Les officiers lui conseillèrent de tenir ses séances à l'hôtel de ville. Cet avis prudent lui parut pusillanime, et il continua à se rendre aux casernes. Le mémoire pour le comité militaire n'avait pas été rédigé, et tous les soldats sous les armes lui crièrent à la fois *de l'argent! de l'argent!* M. de Malseigne, ne pouvant plus se faire entendre, veut se retirer; un grenadier lui barre le passage, en le menaçant de sa baïonnette. Mais en homme intrépide il détourne cette arme, et avec le secours de quelques officiers, il se réfugie chez le lieutenant de roi. Là, il est investi par des soldats furieux. La garde nationale est commandée, et sous son escorte M. de Malseigne se

¹ *Moniteur* du 1^{er} sept. 1790, p. 1009, col. 2. Rapport d'un député de la garde nationale de Nancy.

rend à la municipalité. Les deux autres régimens improuvent la conduite de Château-Vieux et offrent un asile au général dans leur quartier. Mais les Suisses n'en sont que plus exaspérés; dégagés du frein de la discipline, rien ne peut plus les y faire rentrer.

L'ordre leur ayant été donné de partir sur-le-champ pour Sarrelouis, ils s'y refusèrent. Après des négociations inutiles, quatre mille hommes de gardes nationales arrivèrent. Alors l'inquiétude se répand dans la ville, l'alarme est générale; on pense que cette milice est accourue pour sévir contre la garnison, et déjà le peuple et les soldats employent pour les gagner le langage de la séduction.

A cette époque, des troupes autrichiennes traversaient encore la Lorraine pour aller comprimer l'insurrection des Belges. On saisit cette circonstance, si contraire à l'esprit national, pour répandre le bruit que M. de Malseigne est un général autrichien déguisé. Il n'en fallut pas davantage pour redoubler l'agitation et occasionner de nombreux attroupemens; le régiment du Roi prend les armes et se propose d'arrêter le général qui part pour Lunéville; à peine sa fuite est connue, que cent cavaliers de Mestre de Camp le poursuivent; mais, auprès de Lunéville, des carabiniers les combattent et les dispersent¹.

En même temps on venait de recevoir à Nancy

¹ *Moniteur* du 1^{er} septembre 1790, p. 1003, col. 2. Lettre de M. de Bouillé.

un de ces journaux incendiaires envoyés dans les provinces pour faire envisager comme conspirations toutes les mesures qui tendaient à étouffer les progrès de l'anarchie. Les réflexions de ce journal, combinées avec le départ de M. de Malseigne, provoquèrent une violente émeute; on bat la générale, les soldats courent aux armes, le lieutenant de roi Denoue est arrêté et mis au cachot; les officiers qui avaient voulu le défendre subissent le même sort. Un autre incident vient augmenter le désordre. Des dépêches du prévôt général, adressées au prévôt de la Lorraine, sont interceptées par les soldats; elles contiennent l'ordre de faire conduire hors du royaume les Suisses révoltés; ceux-ci, irrités de cet ordre, redoublent de fureur; le bas peuple se joint à eux, et, dans leur rage, ils forcent la maison du prévôt, et l'obligent à chercher son salut dans la fuite. L'insurrection venait d'éclater, lorsque les cavaliers de Mestre de Camp revinrent de la poursuite de M. de Malseigne, en criant que leurs camarades avaient été massacrés.

Cette dernière nouvelle excite une telle irritation, qu'aussitôt trois mille hommes marchent sur Lunéville, dans l'intention de tailler en pièces les carabiniers. Ceux-ci se disposaient au combat, lorsque la garnison de Nancy leur envoya une députation qui persuada aux carabiniers que M. de Malseigne les trahissait, qu'il était vendu à l'empereur; cette fable s'accrédita, et ces soldats, gagnés ou abusés, livrent leur général à la municipalité de

Lunéville, qui, sous une forte escorte, le fit conduire à Nancy ¹.

Cette ville était dans un désordre inexprimable. Le régiment de Châteaueux exigeait une somme de deux cent mille livres, et celui du Roi voulait encore un à-compte d'un louis par homme. Dès qu'on eut appris l'arrivée de M. de Malseigne prisonnier, un détachement des trois régimens alla le recevoir et le conduisit en prison, au milieu d'une soldatesque mutinée qui ne cessait de proférer contre lui des cris féroces.

Alors le marquis de Bouillé, après avoir réuni dans Metz une armée fidèle où se trouvaient trois régimens suisses et les gardes nationales de Toul et de Metz, se disposa à marcher sur Nancy. Les autorités de cette ville, cédant aux instances des officiers, lui envoyèrent des députés qui, après avoir dépeint la servitude des administrations et des chefs de corps, le supplièrent d'employer toutes les voies pour amener une conciliation que l'on croyait possible. M. de Bouillé répugnait d'en venir à de violentes extrémités ; retenu surtout par les préventions répandues contre lui, il avait demandé au ministre de la guerre que deux membres du corps législatif vinssent dans son camp², afin de prouver au peuple qu'il n'était que l'exécuteur des volontés nationales.

L'Assemblée délibérait sur cette demande judi-

¹ BOUILLÉ (*Mém. du marquis de*), p. 148.

² *Moniteur* du 1^{er} sept. 1790, p. 1008, col. 1 et 2. Lettre de M. de Bouillé.

cieuse, lorsque la garnison de Nancy continuait à opposer aux paroles de paix une résistance obstinée. Elle exigea que la municipalité fit un appel aux citoyens et aux carabiniers de Lunéville, pour les engager à s'unir à elle. Pendant ce temps, Bouillé s'avance avec son armée, dont la force n'égalait pas celle des révoltés, qui, réunis à une partie de la population, s'élevaient au moins à dix mille hommes; sa marche était protégée par huit pièces de canon. Arrivé à deux lieues de Nancy, il s'arrête et fait signifier aux trois régimens l'étendue de ses pouvoirs, en leur accordant un délai pour se soumettre. Ces régimens lui ayant envoyé des députations, il les reçut avec dignité, et exigea que la garnison, après avoir mis en liberté MM. de Malseigne et Denoue, sortit de la ville et lui livrât les coupables, au nombre de quatre par régimens; ensuite il se rapprocha de Nancy, et s'arrêta de nouveau pour attendre le résultat des négociations. Ces conditions semblaient être acceptées, et les soldats, que l'on croyait troublés, désunis, et surtout repentans, après avoir conduit au camp de M. de Bouillé les officiers dont il avait demandé la liberté, se retirèrent dans une prairie voisine qui leur avait été assignée.

Ce général, persuadé que son expédition aurait une issue heureuse, changea son ordre de bataille. Au lieu de diviser son avant-garde en deux colonnes, il la fit ranger sur une seule pour entrer

par la porte Stainville ; mais un ramas d'étrangers , réunis à la populace et à une portion de la garnison qui s'était opiniâtrée à ne pas vouloir se soumettre, occupaient encore cette porte. Telle était la situation des choses, lorsque deux officiers vinrent annoncer à M. de Bouillé la résistance qu'ils éprouvaient à faire exécuter la convention.

La tête de colonne, composée de gardes nationales, n'étant plus qu'à trente pas de la porte Stainville, somme les soldats qui la gardaient de se retirer ; ceux-ci répondent par des cris de rage, et se préparent à mettre le feu à une pièce chargée à mitraille. Alors un jeune officier breton, nommé Desilles, lieutenant de chasseurs au régiment du Roi, quitte sa compagnie où il n'était resté que pour en prévenir les excès, et se précipite sur la lumière du canon. « Ce sont vos amis, crie-t-il à ses soldats, ce sont vos frères, l'Assemblée nationale les envoie : voulez-vous déshonorer le régiment du Roi ? » La noblesse de ses paroles, l'énergie de sa conduite ne peuvent fléchir les rebelles ; ceux-ci s'irritent des momens perdus, et veulent arracher leur jeune officier de ce poste important ; mais Desilles se fait un appui du canon auquel il se cramponne. Les coups de baïonnettes n'arrêtent pas sa noble résolution, et il tombe couvert de gloire et de blessures. Ce héros de l'humanité vécut encore assez pour recevoir du roi et de l'Assemblée les témoignages

¹ BOUILLÉ (*Mém. du marquis de*), p. 410. Eclaircissemens hist.

honorables que méritait cette action éclatante¹.

Les révoltés, maîtres du canon que leur avait disputé Desilles, s'en servirent aussitôt. Le coup qu'ils tirèrent, suivi d'une décharge de mousqueterie, tua trois officiers et renversa plusieurs soldats de la garde nationale de Metz, qui, voyant tomber ses chefs, marche avec ardeur pour les venger, enlève le fatal canon, et enfonce la porte. Elle est suivie par les régimens suisses de Castella et de Vigier, qui, au pas de charge, se précipitent sur les soldats de Châteaueux comme sur des traîtres qui déshonoraient l'antique fidélité de leur pays. Cette troupe, ayant pénétré dans la ville, fut assaillie de coups de fusil tirés des maisons par des forcenés retranchés aux fenêtres et aux débouchés de toutes les rues². Les corps campés dans la prairie, croyant qu'on avait profité de leur absence pour attaquer leurs camarades, s'ébranlent au bruit du canon et rentrent dans Nancy, malgré leurs officiers. De son côté, l'armée de Bouillé criait aussi qu'elle était trahie par la garnison, et se livrait aux transports d'un violent ressentiment.

La résistance de la troupe qui gardait la porte Stainville obligea les assaillans à reprendre leur premier plan d'attaque; tandis que la première division entrait par cette porte, la seconde se présentait à la porte Stanislas; et, après en avoir brisé la grille, elle s'avança à travers la fusillade qui partait des

¹ Décret du 3 septembre 1790.

² Procès-verbal tiré des registres de la municipalité de Nancy.

fenêtres. La garnison, persuadée qu'on lui avait tendu un piège, en concevait un désespoir qu'elle poussait jusqu'au délire. Une pièce d'artillerie, braquée sur la place Royale, aurait foudroyé cette seconde colonne, si un officier de Bouillé n'eût sabré le soldat qui allait y mettre le feu. Dans ce combat acharné, on vit se reproduire les scènes horribles qu'engendrent les guerres civiles.

Au milieu de tant d'atrocités on aime à recueillir quelques traits d'héroïsme. Ainsi la femme du concierge d'une des portes de la ville, à la suite d'inutiles efforts pour calmer l'opiniâtreté des soldats, s'exposa à toute leur furie, en jetant un seau d'eau sur l'amorce d'un canon qu'ils avaient chargé. Tel est encore celui du jeune Bouthilier : en tombant d'un coup de feu, il entend qu'on va le porter à l'hôpital ; alors il recueille ses forces pour prononcer ces paroles dignes de Desilles, dont il avait toute la grandeur d'âme : « Si mes blessures sont mortelles, portez-moi sous les drapeaux du régiment ; c'est là que je veux mourir. »

Cependant les rebelles, chassés de poste en poste, n'offraient plus qu'une faible résistance ; l'armée était maîtresse de la ville. Les soldats de Châteauvieux, obstinés à se défendre, étaient presque tous prisonniers ou hors de combat. Ceux de Mestre de Camp s'étaient retirés à une lieue de Nancy. Les quatre bataillons du régiment du Roi, rentrés dans leur caserne, furent contenus par leurs officiers, qui parvinrent enfin à calmer leurs subordonnés ; ceux-ci

connurent enfin le repentir; ils conjurèrent les chefs d'intercéder pour eux auprès du général victorieux. Leur médiation eut un plein succès, tout reentra dans l'ordre; les autorités municipales que les révoltés avaient cassées furent rétablies. Les militaires français, et tous les gens du peuple pris les armes à la main, obtinrent leur grâce; mais le gouvernement suisse montra plus de fermeté à l'égard du régiment de Châteaueux; vingt-trois soldats furent fusillés, et un plus grand nombre condamné aux galères.

Les jacobins, consternés de la défaite qu'ils venaient d'éprouver, affectèrent de grands sentimens d'humanité; ils crièrent au massacre du peuple, et gémirent sur la perte de tant de citoyens et de soldats égorgés; ils s'élevèrent surtout contre le choix qu'on avait fait de Bouillé; à les entendre, un chef patriote aurait fait mettre bas les armes aux régimens sans tirer un seul coup de fusil : puis ils se disaient entre eux : « Pourquoi n'a-t-il pas attendu « les commissaires qu'il avait demandés? pourquoi « ne s'est-il pas trouvé à la tête de l'avant-garde « pour aplanir les difficultés qui se sont élevées? « Sans doute il a agi d'après un décret, mais la proclamation de l'Assemblée nationale ne prouve-t-elle pas que ce décret lui a été arraché par surprise? »

L'Assemblée semblait abandonner Bouillé, bien qu'il eût agi d'après ses ordres; elle voyait avec inquiétude les éloges décernés par l'opinion publi-

que à un royaliste aussi prononcé. Cazalès embrassa sa défense dans le cours d'une longue discussion, et sur laquelle on revint quatre mois après. Jamais l'orateur ne déploya plus d'énergie; il sollicita avec son éloquence accoutumée la continuation de la procédure, non pas, disait-il, pour voir l'affreux spectacle du châtiment des coupables, mais afin seulement qu'ils fussent connus, démasqués, et réduits à l'impuissance de renouveler leurs affreux attentats¹. Il fit de Desilles un éloge pompeux, et c'est en honorant la vertu qu'il faisait mieux ressortir toute l'horreur du crime.

Malgré les clameurs qui taxèrent Bouillé de cruauté, sa conduite irréprochable lui valut du gouvernement des félicitations, des éloges, et bientôt il devint l'espérance du parti monarchique. Alors la colère des jacobins se tourna contre les ministres; pour soulever contre eux l'opinion publique, on les accusa d'avoir fait passer de faux renseignements à l'Assemblée. Robespierre le dit à la tribune; il reprocha à Bouillé la lenteur qu'il avait mise à prêter son serment à la constitution : « Le despotisme et « l'aristocratie, dit-il, se sont servis de son armée « pour agir contre des soldats dont le patriotisme « a fait toute l'erreur². »

Ces discours devaient provoquer une émeute; elle eut lieu en effet : quarante mille hommes se réunirent aux Tuileries et autour de la salle de

¹ Séance du 6 décembre 1790.

² *Moniteur* du 1^{er} sept. 1790, p. 1009, col. 3.

l'Assemblée pour demander à grands cris le renvoi des ministres¹ (3 septembre). Au milieu de la sédition, les uns proposent de cerner leurs hôtels, d'autres de garder les barrières pour les empêcher de sortir de Paris. Tout à coup une voix crie : *Allons à Saint-Cloud*, où se trouvait alors le roi. Mais ce cri ayant été inutilement répété, on se décida à envoyer une députation à la barre de l'Assemblée ; elle ne fut point admise ; les clameurs qu'on vociférait sur la terrasse des Feuillans jetèrent un tel effroi parmi les députés, que plusieurs d'entre eux qui siégeaient au côté droit passèrent vers la gauche².

La populace ne se borna pas à pousser des cris séditieux : dans son ressentiment contre M. de la Tour-du-Pin, elle s'ameuta autour de son hôtel et se disposait à l'envahir. Tout faisait craindre que cette extrême fermentation n'amènât dans Paris les mêmes désastres qu'à Nancy ; mais la courageuse patience de la garde nationale étouffa cette crise. La majorité de l'Assemblée ne se laissa pas non plus dicter le décret qu'elle était appelée à prononcer. Frappée des dangers où l'indiscipline de l'armée avait plongé la patrie, elle voulut y mettre un terme. Dans l'intérêt de l'État, elle surmonta sa répugnance pour l'obéissance passive, et vota des remerciemens à M. de Bouillé, aux gardes nationales, aux troupes

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° LX, t. v, p. 381. — FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 143.

² *Hist. de la Révol. française*, par deux Amis de la Liberté, t. V, p. 273.

de ligne, aux autorités civiles de la Meurthe et à la municipalité de Nancy. En même temps des commissaires furent envoyés dans cette ville pour réparer les calamités dont elle avait été le théâtre. Ces médiateurs, pénétrés des principes de la constitution et de la véritable liberté, ramenèrent les esprits, rapprochèrent les opinions et concilièrent les intérêts. Leurs recherches sur les causes et les circonstances de ces malheureux événemens furent peu favorables à la municipalité de Nancy qui, dans le danger, montra une faiblesse condamnable; aussi l'Assemblée rétracta, par un décret¹, les éloges prématurés qu'elle lui avait donnés.

Les fougueux jacobins, qui voulaient établir leur empire sur l'anarchie, continuèrent le cours de leurs injures contre M. de Bouillé. Quoiqu'il eût châtié des hommes soulevés par esprit de cupidité, ils l'appellèrent traître et bourreau des patriotes. Ses affections secrètes pour la cour n'étant pas encore bien connues, les constitutionnels lui rendirent justice. Lafayette n'hésita point à le louer; tous convinrent qu'il avait rendu à la France un service signalé en donnant, dans un moment de défiance et d'agitation, un grand et terrible exemple, si nécessaire pour rendre à la discipline sa salutaire vigueur.

Enfin la patrie paya aux citoyens qui périrent pour la défense des lois un juste tribut de reconnaissance; elle honora leur mémoire en votant une

¹ *Moniteur* du 10 déc. 1790, p. 1420, col. 2.

fête funèbre qui fut célébrée au Champ de la Fédération avec une grande solennité (20 septembre 1790). Des offrandes sans nombre secoururent leurs veuves et leurs orphelins; l'action du jeune Desilles, lâchement égorgé pour avoir donné l'exemple d'une vertu romaine, inspira le plus vif enthousiasme : son nom glorieux fut cité avec transport dans toute la France; les beaux-arts célébrèrent à l'envi son immortel dévouement, et l'image de ce héros, devenue un objet de respect et de vénération, fut encore placée comme ornement sur le sein de la beauté.

LIVRE DOUZIÈME.

LE CHATELET.

Départ de Necker. — Dangers qu'il court. — Dernier portrait de Necker. — Liquidation de la dette nationale. — Motion hardie de d'Epréménil. — Discours de Cazalès contre les ministres. — Révolte à Brest. — Discours de Mirabeau pour les trois couleurs. — Nouveau portrait de Danton. — Changement de ministère. — Evasion de Bonne-Savardin. — Enquête du Châtelet sur les 5 et 6 octobre. — Rapport de Boucher d'Argis. — Mirabeau se justifie. — Discours de Maury et de Cazalès. — Violence de Frondeville. — Portrait de Chabroud. — Son rapport. — Discours de Bonnay et de Maury, — de Mirabeau, — de Rœderer et de Biron. — Le duc d'Orléans se justifie. — Mémoire en sa faveur. — Jugement sur sa conduite. — Projet de conduire le roi à Rouen. — Duel de MM. Charles Lameth et de Castries. — Mirabeau et le marquis de Foucault. — Plan des émigrés contre Lyon. — Mission du baron de Jarjaye. — Clubs et sociétés populaires. — Massacres à Aix.

Après les événemens de Nancy, les royalistes applaudirent à la fermeté d'un général qui, le premier, avait fait triompher l'autorité. L'énergie déployée par M. de Bouillé, sa chaleur et son adresse pour retenir dans le devoir ses soldats qui d'abord n'avaient manifesté qu'une fidélité douteuse, leur faisaient voir en lui l'homme le plus capable de bien servir leurs vues. La cour, fondant sur lui de grandes espérances, non-seulement enflamma son zèle par des confidences, mais encore elle le con-

jura de faire violence à la franchise de son caractère, afin d'échapper aux dénonciations des clubs et des journalistes.

Dès lors Bouillé devint si précieux au roi, qu'il ne craignit pas de lui donner des témoignages publics de sa satisfaction; il étendit son commandement depuis la Sambre jusqu'à la Meuse, et y joignit celui de l'Alsace et de la Franche-Comté. La reine surtout l'honorait de sa confiance. Indignée de la captivité de sa famille, elle commença à s'occuper avec ce général des moyens de rétablir la monarchie sur ses anciennes bases. Le crédit de Bouillé paraissait d'autant plus assuré, qu'en cette occasion Lafayette, son parent, n'avait témoigné ni aigreur ni jalousie. Mais lorsque celui-ci fut informé par son aide de camp en mission auprès de lui, qu'il ne s'exprimait sur la constitution qu'avec le ton du mépris, et que, depuis sa victoire, personne dans Nancy n'osait plus porter les couleurs tricolores, leur bonne intelligence et leurs rapports se réduisirent à de simples égards et de vagues promesses d'amitié.

Les mouvemens populaires s'étaient calmés, mais les désordres qui arrêtaient sans cesse le cours de l'administration continuaient à exciter partout la défiance et les soupçons; les deux partis extrêmes, également irrités, agissaient de concert pour renverser un ministère qui déplaisait à tous deux; en effet, si les aristocrates ne pouvaient lui pardonner d'avoir déserté la cause de la noblesse et du

clergé, le parti patriotique reprochait aussi à l'archevêque de Bordeaux, garde des sceaux, d'avoir peuplé les tribunaux d'ennemis de la constitution; à M. de La Luzerne, ministre de la marine, sa prédilection pour les officiers voués à l'ancien régime, et les désastres de Saint-Domingue, dont nous ferons le récit détaillé. La sage précaution qu'il avait eue, dans l'intérêt du commerce, de ne pas laisser arborer le pavillon tricolore jusqu'à ce qu'il eût été reconnu par les puissances maritimes, était encore imputée à des principes anti-nationaux. Les griefs paraissaient non moins graves à l'égard du ministre de la guerre. On objectait contre M. de la Tour-du-Pin sa partialité pour les officiers nobles, l'état de faiblesse de nos frontières, le délabrement de nos plus importantes forteresses, et l'extension des pouvoirs donnés au marquis de Bouillé, dont les sentimens pour la constitution semblaient très-équivoques.

On était surtout fort irrité du passage sur le territoire français de plusieurs régimens autrichiens qui se portaient en Belgique, et dont la présence avait fourni aux anarchistes un des élémens de discorde qui provoquèrent les malheurs de Nancy. « De quel droit, disait-on, ce ministre ose-t-il per-
« mettre à des troupes étrangères de passer sur
« notre territoire, puisqu'un décret formel défend
« de les introduire sans le consentement du corps
« législatif? Pourquoi ouvre-t-il un passage à des lé-
« gions dont on doit se méfier, et dont la destina-

« tion évidente est d'aller opprimer un peuple qui, comme nous, combat pour sa liberté? »

A l'égard de M. de Saint-Priest, chargé du portefeuille de l'intérieur, les conjurations découvertes, les mouvemens insurrectionnels dans les principales villes, et de violentes émeutes survenues depuis peu dans les départemens de la Charente et du Lot à l'occasion du prix des grains et des impôts, que le peuple confondait toujours avec les droits féodaux, retombaient sur sa responsabilité. Enfin il était de tous les ministres celui que l'opinion publique voyait avec le plus de répugnance à la tête des affaires. M. de Montmorin était seul épargné. Dans l'enfance du gouvernement représentatif, les députés se reposaient sur le roi du soin des affaires étrangères : cette marque de déférence devait être fatale à Louis XVI, qui abandonna un soin si relevé à tous les intrigans de sa cour, ennemis des droits nationaux, et passionnés pour l'intervention étrangère. D'Aiguillon plus instruit, et Robespierre plus soupçonneux que leurs collègues, devinaient seuls que la faiblesse de l'honnête Montmorin serait un jour funeste à son malheureux maître.

Necker, malgré sa sagesse et sa popularité, n'était pas exempt de la haine des partis ; jadis il avait été l'idole de la nation, mais alors tous s'accordaient pour l'accuser et le maudire : la cour lui reprochait d'avoir lancé le char de la révolution ; les jacobins à leur tour ne lui pardonnaient pas les efforts qu'il faisait pour arrêter son effroyable vélocité ; ils traitaient

ses observations d'insolences ministérielles, et sa fidélité au roi d'*apostasie liberticide*¹. En butte à la licence qu'engendre la liberté de la presse, sa susceptibilité ne pouvait en supporter les outrages. Loin de le plaindre, chaque parti, en l'accablant de libelles, disait : « Lui convient-il de récriminer contre l'opinion publique ? Comment ose-t-il nous reprocher d'employer pour l'éloigner du ministère les mêmes moyens dont il s'est servi pour supplanter Turgot, Calonne, de Brienne, pour faire admettre la double représentation du tiers-état, pour contrarier Louis XVI lors de sa déclaration du 23 juin ? »

Soutenu par le souvenir de son ancien ascendant, il n'avait cessé d'adresser des mémoires à l'Assemblée pour combattre ses décrets et lui donner des conseils; mais sa voix, méconnue par des hommes épris de leurs propres théories, se perdait au milieu des clameurs publiques. Toutefois la dignité de son caractère ne pouvait se prêter à cette politique mobile et mesquine qui prolonge pendant quelques jours l'existence des ministres décrédités. Sa fierté dédaigna d'entrer en lice contre ses adversaires, et il ne voulut jamais changer de système pour en adopter un autre, à la vérité plus vaste, plus hardi, mais dont sa prudence timide lui faisait redouter l'application. Privé de la confiance publique, sans laquelle un ministre ne peut plus administrer, quels que soient ses talents, il ne comprit plus rien à des ré-

¹ PAUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XXXV, p. 11; n° XXXVIII, p. 50; n° XL, p. 131, etc.

formes qu'il pensait avoir parfaitement conçues, et qu'il s'était flatté de diriger avec calme et sécurité : erreur d'un bon homme qui crut que l'esprit révolutionnaire n'avait abaissé un roi que pour élever un ministre !

Son trouble et son effroi redoublèrent lorsqu'il entendit son nom diffamé dans tous les discours, calomnié dans tous les écrits ; déjà une affliction concentrée s'était emparée de lui : des travaux continuels, et plus encore les chagrins de tout genre dont il était abreuvé, avaient visiblement altéré sa santé ; un regard triste, un front soucieux, une attitude consternée, révèlent ses souffrances morales et le forcent enfin à renoncer pour toujours aux affections populaires dont il avait été le généreux martyr. Pour mettre un terme à son tourment, il envoya sa démission au président de l'Assemblée (4 septembre 1790) ; elle fut acceptée sans qu'on daignât y mêler un seul regret, une seule expression d'intérêt et d'estime : indifférence cruelle pour l'homme vain qui s'était flatté de gouverner une Assemblée dont il était le créateur ! Les illusions de l'amour-propre, les chimères de l'ambition, en se dissipant comme une ombre, le livrèrent à la douleur d'avoir si mal connu les hommes, et de ne pouvoir plus, comme autrefois, ennoblir sa disgrâce en l'attribuant à des intrigues de cour.

Cette épreuve ne fut pas la seule qu'on fit subir à la sensibilité de Necker. On excita le peuple contre lui, et les derniers momens de son ministère furent

marqués par des scènes qui prouvèrent que la multitude, aussi ingrate que les rois, est encore plus cruelle envers ses anciens favoris. Lors de son dernier rappel, on avait mis au-dessus de la porte de son hôtel cette inscription : *Au ministre adoré*¹; avant son départ, elle fut enlevée par une troupe furieuse qui mit en place des épithètes outrageantes. Et cet homme, qui un an auparavant avait éclipsé la majesté royale, fut obligé de recourir à la force publique pour se garantir des violences dont on le menaçait. Sur le soir il quitte Paris clandestinement pour se rendre à sa maison de Saint-Ouen. Son arrivée nocturne excite une grande rumeur dans le village; Necker en est alarmé, et il erre jusqu'au jour dans la vallée de Montmorency, sans pouvoir trouver un asile.

Il déclara en partant qu'il laissait au Trésor deux millions prêtés par lui sans intérêts depuis douze ans, ainsi que son hôtel et son mobilier, pour gages de l'intégrité de son administration. Plusieurs sections, ne se fiant pas à la délicatesse d'un ministre qui avait servi sans émolumens sa patrie adoptive, voulurent s'opposer à son départ jusqu'à l'apurement de ses comptes. Mais les chefs de chaque parti, impatiens de le voir quitter la France, repoussèrent cette demande.

Il partit pour la Suisse. Arrêté dans la ville d'Arcis-sur-Aube, on le considéra comme un transfuge em-

¹ *Hist. de la Révol. de France*, par deux Amis de la Liberté, t. V, p. 320.

portant les trésors de la France. Peu s'en fallut qu'il n'éprouvât le sort funeste dont il avait, sur cette même route, préservé M. de Bezenval; il écrivit à l'Assemblée nationale pour réclamer sa liberté, et après de longs débats¹ on consentit à le laisser simplement jouir *des droits de l'homme*. Muni du nouveau passeport de l'Assemblée, il continue son voyage; mais, arrivé à Vesoul, la populace entoure sa voiture, et prononce contre lui des menaces effrayantes : on brise ses malles, et il ne manque qu'un léger prétexte pour consommer un grand crime. Pendant cinq heures, lui et les siens demeurèrent placés sous le fer des assassins²; le danger fut tel, qu'ils promirent d'accomplir des vœux religieux s'ils sortaient sains et saufs d'un royaume qu'ils avaient naguère traversé sous des arcs de triomphe.

Rentré au sein de la vie privée, Necker vécut à Coppet où il s'était formé la retraite d'un sage, contemplant de loin notre sanglante révolution, qu'il eût été plus propre à observer qu'à bien conduire; aussi Burcke l'a-t-il parfaitement jugé, en disant de lui : *Ah! si sa pratique eût valu sa théorie!* Toutefois sa philosophie ne put surmonter l'amertume de sa disgrâce, et dans le livre qu'il écrivit sur son administration, il ne montra la France perdue que parce qu'elle était privée de ses lumières. Ulcéré de l'injustice des hommes, il annonça qu'il élèverait un

¹ *Moniteur* du 12 sept. 1790, p. 1056, col. 1^{re}.

² *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. V, p. 324.

poteau d'infamie, auquel l'Assemblée nationale demeurerait attachée pour crime d'ingratitude¹. Cependant les fautes de cette Assemblée n'avaient été que la conséquence des siennes; cette communauté d'erreur, d'oubli et de faiblesse, aurait dû le porter à s'exprimer avec moins d'acrimonie. Car on pouvait lui renvoyer le reproche qu'il faisait à nos législateurs : « d'avoir eu un goût de jeunesse pour les choses nouvelles, un désir glorieux d'originalité, une répugnance vaniteuse pour toute espèce d'imitation, enfin une confiance crédule aux projets tracés par la théorie, et un mépris inconsidéré pour les réalités gravées par l'expérience². »

Au reste, les deux grandes fautes que lui reprochaient les révolutionnaires sont aujourd'hui deux traits de prévoyance qui doivent le réconcilier avec les hommes monarchiques et faire l'éloge de sa pénétration. Necker, quoique convaincu de la nécessité du papier-monnaie, prévint qu'on en abuserait, et qu'une émission énorme de ce papier enlèverait tout à fait la confiance dont il était le gage. Il eut aussi le courage de s'opposer, dans le conseil, à la sanction du décret qui supprimait la noblesse. Dans cette circonstance, c'était un vrai prodige de voir un écrivain philosophe, né citoyen d'une république, s'élever contre le principe d'une égalité absolue; ainsi cet homme de bien, en cherchant à faire le bonheur des Français, fut accusé d'avoir été leur

¹ *De l'Administration de Necker*, par lui-même, p. 483.

² NECKER (*Mém. de*), t. 1^{er}, p. 273.

fléau, de les avoir précipités dans le crime, en voulant les élever à la vertu ; d'avoir bouleversé nos finances au lieu de les restaurer, et même d'avoir conduit la monarchie à la tyrannie populaire, en voulant l'affranchir des prétentions de la noblesse et du joug des Parlemens.

Mais s'il fut au-dessous des difficultés qu'il eut à vaincre, s'il ne comprit jamais ni la position de Louis XVI ni la portée de la révolution, c'est pour avoir cru à la possibilité d'une alliance entre la démocratie naissante et le despotisme invétéré, entre la philosophie nouvelle et les vieilles doctrines. Malgré cette erreur d'une belle âme, il sera loué pour la droiture de ses intentions, pour son esprit d'ordre, et surtout pour ce noble désintéressement auquel une justice ingrate et tardive n'accorde qu'àprès nous son faible tribut d'estime.

Après le départ de Necker, on continua à délibérer sur la grande question de la liquidation de la dette nationale au moyen des assignats ; et, en y comprenant le remboursement des charges *, il fut reconnu qu'elle s'élevait à plus de deux milliards. La discussion fut longue, animée ; MM. de Montesquiou, Custines, Freteau, Duport, Bergasse, Chapelier, y prirent part ; les députés Bannier, Decretot, Prugnon, et les abbés Eymard et d'Abbecourt, quoique moins connus, se firent remarquer par des discours pleins de savoir et d'éloquence ; mais ceux de

* C'est ce remboursement qui absorba une grande partie du prix des domaines nationaux.

Barnave, de l'abbé Maury, et surtout de Mirabeau, jetèrent de vives lumières sur une question qui intéressait toutes les classes de la société, et qui embrassait les intérêts les plus chers de l'État.

L'Assemblée nationale venait de prononcer la clôture de cette longue et orageuse discussion, lorsque d'Épréménil, revenant sur cet objet, proposa (28 septembre) de verser à la caisse d'escompte six cent millions de papier-monnaie, outre les quatre cent millions déjà créés, et qu'elle payerait à bureau ouvert; de déclarer que la nation acceptait l'offre de quatre cent millions, faite par le clergé, qui à cette condition rentrerait dans tous ses biens; que la justice reprendrait son ancien cours, et les propriétaires leurs droits, sauf les servitudes personnelles et les privilèges pécuniaires; qu'on continuerait à percevoir les impôts comme par le passé, à l'exception de la gabelle et du franc-fief. Enfin, pour opposer un frein aux crimes déchainés de la révolution, d'Épréménil demanda aussi le rétablissement des juridictions prévôtales, et l'augmentation du corps de la gendarmerie, qu'il appela toujours *maréchaussée*.

La lecture de ce projet, souvent interrompue par des huées, des cris, et les explosions d'un violent mécontentement, fut à peine finie, que la salle parut transformée en une arène de gladiateurs; trente membres, émus par la colère, maudissaient la majesté du lieu qui retenait leurs bras; l'un voulait envoyer l'orateur aux aliénés, l'autre au comité des recherches, pour avoir proposé de rentrer dans

les voies de l'ancien régime. « La folie et le délire, « s'écria Mathieu Montmorency, peuvent seuls « excuser un projet qui mériterait la sévérité de « l'Assemblée¹. » Cazalès ayant demandé s'il était permis à un membre d'en insulter un autre, Charles Lameth lui répliqua avec feu : « Quoi! au milieu « des bruits qui se répandent d'une réunion des « Parlemens, de conspirations, de projets d'enlever « le roi, on ne pourra ridiculiser l'auteur d'un pro- « jet insensé, d'un projet que tous les bons esprits « doivent considérer comme le produit d'une ima- « gination en délire! Les espérances de nos ennemis « sont plus fortes que jamais, nous n'avons pas un « moment à perdre. Le péril est extrême, il faut la « coalition de tous les bons citoyens. »

A peine Charles Lameth a-t-il fini de parler, que Coroller, l'un des députés bretons les plus révolutionnaires, s'écrie : « Qu'on amène M. d'Épréménil « à la barre! qu'on le traîne en prison! » Celui-ci veut reprendre la parole; mais, au milieu de cette mer agitée, les vagues frémissantes couvrent sa voix. Lorsque le calme eut succédé à l'orage, les députés voués à la démocratie firent passer un décret qui anéantit le projet de d'Épréménil, et accrut la force de la révolution dont il voulait arrêter le cours. Une émission de huit cent millions d'assignats fut accordée, avec cette clause, qu'on pourrait rembourser les capitaux en papier, lors même qu'il

¹ *Moniteur* du 30 sept. 1790, p. 1129 et 1134.

aurait été stipulé que ce remboursement se ferait en argent. La valeur totale des assignats en circulation consacrés à l'acquit de la dette publique non constituée ne devait, en aucun cas, excéder la valeur des biens nationaux, ni même dépasser douze cent millions.

L'archevêque de Bordeaux et M. de Saint-Priest, après avoir partagé avec Necker les dangers et les tortures d'un ministère impuissant et avili dès qu'il se fut éloigné, espérèrent se rendre les maîtres du conseil; croyant toujours que la révolution n'était qu'une œuvre passagère, ils voulaient se trouver là, tout établis, afin de recueillir les premiers fruits d'un mouvement contraire. Mais la haine des deux partis opposés éleva contre eux des accusations si graves, qu'elles obligèrent l'Assemblée à consulter les comités réunis. Ceux-ci, cédant aux vœux tant de fois exprimés par Barnave, Duport et les Lameth, déclarèrent que la faiblesse du gouvernement prenait sa source dans la méfiance que la nation avait conçue contre les premiers agens du pouvoir, et qu'il convenait de représenter au roi que la défaveur des ministres opposait le plus puissant obstacle à l'ordre public et à l'établissement de la constitution ¹.

A ce sujet, il s'éleva un débat très-vif entre les deux côtés de l'Assemblée; les ministres furent successivement attaqués et défendus; mais en cette occasion Cazalès, s'abandonnant aux élans de sa

¹ *Moniteur* du 20 oct. 1790, p. 214, col. 3.

vive éloquence, s'écarta de l'esprit de rectitude qui tant de fois l'avait éclairé sur les questions les plus difficiles. Dangereux flatteur de l'exaltation royaliste, qu'il avait eu souvent la sagesse de modérer, il ne tint point compte aux ministres des circonstances déplorables sous lesquelles ils étaient placés, ni des obstacles invincibles qui les avaient arrêtés. Cet acharnement à les poursuivre dénotait assez que le parti dont il était l'organe ne leur pardonnerait jamais d'avoir transigé avec la révolution.

« Ce n'est point, dit-il, pour défendre les ministres que je monte à cette tribune : je ne connais pas leur caractère, et je n'estime pas leur conduite ; depuis longtemps ils sont coupables, et depuis longtemps je les ai accusés d'avoir trahi l'autorité royale ; car c'est un crime de lèse-nation aussi que de livrer l'autorité, qui seule peut défendre le peuple du despotisme d'une Assemblée nationale, comme l'Assemblée nationale peut seule défendre le peuple du despotisme des rois. J'aurais accusé votre fugitif ministre des finances d'avoir provoqué la révolution sans avoir préparé les moyens qui devaient en assurer le succès. » Des murmures se firent entendre, mais ils n'interrompirent point l'orateur ; entraîné par la chaleur de l'improvisation, il poursuivit en ces termes : « J'aurais accusé le ministre de la guerre d'avoir, au sein des plus grands troubles, donné des congés à tous les officiers qui osaient en demander ; de n'avoir pas noté d'infamie tous ceux qui quittaient leur poste au milieu

« des dangers de l'État; je l'aurais accusé d'avoir
« aussi laissé détruire la force publique et la subor-
« dination. J'aurais accusé le ministre de l'intérieur
« d'avoir laissé désobéir aux ordres du roi; je les
« aurais accusés tous de cette étonnante neutralité;
« je les aurais accusés tous de leurs perfides conseils.

« Tout peut excuser l'exagération de l'amour de
« la patrie; mais ces âmes froides, sur lesquelles le
« patriotisme ne saurait agir, ayant la conscience
« de leur lâcheté et de leur impéritie, qui les excu-
« sera, lorsque, se renfermant dans le *moi personnel*,
« ils ne voient qu'eux au lieu de voir l'État? Ces
« ministres, après s'être chargés des affaires publi-
« ques, laissent à des factieux le timon de l'État; ils
« ne se font pas justice et s'obstinent à garder leur
« poste. Ah! sans doute, ils craignent de rentrer
« dans l'obscurité d'où jamais ils n'auraient dû sor-
« tir? Pendant les longues convulsions qui ont agité
« l'Angleterre, Strafford périt sur un échafaud; mais
« l'Europe admire sa vertu, et son nom est devenu
« l'objet du culte de ses concitoyens. Voilà l'exemple
« que des ministres fidèles auraient dû suivre. S'ils
« ne se sentent pas le courage de périr ou de sou-
« tenir la monarchie ébranlée, ils doivent fuir et
« se cacher. Strafford mourut. Eh! n'est-il pas mort
« aussi ce ministre qui naguère a déserté la chose
« publique, l'abandonnant aux dangers que lui-
« même avait suscités? son nom n'est-il pas effacé
« de la liste des vivans? n'éprouve-t-il pas l'affreux
« supplice de se survivre à lui-même, et de ne laisser

« à l'histoire que le souvenir de son opprobre?
« Quant aux serviles compagnons de son ministère,
« à ces hommes qui sont l'objet de nos délibéra-
« tions, on peut leur appliquer ce vers de l'Arioste,
« où il peint des héros fantastiques : *Ils marchent*
« *encore, mais ils sont morts*¹. »

Après cet exorde, Cazalès discuta le fond de la question; il fit l'éloge de la constitution anglaise en homme qui l'avait longtemps étudiée, et voulant fonder sur son modèle celle de la France, il finit par conclure que la chambre ne pouvait contraindre le roi à renvoyer ses ministres sans attenter à ses prérogatives. Je n'aurais point rapporté le discours de Cazalès, s'il ne m'eût fourni l'occasion de présenter cette vérité utile pour la moralité de l'histoire : Trop d'ardeur dans le parti le mieux intentionné est souvent funeste à l'État, lorsque par sa violence il s'élève, contre ceux qui le contrarient, à l'égal de la faction qui, par une opposition constante, entretient le feu de la discorde. Durant ces débats orageux, il y eut un moment où Cazalès, Mirabeau et l'abbé Maury voulurent parler ensemble, sans pouvoir se faire entendre : « Écoutez-nous, dit ce dernier, nous sommes les trois ordres à la tribune². » Mot piquant dont l'amour-propre de Mirabeau dut se sentir blessé, car il ne faisait partie du tiers-état que par dépit de n'avoir pu représenter la noblesse.

¹ *Moniteur* du 20 oct. 1790, séance du 19, p. 1214, col. 3.

² Rorou (*De la Révol. franç.*), p. 322.

Le discours véhément de Cazalès ne produisit point l'effet qu'on en attendait ; il tempéra le ressentiment que les députés modérés portaient aux ministres ; et, malgré l'éloquence de Barnave, de Beaumets, de Charles Lameth, d'Alexandre Beauharnais, et d'un député de la sénéchaussée d'Anjou appelé Brévet, dont la brillante improvisation fut vivement applaudie, la majorité de l'Assemblée se rangea de l'avis de Malouet, de Clermont-Tonnerre et de Cazalès lui-même, en décidant que, d'après l'esprit de la constitution, le roi était libre dans le choix de ses ministres, qu'il fallait les supporter tant qu'on ne pouvait pas les mettre en accusation. L'appel nominal ayant été demandé, les conclusions du rapport des quatre comités furent rejetées à la majorité de quatre cent trois voix sur trois cent quarante ¹.

Un autre événement vint encore rallumer la haine que l'on portait aux ministres. L'armée de mer, naguère si soumise, se livrait, comme l'armée de terre, au désordre et à l'indiscipline. Dans l'une et l'autre, la confiance n'existait plus entre les supérieurs et les subordonnés ; ceux-ci, couvrant leur désobéissance du nom de patriotisme, aucune mesure légale ne pouvait les dompter. La guerre d'Amérique ayant nécessité l'admission des officiers de la marine marchande dans la marine royale, ils formèrent une classe à part, sous la dénomination d'auxiliaires. Quoique généralement distingués, ils étaient traités

¹ *Moniteur* du 21 oct. 1790, séance du 20, p. 1220, col. 1^{re}.

avec hauteur par les officiers du corps royal. Pour prévenir les effets de cette mésintelligence, l'Assemblée nationale publia une organisation nouvelle, qui, par sa sévérité, contraria l'esprit de liberté dont les matelots étaient imbus à l'égal des soldats, et ceux-ci, au nom de la souveraineté du peuple, continuèrent à refuser toute obéissance non-seulement à leurs officiers, mais souvent même aux commissaires envoyés par le roi.

Les marins étaient dans ces dispositions, lorsqu'un vaisseau arrivé de Saint-Domingue entra dans le port de Brest. Il avait à bord plusieurs colons des plus notables, et sur le bruit qu'ils venaient chercher un refuge dans les bras de la mère-patrie contre les persécutions du gouverneur de l'île*, ils furent accueillis et fêtés par les clubs. Les honneurs accordés à ces colons provoquèrent l'indiscipline des matelots qui les avaient amenés, et leur exemple contagieux ne tarda pas à entraîner l'équipage d'un autre vaisseau faisant partie de la flotte destinée à secourir l'Espagne contre l'Angleterre. En vain Albert de Rioms voulut rappeler les marins à leur devoir, son autorité fut méconnue. L'Assemblée nationale craignit un moment que la révolte ne se propageât sur tous les vaisseaux de l'escadre : elle envoya des commissaires civils pour faire parler les

* Ce vaisseau était le *Léopard*, et ramenait en France environ quatre-vingts membres de l'Assemblée générale de Saint-Domingue qui avait été dispersée par ordre du gouverneur Peynier (Voy. fin du livre XV).

lois, et bientôt après l'ordre se rétablit. L'Assemblée, touchée de ce prompt repentir, changea les articles du Code maritime qui avaient excité les réclamations des matelots, et leur permit d'arborer le pavillon tricolore qu'elle avait défendu de leur envoyer jusqu'à ce qu'ils eussent mérité cette faveur par leur retour à l'obéissance. Albert de Rioms, que l'affaire de Toulon avait déjà rendu suspect aux patriotes, fut remplacé dans le commandement de l'escadre par M. de Bougainville; quelque temps après, l'harmonie ayant été rétablie entre l'Espagne et l'Angleterre, entraîna le désarmement de la flotte.

Menou, chargé du rapport de cette affaire, peignit les conseillers du trône sous les plus noires couleurs, et rejeta sur eux toutes les fautes et tous les excès qui se commettaient en France. Charles Lameth saisit cette circonstance pour réveiller l'animosité contre les ministres; il voulait qu'on les déclarât indignes de la confiance de la nation. Alors la discussion s'anime et fournit à M. de Virieu l'occasion d'exprimer combien il regrettait l'ancien pavillon blanc qui avait rendu l'Amérique libre; le marquis de Foucault, embrassant cette opinion avec ardeur, se livre à la fougue de son caractère, et attribue tous les désordres au nouveau drapeau. Puis il ajoute d'un ton de mépris : « Quels sont les « départemens, quels sont les militaires qui vous ont « proposé de profaner ainsi la gloire et l'honneur du « pavillon français? Voilà les véritables causes des

« désordres de l'escadre. Laissez aux enfans ce hochet aux trois couleurs¹..... »

Ces paroles imprudentes jetèrent une étincelle électrique dans l'âme inflammable de Mirabeau, lui qui voyait dans le drapeau tricolore le gage de tout son avenir. Il s'élance à la tribune, et dans un discours plein de véhémence, il avoue avoir ressenti, dès l'ouverture de cette discussion, les bouillonnemens de la colère du patriotisme jusqu'au plus violent emportement. Du milieu de la droite il s'élève des murmures et des risées. Alors le regard de Mirabeau s'enflamme ; sa figure, quoique horriblement couturée, prend une expression terrible et digne des belles inspirations que lui suggère son génie ; et, se tournant du côté de ses interrupteurs : « Donnez-moi, leur dit-il, un moment d'attention, et je vous jure qu'avant peu vous ne serez pas tentés de rire. » Alors il rappelle les crises terribles qu'avaient provoquées les insultes faites aux trois couleurs nationales, « à ces couleurs que le roi avait portées lui-même, et que nul téméraire ne pouvait regarder avec dédain, sans payer de sa tête l'outrage fait à cette enseigne du patriotisme. »

L'effet produit par la véhémence de ce discours fut prodigieux : sur-le-champ l'Assemblée décréta que le drapeau tricolore serait le pavillon national, et que désormais on ajouterait le cri de *vive la*

¹ *Moniteur* du 22 oct. 1790, p. 1223, col. 3. — *Recueil des discours de Mirabeau*, t. IV, p. 2 et suiv.

nation! la loi! à celui de *vive le roi!* usité dans les manœuvres maritimes. Les membres du côté droit, irrités de la sortie inattendue de Mirabeau, s'oubliaient au point de dire que ce député parlait comme un scélérat, un assassin : l'indignation excitée par ces injures fut telle, que M. de Guillermy, qui les avait distinctement prononcées, allait être arrêté. Mirabeau intervint en sa faveur; mais le peuple demandait vengeance, et, pour le calmer, on ordonna que le coupable garderait les arrêts pendant trois jours.

Le côté gauche de l'Assemblée, fatigué de la violente opposition du côté droit, impatient surtout d'arriver à son but, feignit d'agir au nom de la nation, dont il se disait l'unique mandataire, pour mettre en mouvement la commune et les sections de Paris qui se considéraient comme ayant une autorité souveraine. Danton, chef du district et du club des Cordeliers, fut choisi pour être leur formidable organe. Né pour les discordes civiles, nous ne l'avons encore fait connaître que par son immoralité. Sa physionomie hideuse, au dire de lui-même, était *âpre comme la liberté**, et ses formes de gladiateur l'avaient fait surnommer le *Minotaure* de la révolution; que l'on joigne à ce physique effrayant le tonnerre de sa voix, portant dans l'esprit de ceux qu'elle ne pouvait convaincre une émotion terrible que provoquait une éloction

* Discours de réception de Danton, subst. du proc. de la commune.

pleine d'images gigantesques, de violentes apostrophes, et l'on aura une idée juste du personnage dont Mirabeau se servait quelquefois comme d'un soufflet de forge pour enflammer les passions populaires, lorsqu'il voulait effrayer la cour par la crainte des insurrections.

La pétition que Danton présenta à la barre de l'Assemblée¹ contre MM. de Saint-Priest, Champion de Cicé et la Tour-du-Pin, était, à l'égard des deux derniers, un tissu de calomnies, d'imputations dénuées de toutes preuves, enfin un vrai modèle de cette déraison turbulente qui trouble la société et bouleverse les États. Il demanda que leur procès s'instruisît immédiatement sur la dénonciation formelle des districts parisiens.

C'était la première fois que le parti populaire intervenait d'une manière aussi directe dans une question de gouvernement; le président, au lieu de repousser une démarche à la fois illégale et téméraire, répondit à Danton que l'objet de sa demande serait pris en considération, et que le chef suprême de la nation ne la repousserait pas. En lui accordant les honneurs de la séance, il lui permit d'assister à la discussion. La plupart de ceux qui accompagnaient Danton étant couverts des livrées de la misère, le marquis de Laqueille les qualifia de *sans-culottes*; ce nom donné par le mépris devint aussitôt un titre d'honneur qu'adoptèrent les jacobins et les cordeliers.

¹ *Moniteur* du 12 nov. 1790, séance du 10, p. 1036, col. 3.

Les ministres, voyant l'impuissance de l'autorité royale et la faiblesse de l'Assemblée nationale qui n'hésitait à prononcer leur destitution qu'afin de les mettre à l'abri du ressentiment de la populace, se décidèrent tous, à l'exception de M. de Montmorin, à donner leur démission au roi, qui ne l'accepta qu'à regret. Duport du Tertre, ancien avocat au Parlement, fut nommé garde des sceaux ; c'était un ardent zélateur de la constitution, mais très-attaché à ses devoirs et plein d'honneur et de délicatesse. Cahier de Gerville remplaça M. de Saint-Priest, Duportail obtint le ministère de la guerre ; la marine fut confiée à Fleurieu, et les finances à Lambert, qui bientôt après fut remplacé par Delessart, maître des requêtes.

A la suite de cette nouvelle organisation, les comités des différentes branches de l'administration générale rendirent successivement à chaque ministre ce qui rentrait dans ses attributions ; mais on appesantit sur eux le joug de la responsabilité. Il devint même si lourd que, dans la situation où la France était réduite, le plus grand homme d'État, eût-il alors pris les rênes de l'empire, n'aurait pu retirer aucun fruit de ses lumières ni de son courage. A cette époque, nommer des ministres, c'était désigner des victimes.

Quoique les nouveaux ministres fussent beaucoup plus disposés que leurs prédécesseurs à marcher dans le sens constitutionnel, ils étaient à peine installés que les clubs, analysant les droits que cha-

cun d'eux avait à la confiance publique, n'en trouvèrent aucun digne de leur estime. Fleurieu et Lambert furent suspectés de pencher pour l'aristocratie, et quoique Montmorin fût sorti pur de l'enquête sévère des comités, il n'en fut pas moins en butte à l'honorable haine des factieux, irrités de ce qu'il avait conservé dans les ambassades les anciens agens diplomatiques; car eux-mêmes aspiraient déjà aux places les plus éminentes; nul ne leur convenait, si ce n'est Marat, Danton, Fréron ou Camille Desmoulins. Duportail était un ami de Lafayette; instruit par lui du caractère et des opinions de M. de Bouillé, son premier acte administratif fut de restreindre les pouvoirs confiés à ce général: cette circonstance, comme on le verra par la suite, devint fatale aux projets ultérieurs que le roi avait conçus pour s'affranchir du joug des démagogues.

Pour sortir de l'état de crise où l'on avait jusqu'alors vécu, on espérait que le Châtelet, chargé de l'examen des papiers de Bonne-Savardin, en découvrant la source des complots dont M. de Maillebois avait été le principal agent, détruirait à jamais ces funestes associations formées par les partisans du pouvoir arbitraire qui, en conspirant sans cesse, détournaient le peuple du travail et le tenaient dans une anxiété et un mouvement continuels. Mais quels furent la surprise et le mécontentement, lorsqu'on apprit que le procureur du Châtelet n'avait conclu contre M. Bonne-Savardin qu'à une simple informa-

tion ! Toutefois l'accusé était encore à l'Abbaye, et l'on attendait avec impatience les débats d'une affaire qui devait jeter le plus grand jour sur les coupables manœuvres des principaux artisans de nos discordes civiles. Sur ces entrefaites, M. Bonne-Savardin s'évada au moyen d'un faux ordre, signé de trois membres du comité des recherches ; mais il fut arrêté à Châlons-sur-Marne, accompagné de l'abbé Perrottin de Barmond¹. Ce dernier était député ; néanmoins de graves soupçons s'élevèrent contre lui, et son arrestation fut ordonnée.

Le Châtelet, forcé par la volonté impérieuse du public d'instruire le procès de Bonne-Savardin, faisait à ce sujet des recherches sévères ; alors le parti royaliste, pour faire perdre la trace d'un complot dont l'enquête pouvait compromettre la cour et les anciens ministres², crut devoir donner une nouvelle activité à la procédure commencée sur les événemens des 5 et 6 octobre, et on reprit aussitôt l'instruction d'un procès enseveli depuis plusieurs mois dans un profond oubli. C'était une faute d'autant plus grave, que Mirabeau s'y trouvait compromis, et qu'alors, voué à la défense de la monarchie, il se sentait ramené sous sa véritable bannière.

Avec l'aide d'un pareil auxiliaire, il eût été possible de faire restituer au roi une partie de la puissance qu'on lui avait enlevée ; mais rien n'annonçait, parmi ceux qui étaient le plus intéressés à

¹ *Moniteur* du 31 juill. 1790, p. 874, col. 2.

² FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 80.

ménager Mirabeau, le dessein de traiter avec bonne foi et sincérité; tous, au contraire, cherchaient l'occasion de l'avilir et de le perdre. On lançait contre lui des écrivains vendus, on le décriait dans une foule de libelles. Enfin, par une fatalité sans exemple, la cour et ses principaux agens, habitués aux petites intrigues, n'ayant jamais su s'élever à de hautes combinaisons, voulurent le faire poursuivre judiciairement ainsi que le duc d'Orléans, au moment où tous deux aspiraient à suivre la ligne du devoir.

Le côté droit se réjouissait de placer l'Assemblée dans une situation pénible, en la forçant de poursuivre l'enquête sur des événemens déplorables que la raison d'État devait faire oublier, puisqu'il y avait impossibilité de les venger. En effet, le comité des recherches de la commune*, dont Brissot s'était rendu le chef par l'excès de son zèle révolutionnaire, enjoignit au Châtelet de n'informer que contre les délits et les crimes commis par des brigands au château de Versailles. En sorte que, quoique l'insurrection armée, l'enlèvement de Louis XVI et de sa famille, fussent des forfaits inouïs, ils devaient changer de nature en les considérant comme les effets inévitables d'une grande révolution.

Le Châtelet, dans la marche de son enquête, entraîné par le nombre et le caractère imposant des témoins, et surtout influencé par Lafayette qui voulait à tout prix qu'on découvrit les au-

* Il y avait deux comités des recherches : celui de la commune s'occupait de la police de Paris, et celui de l'Assemblée de la haute police du royaume.

teurs d'un attentat qu'il n'avait pu prévenir, s'occupa à chercher des coupables. Lafayette, dans le temps, n'avait rien déposé contre le duc d'Orléans; la malignité publique interpréta ce silence d'une manière perfide. Cependant cette circonstance n'aurait nui que faiblement à la réputation du prince, sans une lettre de Laclos dans laquelle il recommandait à M. de Latouche de recourir à la séduction en se concertant avec Mirabeau : « N'épargnez rien, « disait-il, pour gagner l'amour du peuple et amener « le discrédit et l'avilissement de Lafayette. Enfin, « triomphez des juges par présens, par douceur ou « en amentant contre eux; la crainte les décidera ¹. »

On avait surtout recommandé au Châtelet de se méfier du témoignage d'hommes exaltés, appartenant à un parti dont l'intérêt était de compromettre les députés les plus célèbres par leur patriotisme. Un petit nombre de vrais constitutionnels, qui fondaient alors de grandes espérances sur Mirabeau, invitèrent aussi ces magistrats à ne point l'impliquer dans cette affaire; cette fois le Châtelet fut encore égaré, dans un sens contraire à celui qui perdit Favras. Pour faire oublier qu'il avait cédé à la multitude, il crut devoir obéir à la cour. Mais trop de condescendance pour le pouvoir, après avoir manqué de fermeté dans le péril, acheva de lui enlever la force morale qui seule pouvait faire respecter sa justice.

¹ *Hist. des Causes secrètes de la Révolution*, 1^{re} part., p. 115 et 116.

A la suite d'une dernière séance que les juges au Châtelet prolongèrent très-avant dans la nuit, ils firent porter, par une députation, à l'Assemblée nationale, toutes les pièces du procès. Boucher d'Argis, un des juges, et rapporteur de ce travail immense (6 août 1790), après avoir, dans un long discours, fait l'éloge des travaux constitutionnels et des soins que la municipalité s'était donnés pour faire parvenir au tribunal les renseignements dont il avait besoin, continua en ces termes :

« Ils vont être connus ces secrets pleins d'hor-
« reur, ils vont être révélés ces forfaits qui ont
« souillé le palais de nos rois; mais quelle a été
« notre douleur, Messieurs, lorsque nous avons
« reconnu, parmi ceux que de nombreux témoi-
« gnages accusent, deux membres de cette auguste
« Assemblée ! » Quoique Boucher d'Argis se fût
abstenu de les nommer, tous les yeux se tournèrent
naturellement sur le duc d'Orléans et sur Mira-
beau. Les députés du côté gauche passaient alter-
nativement du silence le plus sombre à de sourds
et profonds murmures. La droite, au contraire,
était rayonnante de joie; elle jubilait en pensant
que cette procédure offrait un moyen assuré
d'attacher à la cause royale les députés timides, en
leur persuadant que le gouvernement allait prendre
enfin une attitude plus ferme, et que désormais
l'impunité cesserait de flétrir une époque que tant

de crimes avaient déjà souillée. Madier-Montjau, qui, par sa haute stature et l'énergie de son opinion, se faisait remarquer parmi les plus vigoureux athlètes du côté droit, demanda la poursuite de la procédure, sans égard pour les députés qui s'y trouvaient impliqués ¹.

Mirabeau ne parut jamais plus maître de l'Assemblée que dans le moment même où il était si gravement accusé. Les forfaits inouïs qu'on venait de rappeler étaient loin de lui attirer l'unique ressentiment qui fût alors à craindre; ils lui rendaient au contraire cette affection populaire que sa conduite incertaine avait beaucoup affaiblie. L'indifférence de ce grand orateur pour des coups aussi maladroits qu'impuissans, lui fit dédaigner l'éloquence et conserver tout l'avantage d'une position que lui assurait l'inviolabilité. Il sollicite l'enquête du comité des rapports; mais qu'avait-il à craindre d'un comité placé sous la direction du parti auquel il appartenait ?

L'abbé Maury s'opposa à l'inviolabilité des députés. « Ce privilège, dit-il, est illégal et dangereux
« pour la nation. Jamais l'honorable mission que le
« peuple a confiée à ses représentans n'a pu les mettre
« à l'abri des poursuites légitimes; pourquoi vou-
« draient-ils être hors de l'atteinte des lois, dont le
« glaive est suspendu sur la tête de tous les ci-
« toyens ? Quel aspect présenterait la France si, au
« milieu d'elle, douze cents personnes étaient assu-

¹ *Moniteur* du 9 août 1790, p. 912, col. 3.

« rées de l'impunité? Nous deviendrions la terreur
« de nos concitoyens, dont nous devons être l'espé-
« rance et l'appui. Nul homme ne doit se soustraire
« à la justice. La justice est instituée, non-seule-
« ment pour sévir contre le faible, contre le pauvre,
« mais encore contre le puissant. Deux de nos col-
« lègues sont accusés, et ce serait compromettre
« l'honneur de cette Assemblée que de vouloir lui
« faire prendre pour deux de ses membres des me-
« sures exceptionnelles qui ne sont pas prises pour
« les autres citoyens ¹. » Il fut d'avis qu'on ordonnât
le renvoi de la procédure au Châtelet, et qu'on en-
joignît au comité des recherches de remettre au tri-
bunal les documens qu'il avait en son pouvoir.

Pétion, en sa qualité de conseiller du duc d'Orléans, devait naturellement embrasser sa défense. Il s'étonne de l'éclat qu'on veut donner à une affaire que le public croyait tout à fait assoupie, et surtout du moment dans lequel on la réveille; lui et les siens reprochent au Châtelet d'informer contre les événemens du 5 octobre, tandis qu'on l'avait chargé d'informer seulement contre ceux du 6; et qu'en agissant ainsi il accusait tout Paris, qui s'était porté à Versailles; qu'il voulait faire le procès à la révolution pour la condamner et la flétrir. « Le Châte-
« let, ajouta-t-il, maître de faire les recherches
« comme il l'entend, n'a voulu écouter que les té-
« moins moins favorables à ses vues; il les a choisis parmi

¹ *Moniteur* du 8 août 1790, p. 909, col. 3.

« les députés dévoués à la cour; mais, malgré cet
« artifice et les trois cent quatre-vingt-huit dépositi-
« tions qu'il a su recueillir, il n'en résultera rien de
« positif, ni contre M. le duc d'Orléans ni contre
« M. de Mirabeau. »

Cazalès, avec son éloquence accoutumée, rappela les forfaits du 6 octobre et la nécessité de les punir; il les peignit en traits de feu et combattit l'inviolabilité dont on voulait couvrir les députés compromis. « Il n'est aucun membre de l'Assemblée, dit-il, qui ait pu vouloir soustraire aux lois les auteurs et les complices d'un attentat aussi déplorable qui a souillé la révolution, et qui sera son éternel déshonneur. » Ces derniers mots ayant excité de violens murmures : « Oui, poursuivit Cazalès, si les auteurs de ce crime abominable ne sont découverts et punis, que dira la France, que dira l'Europe? L'asile des rois a été violé, les marches du trône ont été ensanglantées, ses défenseurs égorgés, d'infâmes assassins ont mis en péril les jours de la fille de Marie-Thérèse, de la reine des Français. » — « Les Français n'ont point de reine », crièrent plusieurs voix d'un ton irrité. « De cette femme, reprit Cazalès, dont le nom survivra à celui des infâmes conspirateurs du 6 octobre. Ils étaient députés, ils étaient Français, ils étaient hommes! et ils se sont souillés de cet attentat! Si vous adoptiez la motion qu'on vous propose, vous verriez disparaître les coupables ou les preuves; le crime seul resterait, et il resterait toujours plus odieux, car il serait

« sans vengeance. Quel étrange privilège s'arroge-
« raient les représentans de la nation ! Ils auraient
« la prétention de vouloir frapper toutes les têtes,
« et eux seuls s'élèveraient au-dessus des lois ¹ ! »

Malgré un langage aussi pressant et des raisons aussi puissantes, l'avis de Mirabeau obtint la priorité. Un décret prononça que le comité des rapports rendrait compte des charges qui concernaient les représentans de la nation impliqués dans la procédure criminelle du Châtelet, et qu'alors l'Assemblée déciderait s'il y avait lieu à accusation. Ce fut par conséquent le principal accusé qui prescrivit à l'Assemblée la marche qu'elle devait suivre dans le cours de cette importante affaire ; et, par une violation manifeste de l'esprit constitutionnel, le pouvoir législatif empiéta sur le pouvoir judiciaire.

A la vérité, les royalistes exaltés gâtaient tout par la fougue de leurs opinions et la témérité de leurs attaques. Chaque fois que l'on parlait de conjurations et surtout de celle de Bonne-Savardin, qui renfermait la clef de tous leurs complots, ils en concevaient une irritation qu'ils ne pouvaient déguiser. L'abbé Perrottin de Barmond ayant sollicité sa liberté, il s'engagea à ce sujet une discussion remarquable par la violence du parti monarchique.

Mirabeau était présent lorsque M. de Frondeville osa dire : « Les assassins de nos princes parcourent
« en paix l'enceinte de la capitale, et sont peut-être

¹ *Moniteur* du 8 août 1790, p. 910, col. 2.

« assis parmi nous ¹. » Alors, tel qu'un lion blessé, il se lève et s'écrie avec indignation qu'il invoque la rigide sévérité de l'Assemblée, que le plus léger soupçon ne doit pas peser sur ses membres. Il la conjure d'enjoindre au Châtelet de publier son enquête, qui, ajouta-t-il, fermera la bouche à tant de calomnies. En même temps, un député dauphinois, nommé Chabroud, quoique très-moderé, ne put s'empêcher de dire que les membres du côté droit affectaient un ton d'insolence qu'il n'était plus permis d'endurer. A ces mots, cinquante membres de ce côté s'élancent au milieu de la salle avec des gestes menaçans. Foucault somme Chabroud de s'expliquer. Durant cette scène, le tumulte devint effroyable : les députés patriotes poussent des vociférations; les évêques et les nobles y répondent par des protestations et des cris; les injures volent de la droite à la gauche, tandis que les tribunes menacent de s'écrouler sous les trépignemens convulsifs d'un public en fureur.

On ne put ramener le calme qu'en condamnant M. de Frondeville à garder les arrêts pendant huit jours. Pour se justifier, ce député publia un Mémoire qui fut dénoncé à la tribune par Goupil de Préfeln. Alors la querelle recommence et devient de plus en plus vive. Barnave trouve que la prison est une peine trop douce pour ceux qui bravent la censure. « Puisque la guerre est déclarée, s'écrie avec

¹ *Moniteur* du 20 août 1790, p. 957, col. 3.

« feu le comte de Faucigny en montrant le côté
« gauche, il ne nous reste plus qu'à tomber à coups
« de sabres sur ces gaillards-là. » Ce député, dont
l'emportement avait été plus d'une fois rappelé à
l'ordre, excita un tel degré d'indignation, qu'il fut
forcé de recourir aux excuses pour obtenir la re-
mise des peines graves qu'il venait d'encourir ¹.

Le Châtelet n'était appuyé que par Lafayette, dont le crédit commençait à s'affaiblir depuis la scission du parti constitutionnel. Ce tribunal, effrayé des menaces continuelles d'une foule de séditions qui voulaient piller le greffe pour anéantir la procédure, prévint l'Assemblée que l'instruction serait plus complète et les preuves plus convaincantes, si le comité des recherches communiquait les pièces et les renseignemens qu'il s'était procurés, et que sans ces pièces importantes il lui était impossible de constater le délit et de découvrir ses auteurs. Dès le début de cette communication, des voix furieuses s'élevèrent contre le Châtelet. Dufraisse prit sa défense en ces termes : « Pourquoi re-
« fuser de recueillir sur cette affaire toutes les lu-
« mières qui peuvent faire découvrir la vérité ? On
« est donc intéressé à laisser impunis les crimes qui
« ont souillé les premiers pas de la révolution ? Mais
« je vous annonce que cette impunité même la cou-
« vrira d'un opprobre éternel. Qui peut désirer ici
« le secret, si ce n'est ceux que leur conscience
« accuse ? »

¹ *Moniteur* du 22 août 1790, p. 967, col. 2.

Cependant la majorité des districts s'éleva contre les prétentions du Châtelet; le comité des recherches de la commune déclara aussi n'avoir jamais entendu dénoncer d'autres faits que ceux qui s'étaient passés dans l'intérieur du château de Versailles. « Nous n'avons, ajouta Brissot, aucune pièce qui y soit relative, si ce n'est quelques déclarations insignifiantes que nous aurions livrées au Châtelet s'il nous les avait spécifiées. » Il fut enfin décidé que les pièces seraient refusées à la justice, et que l'enquête du comité des rapports ne s'appliquerait qu'aux seuls attentats du 6 octobre. Alors chacun prévint l'issue de cet imprudent procès. La cour reconnut avec quelle légèreté on l'avait engagée à le poursuivre. Les révolutionnaires, enhardis par l'impuissance de découvrir la vérité, s'en prévalurent pour leur justification. Puisqu'il s'agissait de faits insaisissables, il eût été plus sage de ne point impliquer des hommes fameux : en voulant les punir des crimes dont ils étaient innocents, on allait les absoudre des délits qu'ils avaient pu commettre.

Le même député Chabroud, qui dans la discussion venait de repousser les violences du côté droit, fut nommé rapporteur de cette grande affaire (30 septembre); quoique peu connu, il était avocat distingué, et par conséquent très-habile à tirer bon parti des causes les plus spécieuses. Lorsqu'il vint soumettre son travail, on soupçonna qu'il était préparé à remplir son rôle; car il mit peu de temps à composer un volumineux rapport dont le style était

très-soigné, et dont le fond constituait une cause des plus compliquées; mais de là il ne faut pas conclure qu'il ait été séduit : sa probité m'a été attestée par des jurisconsultes d'une opinion opposée à la sienne; fin Dauphinois et franc patriote, il n'était dans les secrets ni de Mirabeau ni de Biron.

En faisant l'exposé de cette procédure, Chabroud trouva la cause première des attentats dans l'imprudence de ceux qui en avaient été les héroïques victimes. Suivant lui, le repas des gardes du corps, leur jactance, leurs menaces, celles de la cour, provoquèrent tous les malheurs : il dit que les gardes du roi avaient été les agresseurs, et que beaucoup de conjectures semblaient lier la reine aux torts dont on accusait ces militaires. Cette apologie de la révolte était si habilement ménagée, qu'elle n'excluait pas des sentimens d'amour et de respect pour la famille royale. Ainsi, dans ce tableau soigneusement composé, après avoir fait frémir ses auditeurs en peignant de hideux assassins se précipitant le poignard à la main vers l'appartement de la reine, il ajoute : « Rassurez-vous : un respect involontaire » va retenir leurs pas, la majesté du lieu ne sera pas » violée, le crime n'ira pas plus loin ¹. » Puis, semblable à l'homme qui est parvenu à résoudre un problème jusqu'alors insoluble, il annonce qu'au milieu de la foule de faits obscurs, contradictoires, qui forment le fond de cette étonnante procédure, il croit avoir aperçu le moyen d'arriver à la vérité.

¹ Rapport de Chabroud (*Moniteur* du 1^{er} oct. 1790, p. 1137, col. 4^{re}).

« La grande révolution que vous avez entreprise,
« dit Chabroud, promet des heureux, mais elle fait
« des mécontents : ceux qui vivaient des abus de nos
« vieilles institutions, dépouillés de leurs privilèges,
« opposent à vos réformes une résistance opiniâtre;
« des attaques ouvertes ont échoué, mille mesures
« sourdes ont été employées, la constitution s'élève
« au milieu de la rage impuissante d'une faction tou-
« jours vaincue et toujours révoltée. » Enfin l'ora-
teur ne vit dans la catastrophe du 6 octobre qu'un
de ces événemens où le sort se plaît à confondre la
prévoyance, et dans la procédure du Châtelet qu'une
conspiration ourdie par les partisans de l'aristocra-
tie. Pour le prouver, il en appela aux noms attaqués :
« Ce sont, dit-il, des noms choisis sur la liste des
« amis de la liberté, des citoyens chers au peuple,
« tels que M. le duc d'Orléans et M. de Mirabeau.
« Ainsi on nous égare pour nous surprendre, on
« nous divise pour nous vaincre; et lorsque nous
« avons échappé à une embûche, d'autres embûches
« plus dangereuses nous sont encore dressées. Quant
« aux malheurs du 6 octobre, nous les livrons à
« l'histoire éclairée pour l'instruction des races fu-
« tures; le tableau fidèle qu'elle en conservera four-
« nira une utile leçon aux rois, aux courtisans et
« aux peuples. » Ses conclusions furent qu'il n'y
avait pas lieu à délibérer, et qu'il fallait couvrir
d'un voile ces tristes événemens pour ne pas jeter
de la défaveur sur tous les actes de la révolution.

Le marquis de Bonnay, officier des gardes du corps,

indigné des calomnies lancées contre ses malheureux frères d'armes, se lève et dit : « Je garderais le silence sur un rapport qui, je l'avoue, m'a paru un modèle de plaidoyer pour les grands criminels, si l'apologie des assassins n'eût pas été mêlée d'outrages contre les victimes '.... On nous accuse d'avoir donné des témoignages d'amour au roi, à la reine, à la famille royale.... Malheureux que nous sommes! d'avoir assez vécu pour voir le temps où c'est un crime en France d'aimer le roi, d'être reconnaissant, d'être fidèle, d'être intrépide! Nous n'avons point foulé la cocarde nationale aux pieds; j'en jure par notre amour, par notre respect pour le roi! Ah! que ne pouvons-nous, comme autrefois, jeter le gant pour confondre cette imposture! On accuse mes héroïques compagnons d'avoir été les agresseurs. Juste ciel! ils auraient été assez insensés pour provoquer un combat contre une épouvantable multitude! contre des hommes déjà teints du sang d'un de leurs camarades, mortellement blessé la veille! ils auraient à ce point bravé les ordres du roi, compromis sa sûreté, celle de son auguste compagne! A leurs magnanimes efforts pour conserver des jours si précieux, jugez combien ils eussent frémi de les exposer par la moindre imprudence! Eh! n'ont-ils point manifesté l'excès même de leur amour et de leur obéissance en se laissant massacrer sur les marches

¹ *Moniteur* du 3 oct. 1790, p. 1147, col. 2.

« du trône qu'il leur était interdit de défendre. »

Malgré l'habileté du rapport de Chabroud, les amis de la monarchie ne revinrent point de leur opinion première. « J'ai entendu dans cette mémorable discussion, s'écria M. de Chabrol, député de la sénéchaussée d'Auvergne, l'art perfide du mensonge se jouer impunément des vérités les plus sacrées, et transformer en vertus les actions des scélérats qui ont pris pour eux seuls le nom de patriotes. » L'abbé Maury (2 octobre 1790), loin de se livrer à sa fougue ordinaire, n'envisagea ce grand procès que sous le rapport vraiment utile à la royauté; il combattit l'avis émis par Chabroud, que les fonctions assignées à l'Assemblée étaient celles d'un grand jury; il pensa qu'elles devaient se borner à rechercher si la procédure présentait des apparences de preuves suffisantes pour permettre à la justice de suivre son cours ordinaire; et, après avoir affirmé que les députés n'étaient pas appelés à juger le fond du procès, il poursuivit ainsi :

« Je sais combien les mots parasites de révolution, de constitution, de liberté, de patriote, d'ami du peuple ont de faveur dans cette Assemblée. Pour moi, qui n'aspire point à l'honneur d'exciter les transports des habitués qui viennent ici distribuer la gloire, je demande qu'on me définisse enfin le mot de révolution; je demande s'il est dans le sens de la révolution de souiller, par des crimes dignes de cannibales, le palais de nos rois, de consacrer la personne sacrée du monarque, d'assassi-

« ner son auguste compagne, d'armer contre cette
« princesse une légion de tigres ; je demande si la
« révolution a pu être un titre d'impunité pour les
« plus grands crimes ; si elle a pu autoriser un amas
« de brigands à méditer, à concerter les plus noirs
« forfaits contre l'Assemblée nationale et contre le
« trône ; je demande enfin si l'on regarde comme
« ennemis de la révolution tous ceux qui sont pro-
« fondément révoltés des attentats de Versailles.
« Dans cette supposition, Messieurs, je déclare que
« je me mets à leur tête. Non, ce n'est plus d'une
« révolution, c'est d'une révolte qu'il s'agit, d'une
« révolte contre la constitution elle-même, d'un vé-
« ritable régicide qui souillera notre histoire. C'est
« déshonorer la chaîne de nos décrets, que d'en
« suspendre honteusement le premier anneau au
« poignard des assassins.

« Mais à qui persuadera-t-on que l'unité du dé-
« part, à la même heure, de dix mille personnes,
« dont la plupart sont déguisées, qui se rendent au
« même lieu, qui tiennent le même langage, qui
« portent les mêmes armes, qui attendent, avec la
« persévérance du crime, pendant une nuit entière,
« le signal des massacres ; qui, sous prétexte de de-
« mander du pain, forcent les barrières du palais de
« nos rois ; qui égorgent une garde fidèle pour en-
« trer dans l'appartement de la reine, et qui, en
« souillant par l'effusion du sang cette enceinte sa-
« crée, ne regardent ces premiers crimes que comme
« le prélude d'un crime plus grand encore ; à qui

« persuadera-t-on, dis-je, que tous ces faits ne portent évidemment le caractère d'un complot ?

« Oui, il y avait une conspiration manifeste contre le roi, on voulait l'intimider, on voulait l'éloigner, on voulait le remplacer par un régent, on voulait même, probablement, l'assassiner; et l'on consentit, par capitulation, à attenter à la liberté du chef suprême de l'empire, en le traînant à main armée dans la capitale. La conspiration contre la reine est encore plus évidente. L'auguste fille des Césars, la digne fille de Marie-Thérèse, cette princesse que l'Europe entière admire, et qui doit tant de gloire à ses malheurs, n'échappa aux assassins qu'en sortant de son lit au point du jour, pour aller attendre la mort aux côtés du roi....

« Tout en venant de démontrer qu'il a existé un complot, j'avoue avec franchise que l'information ne présente aucun fait grave contre M. de Mirabeau. Je ne vois rien qui ait pu faire naître aux juges du Châtelet l'idée de le décréter. Mes conclusions ne peuvent pas être aussi favorables à M. le duc d'Orléans; je vois dans la procédure qu'il est accusé de s'être promené, en habit peu décent, au milieu de cette bande d'assassins; de leur avoir souri au moment où ses regards auraient dû les mettre en fuite; de leur avoir désigné l'appartement de la reine comme le point d'attaque où ils devaient se rendre; de n'avoir donné aucun signe de douleur ni d'intérêt dans une circonstance où son rang et sa naissance lui imposaient

« le devoir de verser jusqu'à la dernière goutte de
« son sang pour défendre le trône. Enfin je dirai
« que l'opinion publique, entraînée par des bruits
« injurieux, étonnée de son départ pour l'Angle-
« terre, à une époque où il ne devait penser qu'à
« venger son honneur, attend aujourd'hui que ce
« prince oublie les prérogatives de son rang et de sa
« mission, pour subir le joug de la loi; il ne doit
« donc attendre de nous aucune grâce. Et, s'il veut
« faire triompher son innocence, les tribunaux le
« vengeront des calomnies dont les cicatrices ne
« sauraient être effacées que par la main de la jus-
« tice : c'est ainsi qu'il se montrera digne petit-fils
« d'Henri IV, et père d'une postérité destinée à ho-
« norer la nation ¹. »

Maury ayant annoncé qu'il avait entre les mains des pièces accablantes contre le prince, le rapporteur Chabroud le somma de les produire; mais ce n'étaient au fond que les dépositions qui avaient été analysées et réfutées. Maury en fit l'aveu; il convint que tous les faits dénoncés n'étaient pas prouvés, et s'échappant par un subterfuge, il se borna à déclarer qu'il enverrait aux juges les pièces dont il avait parlé, pour les confronter et examiner le degré d'intérêt qu'elles méritaient ². Cet orateur, connu pour n'être pas le moins violent dans ses inimitiés ni le plus candide dans ses jugemens, forcé d'absoudre son plus dangereux antagoniste, lui assurait

¹ *Moniteur* du 3 oct. 1790, p. 1148, col. 1 et 2.

² *Moniteur* du 3 oct. 1790, p. 1148, col. 2.

un triomphe éclatant. En effet, le témoignage de Maury ne pouvait être suspect, en justifiant le tribun redoutable qu'il avait tant intérêt à poursuivre et à faire condamner; il prouva encore mieux l'imprudence que l'on avait commise en attaquant un homme que la cour aurait dû ménager.

Mirabeau, absous par Maury, affecta le plus grand dédain pour ses autres accusateurs; il jeta même du ridicule sur les témoignages qui auraient confondu tout autre moins audacieux que lui. Tour à tour grave, plaisant et terrible, il ne sépara point sa cause de celle du duc d'Orléans, et avec son adresse accoutumée il attaqua les formes de la procédure du Châtelet, qu'il dépeignit « comme profondément « odieuses, et offrant l'exemple d'une scélératesse « tout à la fois éhontée et mal habile : le temps le « saura, ajouta-t-il; mais ce secret hideux ne peut « être révélé aujourd'hui sans produire de grands « troubles¹. »

Les trois griefs qu'on lui imputait furent réfutés non-seulement avec art, mais même avec un grand caractère de vérité. Pour prouver qu'il n'avait formé avec le duc d'Orléans aucun plan de conspiration, il invoqua le témoignage du comte de La Marck, dont la loyauté était estimée parmi les ennemis de Mirabeau, et auquel il disait souvent que si le roi quittait la France, il n'y avait que *Monsieur* qui pût la sauver*. Il ne désavoua point le mouvement d'im-

¹ *Moniteur* du 4 oct. 1790, p. 1149, col. 3.

* La conduite de Mirabeau présente à chaque époque des phases dif-

patience que lui fit éprouver le départ du duc d'Orléans pour l'Angleterre, mais il le qualifia de *colère civique*, en voyant que l'exil de ce prince laissait sans rival Lafayette, à qui le hasard des événemens venait de donner une véritable dictature¹. ... « Qu'on
 « trouve, si l'on veut, mon propos insolent, j'en
 « conviens, mais qu'on avoue du moins qu'il exclut
 « toute idée de complicité. Je le tins sur celui dont
 « la conduite jusqu'alors m'avait paru exempte de
 « reproches, mais dont le départ était à mes yeux
 « plus qu'une faute.

« Ainsi, continue Mirabeau, s'évanouit ce secret
 « si tard découvert, qu'un tribunal, au moment de
 « terminer sa carrière, est venu vous dévoiler avec
 « tant de certitude et de complaisance. Qu'importe
 « à présent que je discute ou que je dédaigne cette
 « foule de oui-dire contradictoires, de fables ab-
 « surdes, de rapprochemens insidieux que renferme
 « encore la procédure? qu'importe, par exemple,
 « que j'explique cette série de confidences que M. de
 « Virieu suppose avoir reçues de moi, et qu'il ré-
 « vèle avec tant de loyauté*? Il est étrange, ce
 « M. de Virieu! mais fut-il donc jamais un zéléteur si
 « fervent de la révolution actuelle? s'est-il en aucun

férentes : d'abord révolutionnaire jusqu'au moment où il offre ses services à Necker; rebuté par celui-ci, il s'attache au duc d'Orléans. Mais après le départ de ce prince pour l'Angleterre, il devint conseiller de Monsieur, puis partisan du roi et de la reine.

¹ *Moniteur* du 4 oct. 1790, p. 1130, col. 2.

* Allusion à la déposition de M. de Virieu, 140^e témoin (*Voy.* t. III, p. 448 et 449).

« temps montré l'ami si sincère de la constitution,
« pour qu'un homme dont on a tout dit, excepté
« qu'il soit une bête, l'ait pris ainsi pour son confi-
« dent!

« La procédure ne me désigne pour complice
« d'aucun excès individuel, mais me déclare com-
« plice d'un prétendu moteur principal de ces excès.
« Il n'y a donc point d'accusation contre moi, si l'on
« ne prouve pas d'abord qu'il y a eu un premier
« moteur. Quelle est donc, reprit Mirabeau, cette
« grande part que l'on suppose que j'ai prise aux
« événemens dont la procédure est l'objet? où sont
« les preuves de la complicité que l'on me reproche?
« quel est le crime dont on puisse dire de moi : il
« en est l'auteur ou la cause? Oui, le secret de cette
« infernale procédure est enfin découvert; il est là
« tout entier (désignant le côté droit de l'Assem-
« blée); il est dans l'intérêt de ceux dont le témoi-
« gnage et les calomnies en ont formé le tissu; il est
« dans les ressources que ce procès fournit aux en-
« nemis de la révolution pour cacher leurs intrigues;
« il est dans le cœur des juges qui se sont rendus
« complices de ce coupable dessein; il est là tout
« entier, tel qu'il sera buriné dans l'histoire par la
« plus juste et la plus implacable vengeance¹. » En
prononçant ces derniers mots, l'orateur descend de
la tribune; de nombreux applaudissemens l'accom-
pagnent jusqu'à sa place et se prolongent longtemps

¹ MIRABEAU (*Recueil des discours de*), t. III, p. 438-444, et *Moniteur*
du 4 oct. 1790, p. 1150, col. 3.

après qu'il s'est assis au milieu de ses amis empressés de le féliciter.

Alors le côté droit eut à subir un rôle nouveau; d'accusateur qu'il était, il devint accusé¹. Le triomphe de Mirabeau et celui du duc d'Orléans étaient assurés; l'opinion étant pour eux, il paraissait aussi inutile de vouloir les poursuivre que de les défendre. La tribune restait vacante; un profond silence régnait au sein de l'Assemblée, lorsqu'enfin Montlosier se lève; aussitôt les galeries le couvrent de huées et le côté gauche crie *aux voix! aux voix!* « Quoi ! s'écria l'orateur, vous n'avez pas encore examiné une seule charge, et après un discours apologétique, vous voulez prononcer sur une procédure aussi compliquée! Si nous ne la jugeons pas, la France et la postérité la jugeront. Je demande trois jours pour méditer un travail de plusieurs mois². »

Rœderer, après avoir soutenu que l'innocence du duc d'Orléans n'était plus douteuse, interpella le duc de Biron pour lui demander s'il croyait de la prudence et de la dignité du prince de garder le silence jusqu'à ce que l'Assemblée l'eût lavé par un décret. Biron promit que la justification serait pleine et entière. « La conduite de M. d'Orléans, dit-il, sera toujours la même; elle s'est distinguée par la modération qui devait être l'apanage de celui qui

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 176.

² MONTLOSIER (*Mém. de M. le comte de*), t. II, p. 18.

« peut-être le premier de sa famille a conçu les gran-
« des idées de liberté. Lors des troubles du 13 juil-
« let, pendant qu'on promenait son buste, loin de
« profiter de la faveur publique, il se cacha, tant il
« craignait de passer pour être le chef d'une insur-
« rection. Ah ! si lorsque son image était l'objet d'un
« enthousiasme universel, il eût voulu être roi, il
« n'avait pour le devenir qu'à en manifester la vo-
« lonté : le porter aux Tuileries, le placer sur le
« trône eût été chose facile à cette force nationale
« qui enlevait la Bastille en alliant les couleurs de
« la maison d'Orléans à celles de la liberté. Jamais,
« poursuivit Biron, le prince n'a voulu profiter de
« la popularité qu'on lui reproche, et aujourd'hui
« son tort est peut-être de l'avoir trop négligée ; car
« s'il est beau d'être aimé d'un grand peuple, on est
« blâmable de se refuser toujours à son empressé-
« ment¹. » Ces paroles produisirent un effet prodigi-
eux sur l'Assemblée, et presque tous les députés
convinrent que le prince qui, au 13 juillet, n'avait
pas cherché à profiter des témoignages d'amour que
lui prodiguait la population parisienne, ne pouvait
tenter aux 5 et 6 octobre une conjuration horrible
et périlleuse.

En vain les membres du côté droit demandent
que la délibération soit ajournée jusqu'après l'im-
pression et la distribution du rapport. « La procé-
« dure a été jugée, répond Barnave, du moment

¹ *Moniteur* du 4 oct. 1790, p. 1151, col. 1^{re}.

« où elle a été dans nos mains. Pour qu'il y eût
« des coupables il fallait qu'il y eût une conjura-
« tion, et personne n'a vu en tout ceci d'autre con-
« juration que la procédure elle-même. Je demande
« que le plus profond mépris pour ceux qui l'ont
« instruite soit le seul effet de votre justice. Ne
« donnez pas de la gravité à ce qui n'en demande
« aucune. M. d'Orléans publiera, imprimera tout ce
« qu'il jugera convenable, quoique sa justification
« ait été rendue inutile par ses propres accusateurs.
« Aussi peut-on dire que les manœuvres de ses enne-
« mis n'auront fait que confirmer l'estime de la na-
« tion pour son patriotisme¹. »

Enfin l'Assemblée cassa la procédure du Châtelet, aux grands applaudissemens des tribunes, aux acclamations de la majorité de l'Assemblée et à l'extrême mécontentement des membres du côté droit, qui toujours ont persisté à considérer le duc d'Orléans comme le véritable instigateur de l'insurrection, et ils sont restés convaincus que plusieurs membres du côté gauche avaient alors un grand intérêt à assurer l'impunité des forfaits qui se sont renouvelés jusqu'au triomphe complet de l'anarchie.

Cependant l'absolution du duc d'Orléans n'ayant pas été motivée, devait être pour un prince le plus sensible affront. Ses amis le lui firent comprendre, et le lendemain (3 octobre 1790) il monte à la tribune et s'exprime en ces termes : « Compromis dans

¹ *Moniteur* du 4 oct. 1790, p. 1151, col. 2

« la procédure criminelle instruite au Châtelet, dé-
« signé par ce tribunal comme étant dans le cas
« d'être décrété, soumis au jugement que vous avez
« à porter pour savoir s'il y avait ou n'y avait
« pas lieu à accusation contre moi, j'ai cru devoir
« m'abstenir de paraître au milieu de vous dans les
« différentes séances où vous vous êtes occupés de
« cette affaire. Plein de confiance dans votre justice,
« j'ai cru, et mon attente n'a pas été trompée, que la
« procédure seule suffirait pour prouver mon inno-
« cence. J'ai pris l'engagement de porter la lumière
« jusque dans les moindres détails de cette téné-
« breuse affaire. Aujourd'hui j'ai demandé la pa-
« role pour ratifier cette obligation. J'ai en effet de
« grands devoirs à remplir; vous avez déclaré que
« je n'étais pas dans le cas d'être accusé; il me reste
« à prouver que je ne méritais pas même d'être
« soupçonné. Je dois donc détruire ces indices men-
« teurs, ces présomptions incertaines répandues avec
« tant de complaisance par la calomnie, et recueillies
« avec tant d'avidité par la malveillance. Mais ces
« éclaircissemens devraient être donnés en présence
« de ceux qui auront intérêt à les contredire et de-
« vant ceux qui auront droit d'en connaître. Il est
« temps de prouver que les défenseurs de la cause
« du peuple et de la liberté, après s'être élevés
« contre tous les abus, après avoir concouru de tout
« leur pouvoir à la régénération de la France; il
« est temps de prouver, dis-je, que ces hommes gé-
« néreux ont été dirigés par le sentiment de la jus-

« tice et non par les motifs odieux et vils de l'ambition et de la vengeance. »

Après avoir prononcé ces mots, il déclara qu'il déposait sur le bureau son Mémoire justificatif, pour lui donner une plus grande authenticité¹. Mais ce Mémoire, rédigé par des avocats, sous la dictée d'hommes de parti, et avec toutes les formes spécieuses des habiles argumentateurs, ne valait pas les raisons que Biron et Barnave avaient déjà données; aussi produisit-il une impression plus défavorable qu'avantageuse au prince. On lui avait conseillé de poursuivre ses accusateurs comme faux témoins, il n'en fit rien; seulement les deux partis s'attaquèrent et se défendirent avec des brochures², et ces accusations réciproques se perdirent dans le vague où tombent toujours les procès en calomnie.

Néanmoins, après une procédure aussi approfondie, où trois cent quatre-vingt-treize témoins furent entendus, et dont aucune déposition, même parmi les plus graves³, ne pouvait inspirer une conviction entière, il serait téméraire à un historien de revenir sur le jugement d'une affaire dont les traces sont

¹ *Moniteur* du 4 oct. 1790, p. 1151, col. 5.

² MALOUEY (*Mém. à consulter chez les nations étrangères*). M. Ferrier, secrétaire des comm. du duc d'Orléans, publia une apologie du prince, sous ce titre singulier : *Le duc d'Orléans traité comme il le mérite*. Enfin les ouvrages de MM. Mounier et Blaire réfutèrent le rapport de Chabroud.

³ Procédure du Châtelet, dépositions de MM. Tardivet du Repaire, 9^e tém.; Miomandre de Sainte-Marie, 18^e tém.; Duval de Nampti, 88^e tém.; Diot, 110^e tém.; Barras, 115^e; de la Châtre, 127^e; Frondeville, 177^e; de la Serre, 226^e.

aujourd'hui égarées ou perdues, et dont les circonstances sont si délicates par elles-mêmes, qu'il a fallu se dépouiller de toute opinion personnelle pour pouvoir seulement les exposer avec impartialité, et j'avoue que mon incertitude redouble lorsqu'on songe qu'un des hommes les plus avancés dans la confiance de Mirabeau, arrivé à l'âge où l'absence des passions fait de la vérité un besoin pour la conscience, a dit à ce sujet : « L'absolution de l'Assemblée n'est pas celle de l'histoire, et il reste encore à lever bien des voiles avant qu'on puisse prononcer sur cet événement ». »

Sans doute le duc d'Orléans et Mirabeau applaudirent à l'insurrection qui porta la populace à marcher sur Versailles, puisqu'il est certain que le projet formé par la cour de conduire le roi à Metz leur fournissait ainsi les moyens d'accomplir un plan basé sur la vacance du trône. Mais le mouvement populaire ayant fini par une violente catastrophe, ils en rejetèrent tout l'odieux sur les ennemis de la révolution, qui, par leur imprudence et des desseins mal combinés, provoquèrent une irritation qui amena des excès imprévus et des crimes abominables. Il eût donc été plus sage aux deux partis, lorsqu'ils virent leurs projets échoués, de ne point rappeler des événemens malheureux où, de part et d'autre, se trouvaient tant de coupables.

L'Assemblée avait pardonné à Lautrec et à

MM. de Maillebois, Bonne-Savardin et de Barmont, quoique leur complot fût avéré. Ce même esprit de modération fit passer à l'ordre du jour sur la conduite du duc d'Orléans, dont la faction était tenue en réserve comme l'antidote de l'esprit royaliste. Si l'un était coupable de conspirer sourdement contre un prince son parent, et dont il devait être le défenseur zélé, les autres ne l'étaient guère moins en appelant les étrangers dans leur patrie. Certes l'usurpation est un crime méprisable, surtout lorsqu'on manque du génie créateur qui seul peut la faire oublier, mais il est encore plus odieux de livrer son pays, dans la seule espérance de maintenir ses privilèges et de conserver un tabouret à la cour.

Au reste, le duc d'Orléans, au lieu de s'abandonner à de basses intrigues sous les auspices des factieux, qui n'en voulaient qu'à sa fortune et à son nom, devait rester dans cette haute position que lui assignait son rang et sa naissance, et de laquelle un prince ne descend jamais sans perdre la considération qui lui est acquise et par nos mœurs et par nos lois. Assurément il n'a pas été coupable des crimes monstrueux dont il était alors accusé; mais il en est de publics et d'avérés dont sa mémoire ne pourra jamais se purifier : ce furent ses liaisons avec les ennemis du trône, son empressement à voter en faveur de toutes les propositions qui tendaient à dégrader la puissance royale.

On se souvient qu'à l'ouverture des états-généraux, ce prince fit répondre au roi, qui l'invitait à

se rapprocher de lui, « que sa naissance lui donnait « toujours le droit d'entourer le trône. » Eh bien ! lorsque le palais de Versailles allait être violé, les gardes massacrés et la reine sur le point de tomber sous le poignard de lâches assassins, était-il une plus belle occasion pour se presser, se serrer autour du bon Louis XVI, dont Philippe était le parent et le premier sujet ? Ah ! si au lieu d'écouter des discours fallacieux ; si, au lieu de sourire à des combinaisons factieuses ; si, au lieu d'observer les événemens et d'en attendre l'issue, on l'eût vu arriver la veille du massacre, pour être un sage médiateur entre le peuple et le roi, et qu'avec ses enfans il se fût présenté pour servir de bouclier à la royauté menacée, nous pouvons affirmer qu'alors la sédition, confuse, serait rentrée en elle-même, et que la nation française, ravie de tant de magnanimité, aurait voué au duc d'Orléans une admiration qui, au fond des cœurs, eût élevé à lui et à sa famille un trône resplendissant de vertu, de patriotisme, et dont l'éclat aurait brillé à côté de celui des royautés les plus puissantes et les plus légitimes.

La procédure avortée du Châtelet ne fit qu'irriter les esprits ; les uns s'indignèrent de la triste issue d'une affaire aussi grave, et les autres conservèrent un juste ressentiment d'avoir été accusés de forfaits dont aucun témoignage n'avait pu les convaincre ; ainsi, d'une part l'imprudence, de l'autre l'audace, paralysaient les sages intentions du parti constitu-

tionnel, qui ne pouvait démontrer la bonté de son ouvrage qu'au moyen de la paix et de la modération. La cour surtout, quoique vaincue, n'en continua pas moins ses manœuvres secrètes, ce qui fit dire aux révolutionnaires qu'elle inventait des conspirations pour mieux dissimuler les siennes. Au dehors, au dedans, ses agens s'agitaient; leurs tentatives, faibles, incertaines, et toujours facilement déjouées, annonçaient qu'ils avaient pour chefs des hommes doués d'une imagination vive, mais dépourvus de la profondeur de génie d'où dépend le succès des vastes entreprises.

La découverte d'un nouveau complot vint à l'appui de ces assertions. Le plan était d'enlever le roi et de le transférer à Rouen, où un corps de gentilshommes, réunis à divers détachemens composés d'hommes sûrs et de troupes de ligne, se seraient rendus auprès de sa personne; alors le Parlement de Rouen eût repris l'exercice de son autorité, et tiré une vengeance éclatante de ceux qui avaient méconnu ses arrêts. Pour se rendre agréable au peuple, le roi, après avoir diminué le prix du pain, devait, dans un lit de justice, casser tous les décrets de l'Assemblée nationale, et prescrire aux provinces d'envoyer d'autres députés, pour former une Assemblée nouvelle à laquelle on aurait enjoint d'accepter la déclaration du 23 juin. Le duc de Villequier au château des Tuileries, et M^{me} la duchesse de Villeroi à Rouen, étaient désignés comme les principaux auteurs de ce complot si peu en harmonie

avec l'esprit public, que l'Assemblée, pour s'en venger (octobre 1790), se borna à publier la correspondance de ceux qui l'avaient imaginé. Ces projets, quoique avortés, excitèrent dans Paris beaucoup d'agitation. Les journaux révolutionnaires s'en emparèrent, pour renouveler contre le roi et la reine, non-seulement des propos injurieux, mais même des provocations à l'assassinat¹.

On vivait dans ces alarmes entretenues par la lutte violente des partis, lorsque Louis XVI, d'après le conseil de Lafayette, prévint la municipalité que son intention était d'admettre dans sa garde à pied les grenadiers soldés de la garde nationale. Cette annonce si conciliante alarma les factieux et leur servit de prétexte pour répandre le bruit que la cour cherchait à faire combattre, pour le retour du despotisme, ces mêmes soldats qui à la prise de la Bastille conquièrent la liberté. On assurait que des moyens de corruption étaient employés pour les séduire, et que le roi voulait opposer une maison militaire à la garde nationale de Paris, où il ne resterait plus que des bourgeois ou des négocians, pour la plupart pères de famille. La malveillance étendit ses soupçons injurieux jusque sur Lafayette². L'accusation prit un tel caractère de gravité, que ce général crut devoir s'en justifier : mais le roi, toujours prêt à sacrifier sa volonté au repos public, déclara que, satisfait du service de

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° LXIV, t. v, p. 607.

² PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° LXV, t. v, p. 640.

la garde nationale, il remettrait à une époque plus reculée la formation de sa maison militaire.

Cependant les gardes françaises, privés de leurs anciennes prérogatives, furent mécontents de cette décision, et envoyèrent une députation au district des Cordeliers pour demander qu'on fixât leur sort. On délibéra alors s'il convenait de dissoudre ce corps. Les motions les plus énergiques s'élevèrent en faveur de son existence, et par un mouvement unanime il fut décidé que les gardes françaises conserveraient leur nom, leurs drapeaux, et que, pour illustrer le corps, le duc d'Orléans en serait le chef né.

Lafayette, informé de cet arrêté, en redouta les conséquences; il courut aux Cordeliers pour chercher à le faire rapporter; mais Danton, pour toute réponse, le lut à la face de Lafayette. Celui-ci, troublé par ce trait audacieux, ne put dissimuler l'émotion dont il était agité, et, s'appuyant toujours sur sa modestie habituelle, il offrit d'abdiquer son commandement pour être soldat, si l'on jugeait que M. le duc d'Orléans en fût plus digne que lui. Le lendemain, les journaux du club des Cordeliers firent entrevoir la possibilité de la mort du roi, ou du moins la probabilité d'une fuite dans laquelle on pourrait l'entraîner. « Alors, dirent-ils, qui veillera au salut de « l'empire? De nouveaux troubles s'élèveront, les « factions déchireront la France. Depuis plus d'un « demi-siècle, nous sommes sans gouvernement. Un « plan de régence obvierait à tous ces inconvénients.

« Nous conjurons l'Assemblée nationale de s'en occuper. Quel déluge de maux viendrait fondre sur la patrie, si Louis XVI manquait tout d'un coup à une nation qui, esclave, *adorait* ses rois, et qui, abandonnée par eux, voudrait encore les respecter ! » Toutes ces menées étaient l'œuvre de Biron, Laclos, Sillery, Latouche et autres factieux en sous-ordre ; ayant besoin d'un chef, ils mettaient toujours en avant le duc d'Orléans, et même, pour réveiller son apathie, ils saisirent avec encore plus d'avidité l'occasion de le compromettre le lendemain du jour où il avait cherché à se dépouiller du caractère de conspirateur.

L'aigreur et la haine que ces dissentimens répandaient dans toutes les classes provoquaient des altercations si vives, qu'elles se terminaient souvent par des duels. M. de Bazancourt, aide-major de la garde nationale, avait été tué par M. de Saint-Elme. Bientôt cet esprit chevaleresque se propagea au sein même de l'Assemblée nationale, et le bois de Boulogne devint le rendez-vous de nombreux combats singuliers que se livraient chaque jour des adversaires politiques. M. de Médavy mit l'épée à la main avec le duc d'Aiguillon ; le vicomte de Mirabeau faillit perdre la vie ; son collègue Kervélegan lui envoya une balle à travers les cheveux, et M. de Latour-Maubourg lui donna un coup d'épée. Son frère était provoqué chaque jour par des mem-

bres du côté droit; mais il se bornait à prendre leur nom, et en ricanant il leur disait : « Beaucoup sont « inscrits avant vous autres, et je vous prie d'attendre. » Barnave et Cazalès se battirent au pistolet (12 août 1790); ce dernier fut grièvement blessé. Alors plusieurs écrits appelèrent l'attention publique sur un faux point d'honneur proscrit par la raison et les lois¹, et surtout contraire au régime nouveau qui, avec la liberté d'émettre ses opinions, imposait aux citoyens le devoir de ne verser leur sang que pour la défense du pays.

Un événement de ce genre amena une émeute qui faillit troubler de nouveau la tranquillité momentanée dont jouissait la capitale. Lors de la convocation des bailliages pour la nomination des députés aux états-généraux, MM. Charles de Lameth et de Chauvigny, officier dans la gendarmerie de France, s'étant trouvés en concurrence aux élections de Senlis, celui-ci fut écarté sur l'observation faite par son concurrent que par son âge il n'était pas encore éligible. Vingt-deux mois après, M. de Chauvigny fit un jour appeler à la porte de l'Assemblée M. Charles de Lameth, pour lui demander raison de cette ancienne affaire. « Puisque vous avez « attendu si longtemps, lui répondit le député provoqué, vous pouvez bien différer l'effet de votre « vengeance jusqu'à la fin de la session. » — « C'est « vrai, ajouta M. de Chauvigny, mais je veux me

¹ *Moniteur* du 15 août 1790, p. 932, col. 5.

« battre avec un député du côté gauche; Mirabeau
« ne se bat point, et je vous ai choisi¹. » Charles
de Lameth, surpris d'un tel défi, prit conseil de ses
amis; tous décidèrent qu'il ne répondrait pas à une
provocation si singulière.

Peu de jours après, le vieux Lautrec, homme
plein d'exaltation, et nourri dans les mœurs de l'an-
cienne chevalerie, aborde Charles de Lameth au sein
de l'Assemblée, et le félicite avec ironie sur la ma-
nière commode dont il vide ses affaires d'honneur.
En répondant à Lautrec, de Lameth eut l'imprudence
d'ajouter que la provocation de M. de Chauvigny
avait été suscitée par le duc de Castries. Celui-ci,
informé de cette conversation, dit avec feu à Charles
de Lameth : « Je suis député comme vous, et vous
« m'accorderez la satisfaction que vous avez refusée
« à M. de Chauvigny. » D'après une provocation aussi
directe, le rendez-vous est donné : le combat eut
lieu (13 novembre 1790), et ne cessa que lorsque
le duc de Saint-Simon, témoin, en voyant couler le
sang de M. de Lameth, eut déclaré que l'honneur
était satisfait.

Ce duel, dont la cause et les circonstances sont
aussitôt rapportées de cent manières différentes,
met tout Paris en rumeur, et devient l'objet des dé-
libérations de la commune, du club des jacobins,
de celui des Cordeliers et des groupes du Palais-
Royal. Des députations des différentes sections s'em-

¹ Note communiquée par M. T. de L....

pressent d'aller témoigner le vif intérêt qu'elles prennent à la conservation de leur défenseur chéri. « Brave Lameth, lui dit le chef de bataillon du district de Saint-Eustache, ta vie n'est plus à toi, elle est à la nation dont tu es le représentant. Ne sacrifie plus à des querelles particulières, à des préjugés barbares, des jours précieux à la constitution¹. » Bientôt des esprits factieux et méchants font remarquer à la multitude que le parti aristocratique ne cesse de provoquer les députés les plus distingués par leur zèle pour la cause populaire. Ils répandent le bruit que la blessure de Charles de Lameth est mortelle, que l'épée de son adversaire était empoisonnée.

Le jour suivant (14 novembre), on ne se borna pas à plaindre le blessé; sous prétexte de le venger, on voulut intimider les royalistes. Une foule immense se transporte à l'hôtel de Castries, on force les portes, et, en moins d'une heure, tous les meubles sont brisés et jetés par les fenêtres²; le buste du roi fut seul respecté. En se retirant, le peuple criait : « Nous n'avons pas voulu piller, mais seulement exercer un acte de vengeance nationale³. »

Un pareil attentat, commis au milieu d'une capitale gardée par cent mille hommes armés pour maintenir l'ordre et défendre les propriétés, répandit un effroi général. Les sections de Paris, loin de

¹ *Moniteur* du 13 nov. 1790, p. 1317, col. 2.

² PRUDHOMME (*Révolutions de Paris*), n° LXX, t. VI, p. 249.

³ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Hist. de la Révol. de Fr.*), t. IV, p. 54.

provoquer la punition des coupables, envoyèrent des députations à l'Assemblée, et osèrent demander qu'on sévît contre M. de Castries, pour le punir d'avoir provoqué son collègue : il s'engagea à ce sujet une discussion des plus affligeantes; on y préconisa la dévastation, comme l'effet d'un mouvement vertueux. Le député Roi, pour s'être élevé contre ces principes désorganiseurs, fut condamné à trois jours de prison ¹. On allait aussi sévir contre Mirabeau, dont l'éloquence passionnée avait outragé M. de Foucault, lorsque le conseil général de la commune de Paris, présenté par Bailly et par Lafayette, vint supplier l'Assemblée nationale d'assurer la tranquillité publique, en rendant une loi contre les duels, pour bannir à jamais du cœur des citoyens un sentiment incompatible avec les mœurs d'un peuple libre et civilisé.

Une autre passion non moins funeste à l'organisation sociale, en servant d'aliment aux vices les plus honteux, amenait au sein de la capitale d'horribles catastrophes. Trois mille maisons de jeu étaient constamment ouvertes avec l'autorisation de la commune. Marat lui-même en fut indigné, et la dépravation qu'elles engendrèrent se multiplia d'une manière si scandaleuse, qu'il dénonça Chapelier, Mirabeau, Montlosier, Voidel et plusieurs autres, comme les habitués et les soutiens de ces tripots et brelans, où des fortunes rapides avaient été faites,

¹ *Moniteur* du 14 nov. 1790, p. 1320, col. 2.

et où des sommes énormes avaient été perdues. Pendant que le grand pontife de la fédération postulait l'archevêché de Paris, il avoua avoir gagné trente mille francs dans une seule nuit¹.

Les émigrés désiraient avec ardeur rentrer dans leur patrie; mais abusés par leur impatience, ils se repaissaient de folles espérances et de projets chimériques. A les entendre, la France entière n'attendait que leur signal pour redevenir soumise et obéissante à ses anciennes lois: tout leur paraissait fournir matière à contre-révolution. Le rassemblement de Jalès, formé par supercherie, et dont le plan n'était pas abandonné, était fastueusement appelé le *camp de Jalès*. Mieux inspirés lorsqu'ils recouraient aux voies diplomatiques, ils firent accueillir par tous les cabinets un Mémoire du cardinal de Bernis, retiré à Rome, dans lequel cet ambassadeur prouvait à tous les rois que la cause de Louis XVI était la leur, et qu'ils étaient tous intéressés au maintien de la monarchie française². Le système politique de cet ambassadeur ayant toujours été basé sur notre alliance avec l'Autriche, faisait dépendre du cabinet de Vienne tous ces plans de restauration.

Mais Léopold, successeur de l'empereur Joseph II, son frère, épris comme lui des maximes philosophiques qu'il avait ouvertement pratiquées en administrant le grand-duché de Toscane, accoutumé à voir

¹ Voy. sa lettre aux rédacteurs de la *Chronique*.

² CLERMONT DE GALLERANDE (*Mém. pour servir à l'Hist. de la Révol. franç.*), t. II, p. 193.

le monde en optimiste, était de tous les princes de l'Europe le plus fasciné de la dangereuse tolérance qui alors enhardissait la révolte et la sédition. Après avoir combattu le clergé, humilié la noblesse, son amour pour les innovations exerçait sur lui un tel empire, que tout faisait appréhender qu'il n'approuvât tacitement ce qui se faisait en France, et qu'il ne préférât les avantages futurs qu'en retirerait la nation, aux sentimens qu'aurait dû lui inspirer une sœur qui à la vérité lui était peu connue, n'ayant jamais vécu auprès d'elle. Trop pressé par la multitude des faits pour nous arrêter maintenant aux détails de tant de négociations et de trames dissoutes ou rompues, il convient néanmoins de faire mention d'un des plus dangereux complots qui aient été formés, pour montrer de nouveau que les alarmes des révolutionnaires et des constitutionnels n'étaient pas toujours dénuées de fondement.

Quoique le plan de Maillebois et de Bonne-Savardin eût été découvert, les princes émigrés n'en persistaient pas moins à le continuer; l'illusion les berçait de l'espoir qu'il suffirait d'un noyau d'hommes armés pour attirer sous leurs drapeaux tous ceux qui, lésés dans leurs intérêts, commençaient à murmurer de tant d'innovations. Des avis multipliés venus des départemens voisins du Piémont et de la Savoie, les fréquens voyages en Suisse de M. d'Autichamp, les intrigues toujours renaissantes de M. de Calonne, investi de l'entière confiance du comte d'Artois et des princes de Condé et de Bour-

bon¹, le mécontentement qu'avait produit dans le Dauphiné la proscription à la fois injuste et illégale de Mounier, enfin les manœuvres secrètes du clergé de Lyon, unies à celles des réfugiés de Turin, alarmèrent à tel point le comité des recherches, que tout lui imposa l'obligation de rendre ces contrées l'objet d'une continuelle surveillance.

Bientôt il apprit que le plan des émigrés, basé sur les dispositions de l'immense population lyonnaise, consistait à la gagner par des distributions d'argent. Réduite à la détresse par la stagnation du commerce, on lui promettait de faire baisser le prix des denrées, et une grande abondance d'ouvrage lorsqu'on serait rentré sous les lois de l'ancien régime. Le marquis de Lachapelle, commandant la ville, entièrement dévoué à la vieille aristocratie, s'assura de plusieurs chefs de corps; il promit d'armer les ouvriers, et après les avoir incorporés dans ses troupes, il comptait sortir de Lyon pour aller à la rencontre des princes qui, avec de l'or et des soldats, devaient arriver par la Savoie. On pensait qu'à la vue de leurs drapeaux la population se rangerait autour d'eux, et qu'on verrait accourir tous les mécontents de la Bourgogne, du Dauphiné et du midi de la France.

Pour récompenser la fidélité des Lyonnais, on promettait de faire de leur ville la capitale du royaume²,

¹ *Moniteur* du 20 déc. 1790, p. 1460, col. 2. Rapport de Voidel, membre du comité des recherches.

² *Moniteur* du 20 déc. 1790, p. 1460, col. 3.

à la place de Paris, devenu le séjour de la corruption et de l'anarchie. Le roi s'y serait également rendu avec toute la noblesse de l'Auvergne et du Quercy, et si l'Assemblée nationale eût refusé de le suivre et de reconnaître la déclaration du 23 juin 1789, elle devait être dissoute, et les choses remises sur le pied où elles étaient avant la convocation des états-généraux. Louis XVI ne goûta point un projet aussi téméraire; jamais il ne voulut consentir à demander des secours à la cour de Turin. Il paraît même que Marie-Antoinette le fortifia dans cet éloignement, persuadée que le pouvoir de son époux serait absorbé par l'influence des princes, s'ils parvenaient à replacer le trône sur ses antiques bases¹.

Cependant la conjuration tramée à Lyon n'allait pas moins être mise à exécution par ses premiers auteurs, lorsque la veille du jour où elle devait éclater (10 décembre), un nommé Privat, officier de la garde nationale, avec quatre autres confidens des conjurés, allèrent tout dévoiler aux officiers municipaux. Leur déclaration parut si grave à ces fonctionnaires et le péril si imminent, qu'en faisant arrêter sur-le-champ MM. d'Escarts, Gruillain de Pougelon et Terrasse de Teyssonnell, signalés comme les principaux chefs de la conspiration, ils jetèrent l'effroi dans le parti, et détruisirent le foyer d'un complot qui avait des ramifications très-étendues.

¹ CLERMONT DE GALLERANDE (*Mém. pour servir à l'Hist. de la Révol. franç.*), t. II, p. 171 et 468.

L'Assemblée nationale, après avoir fait transférer les conspirateurs dans les prisons de Paris, ordonna que le commandant Lachapelle serait remplacé à Lyon ainsi que la garnison. Cette nouvelle défaite mit le comble à la défaveur des émigrés, et leur attira l'inimitié de ceux dont ils compromirent les intérêts et la sûreté. Dès ce jour, toutes les opérations des princes tombèrent dans un tel discrédit, que de Calonne ne put jamais réaliser l'emprunt qu'il négociait à Gênes pour subvenir aux frais de ses plans de restauration.

Les ministres, afin de calmer l'indignation qu'excitaient des complots sans cesse renouvelés, pressèrent le roi d'user de toute son autorité pour déjouer de semblables entreprises. Il y consentit d'autant plus volontiers, que ni lui ni la reine n'avaient placé leur confiance dans le parti des princes¹. D'après ces dispositions, ils firent partir pour Turin le colonel de Jarjaye, attaché à la monarchie constitutionnelle, afin d'engager le roi de Sardaigne à ne jamais prêter la main à des manœuvres contraires aux devoirs du bon voisinage. Ce souverain, déjà alarmé des tentatives infructueuses qui pouvaient compromettre la sûreté de ses États, se félicita d'avoir un motif pour faire cesser les rassemblements des émigrés, et il en ordonna la dissolution.

Le comte d'Artois, forcé de quitter le Piémont, se rendit sur les bords du Rhin, où il avait encore

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 213.

l'espoir d'être secouru par les princes d'Allemagne. Ne voulant pas cependant abandonner ses relations avec nos provinces méridionales, il désira qu'un chef influent restât auprès de la cour de Turin. Mais de Calonne n'y laissa que des agens subalternes : ceux-ci, jaloux les uns des autres, se desservaient mutuellement et indisposèrent même le Piémont, la Suisse et l'Espagne, alliés fidèles et désintéressés de la vieille France. A partir de cette époque, l'amour des émigrés pour Marie-Antoinette se refroidit : non-seulement ils l'accusèrent d'avoir manqué de fermeté, mais même ils lui firent le reproche injuste de sacrifier la cause du trône à celle de la démocratie. Ce mécontentement devint encore plus vif lorsqu'après avoir consulté la maison d'Autriche, on vit que ses ministres ne répondaient que faiblement aux projets de contre-révolution.

Cependant, chez une nation où tout se fait par entraînement, l'émigration sur les bords du Rhin excitait la même ardeur qu'autrefois le voyage en Palestine ; au dix-huitième siècle la noblesse se livrait par légèreté à tout ce qu'au douzième elle avait entrepris par zèle religieux. On faisait à peines ses adieux, tant on se persuadait que le voyage serait de courte durée. Les dames surtout étaient ardentes à hâter le départ, et même elles accablaient de sarcasmes et de mépris ceux qui balançaient un moment. « L'honneur, disaient-elles, a parlé, il n'y a plus à hésiter. » Elles envoyaient des quenouilles à ceux qui étaient en retard, et menaçaient du courroux de la

noblesse victorieuse quiconque s'obstinerait à rester dans ses foyers ¹. Ce n'était donc plus la terreur produite par les massacres et l'incendie des châteaux qui forçait à émigrer, c'était l'effet d'un système par lequel tout Français, royaliste pur, croyait remplir un devoir sacré en courant prendre les armes contre son pays : système que la colère avait conçu, qu'on prétendait justifié par la politique, et que de grands sacrifices semblaient ennoblir, mais que l'esprit national aurait dû réprimer par ces seuls mots : *Au lieu de fuir votre patrie, vous devez la défendre.*

La noblesse échappée de France se composait de fiers gentilshommes et de jeunes gens nourris à la cour ou dans de vieux manoirs. Dans l'exil ils apportèrent les mêmes préjugés et les mêmes mœurs qui provoquèrent leur disgrâce ². Habitues à mépriser la nation, ils n'avaient aucune idée de sa toute-puissance : suivant ces imprudens transfuges, la révolution française serait domptée en une courte campagne, comme celle de la Hollande et du Brabant ; l'agréable perspective du retour était encore embellie par l'espoir de rendre aux familles patriciennes et au clergé leurs droits et leurs richesses ; à la royauté sa force, sa dignité, sa splendeur, et au tiers-état les chaînes dont il osait s'affranchir. Pour accomplir le but de cette croisade nobiliaire, les émigrés appe-

¹ MONISTROL (*Hist. de l'Émigration*), p. 22, 23, 24.

² PUISAYE (*Mém. du comte de*), t. II, p. 11. — LACRETTELLE (*Hist. de l'Ass. const.*) t. II, p. 116.

laient à eux ces superbes barons germains, issus des premiers Francs, dont ils étaient descendus, et au nom d'une même origine, ils les invitaient à faire cause commune : « Marchons, leur disaient-ils, contre la Gaule insurgée; il faut encore la dompter une fois pour lui imposer le joug d'une nouvelle conquête. » Ces discours étaient séduisants pour un grand nombre de membres de la noblesse et du haut clergé d'Allemagne, qui avaient conservé en Alsace et en Lorraine des droits et des privilèges importants, reconnus par la couronne de France, solennellement confirmés par les traités de paix, et que l'Assemblée nationale venait de leur ravir, en décrétant l'abolition de la féodalité.

On conçoit aisément que la nation la plus sage n'aurait pu endurer avec patience une opposition aussi menaçante. Cette résistance excita un mécontentement, une irritation, une crainte même, qui, pour le salut commun, obligea tous les Français à déployer leur énergie sous les formes les plus terribles. Une guerre à mort allait être livrée, et le peuple s'app préparait à recourir, pour sa défense, à des moyens dont la force et l'étendue l'emporteraient de beaucoup sur ceux des émigrés. C'est surtout au sein des sociétés populaires dont nous avons fait connaître la funeste organisation, que l'esprit anarchique, en raison de l'aspérité des circonstances, se montra de plus en plus violent.

La société des jacobins, devenue redoutable par

l'immensité de ses affiliations, acquérait une telle influence, que les vrais amis du roi, c'est-à-dire les partisans de la monarchie constitutionnelle, dans l'intention de calmer le peuple et de donner à sa mobilité une direction louable, résolurent, peu de temps après la fédération de 1790, de former une société royale qui, constituée sur un plan plus vigoureux que le club de 1789, obtiendrait de meilleurs résultats, si on parvenait à y faire entrer les fédérés qui se trouvaient encore au sein de la capitale, et dont la majorité avait manifesté beaucoup d'attachement pour le roi. Rentrés dans leurs départemens, on leur prescrivit d'organiser d'autres sociétés sur le même modèle. Le but apparent de cette institution devait être de correspondre avec la société royale de Paris sur tout ce qui serait relatif à l'organisation de la garde nationale; mais l'intention réelle était d'anéantir le parti jacobin, pour constituer un pouvoir modérateur entre les exigences de l'Assemblée et les scrupules du roi. Ce projet hardi et courageux n'ayant pas tardé à être découvert, la société royale fut abandonnée par la faiblesse de ceux sur lesquels elle avait compté. Ses membres, réduits à un petit nombre, se réunirent au club monarchique que venait de fonder Clermont-Tonnerre, de concert avec MM. Malouet, de Virieu, Mallet-Dupan, le marquis de Bonnay, le chevalier de Boufflers¹.

¹ PUISAYE (*Mém. du comte de*), t. I^{er}, p. 344.

Cette dernière société avait pour devise : *Liberté, fidélité!* et pour principes invariables l'inviolabilité du roi et l'hérédité de la couronne¹; ses vues, quoique justes et sensées, étaient impraticables. En effet la société se proposait, la déclaration des droits de l'homme à la main, de combattre les efforts qu'on faisait pour anéantir la monarchie, en se servant des mêmes armes qui avaient été employées avec tant de succès contre le despotisme des privilégiés et de la cour. Aspirant à se placer au centre du mouvement pour le diriger, cette société espérait réunir tous les citoyens lassés de nos agitations civiles, en les ramenant, par l'amour du repos et de la paix, à la vraie monarchie constitutionnelle. Dans ce but, elle établit des points de ralliement dans les principales villes du royaume. La profession de foi politique qu'elle publia était remarquable par une extrême modération de langage; mais des esprits aussi calmes, aussi sages, ne pouvaient, dans de telles conjonctures, exercer aucune influence. La masse des hommes éclairés rêvait des utopies et ne possédait pas assez d'idées fixes pour l'accomplissement de pareils projets; tous voulaient la liberté, mais tous la voulaient à leur manière. Quant au reste des citoyens, l'expérience n'avait point en-

¹ Prospectus du journal de la société des *Amis de la Constitution monarchique*. Ce journal commence le 18 décembre 1790, et finit le 18 juin 1791. Les jacobins prenaient seulement le titre d'amis de la constitution; leur devise était : *Liberté, égalité*; et c'est par opposition que les constitutionnels-monarchiques substituèrent à ce dernier mot celui de *fidélité*.

core dissipé leurs illusions, et le mot de *tyrannie*, appliqué à la royauté, leur paraissait bien plus à craindre que la licence de la démocratie.

Bientôt le peuple ne vit que des ennemis dans les membres du club des *Amis de la Constitution monarchique* ; il fallut tout le zèle de la garde nationale pour les soustraire à son ressentiment. Une troupe famélique, payée par des chefs jacobins, entourait le lieu des séances. Clermont-Tonnerre se présente ; à sa vue, la populace crie : *A la lanterne !* Ce courageux homme de bien n'est point intimidé par une provocation aussi atroce ; il harangue les séditeux ; ses paroles conciliantes, au lieu de les calmer, redoublent leur fureur. L'attroupement, qui grossissait à chaque pas, allait lui devenir funeste, lorsque des députés ses amis, aidés par la force publique, parvinrent à l'arracher aux assassins, qui poussèrent des cris de rage en voyant que cette proie leur avait échappé.

En vain le club monarchique essaya de captiver l'opinion publique. Les uns considérèrent ses membres comme vendus à la cour, et les courtisans ne voulant à aucun prix transiger avec la révolution, ne pardonnèrent jamais à Clermont-Tonnerre sa conduite lors de la réunion des ordres, et son discours du 14 juillet ; persuadés qu'il combattait moins pour la monarchie que pour la constitution, ils se réjouirent de le voir exposé à la fureur du peuple que sa philanthropie avait trop préconisé. Ce ne sera pas la seule fois que nous verrons les royalistes exaltés

agir comme les jacobins; car les uns et les autres voulaient le contraire d'une sage révolution.

Ceux-ci, acharnés à renverser cette société, lui portèrent enfin les derniers coups : cinq à six cents de leurs affidés, soutenus par quelques gardes nationaux auxquels se joignit une foule de femmes dévergondées¹, entourèrent le club, sous le prétexte que ses membres étaient des agens de la cour et qu'ils voulaient arborer la cocarde blanche. A ces mots des spectateurs furieux envahissent la salle où les *monarchiens* étaient assemblés; ils frappent les uns, culbutent les autres, blessent ceux qui veulent se défendre, et mettent le reste en fuite. La municipalité de Paris, au lieu de prêter l'appui des lois à cette réunion de gens de bien, prit un arrêté pour lui défendre de se rassembler, sous le prétexte qu'elle provoquait la fermentation publique.

Les mêmes scènes se répétèrent dans toutes les villes où il existait des clubs dévoués à la monarchie, avec des sentimens plus ou moins prononcés. A Perpignan, les membres de la société des *Amis de la Paix*, accusés d'avoir tiré sur les patriotes, furent traînés en prison par une foule insurgée contre laquelle le régiment de Vermandois refusa de prêter main-forte. Un événement plus grave encore survint à Aix, en Provence, et prouva à quels excès la populace était prête à se livrer contre ceux qui opposaient la résistance à ses volontés absolues.

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 221 et 222.

Dans cette ville il existait deux clubs, lorsqu'il s'en forma un troisième qui osa leur déclarer la guerre, en se faisant appeler le *Club des Amis du Roi et du Clergé*. Cette dénomination et des propos inconvenans tenus par plusieurs de ses membres excitèrent la méfiance des autres sociétés, et elles se promirent de surveiller celle-là, surtout lorsqu'on eut la certitude qu'un grand nombre de nobles se rassemblaient pour correspondre avec les émigrés du Piémont, qui voulaient faire coopérer la Provence à leur plan de contre-révolution.

Quelques individus voués aux jacobins furent insultés par les officiers du régiment de Lyonnais et des membres du *Club des Amis du Roi et du Clergé*. Le peuple, indigné de cet outrage, en vint aux voies de fait : il saisit quatre officiers de ce régiment; leurs camarades veulent les délivrer, mais les soldats répondent qu'ils n'obéiront qu'aux ordres de la municipalité. Celle-ci parcourt la ville, fait entendre partout des paroles de paix, et parvient à calmer la multitude. Sa fureur semblait être apaisée, lorsqu'on reçut la nouvelle de la découverte du complot qui avait été tramé à Lyon; alors on se rappelle que l'avocat Pascalis, le même qui s'était attiré l'inimitié populaire pour avoir protesté contre la dissolution des Parlemens, était accusé d'entretenir une correspondance avec les émigrés de Nice. Sans égards pour la considération que lui avaient attirée ses lumières en jurisprudence et en administration, on le conduisit en prison; mais il n'y

resta pas longtemps. Le lendemain un attroupement immense l'en arracha avec M. de La Roquette, et tous deux furent pendus aux arbres du Cours, devant la porte de leur maison. Six heures après, on amena de sa campagne M. de Guiramand, âgé de soixante-dix-huit ans. Après l'avoir fait passer sous les arbres où les deux suppliciés étaient suspendus, ce malheureux vieillard subit le même sort. Ces crimes furent commis (13 et 14 décembre 1790) sous les yeux d'une garnison nombreuse qui laissait emprisonner ses officiers et déclarait ne plus reconnaître que les volontés d'une tourbe infâme qui d'elle-même s'érigait en bourreau.

Peu de jours auparavant, l'Assemblée nationale avait décrété qu'il ne serait donné aucune suite à la procédure relative à l'insurrection de Nancy : voyant que sa clémence n'était point à la révolution cette cruauté qui avait signalé son début, elle voulut enfin déployer une autorité imposante ; mais elle était toujours retenue par la crainte d'arrêter l'élan national en sévissant contre les chefs d'une multitude féroce. Mirabeau, dans un long discours, voulut justifier la municipalité d'Aix, en protestant que l'autorité civile et la force militaire avaient été impuissantes. Selon lui, les ennemis de la révolution ne cessaient de s'agiter dans cette ville ; et, depuis la suppression des Parlemens, ils avaient redoublé de force et d'audace ; il rappela combien ces titres d'*amis du roi et du clergé* étaient ridicules ou séditieux dans un État où tous les citoyens aimaient le roi,

et où il n'y avait plus de clergé. Il finit par demander que des troupes et des commissaires fussent envoyés dans le département des Bouches-du-Rhône pour faire respecter l'autorité méconnue.

L'abbé Maury, peu satisfait de ces conclusions, voulait que l'Assemblée exprimât avec énergie toute son indignation contre les meurtres populaires; mais Charles de Lameth combattit cette proposition. « On accuse le peuple, dit-il, et moi je le défends. « Je suis bien loin de l'excuser, lorsque, poussé à « bout, il a commis des crimes; mais si l'on envi- « sage ces événemens sous leur vrai point de vue, « on reconnaît que ce sont des affaires d'avant- « postès où le peuple a toujours l'avantage. A Perpi- « gnan, ce même peuple n'a-t-il pas eu le courage « difficile de pardonner? Je pense donc qu'il n'y a « pas lieu à délibérer ¹. » L'Assemblée, entraînée par le même esprit d'indulgence qui l'avait toujours abusée, se borna à envoyer à Aix des commissaires et des troupes, mais avec des instructions timides et limitées, lorsque, dans une telle crise, il aurait fallu des mesures promptes et vigoureuses pour prouver qu'aucune organisation sociale ne peut s'améliorer si elle prélude à ses réformes par des émeutes et des assassinats.

¹ *Moniteur* du 22 déc. 1790, p. 1468, col. 2^e et p. 1469, col. 1^{re}.

TABLE

DES LIVRES ET SOMMAIRES

CONTENUS DANS CE VOLUME,

FORMANT LE TOME SECOND DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

LIVRE VII.

LES PARLEMENS.

Pag.
Situation du roi et de la reine. — Liste civile. — Les anciennes formules supprimées. — Démission de Lally et de Mounier. — Elle est blâmée. — Portrait de Malouet. — Lafayette et le duc d'Orléans chez M^{me} de Coigny. — Ce prince part pour l'Angleterre. — Massacre du boulanger François. — Loi martiale. — Discours de Robespierre. — Nouveau portrait de Robespierre. — Portrait de Calonne. — Emigrés à Turin. — Inertie des ministres. — Portrait de Talleyrand. Son rapport sur les biens du clergé. — Discours de Maury et de Thouret. — Biens du clergé à la disposition de la nation. — Opposition du clergé. — Mandement de l'évêque de Tréguier. — Opposition des pays d'Etat. — Vacances des Parlemens. — Emeute à Toulon. — Société anglaise des Amis de la Révolution. — Opinion de Martineau sur la politique de l'Angleterre. — Troubles en Belgique et en Corse. — Discours de Fréteau au roi. — Portrait de Joseph II. — Dispositions politiques..... 1

LIVRE VIII.

FAVRAS.

Projets de finances de Necker et de Laborde. — Organisation départementale. — Exaltation des esprits. — Représentation de *Charles IX.* — Refus de donner voix délibérative aux ministres. — Les

députés ne peuvent accepter de places. — Liberté et abus de la presse. — Portrait de Favras — Il est trahi et arrêté. — Conduite de Moxsiux. — Séance royale. — Serment à la constitution. — Le duc d'Orléans écrit de Londres. — Portrait du baron de Bezenval. — Crime de lèse-nation. — Procès de Favras. — Conduite de Talon envers ce prisonnier. — Favras est sacrifié. — Son héroïsme. — Son éloge. — Cazalès propose la dictature. — Discours de Robespierre et de Mirabeau sur la dictature. — Disposition de l'armée et sa constitution. — Premier club des jacobins. — Histoire des journaux. — Portrait de Brissot, — d'Hébert, — de Marat, — de Danton. — Marat et Danton poursuivis par le Châtelet. — Colonies. — Rapport célèbre de Barnave à ce sujet.....	85.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

LIVRE IX.

LES ASSIGNATS.

Suppression des vœux monastiques. — Discours de Garat contre ces vœux. — Motion de l'évêque de Nancy. — Discours de Charles de Lameth. — Cazalès veut la dissolution de l'Assemblée. — Rabaud Saint-Etienne s'y oppose. — Suppression des Parlements. — Organisation des tribunaux. — Discours de Cazalès sur l'élection des juges. — Portrait du marquis de Montesquieu. — Son rapport sur les finances. — Assignations ou billets. — L'évêque de Nancy défend les biens ecclésiastiques. — Discours de Rœderer, — de l'archevêque d'Aix, — de Thouret, Montesquieu et Treilhard. — Portrait de l'abbé de Montesquieu. — Motion de Dom Gerles. — Portrait de ce chartreux. — Discours de Charles de Lameth. — Première protestation du côté droit. — Discours de Menou contre la motion de Dom Gerles. — Motion de La Rochefoucauld. — Discours de Mirabeau. — Vente des biens du clergé. — Prisons et <i>vade in pace</i> . — Assignats monétisés. — Livre Rouge. — Situation de Necker. — Prorogation de l'Assemblée. — Discours de l'abbé Maury, — de Mirabeau.....	178.
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

LIVRE X.

LA FÉDÉRATION.

Mirabeau et la cour. — Discussion sur le droit de guerre ou de paix. — Discours d'Alexandre de Lameth et de Robespierre, — de	
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Mirabeau. — Discours pour et contre la prérogative royale, — de MM. de Lévis, — de d'Aiguillon, — de Charles de Lameth, — de Pé-
tion, — de Saint-Fargeau, — de Robespierre, — de Maury, — de Bar-
nave et de Mirabeau. — Fixation de la liste civile. — Mort de
Franklin. — Premières fédérations. — Vainqueurs de la Bas-
tille. — Portrait de Clootz, orateur du genre humain. — Sup-
pression des titres. — Maury les défend. — Montmorency les
repousse. — Abolition de la noblesse. — Opinion de Necker sur
la noblesse. — Lafayette se démet du commandement. — Il
s'oppose au retour du duc d'Orléans. — Ce prince quitte l'An-
gleterre. — Il publie l'exposé de sa conduite. — Champ de Mars.
— Enthousiasme des Parisiens. — Les fédérés. — Ils sont pré-
sentés au roi. — Fédérés bretons. — Fédération. — Lafayette. —
Talleyrand. — Magnificence de cette fête. — Les séditieux trou-
blent la paix. — D'Aiguillon dénonce les émigrés..... 249

LIVRE XI.

LA GUERRE CIVILE.

Malouet accuse Camille Desmoulins. — Intrigues du fanatisme.
— Deuxième protestation du côté droit. — Nouveau portrait
de Calonne. — Troubles de Lyon. — Complot de Bonne-Sa-
vardin. — Insurrection à Marseille. — Emeute à Valence, —
A Lille, — A Perpignan. — Guerres religieuse et politique à
Montauban et à Nismes. — Motifs qui les susciterent. — Mis-
sion de Froment. — Fédération du Vivarais. — Camp de Jalès.
— Il est dissous. — Nouveau portrait de d'Entraigues. — Châ-
teau de Bannes. — Révolte des Avignonnais. — Meurtre des
marquis d'Aulan, de Rochegude et de l'abbé Auffroi, etc. —
Rovère et Duprat sollicitent la réunion du Comtat à la France.
— Conduite de Bouche, député d'Aix. — Intrigues de Main-
vielle, Tournal et Agricol Moureau. — Mirabeau vent le licen-
ciement de l'armée. — Révolte de Nancy. — Portrait de Bouillé.
— Joie des royalistes. — Douleur des jacobins. — Haine contre
les ministres. — Honneurs rendus au dévouement du jeune De-
silles..... 338

LIVRE XII.

LE CHATELET.

Départ de Necker. — Dangers qu'il court. — Dernier portrait de
Necker. — Liquidation de la dette nationale. — Motion hardie